


SCIENCES
REL.
STUDIES
U

# HISTOIRE
# D'ALLEMAGNE

---

## LA RÉFORME
## JEAN HUSS. — MARTIN LUTHER
### PREMIERS EMPEREURS DE LA MAISON D'AUTRICHE

# OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

A LA MÊME LIBRAIRIE

**Histoire d'Allemagne,** 7 volumes in-8 :

I. *Origines de l'Allemagne et de l'Empire germanique*, avec introduction générale, cartes géographiques. In-8.................................. 7 50

II. *Fondation de l'Empire germanique*. Charlemagne, Otton le Grand, Les Ottonides. In-8.................................................. 7 50

III. *L'Empire germanique et l'Eglise au moyen âge*. Henri IV et Grégoire VII. In-8........................................................ 7 50

IV. *L'Empire germanique sous les Hohenstaufen*. L'empereur Frédéric Barberousse. In-8.................................................... 7 50

V. *L'Empereur Frédéric II et la chute de l'Empire germanique au moyen âge*. Conrad IV et Conradin. In-8.................................. 7 50

VI. *Les Empereurs du* XIV^e^ *siècle*. Habsbourg et Luxembourg. Principautés, villes, ligues, etc. In-8........................................ 7 50

VII. *La Réforme*. Jean Huss, Martin Luther. In-8........................ 7 50

**Pie IX et Victor Emmanuel** Histoire contemporaine de l'Italie. 1 vol. in-12.......................................................... 4 »

**Italie et Renaissance.** Politique. — Lettres. — Arts. 2 vol. in-12... 8 »

I. *Les Médicis*. — Cosme et Laurent le Magnifique. — *Les Sforza*. — François Sforza. — Ludovic le More. — *Les Borgia*. — Alexandre VI et César. — Charles VIII et Savonarole.

II. *Les Papes*. — Jules II. — Léon X. — Adrien VI. — Clément VII. — *Les écrivains politiques*. — Machiavel. — François Guichardin. — *Les artistes*. — Michel Ange et Raphaël. — Chute de Rome, de Florence et de l'Italie.

**Les Empereurs romains.** Caractères et portraits. 4e édit. 1 v. in-12. 3 50

**Les tribuns et les révolutions en Italie.** — Jean de Procida. — Arnaud de Brescia. — Nicolas Rienzi. — Michel Lando. — Masaniello. 1 volume in-12........................................................... 3 50

**Entretiens sur l'histoire du moyen âge.**

*Première partie*. Tome I. Chute de l'Empire romain. — Invasions barbares. — L'Eglise chrétienne. — Clovis et les Mérovingiens. 3e édition. 1 vol. in-12. 3 50

Tome II. Civilisations chrétienne et mahométane. — Justinien. — Mahomet. — Saint Grégoire le Grand. — Charlemagne et les Carolingiens. 3e édition. 1 vol. in-12.......................................................... 3 50

*Deuxième partie*. Tome I. Chute des Carolingiens. — Féodalité et chevalerie. — Les premiers Empereurs allemands. — Les premiers rois Capétiens. — Saint Bernard et Grégoire VII. — La Croisade. 1 volume in-12.......................... 3 50

Tome II. Villes et communes. — Royauté française. — L'abbé Suger, Louis VI et Louis VII, Philippe-Auguste, Saint Louis. — Boniface VIII et Philippe le Bel. 1 vol.

**Histoire résumée de l'Allemagne** et de l'empire germanique. Leurs institutions au moyen âge. 1 fort volume in-12 accompagné de 5 cartes...... 4 »

HISTOIRE D'ALLEMAGNE

Rel

# LA RÉFORME

## JEAN HUSS, MARTIN LUTHER

PREMIERS EMPEREURS DE LA MAISON D'AUTRICHE

PAR

JULES ZELLER

MEMBRE DE L'INSTITUT



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1891





# LIVRE XV

# ORIGINES ET COMMENCEMENTS DE LA RÉFORME[1]

## JEAN HUSS. — L'EMPEREUR SIGISMOND
## LES UNIVERSITÉS ET LES CONCILES

---

## CHAPITRE XXXIV

### § I. — État anarchique de l'Europe au commencement du xvᵉ siècle

Si l'on veut embrasser et suivre avec précision les origines diverses et les causes générales de cette grande révolution qu'on appelle en Allemagne la *Réforme,* il faut remonter plus haut qu'on ne le fait d'ordinaire et, bien qu'elle ne paraisse éclater avec toute sa puissance qu'au xviᵉ siècle, faire commencer son histoire au xvᵉ, à l'époque du dernier empereur de la maison de Luxembourg, Sigismond, et des trois premiers souverains allemands de la maison d'Autriche ramenée à l'Empire, avec les empereurs Albert Iᵉʳ, Frédéric III et Maximilien Iᵉʳ. L'ordre dynastique des maisons impériales ne peut servir ici à distinguer les périodes ; il y a, à partir de ce moment, une puissance

[1] Voir le tome VI.

plus forte que celle des souverains. *Mens agitat molem*, la pensée qui agite les masses emporte tout.

Sans remonter jusqu'au XII^e siècle, à saint Bernard qui avait déjà de son temps réclamé une réforme dans l'Église, ce n'était pas la première fois qu'on avait tenté d'apporter quelques remèdes aux plaies dont celle-ci souffrait et quelque adoucissement au malaise de la chrétienté. Des tentatives de réforme précèdent toujours les révolutions. Il en a été ainsi de la révolution même du XVI^e siècle qui a gardé plus spécialement le nom de *Réforme* ou *Réformation*. Dès le XV^e siècle déjà, quelques souverains, en Allemagne, en France, essaient de prendre cette œuvre en main, et de grands conciles, comme ceux de Constance et de Bâle, réunis à l'instigation des plus grandes Universités de l'Europe, entreprennent cette lourde tâche. On sentait bien que le vieux monde était à bout, et l'on n'entrevoyait pas clairement sur quelles bases construire le nouveau. C'est la période d'hésitation, d'essais, de tâtonnements du XV^e siècle qui prépare le XVI^e.

Tout se tenait, tout adhérait étroitement dans les sociétés du moyen âge, la religion, la politique, la culture de l'esprit, l'Eglise, les gouvernements, les Universités. La Rome des papes avait accompli une grande chose, l'unité de l'Europe chrétienne par la communauté de la foi, le seul sentiment alors universellement puissant sur les âmes. La chrétienté européenne était la grande patrie religieuse qui couvait les germes des patries particulières. Mais aussi, comme la foi était le fond de l'homme au moyen âge, l'Église avait la main partout, même dans la politique et dans la science, pour assurer cet accord du monde chrétien dans le domaine moral et dans celui des affaires. On peut le dire sans craindre de trop se tromper : au moyen âge,

malgré des tentatives de résistance, malgré quelques exceptions et des luttes, la politique alors n'était pas moins que la science la servante de la théologie ; l'État était une dépendance de l'Église, et le droit divin, qui présidait à la culture des esprits, était presque aussi réellement la source du savoir, que celle du pouvoir. Point de monarchie chrétienne qui ne fut consacrée par la religion. Point d'Université qui ne reçut ses statuts de Rome. L'Église délivrait le privilège de la puissance : la papauté aux empereurs, en Allemagne et en Italie, et des archevêques, aux rois, dans les autres contrées de l'Europe, comme elle bénissait les fondations des Universités nouvelles. La déposition lui garantissait parfois l'obéissance des souverains, dans le champ de la politique ; l'excommunication, le feu quelquefois, lui assuraient la dépendance des Universités qui vivaient sous la surveillance des dominicains, dans le champ de la pensée. Enfin, la foi sanctionnait, créait presque la science et le pouvoir qui, à leur tour, démontraient ou protégeaient la foi ; et la tiare pontificale, dominant les consciences et les volontés, était comme la clef de voûte de tout l'édifice [1].

Aussi la grande révolution désignée, au XVI^e siècle, en Allemagne, sous le nom de Réforme, n'est-elle pas une révolution exclusivement religieuse. Le rôle éclatant que les principaux personnages, Jean Huss de Prague, le docteur en théologie Martin Luther de Vittemberg ont joué, en accaparant toute l'attention, empêche souvent d'en reconnaître toutes les causes, d'en saisir tous les éléments et d'en mesurer l'étendue et la profondeur. Cependant, il ne

[1] *Ficker J. Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen, Inspruck*, 1861. *Hœfler, Kaiserthum und Papsthum, ein Beitrag zur Philosophie der Geschichte* ; *Prague*, 1862.

s'agit pas seulement, au XVIe siècle, d'une nouvelle interprétation théologique du christianisme et d'une tentative de reconstitution de l'Église, qui engendrent les disputes et mettent les armes aux mains des hommes. Ce siècle tente aussi de refaire l'instruction et l'éducation des esprits, pour renouveler les Lettres, les Sciences, les Arts; et il contribue à amener, dans les fondements et dans la constitution des États, des Gouvernements et de la Société d'alors, les changements qui caractérisent en Europe le passage du moyen âge aux temps modernes. Ce qu'on qualifie ordinairement du nom de Réforme est, dans l'histoire de la civilisation allemande et européenne, une révolution ou, comme on aime à s'exprimer aujourd'hui, une évolution à la fois littéraire, religieuse, politique et sociale.

Il en est ainsi à toutes les grandes époques de transformation où les sociétés humaines subissent ces profondes métamorphoses qui sont appelées à renouveler leurs destinées. Aujourd'hui, ne s'efforce-t-on pas de montrer que la révolution religieuse, qui a fait succéder la religion chrétienne à la païenne, a été préparée par une longue et secrète fusion des doctrines philosophiques ou mystiques de l'Orient avec celles de la Grèce et de Rome, et que les révolutions politiques même de ce qu'on a appelé la décadence et la chute de l'Empire romain ont achevé la victoire chrétienne? La Révolution, en apparence bien politique du XIXe siècle, en France, n'a-t-elle pas aussi été préparée par la philosophie du XVIIIe siècle, et n'y surprend-on pas, dès l'origine, des éléments destinés à affecter profondément le régime des religions établies et les conditions mêmes de la société actuelle?

Un véritable précurseur, savant et écrivain de génie, Nicolas de Cues, dès le milieu du XVe siècle, semble pressen-

tir le triple caractère de cette grande évolution[1]. Humaniste de la première heure, ami de l'antiquité classique qu'il avait étudiée en Italie et qui réunissait « si harmonieusement, disait-il, la liberté à la mesure, l'esprit et la nature », il avait essayé, en parcourant l'Allemagne, de réformer l'instruction du clergé et l'éducation de tous sous cette inspiration, d'après un plan général qu'il avait soumis au pape Pie II. Témoin du désordre, de l'anarchie, où l'impuissance de l'empire, l'usurpation des princes et les résistances des villes plongeaient l'Allemagne, après avoir vu, dans la restauration du pouvoir impérial pourvu d'une armée permanente et entretenu par un impôt général, le remède à tous les maux, homme d'amour et de foi, apôtre de la piété et de la science, il aurait voulu associer la philosophie et la théologie « pour éclairer les esprits, améliorer les mœurs et opérer ainsi doucement, sans secousse, une réforme « où le divin, le vrai, eûssent transformé l'homme et non l'homme la divinité ».

La déchéance du Saint-Siège, depuis sa translation à Avignon, et le grand schisme avaient, dans les principales monarchies européennes et dans les Universités déjà fondées chez elles, singulièrement ébranlé cette prédominance de la foi dans la politique et dans la science. Les souverains, depuis un siècle, en France et en Angleterre, montraient une indépendance à laquelle l'Église n'était point accoutumée; les Universités, à Oxford, à Paris, commençaient à opposer leurs résolutions aux décrets de la cour de Rome. Il n'en était point ainsi, il est vrai, en Allemagne où la cause du *Saint Empire romain* et celle du *Saint-Siège* semblaient toujours aussi intimement liées. Mais cette union

[1] Nicolaus de Cues, *De concordantia catholica*.

n'en semblait que plus funeste au Saint Empire qui participait au sort de la papauté, au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, et qui, à la fin du triste règne de Venceslas [1], tombait des mêmes chutes. On a vu comment, même une grande assemblée chrétienne, provoquée par les réclamations des Universités européennes, dont l'ensemble semblait former comme un nouveau pouvoir spirituel à la place de celui qui disparaissait, comment le grand concile de Pise, au lieu d'éteindre le schisme, n'avait abouti qu'à donner à la chrétienté trois papes au lieu de deux, Benoît XIII, Clément VII, Alexandre V. Les électeurs de l'empire allemand qui avaient, sans y réussir, voulu déposer Venceslas, étaient arrivés au même résultat, en divisant leurs voix entre les deux frères Jost de Moravie et Sigismond. Il y avait trois empereurs comme il y avait trois papes. Jamais l'Europe chrétienne n'avait paru plus menacée de s'abîmer dans l'anarchie et dans le désordre qu'au moment même où, après s'être longtemps partagée entre ces deux grands pouvoirs si souvent en lutte, elle n'avait plus su même les choisir et était retombée sur elle-même.

Le désordre était partout d'un bout à l'autre de l'Europe, comme en Allemagne. Tandis que les rivalités des rois d'Espagne retardaient l'expulsion des Maures de la péninsule ibérique et que les Ottomans, déjà maîtres d'une partie de la péninsule hellénique, s'attaquaient à la Hongrie, boulevard de l'Allemagne, la division était dans toutes les contrées puissantes de l'Occident européen, cette réserve du monde civilisé, d'où étaient si souvent sorties des armées qui avaient reporté l'invasion chez les Infidèles. L'Angleterre sortait à peine de la révolution dynastique qui

[1] Voir notre précédent volume.

avait fait monter sur le trône le Lancastrien Henri IV aux dépens du malheureux Richard II. Enfin en France, à la guerre civile des Bourguignons et des Armagnacs, sous un roi atteint de folie, allaient s'ajouter, par de nouvelles invasions anglaises, les tristesses de la guerre étrangère.

A rechercher la cause la plus profonde de ce mal général, mais plus cuisant peut-être en Allemagne qu'ailleurs, il était impossible de ne pas l'attribuer à la décadence de la discipline ecclésiastique qui avait présidé pendant le moyen âge au développement et au progrès de la société chrétienne. En effet, si, au moment où la papauté et la hiérarchie brillaient du plus vif éclat et exerçaient le plus de puissance, on s'était plaint parfois de leurs abus de pouvoir, de leurs exactions, ce cri de Réforme devait être plus menaçant, maintenant que les papes abdiquaient leur rôle de directeurs de la conscience humaine et de gardiens de la morale publique, et que, à leur suite, les grands prélats de l'Église, nommés par eux, et le bas clergé même, entraîné avec le reste, donnaient les plus fâcheux exemples.

On s'était souvent plaint dans l'Église de l'ambition de la cour pontificale et de l'avidité des prélatures, de leurs empiètements, de la facilité avec laquelle elles délivraient trop souvent à prix d'argent des indulgences, des rémissions de péchés, enfin de tout un ensemble d'abus qu'on appelait de deux mots fort mal sonnants dans l'Église : la *simonie*, et l'usage profane des choses saintes, la *sécularisation*. Mais, depuis que des papes rivaux, pour soutenir la lutte, maintenir et augmenter leurs partisans, recouraient à tous les moyens, exploitaient leurs anciennes prérogatives, les *annates*, les *provisions*, les *réserves*, les *expectatives*, et en inventaient de nouvelles, les plaintes étaient encore plus

acerbes et plus justifiées [1]. Presque tous les évêques, nommés ou confirmés par Boniface IX, lui avaient payé pour les annates une somme six fois plus forte qu'à l'ordinaire. Le système des *commandes* qui n'atteignait autrefois que les abbayes et les petits bénéfices s'était appliqué aux dignités les plus élevées. Urbain VI avait disposé de cette manière du siège d'Aquilée, un des archevêchés les plus riches et les plus vastes de l'empire. Les habitants avaient protesté, refusé d'accepter le titulaire qui leur avait été imposé; il s'en était suivi une guerre qui dura sept ans et où sombra la prospérité de la province. On avait établi à Rome, à Avignon, dans les deux sièges rivaux et condamnés à se faire la guerre, un véritable encan des bénéfices; tout s'achetait, emplois, dispenses, honneurs, indulgences. Les charges ecclésiastiques étaient devenues une monnaie courante et servaient à récompenser les services rendus aux deux papes; des cardinaux, possédant des centaines de bénéfices, faisaient nommer curés leurs plus humbles servants; on en arrivait à donner des bénéfices à des femmes et à des enfants.

Naturellement, les titulaires du bénéfice ne songeaient qu'à rentrer dans leur argent, vendaient les charges dont ils disposaient, trafiquaient de leur pouvoir. « Ce sont des marchands avides de gain, dit Nicolas de Clémangis, ils vendent leurs produits. Si un de leurs subordonnés a commis une faute grave, ils lui pardonnent moyennant finances. » La contagion gagnait de proche en proche, et, comme les évêques suivaient l'exemple du pape, les prêtres imitaient leurs évêques. Les canons qui interdisaient de rien exiger

[1] Dœllinger *J. Die Reformation, ihre innere Entwicklung und ihre Wirkungen.* 3 vol. Ratisbonne, 1846-1848.

pour les cérémonies religieuses étaient depuis longtemps oubliés. Le baptême, le mariage, la confession, la sépulture, étaient pour le clergé d'inépuisables ressources de revenus qu'il augmentait démesurément ; les pénitences et les dispenses dont la plupart des églises et des monastères avaient reçu pouvoir de disposer, étaient remplacées par des amendes, et un véritable tarif prévoyait toutes les fautes, depuis les plus vénielles jusqu'aux plus énormes. Les dîmes, plus lourdes, étaient exigées avec une rigueur inaccoutumée ; et, en même temps, les prêtres, peu à peu, s'affranchissaient de payer l'impôt. De leurs fonctions, ils ne connaissaient plus guère que les avantages et négligeaient tous les devoirs. Beaucoup ne résidaient pas ; d'autres, ignorants ou paresseux, ne s'acquittaient pas de leurs fonctions, ne s'occupaient de leurs ouailles que pour les pressurer ; quelques-uns ne portaient pas le costume ecclésiastique, n'étaient pas tonsurés. Ces prêtres étaient trop nombreux ; dans les cathédrales, autour des évêques, on les comptait par centaines, trois cents dans la cathédrale de Prague, sans autre mission que de paraître à quelques cérémonies et de guetter quelques bénéfices. Les fonctions ecclésiastiques, trop largement dotées, excitaient trop de convoitises ; beaucoup entraient dans les ordres sans vocation réelle, et apportaient, dans leurs nouvelles fonctions, les habitudes les plus déplorables. Quelle influence de pareils pasteurs pouvaient-ils exercer sur leurs troupeaux ? L'évêque de Prague, Ernest de Pardubitz, les accuse de corrompre leurs fidèles plutôt que de les améliorer ; et les écrivains les moins hostiles à l'Église n'osent pas l'accuser d'exagération. L'usage s'étant introduit de permettre aux prêtres, moyennant une légère redevance, d'entretenir une concubine,

beaucoup avaient des enfants, les élevaient auprès d'eux : ce n'étaient pas toujours les plus mauvais. Dans le clergé régulier les mœurs étaient plus dissolues encore et plus grossières, l'ignorance plus complète, la paresse plus sordide.

Et c'était au moment même où le clergé scandalisait ainsi le monde, qu'il abusait le plus de sa puissance. Non seulement les prêtres s'étaient soustraits à la compétence des tribunaux ordinaires, mais ils prétendaient réserver aux tribunaux ecclésiastiques toutes les affaires où était mêlé un membre du clergé et toutes celles qui, de près ou de loin, touchaient à la religion, c'est-à-dire, bon nombre d'affaires civiles. Les excommunications étaient prodiguées pour les motifs les plus futiles. Les évêques entretenaient sous le nom de *promotores*, pour pousser au bien, de véritables espions qui, sous tous les prétextes, dénonçaient les laïques et les amenaient à financer. Qui osait toucher à un prêtre ou à ses biens encourait les peines les plus rigoureuses, tandis que les ecclésiastiques échappaient trop souvent à la punition de leurs fautes ou en étaient quittes, tout au plus, pour une amende. Souvent ils se servaient de leurs franchises pour faire aux bourgeois une concurrence déloyale ; quelques-uns faisaient ouvertement le commerce de l'argent, tenaient des cabarets ou des auberges, qui étaient quelquefois le repaire de la plus triste population.

Les privilèges du clergé avaient été à l'origine le prix de sa mission religieuse et morale longtemps bien remplie ; ils devenaient odieux depuis qu'il ne les méritait plus ; et il ne justifiait que trop, dès le xiv[e] siècle, la puissance de ce cri de réforme, bien avant que celle-ci devint, un siècle plus tard, une réalité. La réforme est tentée en Angleterre, en Bohême, avant de l'être en Allemagne. Le saxon Martin

Luther a des précurseurs dans l'anglais Wicklif et dans le bohémien Jean Huss. Mais les temps n'étaient point mûrs, et il fallait attendre que l'opinion publique chrétienne trouvât des organes appropriés, assez puissants, pour faire valoir bon gré mal gré ses réclamations ; c'est le travail obscur qui se fait au xve siècle, et ce sont les vraies origines de la *Réforme*.

## § II. — Les Universités de Paris, d'Oxford et de Prague

Le mal, quelque profond qu'il fût, dans l'Église, n'était peut-être pas constitutif ; il tenait aux circonstances et aux chefs, non à la nature même des choses. La foule, au moyen âge, restait profondément religieuse et chrétienne, tout en raillant le clergé avec un sens très fin et très juste de la réalité ; dès lors, les maux dont elle souffrait et dont elle accusait la papauté et l'Eglise, ne lui enlevaient encore ni la foi, ni l'espérance chrétiennes. D'ailleurs, heureusement, dans la société chrétienne il n'y avait jamais eu, jusqu'alors, une grande corruption sans une prompte réaction et un effort de retour vers le bien ; c'est là un des traits qui paraissent distinguer les temps chrétiens des temps païens. Qnand l'Eglise oubliait sa tâche de directrice des consciences, il sortait, comme du fond du christianisme même, un immense cri de réprobation d'où naissaient immédiatement un désir plus puissant encore de réforme et des institutions et des hommes pour l'entreprendre. Au xie siècle, dans un temps de pareille corruption, on se le rappelle, le clergé régulier avait commencé

la réforme du clergé séculier; et depuis, la papauté avait créé ordre sur ordre, enfanté les légions des franciscains et des dominicains, moins pour défendre l'Eglise contre l'hérésie que pour la corriger. Mais cette ressource précieuse semblait maintenant épuisée. L'ordre de Saint-François avait poussé trop loin l'ascétisme et élevé ses censures jusqu'à la papauté avec les *fraticelles ;* et la papauté avait sévi contre l'ordre de Saint-François. Les dominicains, à leur tour, s'étaient perdus par leurs rigueurs. Au XIVe siècle, le mouvement réformateur partit d'une institution qui était bien encore dans l'Eglise, mais qui n'était point l'Église elle-même, il vint des Universités, bien que les prédications du célèbre dominicain Jean Tauler, de Strasbourg, en Allemagne, et le livre de l'*Imitation du Christ* qui appartient moins à un homme et à une nation qu'à la vie monastique où il est né, aient servi sans aucun doute aussi à le préparer. Ce ne sont plus des moines qui se mettent à la tête du mouvement réformateur, ce sont des savants, des clercs, des docteurs. C'est un commencement de laïcisation.

Après les vieilles Universités italiennes de Bologne et de Naples qui s'occupaient peu de théologie, les deux plus célèbres Universités, en Europe, étaient celles de Paris en France et d'Oxford en Angleterre. Elles s'étaient rencontrées dans la pensée de commencer l'œuvre en s'efforçant de ramener la papauté à ses origines et, dans l'expression commune de leurs vœux, elles demandaient la *réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres*. Contre le schisme, contre les excès de pouvoirs et les abus engendrés par la rivalité de deux, maintenant de trois papes, contre la richesse, le luxe des prélats, l'ignorance et la dépravation de quelques ordres, leurs plaintes avaient beau jeu ; mais

elles ne s'étaient point accordées dans le choix des moyens propres à remédier au mal.

Ce fut en Angleterre, pays depuis longtemps récalcitrant à la primatie pontificale, et alors mécontent, que la papauté d'Avignon fût au service de la France, que le mouvement fut le plus accusé. Un docteur de l'Université d'Oxford, Jean Wiklif, esprit ardent et radical, qui s'éleva d'abord contre les abus de détail dans l'Eglise, en était arrivé bientôt à penser qu'il ne fallait rien moins que refaire à nouveau le dogme et la discipline, en ramenant le christianisme où il en était après la promulgation de l'Évangile, et la monarchie pontificale et la hiérarchie sacerdotale, à l'égalité des premiers jours. Il avait opposé l'Evangile qu'il traduisait en langue vulgaire à la tradition romaine et la méditation de la sainte parole aux œuvres pies, à la confession, aux sacrements prônés et soutenus par l'Eglise. Bien que condamnées par les principaux prélats d'Angleterre réunis en un concile en 1382, les opinions de ce docteur, qui se rattachaient à celles de saint Augustin et aux tentatives précédentes des Vaudois et des Albigeois, avaient trouvé un grand nombre de partisans dans l'Université d'Oxford, et, tandis que Wiklif vieillissait dans sa cure, sans être inquiété, elles étaient passées sur le continent où on les retrouvait aux Pays-Bas et le long du Rhin, dans les sectes des *Beguins* et des *Lollards*, mais sans faire plus de progrès. On désirait une réforme et non encore une révolution. D'ailleurs les troubles qui vers cette époque agitèrent l'Angleterre et son éloignement à l'extrémité de l'Europe affaiblissaient l'influence de ses docteurs.

Tout, au contraire, désignait au premier rôle l'Université de Paris : son antique illustration, le nombre de ses élèves, son dévouement éprouvé à l'Église, et, malgré ses

malheurs, le prestige de la France, qui exerçait alors dans le monde une sorte d'hégémonie morale. Très sensible aux abus dont souffrait directement le clergé gallican et très respectueuse des droits de la papauté qui avait rendu à la royauté française des services éminents, dévouée au bien public et aux droits de l'Église, l'Université de Paris apportait dans ses désirs de réforme cette modération et cet esprit de hardiesse pratique et contenue qui ont toujours été un des traits distinctifs du caractère national. Elle ne pensait pas que le meilleur moyen de réparer l'édifice fût de le détruire. Elle eut la bonne fortune de trouver des chefs dignes d'elle dans Gerson, chancelier de l'Université de Paris, Pierre d'Ailly et Nicolas de Clémengis. Fort instruits, corrects et pieux dans leur conduite, commandant le respect par la hauteur de leur raison, la dignité de leur vie, la calme fermeté de leur pensée, ils appartenaient à cette catégorie de sages *politiques* à laquelle la France n'enleva jamais pour longtemps sans danger la direction de sa destinée. Ils avaient vû des révolutions et s'en défiaient. Ils jugeaient nécessaire de limiter la puissance du Saint-Siège et de rendre un peu plus d'indépendance aux églises nationales, mais à condition que l'Unité chrétienne n'en fût pas affaiblie. Ils admettaient que, dans un moment de crise, l'Église, représentée par des conciles généraux, reprît un moment l'autorité suprême ; mais ils ne contestaient pas en principe la suprématie pontificale. Gerson et d'Ailly, celui-ci plus peut-être par tempérament et celui-là par réflexion, n'avaient pas moins horreur des audaces imprudentes que des faiblesses coupables. Une des principales causes du malaise général était, pensaient-ils, la déchéance du pouvoir pontifical mis en question par le schisme; et ils songeaient à le restaurer en rétablissant l'unité, à le fortifier en le débarrassant d'attributions plus

encombrantes qu'utiles et à le sanctifier en travaillant avec lui et par lui à la réforme générale.

Les projets de l'Université de Paris ne pouvaient être nulle part mieux accueillis qu'en Allemagne. Les autres pays étaient protégés contre les exactions de la curie par leurs souverains. L'Allemagne, avec un pouvoir central impuissant ou divisé, était en proie à toutes les exactions et à tous les désordres. Les abus retombaient de tout leur poids sur l'Empire. Depuis assez longtemps, des symptômes multipliés révélaient l'irritation qui gagnait les âmes ; une sorte d'esprit de révolte se trahissait, soit par la résistance ouverte et quelquefois violente aux prétentions des papes et du clergé, soit par le progrès des sectes qui cherchaient en dehors de l'Église des satisfactions religieuses. On suit, depuis la fin du XIVe siècle, dans l'histoire de l'Allemagne, toute une traînée de faits, dont l'importance grandit à mesure qu'on approche de la Réforme et qui en sont la préparation et l'annonce. La lutte des papes et de Frédéric le Beau d'Autriche avait laissé dans les imaginations populaires une trace profonde. La cour romaine était restée victorieuse, et son candidat, Charles IV, avait été accepté par tous comme empereur ; mais la papauté n'avait pas tiré de très grands profits de sa victoire. Non seulement, Charles IV s'était montré fort indocile, mais il était trop sincèrement pieux et avait un sens trop juste des nécessités du gouvernement et des aspirations de l'opinion publique pour ne pas protester contre les abus ; son attitude avait singulièrement encouragé les résistances que provoquaient les habitudes de la cour romaine. Il se fut volontiers mis à la tête d'une réforme s'il n'avait eu bien d'autres affaires sur les bras. Des prêtres même quelquefois donnaient le ton. En 1367 et 1372, le clergé de Mayence formait une ligue pour se défendre contre les

dîmes exorbitantes ; il était suivi la même année par le clergé de Cologne, et en 1373, les trois électeurs ecclésiastiques s'unissaient pour mettre un terme aux exigences de Grégoire XI. Dans plusieurs villes de l'Allemagne septentrionale, à Magdebourg par exemple, les évêques protestaient contre les usurpations de la curie : quelquefois la lutte atteignait un degré de violence inouïe. Pour s'affranchir des *provisions* pontificales, on allait jusqu'au crime. L'évêque d'Hildeshein, Henri III (1369), faisait assassiner les prêtres que le pape prétendait lui imposer; les nonnes du couvent de Dernebourg avaient reçu d'Avignon l'ordre de nommer un certain Jean de Münsted à une cure qui dépendait du couvent; elles lancent contre lui quelques frères lais, et dans la rixe, Jean est tué.

Parmi les laïques surtout, l'exaspération était grande et en particulier dans les rangs de la bourgeoisie. Les chroniques des villes sont remplies, vers la fin du siècle, par les conflits des habitants avec leurs évêques et leurs chapitres, et ils aboutissent plus d'une fois à des incidents sanglants. A Francfort, la querelle de la municipalité et du clergé dure dix-huit ans (1389-1407). A Worms, en 1386, la foule saccage les églises et massacre les prêtres sur l'autel. Breslau est troublé plusieurs années par « une guerre des prêtres » qui nous représente en résumé la situation générale, les errements de la papauté, les prétentions du clergé et les haines qu'elles suscitent. L'évêque était mort en 1376 : la vacance de cet *évêché d'or* avait tenté Grégoire XI et il s'en était *réservé* la disposition ; le chapitre gagna, à grand renfort de présents, l'empereur et le légat et maintint son droit d'élection Le candidat, qui était allé chercher l'investiture à Avignon, arriva au moment du schisme, se laissa circonvenir et reconnut Clément VII.

Aussitôt, l'autre pape, Urbain VI, pour avoir l'occasion de percevoir de nouveaux droits, se hâta de déclarer l'évêché vacant. Les chanoines, ne pouvant s'entendre, ajournent indéfiniment l'élection. Les dîmes rentrent mal cependant; les seigneurs empiètent sur les domaines et les droits de l'évêché. Sur ces entrefaites, le chapitre ayant l'imprudence de faire aux bourgeois une concurrence déloyale en vendant de la bière étrangère introduite en franchise, en 1380, les conseillers confisquent un petit tonneau de bière en fraude : le chapitre met la ville en interdit. Venceslas intervient, et livre au pillage les biens des chanoines qui demandent justice au pape, puis sollicitent leur pardon.

L'état des esprits à cette époque se reflète avec une singulière vivacité dans une satire, commencée depuis longtemps et où le moyen âge a résumé en quelque sorte ses protestations contre la féodalité ecclésiastique et laïque; c'est alors que paraît en Allemagne sous sa forme à peu près définitive le fameux roman du Renard, le *Reinecke Voss*. C'est la grande épopée satirique qui forme la contre-partie des épopées héroïques et chevaleresques des XIIe et XIIIe siècles. Tous les peuples chrétiens y ont collaboré, l'ont enrichi d'épisodes et de développements, mais ces divers fragments se sont réunis de l'autre côté du Rhin dans une composition qui est comme le testament d'un siècle et d'une société. Dans l'œuvre, telle qu'elle nous apparaît à cette époque, la satire, presque indulgente pour Bruno, l'ours, pour l'empereur, fier, hautain et jamais obéi, et même pour le loup, maître Isengrin, qui représente la brutalité ignorante du seigneur féodal, réserve toutes ses rigueurs pour maître Renard, le type de la ruse hypocrite et le vrai symbole du vice suprême dans l'Église, la simonie, la profanation des choses saintes.

Mais les angoisses et les plaintes des âmes pieuses étaient une condamnation plus sévère pour l'Église que les railleries les plus acerbes. A côté de l'ironie, le mysticisme! Le siècle du *Reinecke Voss* est aussi celui de l'*Imitation de Jésus-Christ.* Comme le roman du Renard est la protestation ironique de la conscience contre l'oblitération de la foi, l'*Imitation* est le cri d'angoisse de l'humanité vers son idéal disparu. Nulle part, ce cri ne trouvait autant d'écho qu'en Allemagne. Les grands mystiques du xiv[e] siècle, Eckhart et ses disciples, Conrad de Mégenbourg, Jean Tauler surtout, le grand prédicateur de Strasbourg, avaient laissé une trace lumineuse et profonde; pour la première fois la théologie, sortie de l'école, s'était adressée au peuple dans sa langue, avait débattu devant lui les plus hautes questions. Depuis lors, il n'y avait presque pas de ville, surtout dans l'Allemagne rhénane, qui n'eût ses réunions de prières, dans lesquelles les *amis de Dieu* cherchaient l'édification qu'ils ne trouvaient plus dans les cérémonies officielles; l'hérésie était proche. Ces croyants prosternés, ivres de foi et d'amour divin, étaient suspects au clergé; les Lollards, les Beghards et les Beguines étaient accusés d'avoir accepté quelques-unes des doctrines de Wiklif. Les doctrines des Cathares, des Vaudois, des frères du *Libre Esprit* faisaient de nombreux prosélytes dans l'Allemagne du sud et particulièrement en Autriche.

## § III. — Jean Huss

Tandis qu'en France l'opposition s'était tout naturellement groupée autour de l'Université de Paris, en Allema-

gne les résistances restaient individuelles et locales. Il n'y avait pas encore chez elle une grande et vieille Université qui pût prendre la direction du mouvement. Les établissements de Vienne (fondé en 1366), de Heidelberg (1386), de Cologne (1388), d'Erfurth, dont on essayait de faire des Universités, en leur donnant les statuts de Paris (1392), n'avaient encore qu'un renom purement provincial et rien n'annonçait leur gloire et leur puissance futures. Si ce centre eût alors existé, peut-être la rupture de l'Allemagne et de Rome eût-elle été avancée d'un siècle.

Une seule Université de l'Empire pouvait peut-être dans une certaine mesure être comparée à celle de Paris et d'Oxford, c'était celle de Prague [1].

L'empereur Charles IV, de la dynastie de Luxembourg, un des plus savants et des plus habiles sinon des plus grands empereurs allemands, avait doté, au milieu du xive siècle, en 1347, sa capitale, Prague, « ville florissante et saine », d'une Université. C'était pour l'Empire, pour toute l'Allemagne même et pour les pays slaves les plus voisins qu'il avait fait cette fondation ; car, à l'exemple de l'Université de Paris, qui fut longtemps la seule en France, il divisa les étudiants de son Université en quatre nations : tchèque, polonaise, bavaroise et saxonne. Il y avait peut-être quelque chose d'un peu ambitieux et hors de propos, de la part de Charles IV, qui avait fréquenté dans sa jeunesse les grandes Universités de Bologne et de Paris, à vouloir créer ainsi une sorte d'établissement universel qui devînt le

[1] Sans vouloir citer tous les ouvrages écrits sur ce sujet en allemand ou en tchèque, après *Tomek, Esch. der prager universitæt*, je rappellerai seulement le livre d'un écrivain français, très versé dans ces matières, le *Jean Huss* de M. Ernest Denis, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.

centre d'instruction d'une grande étendue de pays et de plusieurs nations différentes.

Néanmoins, l'Université de Prague, fondée par Charles IV avait prospéré. A la fin du siècle elle comptait de 4,000 à 6,000 étudiants de toutes nations. Mais on n'avait pas tardé à y sentir les inconvénients d'une attraction et d'une agglomération trop grande d'étrangers. Le fondateur de l'Université ayant été obligé d'emprunter des maîtres français, allemands, italiens, les étudiants étrangers, les Allemands surtout, nation essentiellement émigrante et envahissante, avaient afflué et commençaient à submerger les Tchèques. Trop tard, ceux-ci, sous Charles IV, s'étaient-ils rappelés cet avertissement de la chronique tchèque de Dalimil : « Si un étranger vient à vous gouverner, votre nation ne durera pas longtemps ; un sage ne consulte pas les étrangers. L'étranger prendra des gens de sa langue et cherchera toujours votre mal ; il partagera aux siens votre héritage. Garde-toi bien de confier ta fortune à l'étranger, tête bohême. Là où il n'y a qu'une langue, là est la gloire. »

Charles IV, il est vrai, tout en faisant place aux étrangers, avait cherché à défendre les maîtres et les étudiants de Bohême contre la prédominance de l'élément allemand. Il aimait les Tchèques et particulièrement leur langue qu'il s'efforçait de remettre en honneur. Dans la *Bulle d'or*, n'avait-il pas ordonné que « les fils et les filles des électeurs, qui devaient savoir l'allemand pour l'avoir appris dès l'enfance, apprissent à partir de sept ans les langues latine, italienne et *tchèque*, de façon à les posséder à l'âge de quatorze ans? » Mais il en était arrivé dans l'Université comme dans le reste de la Bohême, dont les habitants comparaient l'allemand « au coucou qui aime à pondre ses œufs dans les nids des autres ». Non seulement presque toute la ligne des

frontières et d'importantes enclaves avaient été occupées par des colons allemands; mais, dans les villes, les Allemands s'étaient emparés de la haute industrie, du commerce et, laissant l'exercice des petits métiers aux Slaves, formaient partout la grosse bourgeoisie et occupaient les fonctions municipales. Ainsi, dans l'Université de Prague, l'élément germanique triomphait, d'autant plus que, des quatre nations, tchèque, polonaise, bavaroise et saxonne, la nation polonaise, surtout à partir de la fondation de l'Université de Cracovie, étant représentée par les Silésiens, ces trois dernières nations n'en faisaient pour ainsi dire plus qu'une, qui menaçait d'étouffer la première.

Les Tchèques cependant, qui faisaient partie de l'Université, luttaient avec énergie pour ne point se laisser absorber. Ils avaient protesté contre l'influence étrangère en faisant un usage passionné et bien conduit de leur langue nationale. A une époque où la langue allemande, malgré les travaux des mystiques, n'avait pas encore dépassé de beaucoup sa période de formation, la littérature tchèque, sous Charles IV, produisait depuis longtemps des romans chevaleresques, des œuvres satiriques, lyriques et élégiaques, des chroniques et des essais dramatiques, empruntés à la vie nationale, que les Allemands de Bohême ne faisaient guère qu'imiter ou traduire. Sur un autre terrain encore, la lutte s'engageait. Entre les croyances des Tchèques, qui avaient été amenés au christianisme, comme tous les Slaves, par des missionnaires byzantins, et celles des Allemands, disciples de l'Église latine, il y avait des différences de détails qui amenaient les seconds à soupçonner les premiers de quelque hérésie. Ces dissidences devinrent plus grandes au fur et à mesure que les Allemands envahirent si complètement les hautes dignités, fonctions et domaines ecclé-

siastiques que les Tchèques en étaient venus chez eux à appeler la haute hiérarchie catholique du nom d'Église allemande. Cette lutte sourde arriva à l'état aigu quand le clergé germanique de Bohême fut atteint aussi, vers la fin du XIVe siècle, de la corruption profonde qui faisait alors surgir de tous les côtés ces désirs ardents de réforme d'où devait sortir une révolution religieuse. C'est par là que l'opposition nationale tchèque contre les Allemands en vint à se confondre bientôt avec l'opposition générale religieuse contre l'Église romaine, et que la tentative de réforme, à laquelle Jean Huss donna son nom, eut un caractère aussi spécial que national, qui la rendit même suspecte à l'Allemagne où elle ne réussit point.

L'Église de Bohême était très corrompue, parce que Charles IV l'avait comblée de bienfaits. La Bohême ne comptait pas moins de 2,180 cures; la ville de Prague seule, 44 cures, plus 27 chapelles. Dans l'Église cathédrale il y avait 300 ecclésiastiques. On ne parle pas des couvents très nombreux et richement dotés. Quelques-uns assuraient que l'Eglise possédait les deux tiers du royaume. Les mauvaises mœurs suivaient comme conséquence. L'empereur et roi Charles IV avait essayé de porter remède à cet état de choses. Il avait bientôt abandonné la partie. Alors, il était sorti une protestation courageuse de la conscience tchèque surtout. Un Allemand d'Autriche, Konrad de Waldhausen, avait, il est vrai, commencé, en attaquant les moines et les pratiques superstitieuses qui s'étaient glissées dans l'Église. Mais bientôt le mouvement était devenu tout slave. Un Morave, Milic de Kremsier, fit remonter jusqu'à la papauté l'origine du mal ; il dut aller se justifier près du pape d'Avignon. Un de ses élèves, Mathias de Janov, reprit et continua son œuvre, en opposant les exemples de la primi-

tive Église à ceux de l'Église de son temps. Bientôt, un chevalier, Jean de Milheim, et un marchand fondèrent à Prague la chapelle de Bethléem exclusivement réservée à la prédication tchèque et à la réforme des mœurs. Un Jean de Stiékno, un Étienne de Kollin réunirent au pied de leurs chaires une foule empressée d'auditeurs, et les prêtres de Bethléem devinrent les véritables directeurs religieux de toute la population slave de Prague.

Ces orateurs et ces écrivains s'en prenaient aux abus et non aux dogmes. A l'origine, le caractère distinctif de la réforme bohême était beaucoup plus moral que théologique. Mais, en passant des prédicateurs aux maîtres, dans l'Université de Prague, les questions dogmatiques, devaient prendre plus d'importance et ajouter un nouvel élément d'opposition contre l'Église à ceux qui existaient déjà. Le rôle de Jean Huss fut justement de réunir et d'exprimer, dans sa conduite hardie, dans sa langue nationale, dans ses prédications et dans ses doctrines, la triple protestation de la nationalité, de la moralité et de la tradition dogmatique tchèque contre l'invasion allemande, contre la corruption de l'Église et la tradition dominante.

Parmi les jeunes maîtres de l'Université de Prague, le fils d'un paysan de Hussinetz, petit village de la Bohême méridionale, Jean Huss, s'était distingué par son savoir, par la dignité de sa vie et par son éloquence dans la langue nationale. Né vers 1369, il avait été promu jeune encore doyen de la Faculté des arts (1407) et, l'année suivante, recteur de l'Université. Auteur un peu tourmenté d'ouvrages qui sentaient la scolastique, c'était un orateur de premier ordre dans la langue tchèque qu'il portait à sa perfection. Devenu, grâce à son caractère plus encore qu'à son talent, chef de la jeune école de Bohême, qui voulait ramener

l'Église à sa pureté primitive, et nommé prédicateur de la chapelle de Bethléem, ses sermons le rendirent bientôt populaire, quoique sa prudence sût contenir l'ardeur un peu exubérante de quelques-uns de ses jeunes amis. Lecteur des œuvres de l'Anglais Wiklif, qui avaient pénétré jusqu'en Bohême, depuis le mariage de la sœur de Venceslas avec le roi d'Angleterre Richard II, il ne procédait cependant pas de lui et s'en éloignait même sur quelques points. Mais il apportait à ses compatriotes une force nouvelle en donnant à leurs réclamations un caractère tout national. A l'origine, le parti réformateur se recrutait également parmi les Allemands de Bohême et parmi les Tchèques. Peu à peu cependant, l'ardeur des Allemands s'était refroidie et s'était transformée en indifférence d'abord et plus tard en une réserve presque hostile.

Au commencement du xiv[e] siècle le triomphe de l'élément germanique en Bohême paraissait inévitable. Les mœurs, la langue, les institutions nationales perdaient partout du terrain, et l'élévation à l'empire des rois de Bohême semblait devoir hâter et compléter l'assimilation. La très grande majorité du peuple cependant tenait à ses traditions et à sa langue ; sous la longue et habile domination de Charles IV, sa richesse s'était accrue, et avec elle la fierté nationale et le désir d'indépendance. Dans les villes, au-dessous de la bourgeoisie allemande, le petit peuple se composait exclusivement de Slaves; et la révolution démocratique, qui dans presque tout l'Empire, à cette époque, faisait passer l'administration municipale des patriciens aux corporations, se traduisait ici par les progrès de l'élément indigène aux dépens de la population étrangère. Les seigneurs détestaient les Allemands, en haine des favoris étrangers, qui leur disputaient les honneurs, et de la bourgeoisie sur la-

quelle les rois s'appuyaient pour combattre leurs prérogatives. Charles IV, avait assisté sans inquiétude au réveil de l'esprit slave parmi ses sujets. La langue bohême, grâce à lui était revenue en honneur; cultivée par quelques écrivains supérieurs, théologiens ou juristes, elle avait acquis déjà un degré de perfection au moins égal à celui de la langue allemande. Pour agir sur le peuple, il fallait lui parler la langue qu'il comprenait. Les réformateurs prêchaient en tchèque ; ils avaient trouvé leurs auxiliaires les plus dévoués dans le bas clergé, en général hostile aux Allemands, et dans les nobles, soit que ces derniers eussent réellement le désir de restaurer la religion, soit qu'ils fussent jaloux des progrès des domaines ecclésiastiques. Ainsi le parti de la réforme tendait à se confondre avec le parti national, quand Huss lui-même vint les unir.

Né sur la frontière ethnographique des deux peuples et des deux langues où le contact immédiat des deux races excitait encore les passions, il lui arrivait de dire : « Les Bohêmes doivent être les premiers dans le royaume de Bohême, comme les Français dans le royaume de France et les Allemands en Allemagne : les lois, la volonté divine, l'instinct naturel ordonnent qu'ils occupent les premiers emplois. » Il réclamait ainsi pour le peuple indigène ce qu'il demandait pour la pensée bohême. On comprend quelle puissance d'opposition ce rôle donnait à Huss, contre une Eglise oppressive et une nation ennemie que les Tchèques combattaient depuis plusieurs siècles.

La lutte du roi de Bohême et empereur, Venceslas, contre le rival allemand qu'on lui avait opposé un instant dans l'empire, Robert le Palatin, avait récemment encore fait ressortir ces rivalités et en avait augmenté l'aigreur. Soutenus par leurs prédicateurs, les Tchèques étaient restés

en général obstinément fidèles à leur roi contre les Allemands de Misnie qui les avaient menacés dans Prague. Affaiblis par l'échec du Palatin, compromis par leur attitude, inquiets des progrès de l'élément démocratique, des rancunes du roi et de la noblesse tchèque, les étrangers crurent trouver un moyen de perdre leurs adversaires en les accusant de partager les opinions de l'anglais Wiklif, qui avait attiré l'attention de Jean Huss et d'un de ses amis, Jérôme de Prague. Les Universités jouaient alors, en quelque mesure, le rôle des assemblées parlementaires dans les sociétés modernes ; c'est sur les bancs de l'Université de Prague que s'engagea la lutte. Un certain nombre d'assertions de théologiens anglais ayant été condamnées comme hérétiques par l'archevêque et par l'Université de Prague, Huss et ses amis prétendirent que ces assertions n'étaient point textuellement empruntées aux livres de Wiklif ou n'y avaient point ce sens. La querelle durait et s'envenimait depuis quelques années, avec cette âpreté que prennent les disputes d'école, quand, en 1409, la question du schisme pontifical, qui divisait alors toute la chrétienté, entre le pape d'Avignon et celui de Rome, et par conséquent la Bohême, fut portée devant le concile de Pise rassemblé pour mettre fin à ce scandale, et rendit la rupture définitive et irréparable.

Après s'être séparés des deux papes Benoît XIII et Grégoire XII, entre lesquels se partageait la chrétienté, les cardinaux, pour que le concile pût choisir un vrai et légitime pape, demandèrent à l'empereur et roi Venceslas de renoncer à l'obédience de Grégoire XII qu'il avait reconnu. La question était de celles qui relevaient de l'Université de Prague. Le roi et les Tchèques étaient pour la demande des cardinaux ; mais, dans l'Université, ils étaient tenus en

échec par les professeurs et maîtres étrangers des nations saxonne, bavaroise et polonaise, qui, disposant chacune d'une voix, mettaient d'autant plus sûrement, dans les votes, la nation bohême en minorité que la nation polonaise était représentée surtout dans l'Université par les Allemands de Silésie. Plusieurs fois déjà les Tchèques avaient protesté contre la majorité de ces étrangers, tous les jours plus nombreux, qui venaient leur faire la loi chez eux. Le moment était venu pour les Tchèques de livrer une bataille décisive. C'était l'opinion de Jean Huss. Les docteurs du parti national ne lui marchandaient pas leur appui. A l'occasion d'une ambassade du roi de France et de l'Université de Paris, qui venaient demander au roi une déclaration de neutralité entre les deux papes, les conseillers de Venceslas obtinrent de celui-ci un décret (18 janvier 1409) en vertu duquel, à l'avenir, la nation tchèque dans l'Université de Prague disposerait de trois voix et les trois nations allemandes d'une seule.

C'était un coup d'État. Tandis que les Tchèques entonnaient les louanges de Venceslas, « libérateur de la patrie, » les Allemands, maîtres et élèves, s'engagèrent par serment à quitter l'Université, si le décret royal n'était pas rapporté. Les cours interrompus étaient remplacés par des rixes dans les rues. Venceslas somma les Allemands de se soumettre, nomma un nouveau recteur et lui donna les clefs et les sceaux. Les Allemands, fidèles à leur serment, le 16 mai, commencèrent leur exode, quittèrent la ville en longues files, au nombre, assure-t-on, de 5,000. L'Université de Prague en fut frappée sans retour : elle perdit son caractère universel, mais pour redevenir toute nationale. Les maîtres et étudiants allemands s'en allèrent à Leipsik, à Erfurth, à Heidelberg, à Cologne, dans ces nouvelles

Universités qui n'étaient que provinciales, mais non sans profit pour l'Allemagne. Le temps des grandes Universités internationales était passé, depuis que chaque peuple dans l'unité chrétienne aspirait à vivre de sa vie autonome.

Le décret de Venceslas, en renvoyant les Allemands en Allemagne, amena une autre révolution dans les esprits. Les anciens maîtres et étudiants de l'Université de Prague, portant avec eux leur mécontentement, leurs rancunes et leurs calomnies dans les nouvelles écoles germaniques, rendirent suspect le parti novateur tchèque ; et bientôt, chez elles, le désir de venger l'honneur allemand remplaça celui de ramener l'Église à sa pureté primitive. La malheureuse issue du concile de Pise qui, au lieu de rétablir l'unité dans la chrétienté, porta les papes au nombre de trois par l'élection d'Alexandre V, mit tout à fait les passions aux prises. Tandis que les Allemands passaient avec les nouvelles Universités à l'obéissance du nouveau pape, les docteurs tchèques et l'Université de Prague redoublèrent leurs attaques contre les désordres de l'Église. Jean Huss, trouvant des armes dans l'Anglais Wiklif, passa tout à fait sous son drapeau. Le pauvre empereur et roi Venceslas, l'archevêque de Prague et l'église officielle ne savaient auquel entendre. Ordre fut donné de brûler les livres de l'Anglais Wiklif, défense de prêcher ses doctrines. Jean Huss n'en tint compte et, prenant le peuple à témoin de la sincérité de sa foi, le faisant juge en dernier ressort entre lui et l'Église, il opposa à celle-ci l'assemblée des fidèles. C'était une révolution.

L'un des trois papes, le successeur d'Alexandre V, Jean XXIII, en fit éclater le caractère. Chassé d'Italie par les partisans de Grégoire XII, il promet des indulgences dans la chrétienté à tous les prélats et aux laïques qui pren-

draient parti pour lui. Il n'en fallut pas davantage en Bohême. Jean Huss et Jérôme de Prague, imprégnés des doctrines de Wiklif, prêchèrent contre les indulgences, constestèrent au pape le pouvoir de remettre les péchés. Il n'y avait pas de question plus populaire ; elle touchait tout le monde. La révolution passa de l'Université dans la rue. Les étudiants chansonnèrent d'abord la bulle pontificale, puis la brûlèrent sur le marché (24 juin 1412). Plus effrayé que jamais, Venceslas fit saisir et exécuter trois étudiants, fermer la chapelle de Bethléem et exila Jean Huss excommunié et deux de ses plus ardents adversaires pour les mettre d'accord. Ce fut son dernier acte d'autorité. Parcourant la Bohême, Jean Huss, prêchait aux paysans tchèques, rejetait la primauté pontificale, contestait que le pouvoir des évêques fût supérieur et, pour ramener l'Église à la pureté des temps primitifs, déclarait qu'il fallait lui enlever tout ou partie des biens temporels qu'elle possédait. Décidément la révolution nationale, morale, entraînait avec elle une révolution religieuse et sociale. Ce n'étaient cependant encore que des menaces vagues, peu précises. Huss prétendait réformer les mœurs et ne pas s'éloigner de la tradition de l'Église. Quoi qu'il fît cependant, il était en opposition avec le pape et l'autorité ecclésiastique : il ouvrait une ère nouvelle. Redoutable symptôme de l'état des esprits ! Un simple docteur tenait en échec le royaume de Bohême, l'Empire, l'Église entière.

Pour arrêter la révolution, il fallait qu'on reprît l'œuvre générale de réforme ecclésiastique au point où avait échoué le concile de Pise, qu'on fît disparaître le scandale de trois papes se partageant la chrétienté, et qu'on rétablît la discipline. C'était le sentiment général dans les Universités. Les papes rivaux se dérobaient : qui prendrait l'ini-

tiative ? Venceslas, impuissant dans de pareilles circonstances, se laissait dépouiller de l'empire par ses frères plus actifs et plus ambitieux que lui. Satisfait de conserver, au moins de nom, le royaume de Bohême, il laissait passer l'empire entre les mains de Sigismond. Ce fut ce nouvel empereur qui répondit au sentiment général, après l'abdication de son frère Venceslas et la mort de son frère Jost, en annonçant qu'il voulait user de son autorité pour réformer l'Église, comme on s'exprimait, « dans son chef et dans ses membres ».

---

## CHAPITRE XXXV

### L'empereur Sigismond de Luxembourg
### Le concile de Constance [1]

Depuis longtemps, l'Allemagne n'avait pas eu d'empereur aussi riche en domaines que Sigismond, qui fut le dernier des Luxembourg. Roi de Hongrie, héritier du royaume bohême, ses États s'étendaieut des Balkans à la Baltique et des Karpathes au Rhin. Dans l'Empire, il avait pour allié un des princes les plus puissants, Albert V d'Autriche qui fut son gendre et son successeur, et un des politiques les plus remarquables du siècle, le burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, son sauveur à la bataille de Nicopolis, qui avait décidé son élection pour prix de l'engagement de la marche de Brandebourg (1411). Il s'en fallait cependant que la puissance de Sigismond répondît à l'étendue de ses États. De tous côtés, des ennemis redoutables : les Vénitiens lui arrachaient les côtes de l'Adriatique ; les Turcs se réunissaient de nouveau, après plusieurs années de guerres civiles, sous le commandement de Mahomet II ; les Polonais, désormais affranchis de la prépondérance magyare, voulaient reprendre à leur profit les projets d'union avec la

[1] Aschbach, *Geschichte Kaiser's Sigismund* 1838-45, 4 volumes. Hefele, *Concilien Geschichte*, 7 volumes ; 2e édition 1873.

Hongrie; dans ses domaines héréditaires, des sujets turbulents; dans l'Empire, des vassaux indociles, des alliés peu sûrs et des adversaires mal réconciliés. Pour maintenir ces ambitions en quête de gain, et gouverner en paix tant de peuples que séparaient la race, la langue, l'histoire et les intérêts, ce n'eût pas été de trop d'un homme de génie.

Comme son frère, Sigismond avait reçu une éducation excellente. Il parlait également bien le latin, l'allemand, le tchèque, le français et l'italien: il arrivait quelquefois à l'éloquence, mais se plaisait surtout aux discours familiers; il avait la répartie prompte et la raillerie aisée. Bienveillant, affable, sans hauteur et sans morgue, il aimait à se mêler aux bourgeois, et sa bonne grâce lui gagnait tous ceux qui l'approchaient; il le savait, et il mêlait à sa bonhomie un peu de calcul. Mais, même dans son abandon, il n'oubliait pas qu'il était, en théorie du moins, le maître du monde, et sa familiarité ne diminuait ni sa dignité ni son prestige. Grand, bien pris, les cheveux blonds et bouclés, les yeux bleus, mobiles et profonds, il était fier de sa beauté et de sa force, et en faisait volontiers montre, dans les fêtes et les tournois où il éclipsait tous ses rivaux. Malheureusement, d'un roi il n'avait que l'apparence, et du pouvoir il n'aimait que l'éclat. Quel contraste à première vue entre Venceslas indifférent, maussade, brutal, et Sigismond débordant de verve, séduit par toutes les ambitions, avide de tous les triomphes! En réalité, la nature des deux frères n'était pas si opposée. Comme Venceslas, Sigismond était incapable de persévérance et de suite. Aussi prompt au découragement qu'ardent à l'entreprise, il confondait l'agitation avec l'activité, la brusquerie avec la fermeté et le bruit avec la gloire. Facile aux revirements, inconstant dans ses amitiés, il

scandalisa ses contemporains assez peu scrupuleux pourtant par la facilité avec laquelle il oubliait ses promesses et renversait ses alliances. Indulgent par nonchalance, généreux par faiblesse, il était capable de colères cruelles. Il n'eut qu'une passion durable et sincère : le plaisir, et les caprices où l'emporta son goût pour la volupté compromirent quelquefois son honneur et souvent ses intérêts. Jeté par le hasard au milieu des plus graves événements, non seulement en Allemagne mais dans la chrétienté, il ne sut ni les diriger ni même en comprendre la portée ; et si les grandes assemblées chrétiennes qu'il eut sous la main, avec les conciles du commencement du xv[e] siècle, ne parvinrent point à remédier aux maux de la chrétienté, aux schismes ; si ses royaumes, son empire, l'Allemagne, lui échappèrent, ce fut en partie sa faute.

Sa première lettre aux électeurs débordait de nobles sentiments : « Quoique nous nous trouvions trop faible en prudence, sagesse et force, écrivait-il ; quoique nous sachions que nous sommes impuissant à porter le poids du Saint Empire romain qui est à présent honteusement déchu et affaibli et que nous soyons convaincu que des forces surhumaines suffiraient seules à rétablir l'ordre..., nous avons accepté la couronne, non pour notre propre intérêt, mais pour l'honneur et la gloire du Dieu tout-puissant et pour le bien général[1]. » Sa tâche était grande : rétablir la paix dans l'Église et dans l'empire ; relever le pouvoir impérial en Allemagne. Ce n'était rien pour lui ; il eût voulu encore faire rentrer dans l'empire l'Italie et les royaumes d'Arles et de Bourgogne ; c'est au moins ce qu'il afficha tout d'abord en Italie où il se trouvait à la mort de Robert, avant de paraître en Allemagne et d'aller prendre,

[1] Cité par Aschbach, *Gesch. K. Sigismund*, 4 vol., Francfort, 1838.

à Aix-la-Chapelle, la couronne qui était le signe de sa dignité. Il sembla que, dans une sorte de voyage triomphal, il voulût préparer son sacre, en ramenant à la soumission des provinces depuis longtemps indépendantes. Ce fut l'occasion de ses premières déceptions. Les princes allemands ne lui fournissaient aucun secours. Il sollicita des Suisses l'autorisation de lever chez eux deux mille mercenaires, qu'il ne paya pas et qui l'abandonnèrent. Les princes italiens, que ces expéditions impériales irritaient fort, l'abreuvèrent d'amertumes et d'humiliations. Philippe-Marie de Milan brava impunément ses menaces ; Gênes lui ferma ses portes ; à Asti, il faillit être fait prisonnier. Les marquis de Montferrat et de Saluces, les princes de Savoie et de Piémont consentirent à reconnaître sa supériorité, mais sans faire suivre cet acte d'aucun effet. Arrivé dans son royaume d'Allemagne, il ne fut pas plus heureux. A Mayence, l'archevêque évita de se présenter à lui. Il avait convoqué une diète à Coblentz ; il s'y morfondit quatre semaines, personne ne parut. Un moment, il songea à retourner en Hongrie sans se faire sacrer : c'eût été une renonciation à l'empire ; Frédéric de Hohenzollern le sauva peut-être du sort de Venceslas en le décidant à prendre la couronne royale à Aix (8 novembre 1414). Pure cérémonie !

Voilà pour l'empire. Sigismond se promit au moins de rétablir l'unité dans l'Église : c'était peut-être encore le moyen de restaurer l'empire. Mais cette tâche préalable était singulièrement difficile. Son frère Venceslas y avait échoué. Serait-il plus heureux ? L'empire, sous lui, allait-il encore une fois, à la fin du moyen âge, atteindre à la hauteur du rôle à la fois européen et chrétien qu'il avait pris plusieurs siècles auparavant ?

### § I. — Le concile de Constance; mort de Jean Huss

Il fallait évidemment, pour rétablir l'unité dans l'Église, en revenir à la convocation d'un nouveau concile. Mais, lequel des trois papes menacés d'être déposés consentirait à le convoquer? Bien que la France eût pris précédemment l'initiative du concile de Pise (1409), les docteurs de Paris ne faisaient point difficulté de reconnaître que c'était à l'empereur dans les circonstances présentes qu'appartenait le droit de convocation. Sigismond, alors en Italie, parvint à s'entendre avec Jean XXIII, successeur d'Alexandre V, sorti du concile de Pise. Sollicité de toute part, Jean lança la bulle de convocation d'un concile œcuménique, sans fixer d'abord de lieu ni de date. Le passage de Sigismond en Italie le força à préciser. Il envoya deux légats au roi pour s'entendre avec lui sur le lieu où se tiendrait l'assemblée. Sigismond proposa Constance; les légats acceptèrent. Le pape approuva d'abord, puis, déjà repentant, chercha des prétextes pour se dégager; mais Sigismond lui ferma toute retraite en annonçant solennellement à l'Europe chrétienne que le concile s'ouvrirait à Constance le 1er novembre 1414; et c'est ainsi que se réunit dans des circonstances aussi graves la plus importante assemblée chrétienne qu'on eût vue depuis longtemps.

Le choix de Constance était excellent. Très populeuse et très riche à cette époque, Constance était comme consacrée par la grande paix qui y avait été signée jadis par Barberousse entre l'Église et l'Empire; et sa situation la désignait tout naturellement pour ces grandes assises auxquelles étaient invités les représentants de toutes les nations chré-

tiennes. Ce fut au milieu d'une émotion profonde et d'un enthousiasme universel que la nouvelle s'en répandit dans toute la chrétienté ! On oublia pour une heure les haines nationales et les rivalités d'ambition; ce fut comme un dernier élan de foi en l'universalité chrétienne, un suprême appel des nations qui, avant de briser des liens qui leur tenaient si profondément au cœur, suppliaient l'Église de se reprendre et de ne pas faillir à ses destinées. Le concile n'était pas encore ouvert officiellement que la foule était déjà grande dans la ville ; jamais peut-être on n'avait vu une réunion d'étrangers aussi nombreuse. Outre les patriarches de Constantinople, de Grado et d'Antioche, vingt-neuf cardinaux, trente-trois archevêques, cent cinquante évêques, plus de cent abbés et cinquante prieurs, étaien présents. Mais la majorité appartenait aux représentants du pouvoir nouveau qui, pendant l'intérim de la papauté, avait essayé de prendre en main la direction de l'Église : les Universités ; il n'y avait pas moins de trois cents maîtres et docteurs. Le pape Jean XXIII, qu'on s'étonnait de voir ainsi se mettre à la discrétion de l'Empire, arriva enfin. Quand sa voiture versa dans la neige, en descendant les pentes du Voralberg, et qu'il vit reluire au fond d'un précipice la nappe d'eau argentée du lac entre les montagnes de la Suisse et de la Forêt-Noire : « Voilà, dit-il, le piège où l'on prend les renards. » Il fit cependant, le 26 octobre 1414, avec 600 chevaux son entrée dans Constance. Après lui, l'empereur Sigismond arriva, le jour de Noël, avec la reine et une magnifique et nombreuse escorte. Le 3 novembre, en compagnie de quelques gentilshommes bohêmes, vint à son tour Jean Huss que Sigismond avait invité à venir plaider sa cause devant le concile.

L'assemblée de Constance ne fut pas seulement une réu-

nion ecclésiastique, mais un congrès politique : les princes y étaient nombreux. Tous les souverains, sauf un, y avaient envoyé des ambassadeurs. Tous ces prélats et ces seigneurs amenaient avec eux des valets, des soldats. A cette foule s'ajoutaient les marchands, les baladins, les jongleurs, les filles de joie, les curieux. Les magistrats de la cité furent un moment effrayés de la lourde tâche de loger, de nourrir, de gouverner surtout cette multitude oisive, turbulente, agitée par des passions et des intérêts ennemis : partisans du pape et du concile, conservateurs des abus, défenseurs de la réforme, Anglais et Français, Teutoniques et Polonais, etc. Tout le temps, les séances furent fort agitées, et l'émotion se continuait dans les rues où elle dégénérait en bagarres et presque en batailles. Les travaux étaient mêlés de fêtes, de tournois, de festins, comme en une foire. « Si vous pouviez voir ce concile qui s'appelle très saint et infaillible, écrivait Huss à ses amis de Bohême, vous verriez une grande abomination ; les Souabes disent qu'il faudra trente ans pour purifier Constance des péchés qui l'ont souillée. » Il y eut un moment trois cents bateleurs et musiciens, six cents barbiers et sept cents courtisanes avouées, sans parler des autres.

Le programme du concile était celui même qu'avait indiqué depuis plusieurs années l'Université de Paris. Il y avait trois points principaux sur lesquels devait se concentrer son attention : d'abord le schisme ; il fallait mettre un terme aux compétitions qui avaient ruiné l'autorité pontificale et dont le retentissement avait été si fatal à la paix du monde et à la moralité publique ; puis les abus ; on ramènerait les prêtres à leur devoir, on les débarrasserait des richesses excessives qui les avaient corrompus, on rétablirait la liberté des élections et on allègerait les charges trop

lourdes qui provoquaient la haine des fidèles contre le clergé ; enfin, les révoltes contre l'Église, les hérésies. Celles-ci étaient nées des abus et des discordes ; il fallait qu'elles disparussent avec eux ; l'Église régénérée aurait la force et avait le droit d'imposer à tous le respect de ses décisions.

Dès les premiers jours, l'assemblée se divisa en deux camps. Le premier avait à sa tête Jean XXIII ; il comptait dans ses rangs presque tous les Italiens auxquels se joignirent plus tard la plupart des évêques espagnols. Tout dévoué à la papauté, peu choqué d'abus dont il profitait, ce parti s'efforçait de confondre la cause de la foi et celle de la constitution ecclésiastique et dénonçait une hérésie dans tout projet de changement. Il compensait son infériorité numérique par sa cohésion, par la clarté d'un programme tout entier de conservation et par son entente supérieure de la stratégie parlementaire et des finesses diplomatiques. Les Français, les Anglais et les Allemands formaient un second groupe qui suivait la direction des docteurs parisiens. Très respectueux de la tradition, ils ne pensaient plus cependant que le rôle du Concile dût se borner à assurer le triomphe de Jean XXIII sur ses adversaires ni même à substituer un nouveau pape aux anciens. Ils ne contestaient pas le pouvoir de la papauté ; mais ils croyaient utile, dans son intérêt comme dans celui de la foi, de le déterminer et de le limiter. Ils croyaient possible, sans affaiblir l'unité chrétienne, de constituer des églises nationales, que leurs libertés défendraient contre les nominations scandaleuses et les honteux trafics. Très hardis en matière de discipline, ils étaient en revanche très réservés sur les questions de foi. L'opinion radicale qui, par haine des abus, aboutissait à la révolte et qui, pour ramener l'Église à sa pureté primitive,

s'attaquait au pouvoir pontifical et à l'autorité de la tradition, ne comptait que de rares représentants dans le concile. Italiens et Français, cardinaux et docteurs, adversaires et défenseurs de Jean XXIII, oubliaient leurs dissenssions en face de l'hérésie.

Dans les discussions, la puissance de l'opinion modérée se dessina nettement. Le Concile, sur la proposition des Français, décida que les docteurs, à cause de leur science, prendraient place à côté des Pères avec voix délibérative et que l'on voterait par nation et non par tête. Ces deux résolutions assuraient la majorité aux réformateurs modérés. Jean XXIII, comme seul pape sorti du concile de Pise, prétendait présider l'assemblée; on l'écarta. Il fallait avant tout, disait-on, détruire l'*abominable Trinité*, déposer les trois papes. La majorité tenait à séparer nettement la cause de l'assemblée de celle du pape et à prouver que la réforme se ferait au besoin sans lui et contre lui. Mais les modérés tenaient à montrer en même temps qu'ils ne voulaient point favoriser l'hérésie ; et lorsque Jean Huss, qui était déjà excommunié, demanda à prendre rang au concile parmi les docteurs, ils le firent appréhender au corps et jeter en prison. Sigismond voulut rappeler sa parole donnée. On lui objecta qu'il n'y avait point de serment valable en faveur d'un hérétique, et l'empereur céda ; premier pas dans cette voie de faiblesse qui devait soulever contre lui les compatriotes tchèques de Jean Huss! Après tout, l'excommunication de Jean Huss était-elle valable, puisque la légitimité des trois papes était contestée ? Et la parole de l'empereur ne devait-elle pas le couvrir ?

Le concile procéda alors à la déposition des trois papes en faisant le procès de Jean XXIII. L'histoire a été sévère pour celui-ci. Il est difficile d'admettre qu'il ait empoisonné

son prédécesseur, et il n'est pas bien sûr qu'il ait été pirate dans sa jeunesse. On prétendit qu'il avait acheté le cardinalat de Boniface IX et la tiare du Sacré Collège : « Il avait fait taire les dogues. » Avait-il vraiment dépassé la mesure, fort large, des habitudes contemporaines? C'était, dans tous les cas, un signe des temps, qu'un homme, contre lequel de pareilles accusations ne paraissaient pas invraisemblables, eût été appelé à la succession de saint Pierre et qu'un concile n'hésitât pas à les formuler contre un pape. Comme beaucoup de ses prédécesseurs et de ses successeurs, Jean n'avait vu dans la tiare que le pouvoir qu'elle conférait; il en avait usé sans scrupule et abusé sans remords. Violent et hautain, il n'avait ni piété ni sens moral; mauvais prêtre mais non politique méprisable, il avait l'expérience des hommes et des affaires. Ses talents administratifs et militaires avaient contribué au moins en partie à attirer sur lui les voix de ses collègues; mais son habileté était parfois excessive et sa fermeté souvent cruelle.

Jean XXIII avait supporté trop d'épreuves, pour se laisser surprendre, et traversé trop de hasards pour s'abandonner jamais. Venu à Constance avec inquiétude, il avait gagné à prix d'or le margrave de Bade. En traversant le Tyrol, il s'était attaché un allié plus précieux encore dans un ennemi de Sigismond, Frédéric d'Autriche, qu'il avait nommé capitaine général des troupes pontificales avec un traitement annuel de 6,000 ducats. Frédéric lui promit en retour un libre passage sur ses terres, et même, à ce qu'on assure, son aide pour sortir de Constance. Avant de recourir aux moyens extrêmes, Jean essaya d'atermoyer, de dérouter, de tromper ses adversaires; il promit d'abdiquer si les deux autres papes s'engageaient à suivre son exemple. Enfin, il voulut transférer le concile dans une autre ville, et, sur le refus des Pères,

le 20 mars 1415, pendant que la population se pressait, aux portes de la ville, à un grand tournoi organisé par Frédéric, Jean XXIII, déguisé en messager et enveloppé d'un grand manteau gris, se glissa hors des portes sur un cheval de maigre apparence. Le lendemain, le duc d'Autriche le rejoignait à Schaffouse.

Libre, Jean XXIII devenait redoutable. Le concile parut sur le point de se dissoudre. Sigismond fit acte d'empereur; il parcourut à cheval les rues de Constance, releva les courages, promit aux Pères de les soutenir contre tous. Rassuré, le concile, sur la proposition de Gerson, déclara, le 30 mars, qu'il représentait l'Église universelle et que, tenant ses pouvoirs de Jésus-Christ, il était au-dessus du pape; et il somma Jean XXIII hérétique et fauteur d'hérésie d'avoir à comparaître devant ses juges. Appuyé par cette sentence, Sigismond prit des mesures rigoureuses contre Frédéric et contre les adhérents de Jean XXIII. Son rôle chrétien était d'accord ici avec ses rancunes. On raconte que les deux princes, fort galants tous deux, s'étaient disputé la fille d'un bourgeois d'Inspruck. Saisissant l'occasion qui s'offrait à lui, Sigismond cita le duc d'Autriche devant son tribunal et, comme il n'obéit pas, il le mit au ban de l'Empire et livra ses domaines à ceux qui s'en empareraient. La procédure était fort irrégulière. Mais Frédéric était turbulent et querelleur ; l'espérance d'avoir part aux dépouilles étouffa tous les scrupules. En quelques semaines, 400 princes, seigneurs, chevaliers, et les villes souabes et suisses, ennemies naturelles des princes autrichiens, déclarèrent la guerre au duc. Les troupes des villes suisses confédérées envahirent l'Argovie, la Thurgovie ; le donjon féodal des Habsbourgs sur l'Aar, le célèbre et beau château patrimonial de la maison d'Autriche, Stein, près de Bade,

fut brûlé par les confédérés helvétiques et ses archives dispersées. Les villes d'Alsace et du Brisgau, l'Autriche entrèrent en pleine révolte. Surpris par cette brusque tempête, plus hardi à l'entreprise que ferme dans l'exécution, Frédéric perdit la tête et, malgré les exhortations de Jean XXIII, vint se soumettre sans conditions.

L'empereur le reçut à Constance, le 5 mai, en présence du concile, des princes de l'Empire, et des ambassadeurs de plusieurs États italiens. Frédéric sollicita humblement son pardon, promit de ramener le pape à Constance, remit tous ses biens à la disposition du roi, et attendit qu'il voulût bien les lui rendre. La victoire de Sigismond était complète. Il la compromit par son manque de modération et de probité, en déclarant les villes suisses propriétaires de ce qu'elles avaient conquis. Frédéric s'échappa et reprit une partie de ses États. Mais cette nouvelle fuite n'empêcha pas le concile, entre les mains duquel Frédéric d'Autriche avait eu le temps de faire remettre Jean XXIII, de continuer ses opérations.

Le 6 août, les Pères votèrent les célèbres articles qui proclamaient « la supériorité des conciles sur les papes » et qui n'allaient à rien moins qu'à fonder dans l'Église une sorte de gouvernement parlementaire, en remplaçant la théocratie pontificale par l'aristocratie épiscopale. Le 12 mai 1415, Jean XXIII, enfermé dans la prison de Constance, comparut en accusé devant le concile qu'il avait prétendu présider; il garda une attitude hautaine, refusa de se défendre, et, après un procès pénible et scandaleux, fut déposé solennellement (29 mai). Retenu en captivité jusqu'à la séparation du concile, il devait devenir ensuite plus traitable et accepter le chapeau de cardinal que lui offrit son successeur. Des deux compétiteurs de Jean, qui avaient

déjà été déposés à Pise et qu'on ne jugea pas dignes d'un procès, Grégoire XII résigna ses fonctions et mourut presque aussitôt après ; Pierre de Luna, Benoît XIII, repoussa avec une inflexible obstination les propositions de conciliation et brava dans sa forteresse de Peniscola toutes les menaces des Pères jusqu'à sa mort.

Le schisme était bien réellement terminé. Sur un point essentiel le concile avait accompli sa mission ; mais il ne croyait pas sa tâche achevée tant qu'il n'aurait pas étouffé aussi la révolte contre l'Église. C'est ce qui amena le procès de Jean Huss après celui de Jean XXIII. Huss était venu à Constance sur la promesse de Sigismond, qu'il pourrait librement défendre sa cause devant le concile et que, s'il ne voulait pas se soumettre à son jugement, il serait libre de se retirer. Mais il avait été précédé à Constance par ses anciens adversaires de Prague qui s'agitaient beaucoup pour soulever l'opinion publique contre lui. Ils trouvaient le terrain bien préparé. Les Anglais en voulaient à Huss d'avoir attiré l'attention sur les œuvres de Wiklif ; les Allemands n'avaient pas oublié qu'il les avait chassés de la Bohême. Huss, novateur en religion, était réactionnaire en philosophie, il professait les doctrines réalistes ; et les docteurs parisiens, convaincus que les réalistes arrivaient fatalement à des conclusions hérétiques, étaient nominalistes. Enfin les Français, dans le concile, tenaient d'autant plus à condamner Huss qu'ils avaient poussé à la condamnation de Jean XXIII. Mais, cette fois, il ne s'agissait pas de la déposition, mais de la vie de l'accusé. Il était d'autant plus nécessaire d'observer les formes juridiques. Cependant le procès fut instruit à huis clos ; on refusa à Huss un avocat, même le droit de discuter les témoignages. Le verdict était dès lors certain. Les nouvelles de Bohême

où le mouvement d'opposition grandissait, et où un des disciples de Huss, Jakoubek, introduisait la communion sous les deux espèces, irritaient le concile et le poussaient aux dernières rigueurs. Déjà il avait condamné les doctrines de Huss, ordonné de brûler ses livres. Sigismond, sur les réclamations instantes des seigneurs de Bohême et de Moravie, décida du moins les Pères à accorder à Huss une discussion publique.

Elle fut très incomplète. La première séance surtout fut fort agitée. Lorsque Jean Huss voulut répondre à son accusateur, Michel de Causis, ancien prédicateur de Prague devenu son ennemi, il fut interrompu par des huées et des invectives. Le tumulte était tel que quelques prélats, honteux de ce spectacle, firent lever la séance. Le lendemain, on décida que tous ceux qui troubleraient l'ordre seraient chassés de l'assemblée. Huss fit trois parts des articles qu'on lui reprochait. Il contesta les premiers, qu'il n'avait jamais, dit-il, enseignés, expliqua ou éclaircit les seconds, et se déclara prêt à prouver la vérité des autres. Après une discussion fort écourtée, le cardinal de Cambrai, Pierre d'Ailly, le somma, au nom du concile, de confesser publiquement ses erreurs et d'abjurer les doctrines qu'on lui prêtait. Il répondit qu'il était prêt à abandonner les opinions qu'il avait soutenues, si on lui en démontrait la fausseté, mais que sa conscience lui défendait de s'avouer coupable de fautes qu'il n'avait pas commises et d'abjurer des erreurs qui n'avaient jamais été dans son esprit (8 juin 1415). Pendant plusieurs semaines, on essaya de le décider à accepter purement et simplement la décision du concile, s'il ne voulait être condamné. Il en appela à la parole de Sigismond ; tous les efforts se brisèrent devant son inflexible douceur. Le 6 juillet, il fut ramené devant l'assemblée pour

y entendre sa condamnation. Déclaré hérétique obstiné, il était condamné à la dégradation et au bûcher ; ses livres seraient brûlés, sa mémoire maudite, son âme vouée à l'enfer. En entendant sa sentence, il se jeta à genoux et pria Dieu de pardonner à ses ennemis. On avait choisi pour le supplice une prairie entre le mur de la ville et le fossé. Il y fut conduit sous la garde de l'électeur palatin. Le maréchal de l'Empire, le seigneur de Pappenheim, lui demanda encore une fois s'il voulait abjurer ; sur le refus de Huss, il ordonna au bourreau d'accomplir son œuvre. Le condamné fut attaché au poteau par les mains et par le cou ; il avait les pieds sur un fagot de bois, et on entassa autour de lui du bois et de la paille. Pendant tout le trajet, il n'avait cessé de prier ; quand on mit le feu au bûcher, il entonna un cantique. Le vent chassait la fumée vers son visage ; on le vit remuer encore un moment la tête et les lèvres ; quelques instants après, il était mort. Ses cendres furent recueillies et jetées dans le fleuve.

Sans se rendre bien compte de son rôle, Huss était le premier martyr de la liberté de conscience révoltée contre l'autorité de l'Église. Le concile avait paru moins rechercher la vérité et la justice qu'écouter ses rancunes et ses préjugés, et prêter trop facilement l'oreille aux accusations de ses ennemis. Huss succombait surtout à la haine que les Allemands avaient vouée aux Tchèques de Bohême. Aussi ses compatriotes, voyant un outrage et un défi dans sa condamnation, tournèrent-ils toute leur indignation contre Sigismond qui avait violé ses promesses et excité lui-même la sévérité des Pères contre l'homme qu'il s'était engagé à protéger. Les Tchèques ne le lui pardonnèrent pas. La révolte des Hussites contre Sigismond sortit de là.

Malgré les avertissements qui lui arrivaient de toutes

parts et le conseil de Huss lui-même, son ami Jérôme de Prague avait voulu le rejoindre à Constance. Il se repentit de son imprudence, essaya de fuir, mais trop tard ; le concile avait déjà donné l'ordre de s'emparer de lui ; il fut arrêté à Hirschau, dans le Haut-Palatinat, et jeté en prison. Il y resta plus d'un an. Sanguin, impétueux, avide d'aventures, il avait, avec plus d'audace que Huss, moins de fermeté, et, avec une intelligence plus ouverte et une imagination plus vive, des idées moins arrêtées et une force morale moindre. Les prélats essayèrent de l'arracher à la mort en obtenant son abjuration. Affaibli par les privations, énervé par un régime qui lui était plus douloureux qu'à tout autre, tourmenté de scrupules et de doutes, Jérôme rétracta solennellement ses erreurs (21 septembre 1415).

Il se repentit bientôt de sa faiblesse et n'eut plus dès lors d'autre pensée que de la racheter à force d'héroïsme. Il demanda à être entendu dans une séance générale du concile : « De tous les péchés que j'ai commis depuis ma jeunesse, dit-il, aucun n'est plus lourd à mon âme, aucun ne m'inspire de plus cuisants remords que celui que j'ai commis ici même en approuvant l'injuste sentence rendue contre Wiklif et contre Jean Huss, le saint martyr, mon ami et mon maître. » Puis, exprimant, avec une émotion profonde, l'opinion de ses compatriotes, il reprocha aux prélats de l'avoir condamné non pour des hérésies qu'il n'avait jamais professées, mais pour avoir attaqué les vices du clergé, l'orgueil des évêques, leur faste et leur luxe. Toute l'assemblée était debout, les invectives se croisaient, on menaçait l'orateur ; tranquille, indifférent dédaigneux, « on aurait dit un autre Caton ». Il fut condamné à mort et brûlé (30 mai 1416). En voyant un paysan jeter quelques broussailles dans le feu : « O sainte simpli-

cité ! » dit-il. L'exécution d'un hérétique n'était pas chose rare à cette époque, et le supplice de Huss et de Jérôme passa d'abord inaperçu à Constance.

Mais on embellit la mort des deux martyrs de prophéties et de légendes : « Ils brûlent l'oie, aurait dit Huss en faisant allusion à son nom, mais dans cent ans paraîtra un cygne et ils ne le brûleront pas. » J'avoue, écrivait le Pogge dans une lettre célèbre, « que je n'ai vu personne qui, dans une plaidorie capitale, se soit rapproché autant de cette éloquence des anciens que nous admirons tant. Quand on songe de quelle manière, avec quelle verve, quelle raison, quelle physionomie, il a répondu à ses adversaires et terminé sa plaidorie, on est frappé d'admiration. Il faut déplorer qu'un esprit aussi élevé et aussi remarquable se soit consacré à la défense de l'hérésie, si les accusations dont on l'accable sont fondées. » — « Huss et Jérôme, écrit aussi Ænéas Sylvius, plus tard pape, ont supporté fièrement la mort; ils ont marché au supplice comme à un festin où on les aurait invités, et aucune de leurs paroles n'a trahi la moindre défaillance. Il n'est pas un seul philosophe qui ait accueilli la mort avec le même courage qu'ils ont accueilli le bûcher. » A aucune époque les martyrs n'ont été rares, mais l'admiration que leur fermeté arrachait même à leurs adversaires était un phénomène bien remarquable. Conduits au bucher, Huss par sa raison, Jérôme par son cœur, en conformité avec toute leur vie, leur martyre hantait les imaginations des temps nouveaux. On le reconnut plus tard. En même temps que le héros d'un patriotisme nouveau, le premier des Tchèques et le premier des écrivains de langue bohême, Jean Huss était, pour l'Europe, le précurseur de Martin Luther.

La majorité du concile était restée compacte et avait

marché unie tant qu'il ne s'était agi que d'écarter les obstacles et de se débarrasser de ses adversaires. Elle se divisa dès qu'elle arriva à son œuvre principale : la réforme de l'Eglise. Les cardinaux et les évêques de la nation italienne soutinrent qu'il fallait d'abord donner un nouveau chef à l'Eglise; et ils furent approuvés par ceux de la nation espagnole. La réforme en aurait, disaient-ils, plus d'autorité et une plus solide sanction. La nation allemande et la nation anglaise insistèrent pour qu'on renvoyât l'élection après la réforme. C'était le seul moyen, selon eux, qu'elle fût sincère, complète et durable, puisqu'elle devait porter principalement sur le chef de l'Eglise et sur la cour de Rome, causes de tout le mal. La nation française était l'arbitre de la situation, elle se partagea : Pierre d'Ailly, cardinal, réclamait avec beaucoup de véhémence l'élection immédiate ; Gerson redoutait, au contraire, que le premier soin du pape ne fût de se débarrasser de censeurs et de surveillants fâcheux. Les discussions étaient des plus violentes : à plusieurs reprises, Sigismond menaça de dissoudre le concile ; Frédéric de Hohenzollern, un des princes les plus écoutés, en grande faveur auprès du roi, s'éleva avec tant de colère contre les cardinaux, que ceux-ci, épouvantés, sollicitèrent des sauf-conduits pour quitter la ville. Les adversaires rendaient coup pour coup : « Quelles étaient ces gens, répondait à Frédéric l'archevêque de Cambrai, qui voulaient réformer le clergé et qui oubliaient leurs propres péchés! pharisiens qui voyaient le fétu de paille dans l'œil de leurs frères et ne voyaient pas la poutre dans leur œil ».

La question était double. En apparence, il s'agissait de savoir si l'Eglise continuerait à être gouvernée par un chef unique et absolu ou si l'aristocratie des évêques substitue-

rait son autorité à celle des papes. Le problème n'était pas sans analogie avec celui qui se débattait dans l'Empire entre les princes et les rois. Mais la lutte de la papauté et du concile en cachait une autre, plus grave encore, celle des laïques et des clercs. Dans l'Eglise transformée, pourrait-on refuser une place aux laïques à côté des évêques? L'Empereur, dont les prétentions étaient si difficilement contenues par les papes, ne réclamerait-il pas une influence prépondérante dans les conseils de l'Eglise? Déjà Sigismond semblait le maître plus que le protecteur du concile; et l'ingérence hautaine de Frédéric et de quelques autres princes allemands, était grosse de révolutions et de menaces. A quoi bon avoir condamné Huss, si on acceptait en fait sa théorie et si les pouvoirs ecclésiastiques admettaient l'indiscrète interventiou des profanes et des laïques dans les matières de discipline et de foi!

Tout se décida, comme il arrive d'ordinaire, moins dans les discussions publiques qne dans les conférences particulières, où les Italiens déployèrent toutes les ressources de leur finesse et de leur supériorité diplomatique. Gerson était d'avance à demi-gagné: il ne comprenait pas l'Eglise représentée autrement que par le clergé, et attendait avec impatience le moment de sortir des voies révolutionnaires dans lesquelles le malheur des temps l'avait engagé malgré lui ; on triompha sans peine de ses dernières hésitations. Après la mort de l'évêque de Salisbury, la nation anglaise céda à son tour. Parmi les Allemands, des défections isolées se produisirent ; Sigismond, comme de coutume, se lassa d'une lutte trop prolongée; son isolement le troublait. Le concile avait nommé une Commission de réforme, et elle proposait un projet très long, très étudié : le moment était décisif. Les Italiens redoublèrent d'efforts.

Ils protestaient de la pureté de leurs intentions : personne ne désirait plus qu'eux, la suppression des abus; mais ne risquait-on pas de compromettre le résultat de tant de travaux par trop de précipitation? Ils entraînèrent le concile. La majorité couvrit sa retraite en prenant diverses précautions contre le futur pape. Elle lui interdit de quitter Constance avant que l'œuvre commencée fût terminée; elle traça une sorte de programme général de ses travaux en dix-huit articles, qui devait servir de base à la réforme; elle vota la réunion régulière et périodique de synodes provinciaux et d'assemblées œcuméniques, pour veiller à l'exécution des réformes et au gouvernement de l'Eglise. Les cardinaux italiens acceptèrent tout et furent assez habiles pour faire tomber le choix du concile sur l'un d'entre eux, le cardinal Otton de Colonna, qui prit le nom de Martin V (11 nov. 1417).

Otton de Colonna devait sa nomination à la modération et à l'indépendance dont il avait fait preuve dans les discussions : mais il avait été le collaborateur de Jean XXIII et il partageait toutes les idées des Italiens. Il aimait la justice et il voulait sincèrement la réforme; plus que les abus pourtant, il détestait les empiètements du concile, et il tenait pour son premier devoir de restaurer le pouvoir pontifical si fort compromis. Le concile avait pris sur-le-champ une autre physionomie. Les Italiens triomphaient bruyamment; leurs adversaires perdaient courage. Sigismond, dont le rôle avait paru jusqu'alors prépondérant, passait au second plan ; la chrétienté avait un chef et l'assemblée un directeur. Martin V ne brusqua rien : il lança de lui-même quelques décrétales, très générales, de peu d'effet par conséquent, mais qui semblaient témoigner de la sincérité de son zèle. Il loua beaucoup l'activité et le dévouement

de la Commission de Réforme; mais le plan qu'elle proposait était-il bien le meilleur? Il lui en opposa un autre. La discussion serait longue; le Concile durait déjà depuis quatre ans; n'y avait-il pas du danger à laisser plus longtemps les diocèses sans direction? Chaque pays avait ses coutumes spéciales, ses intérêts particuliers: au lieu de s'exposer à les froisser par des mesures générales, pourquoi ne pas recourir avec chaque nation à des traités distincts qui tiendraient compte des vœux et des besoins de chacune d'elles? C'était un moyen pour le pape de venir à bout des différentes nations du concile en les divisant? Il n'y eut pas, en effet, de réforme universelle, mais une série de concordats. Dans ces conventions, rien n'était plus facile que d'acheter la complaisance des princes; et ils laissèrent subsister la plupart des abus. Chose curieuse! de toutes les nations celle qui fut le moins favorisée fut l'Allemagne, et les clauses du Concordat accepté par Sigismond furent très peu avantageuses: le nombre des bénéfices laissés en Allemagne à la disposition du pape, était ramené seulement des deux tiers à la moitié; la taxe des annates était légèrement réduite, les dispenses, les appels en cour de Rome et les excommunications, un peu limités; l'article le plus important, et qui du reste ne fut pas observé, était celui qui réservait aux Allemands un certain nombre de places dans le Sacré Collège.

Le concile n'avait plus rien à faire, il tint sa dernière séance au mois d'avril 1418, et le pape quitta Constance le 16 mai. L'opinion publique avait depuis longtemps cessé de s'occuper des travaux de l'assemblée catholique; sa dissolution passa inaperçue. En dépit de la bonne volonté de la plupart de ses membres et de la valeur supérieure d'un assez grand nombre d'entre eux, elle n'avait pas réa-

lisé les espérances qui l'avaient saluée au début. Elle avait fait cesser les scandales du schisme, mais compromis de nouveau l'unité chrétienne par le supplice de Huss et de Jérôme. Elle n'avait proclamé en principe son omnipotence, que pour livrer de nouveau en fait l'Église à la toute-puissance pontificale de l'habile Martin V. Elle avait affirmé la nécessité de la Réforme, sans pouvoir la réaliser.

Le concile de Constance fut suivi de toute une série de synodes provinciaux : à Salzbourg (1418), à Passau, à Ratisbonne, à Mayence (1423), à Cologne, à Trèves. Les évêques réunirent leurs prêtres, s'occupèrent de réformer les abus les plus criants. Martin V, dont les biographes vantent la droiture et la piété, n'aurait pas demandé mieux que de tenir compte des désirs des fidèles, à condition qu'il n'en coutât rien à son autorité. Il ne tint pas à lui que le concile qui, d'après les décrets de Constance, devait se réunir en 1423, n'eût pas lieu. Il réussit du moins à se débarrasser rapidement des assemblées de Pavie et de Sienne ; peu nombreuses, divisées, elles se séparèrent sans avoir rien fait. En revanche, il publia en 1425, un décret de réformation qui, s'il eût été sérieusement appliqué, eût produit une réelle amélioration. Malheureusement, bulles pontificales et résolutions de concile, restaient lettre morte. Le pape, après avoir satisfait sa conscience par quelques déclarations retentissantes, retomba dans les anciens errements ; songeant moins à l'Église qu'à la fortune des Colonna, ses parents, il viola la liberté des élections canoniques, recommença à vendre les dispenses et les bénéfices. Fatiguée du grand effort stérile de Constance, sans direction, entre les papes, qui voyaient dans tout essai de réforme une menace contre leur pouvoir, les évêques, qui, pour la plupart, ne songeaient qu'à sauver les appa-

rences, et les Universités, que les événements politiques réduisaient à l'impuissance, l'Église continua à souffrir des mêmes maux. En Allemagne en particulier, le concordat de Constance, si insuffisant, ne fut pas observé. Il n'avait été conclu que pour cinq ans, et l'Empire allait se trouver de nouveau abandonné sans défense à l'exploitation de la cour romaine. Les querelles des villes et du clergé recommençaient: à Strasbourg, Mayence, Augsbourg, Spire, Liège, Bamberg, Würzbourg, les bourgeois étaient en guerre contre les évêques. La haine des laïques contre les prêtres redevenait plus vive et plus générale ; ils prêtaient une oreille complaisante aux novateurs. On signalait çà et là des orateurs suspects d'hérésie, et les rigueurs auxquelles l'autorité épiscopale jugeait nécessaire d'avoir recours, indiquaient assez ses inquiétudes. L'empereur, le promoteur du concile avait-il donc abandonné sa tâche ?

## § II. — Rêves d'ambition et impuissance de Sigismond

Sigismond avait quitté Constance quelques jours après Martin V. Son départ ne ressemblait guère à son entrée triomphale. Les magistrats ne voulaient pas lui permettre de s'éloigner avant qu'il eût payé les dettes contractées par ses serviteurs. Il lui fallut laisser en dépôt de riches étoffes, des coussins, des couvertures : il ne les dégagea jamais, si bien qu'un grand nombre de bourgeois de Constance se trouvèrent ruinés. L'échec du concile retombait en grande partie sur lui ; on le sentait et on lui en gardait rancune. Faible et inconstant, il avait, comme de

coutume, sacrifié les intérêts supérieurs à des considérations secondaires et oublié, au milieu d'agitations sans but et sans portée, la grande cause qu'il avait prise en mains. Ses qualités mêmes se retournaient contre lui : spirituel, il ne savait pas retenir un mot plaisant qui lui aliénait un ami ; bienveillant et généreux, l'argent lui coulait entre les doigts et il était toujours réduit aux expédients. Son imagination, toujours en éveil, l'induisait en tentation et l'exposait aux plus humiliantes déconvenues. La réunion du concile avait réveillé chez lui les idées de domination universelle que tant de déceptions n'avaient pas étouffées chez les empereurs. Il s'imagina un instant que tous les rois s'inclineraient devant lui, accepteraient son arbitrage et qu'il pourrait rétablir l'unité de l'empire et particulièrement ses droits sur les provinces séparées. Il en profiterait pour réunir autour de lui les légions chevaleresques de l'Allemagne agrandie et de l'Europe pacifiée et pour les lancer contre les Turcs qu'il refoulerait en Asie.

Il prit son rêve au sérieux. C'était un des traits de son caractère ; les leçons de l'expérience ne lui servaient pas. Oublieux de son triste voyage en Italie, il voulut montrer à l'Europe l'empereur qui avait rétabli l'unité dans l'Église ; et il partit, à la fin de 1415, pour un grand voyage qui dura près d'un an et demi, mais ne lui laissa aucune illusion sur la vanité de ses espérances. Il essaya d'abord d'exercer quelques droits régaliens dans les provinces de la rive gauche du Rhône, sans autre résultat que de soulever partout l'inquiétude et les protestations. A Lyon, les magistrats et les représentants du roi de France ne lui permirent même pas, tant qu'il resta dans la ville, de conférer le duché de Savoie à Amédée, de peur que leur tolérance ne parût une reconnaissance de

la suzeraineté impériale sur les anciens territoires des royaumes d'Arles et de Bourgogne. En France même, à Paris, il se proposait de réconcilier les factions : il fut obligé de s'enfuir en toute hâte à Saint-Denis pour ne pas être fait prisonnier par les Armagnacs. Après avoir failli être retenu par les bourgeois d'Abbeville, il alla, sans réflexion, se mettre entre les mains d'Henri V, roi d'Angleterre. Celui-ci se montra uniquement préoccupé d'établir clairement qu'il ne relevait de l'Empire à aucun titre et repoussa tout arbitrage. L'empereur resta quatre mois en Angleterre, presque prisonnier, si mal vu de la population de Londres qu'il jugea prudent de se réfugier à Cantorbéry; il n'obtint le droit de repasser sur le continent qu'après avoir signé avec Henri une alliance offensive et défensive contre la France. Il cherchait à emprunter sur ses bijoux quelques milliers de florins : les Flamands les lui avancèrent après de longues et pénibles négociations. Comme le duc de Bourgogne avait été favorable à Jean XXIII, il n'osa pas traverser la Flandre ; les habitants de Dordrecht lui prêtèrent quelques grosses barques qui le transportèrent avec sa suite à l'embouchure de la Meuse. De même qu'en 1413, le voyage triomphal aboutissait à une fuite lamentable. De ses États, des nouvelles désastreuses arrivaient : la Hongrie était envahie par les Turcs qui pénétraient jusqu'à la frontière de Styrie et emmenaient 30,000 chrétiens en esclavage (1415-1416). La trêve avec Venise était sur le point d'expirer : pour sauver ses possessions immédiates, Sigismond n'avait d'autre moyen que de jeter à l'eau tous ses projets italiens ; il abandonna ses anciens alliés, et livra la Haute-Italie à Philippe-Marie qui avait reconstitué le duché de Milan.

De retour en Allemagne, il avait encore eu de grands

projets « pour détruire les troubles et les abus malheureusement si nombreux et rétablir la paix et la justice [1] ». Il présenta à la diète de Constance (Pâques 1417) un plan d'organisation repris plus tard sous Albert II et sous Frédéric III par Gaspard Schlick, qui était déjà auprès de Sigismond et qui l'avait peut-être inspiré : toutes les seigneuries et les villes qui ne dépendaient pas d'un prince assez puissant pour maintenir la paix publique, seraient groupées en quatre cercles ; dans chaque cercle, les conflits seraient jugés par un tribunal présidé par un capitaine nommé par le Roi et composé de trois assistants désignés par les États. Ceux qui refuseraient de se soumettre à ses arrêts seraient mis au ban de l'Empire et le capitaine requerrait contre eux la force exécutive du cercle. Au-dessus des capitaines de cercles, un capitaine général interviendrait dans les cas les plus graves et viendrait au secours des capitaines particuliers contre les rebelles qu'ils ne pourraient pas réduire avec leurs seules forces. Sigismond annonçait en même temps d'autres propositions relatives aux monnaies, aux douanes, à la sécurité des routes.

Le projet de Sigismond fut à peine discuté. Il eût fallu un autre souverain pour décider les princes à aliéner ainsi une partie de leur indépendance. Battu de ce côté, il se retourna vers les villes et les invita à former une ligue générale, à la tête de laquelle il se placerait. Elles déclinèrent ses offres. Quelle confiance méritait un roi dont la politique variait sans cesse, et qui, toujours à la poursuite de quelques redevances, vendait la justice au plus offrant ! Sa vénalité, son inconstance, ses brusques accès de violence et de faiblesse, éloignèrent de lui ses derniers alliés.

[1] Aschbach, *Docum.*, XVII ; XXII et XXIII.

Louis le Palatin, qui lui avait été longtemps dévoué, forma avec les trois électeurs ecclésiastiques la ligue de Coblentz (2 août 1417), dans laquelle entrèrent bientôt le duc de Gueldre et de Juliers ainsi que plusieurs seigneurs voisins. Cette ligue, poursuivant une politique absolument indépendante, enleva à Sigismond toute influence dans l'Allemagne occidentale. La situation du roi était un peu moins mauvaise dans le Nord, où il avait confié à Frédéric de Hohenzollern, avec la marche de Brandebourg qu'il lui avait déjà donnée (1415), l'électorat et la charge de grand chambellan (18 avril 1417). Mais Frédéric avait assez à faire à se défendre contre ses voisins et à s'établir dans ses nouveaux domaines; et d'ailleurs l'entente de Sigismond et de Frédéric ne devait pas être de longue durée. Ce fondateur de la dynastie des Hohenzollern en Brandebourg songeait plus à lui-même qu'à l'empire. Prompt au désespoir comme aux illusions, Sigismond avoua son impuissance : « Je ne puis rien faire pour vous, écrivait-il tristement aux habitants de Cologne qui sollicitaient son intervention contre leur archevêque ; les électeurs se regardent eux-mêmes comme le droit. Cherchez à vous protéger vous-mêmes le mieux que vous pourrez. »

Même impuissance dans les diètes. Elles étaient fort agitées : les seigneurs se plaignaient des villes qui ne respectaient pas leurs privilèges, les villes, des seigneurs qui violaient leurs territoires, multipliaient les péages et les douanes. Les querelles continuaient partout : l'archevêque de Brême avait maille à partir avec le duc de Brunswick-Lunebourg ; le roi de Danemarck avec la hanse ; les électeurs de Saxe et de Brandebourg avec les ducs de Poméranie et de Mecklembourg; Cologne avec les électeurs du Rhin; le duc d'Autriche avec ses sujets. « C'était le chaos,

dit énergiquement un écrivain contemporain. » Par surcroît, la peste, après avoir ravagé l'Italie, enleva des milliers de victimes dans les régions du Rhin supérieur et du Danube. Les populations surexcitées et superstitieuses étaient vers la même époque terrifiées par une bizarre invasion. Des bandes de vagabonds arrivaient de l'Orient, par troupes quelquefois de plusieurs milliers de personnes, hommes, femmes et enfants. Ils avaient leurs chefs, leur langue que personne ne comprenait. Vêtus de haillons sordides, ils campaient dans les forêts ou dans les champs, vivaient de vols et de rapines. C'étaient les Tsiganes, qui, après avoir traversé la Hongrie, se répandirent en Bohême et en Allemagne, et de là en Italie et dans le reste de l'Europe. Comme leur apparition coïncida avec les guerres hussites, on leur donna le nom de bohémiens.

Sigismond revenait dans ses États assez mélancolique. Sa seconde femme, la belle Barbara de Cilley, qu'il avait épousée de passion, avait trouvé des consolations autour d'elle pendant l'absence de son mari, et le scandale de ses amours de Messaline avait été si retentissant que le roi, bien qu'il n'eût pas le droit d'être très sévère, la condamna à l'exil. Il ne lui tint pas longtemps rigueur cependant, et un an plus tard, elle reparut à la cour. Il n'était pas plus heureux en politique qu'en ménage. Il avait cru conquérir le monde, et ses domaines héréditaires lui échappaient ; il n'avait ni soumis l'Europe, ni pacifié l'Allemagne, ni gardé sa femme. Quand il revint dans ses États héréditaires, il perdit la Bohême.

## § III. — Guerre des Hussites (1418-1433)

La nouvelle du supplice de Huss avait provoqué en Bohême une exaspération générale. On s'en était indigné comme d'un défi jeté à la nation tchèque, d'un crime qui atteignait la race slave tout entière. L'empereur Sigismond et les Allemands croyaient n'avoir eu affaire qu'à un homme ; ils se trouvèrent devant une nation. Les questions religieuses et nationales, déjà si étroitement liées, s'étaient confondues plus que jamais. La rivalité de l'Université de Prague et des Universités allemandes, les vieilles haines des Bohêmes contre l'Allemagne s'étaient exaspérées sous ce nouvel affront. La réforme de l'Église et la résistance au Concile, à l'Empire, devenaient la cause même de la patrie. Les martyrs de Constance étaient vénérés comme des saints ; on leur dressait des autels et des statues dans les églises. On ravageait les biens de l'évêque de Leitomichl, un des accusateurs de Jean Huss. La révolution enfin avait trouvé son symbole religieux et accompli son premier acte politique. Un disciple de Huss, Jacques de Mies, enseignait qu'il fallait donner au peuple, aux laïques, la communion sous les deux espèces que les prêtres s'étaient réservée à eux seuls ; et il la distribua en effet à ses fidèles heureux et fiers de cette nouveauté. Cette communion commença dès ce jour à devenir un des articles fondamentaux de la foi bohême, et le calice remplaça peu à peu la croix sur les églises. Les premiers, les nobles Tchèques avaient formé, le 15 septembre 1415, une confédération pour s'engager à ne pas entraver sur leurs terres la prédication de

la parole de Dieu. Quatre cent cinquante d'entre eux constituèrent un comité des Trois, un triumvirat; à son instigation, ils adressèrent au concile de Constance contre le supplice de leurs martyrs, une virulente protestation. Repoussant l'accusation d'hérésie, ils promettaient d'obéir à leurs évêques nationaux, tant que leurs décisions seraient fondées sur l'Évangile, et au pape tant que sa volonté serait conforme à la loi divine; mais ils déclaraient qu'ils ne permettraient pas qu'on poursuivît et punît chez eux un docteur, sans lui avoir démontré son erreur par l'Ecriture.

C'était opposer l'opinion des fidèles laïques à l'autorité cléricale, l'Église nationale à l'Église œcuménique, les Tchèques aux Allemands surtout. Le concile prit des mesures énergiques. Il interdit la communion sous les deux espèces, suspendit le privilège de l'Université de Prague, cita à comparaître devant lui les signataires de la protestation bohémienne et menaça des peines ecclésiastiques le roi Venceslas et l'archevêque de Prague, s'ils ne lui prêtaient main-forte. Mais l'Université de Prague s'érigea en corps doctrinal, indépendant du concile, déclara la communion sous les deux espèces indispensable au salut, et fixa au 6 juillet la fête de Jean Huss, qui fut célébrée désormais jusqu'au XVIIe siècle.

Le schisme parut d'abord s'accomplir pacifiquement, pendant plusieurs années, jusqu'à ce que le concile élût Martin V et prononçât lui-même sa dissolution en 1418. Le nouveau pape, qui ne se pressait pas de faire les réformes recommandées par le concile, voulut agir avec d'autant plus d'énergie contre l'hérésie. Il somma d'avoir à faire rentrer dans leurs paroisses les prêtres qui en avaient été chassés, l'empereur Sigismond, qui revenait alors justement de sa

longue tournée faite à travers l'Europe pour y faire admirer, sans y réussir d'ailleurs beaucoup, la majesté impériale. Le vieux souverain de Bohême, Venceslas, craignit que son jeune frère, intéressé à l'exécution des ordres de la cour de Rome, ne profitât de l'occasion pour se mettre à sa place. Il invita les prêtres expulsés à rentrer à leur poste et les autorités laïques à rendre à ceux-ci leur cure. Ce fut le signal de la résistance qui devait aboutir à la lutte.

I. *Guerre défensive*, *Jean Zisca.* — Lorsque les prêtres catholiques, rentrés en triomphateurs dans Prague avec leurs adhérents et avec les Allemands surtout qui leur restaient fidèles, voulurent procéder en grande cérémonie à la nouvelle consécration de leurs églises et menacèrent d'excommunier ceux qui y venaient chercher la communion sous les deux espèces, les Praguois trouvèrent des chefs : d'abord un moine prémontré, défroqué, Jean de Seelau, orateur hardi ayant toutes les qualités et les défauts d'un agitateur populaire ; puis le seigneur de Hussinetz, Nicolas, et un chevalier Jean Zisca de Trotsnov. Ceux-ci donnèrent une direction à l'émeute. Un jour Venceslas fut entouré dans la rue par une foule énorme que conduisait Nicolas ; elle demandait qu'on lui rendît la communion sous les deux espèces. Le roi effrayé ordonna aux habitants de Prague de lui remettre leurs armes. Jean Zisca se mit à la tête de ceux qui étaient armés et se fit conduire dans le château jusqu'au roi : « Nous voici avec nos armes, dit-il au roi ; où sont tes ennemis, que nous les combattions ? » Nicolas et Zisca furent bannis de la cour.

Le mouvement, de la ville de Prague, gagna bientôt les campagnes. Les paysans, chez qui dominait l'élément slave, cessèrent de venir aux églises quand on y réinstalla

les curés catholiques. Le service divin fut célébré par des prêtres hussites dans des maisons particulières, dans des granges, puis en plein champ. Sous la direction de leurs prêtres, les Hussites commencèrent à se réunir, principalement sur des hauteurs environnantes qu'ils décorèrent de noms bibliques : le *Thabor* près d'Aussig sur l'Elbe et l'*Horeb* près de Trebeckovice. Il venait à ces réunions des milliers de Hussites, même de Prague ; les discours se succédaient, l'enthousiasme grandissait, on communiait avec ferveur, on se traitait de frères et de sœurs. En juillet 1419, le roi ayant fait entrer dans le conseil municipal quelques échevins hostiles au mouvement, ceux-ci firent emprisonner plusieurs Hussites ; mais, le 30, Jean de Seelau organisa une grande procession dans la nouvelle ville (Nové Miesto), où étaient les Tchèques des petites corporations, les plus exaltés, et se dirigea avec Zisca jusqu'à l'hôtel de la vieille ville (Staré Miesto) pour demander aux magistrats l'élargissement des prisonniers. Les magistrats refusèrent. Dans la bagarre qui survint au dehors, un moine qui portait le calice reçut une pierre et fut blessé. Aussitôt, Jean Zisca entraîna les siens à l'assaut de l'hôtel de ville, envahit l'édifice, escalada les marches qui conduisaient à la salle du conseil, entra, saisit avec les siens le juge, le bourgmestre, et dix conseillers, ouvrit les fenêtres et les fit précipiter sur les lances et les piques des assaillants qui étaient encore au pied des murailles. Ce fut la dernière humiliation du roi Venceslas, dont le règne avait été si misérable. Cette première *défénestration*, comme on l'appelle dans l'histoire de Bohême, le tua. Atteint au milieu d'un accès de fureur d'une première attaque d'apoplexie, il fut emporté par une seconde le 16 août 1419.

Cet événement ajoutait une question politique à la ques-

tion religieuse, Le frère et l'héritier de Venceslas en Bohême, Sigismond, était Allemand ; empereur il avait laissé brûler Jean Huss. Il était le partisan de Martin V et des catholiques. Ce fut le commencement de l'anarchie. Les catholiques et les Allemands, composés de quelques seigneurs et des riches familles bourgeoises des villes, étaient prêts à reconnaître sans condition l'héritier légitime. Parmi les dissidents, un certain nombre de partisans de Huss étaient parvenus à se mettre d'accord dans la vieille ville de Prague sur quatre articles de foi : 1° la libre prédication de la parole de Dieu en langue vulgaire; 2° la communion sous les deux espèces, 3° la suppression des domaines ecclésiastiques ; 4° la punition des péchés publics. Ils ne se refusaient pas, sous ces conditions, à reconnaître les droits de Sigismond à la royauté ; c'étaient les plus anciens opposants, les *vieux* Tchèques d'alors, les modérés. Beaucoup d'autres cependant, plus hardis, poussant à l'extrême les conséquences de leurs principes, rejetaient de l'Eglise tous les sacrements sauf le Baptême et l'Eucharistie, reconnaissaient à tous les laïques le droit d'interpréter l'Ecriture, récusaient l'autorité pontificale et, soutenant qu'un homme libre ne pouvait reconnaître au-dessus de lui un roi, repoussaient surtout Sigismond. C'étaient les *jeunes* Tchèques de ce temps, les *Thaborites*. Encore plus irréconciables étaient les *Horébites* qui demandaient l'affranchissement de la propriété, l'abolition de tous les privilèges, condamnaient les divertissements les plus innocents et prétendaient établir un régime où le pouvoir appartiendrait à la vertu et au mérite seuls, sans compter les *Adamites* et les *Nicolaïtes*, qui voulaient mettre tout en commun, les biens et les femmes, et prétendaient revenir aux premiers temps de l'humanité.

La mort de Venceslas laissait aux prises tous ces sectaires.

Les plus ardents des Thaborites, à Prague, se jetèrent sur les églises et sur les monastères, brisèrent les images et les ornements, brûlèrent les vêtements somptueux et les livres. L'archevêque et le chapitre prirent la fuite ; les Allemands furent obligés de se réfugier dans le château du Hradschin ou de Vischerad. Mêmes scènes à Pilsen, à Kœniggrätz, à Pisek, etc. Les États de Bohême, les seigneurs, les chevaliers, les gros bourgeois, voulant échapper au désordre, envoyèrent des ambassadeurs à Sigismond pour obtenir de lui le minimum des concessions demandées. C'étaient les quatre articles de ceux qu'on commençait à appeler les *Calixtins*, du calice qui servait à leur communion. Cela seul, dès le commencement, mettait en désaccord Sigismond avec le concile et avec le pape Martin V. Avec un peu d'habileté et d'énergie, avec quelques concessions et une action prompte, Sigismond pouvait encore gagner la partie. Malheureusement, il était ou indolent ou tout au plaisir, fort endetté, quoiqu'il eût aliéné déjà beaucoup de biens impériaux. D'ailleurs, les Turcs menaçaient alors son royaume de Hongrie où il venait de rentrer, et les Magnats ne lui auraient point pardonné une nouvelle absence. Pour conquérir la Bohême, il ne fallait pas perdre la Hongrie.

En attendant qu'il vînt, Sigismond confia le gouvernement de Bohême à la reine douairière, veuve de Venceslas, Sophie, et à un des plus riches seigneurs du pays, Tchenieck de Wartemberg. Soutenue par les seigneurs déjà effrayés de ce qu'ils avaient déchaîné, la régente voulut arrêter les réunions populaires qui étaient ordinairement à Prague le commencement des émeutes. Zisca et Nicolas se mirent encore à la tête du peuple de la basse ville, tentèrent l'assaut du château royal et brûlèrent une partie de la haute ville. Furieux les catholiques allemands, qui avaient à

Kuttenberg (Kuttna-hora) leur foyer le plus ardent, commencèrent à battre les environs et à faire un mauvais parti aux villes et villages du voisinage peuplés de Slaves et de dissidents. Quand on résistait, ils ne faisaient point de quartier, même à leurs prisonniers. En peu de temps, ils en jetèrent ainsi quatre cents dans des puits de mines. Un cri de fureur retentit dans toute la population tchèque, et, malgré les dissidences religieuses, la réunit tout entière.

Il ne s'agissait plus de vétilles théologiques. La nationalité tchèque était en danger. Après avoir fait disparaître la race slave du bassin inférieur de l'Elbe, les Allemands en voudraient-ils faire autant dans le bassin supérieur ? « L'Église, disaient les Praguois dans un remarquable manifeste adressé à la chrétienté, nous a traités comme une marâtre, et comme la plus cruelle des marâtres. Elle a lancé contre nous nos plus furieux ennemis, les Allemands. Quelle cause de guerre ont-ils, si ce n'est la haine éternelle qu'ils nourrissent contre notre race? Ils voudraient lui faire subir en Bohême le même sort qu'en Misnie, en Prusse et sur le Rhin. Qui ne s'indignerait de cette haine ? La croix du Christ, le symbole de toute clémence et de toute bonté, ils en ont fait un signe de massacre et de mort. Chers concitoyens, vous tous qui êtes dévoués à la couronne de Bohême, nous vous prions de vous unir à nous ; rappelez-vous vos ancêtres, les anciens Tchèques qui ont toujours aimé leur patrie d'un amour passionné ; aux armes, pour protéger notre pays contre l'injustice et l'oppression, avec l'aide de Dieu dont nous soutenons la cause ! » Jusqu'à la fin, en effet, la guerre devait être nationale autant que religieuse. Le plus illustre chef des Hussites déclara en 1423 « qu'il avait pris les armes pour la liberté de la parole de Dieu, mais aussi particulièrement pour la liberté de la

nation bohême et slave ». Quelles que fussent les divisions entre *vieux* et *jeunes* Tchèques, parmi les Hussites, elles s'effacèrent quand il fallut combattre le roi allemand « qui vou-« lait remplir de ces damnés Allemands le royaume doré ».

L'empereur Sigismond comprit cette fois que c'était une guerre de religion et de race qui commençait. Il fit en Silésie et en Moravie les préparatifs nécessaires pour pouvoir entrer en Bohême, et pria le pape Martin V de prêcher une croisade contre ses sujets hérétiques. L'empereur et le pape trouvèrent la nation bohême debout. Le burgrave de Prague, Tchenieck de Wartemberg, associé d'abord au gouvernement de la régente Sophie, se déclara lui-même pour l'insurrection dans une adresse où il invita la nation bohême à s'armer, contre l'ennemi commun ; et celle-ci trouva son chef militaire dans Jean Zisca, justement fait pour commander une guerre religieuse et nationale.

Ce pauvre chevalier avait fait ses premières armes dans une guerre de la Pologne contre l'Ordre teutonique et avait assisté à la bataille de Tannenberg. Il avait été, avec Nicolas de Hussinetz, le principal instigateur de la résistance. Mais Nicolas était surtout un politique. Zisca fut l'homme de guerre et l'organisateur des armées de la Révolution. De taille moyenne, trapu, avec de fortes épaules, une large poitrine, une tête rasée énorme, des lèvres épaisses, le nez aquilin et un œil de moins, il était infatigable ; d'un courage à toute épreuve, il avait le génie de la guerre. Depuis longtemps, à la tête des plus hardis des Hussites, il avait fait une forteresse inexpugnable, au milieu des mines de Hradistié, du mont Thabor réuni au reste du pays par un isthme étroit et dominant un petit affluent de la Moldau, la Lutznitsa, qui court au fond d'un ravin très abrupt. C'était là, derrière ces fossés et une triple mu-

raille, que se réunissaient les soldats qui lui étaient fidèles et qu'il animait de son esprit. Il avait surtout avec lui des paysans armés de piques terminées en crocs et de fléaux garnis de fer. Il les instruisit à manier ces armes d'une façon redoutable, forma avec eux des bataillons disciplinés et habitués, malgré l'épaisseur de leurs lignes, aux évolutions rapides et à la manœuvre. En campagne, il les couvrait par de véritables murailles mouvantes, formées de chariots garnis de planches et rattachés par des chaînes de fer les uns aux autres. Quand on campait, c'était une enceinte fortifiée ; pendant la bataille, on lançait d'abord de là les projectiles avant d'affronter l'ennemi ; on s'y réfugiait au besoin. Quand le terrain était favorable ou en pente, on faisait rouler sur l'ennemi ces chariots chargés d'hommes prêts à combattre. Contre l'armée féodale où chaque cavalier s'élançait à l'aventure et où la bataille était une série de duels, Zisca avait trouvé d'instinct l'armée massive et démocratique qui convenait. A toute révolution nouvelle, une armée nouvelle. La chevalerie allemande tombera devant l'armée nationale des Tchèques, bientôt pourvue aussi d'armes à feu et de bombardes, comme la chevalerie française tombe à Nicopolis, à Crécy et à Azincourt, devant les janissaires turcs ou les archers anglais. Zisca était un inventeur aussi dans l'histoire militaire de son pays.

L'empereur Sigismond et les armées féodales allemandes, composées de cavaliers et de piétons sans discipline et sans cohésion, l'éprouvèrent plusieurs années de suite en Bohême. C'est avec une armée de croisés allemands forte de 80,000 hommes que Sigismond, en 1420, prétendit d'abord menacer Prague. Composée de l'ancienne et de la nouvelle ville (*staré miesto, novo miesto*), Prague était trop

étendue pour être investie; et, avec les moyens dont disposait alors le génie, l'enlever de force n'était guère plus aisé. Les garnisons royales, maîtresses des châteaux du Hradschin et du Vischerad, tenaient les hauteurs qui commandent la ville au nord-ouest et au sud. Sigismond essaya d'enlever aux Utraquistes la colline de Vitkov, qui domine Prague au nord-est. Le 14 juillet 1420, tandis que les troupes des châteaux détournaient l'attention par des sorties, quelques milliers de cavaliers gravirent au galop la colline de Vitkov. Elle avait été presque abandonnée par les Hussites. Une poignée de Thaborites, parmi lesquels deux femmes et une jeune fille, tint ferme. Zisca accourut avec quelques soldats ; ses troupes étaient encore très inférieures en nombre et elles commençaient à fléchir, quand de nouveaux bataillons lui arrivèrent ; il refoula les chevaliers allemands. Le mont de Vitkov prit depuis lors le nom de montagne de Zisca. Les Hussites vainqueurs bloquèrent le château de Vischerad; avec les seuls catholiques bohémiens qu'il alla rassembler, l'empereur espérait débloquer le château. Il avait capitulé quand il revint. Il essaya d'attaquer au moins l'armée hussite sous les murs de Prague ; mais il fut défait (20 novembre) et évacua la Bohême. Délivrée, la commune de Prague rendit un décret de bannissement contre ceux qui avaient suivi Sigismond et confisqua leurs biens. Ce fut la fin de la prépondérance que les catholiques allemands avaient exercée dans la capitale de la Bohême.

Jean Zisca du *calice avec l'aide de Dieu*, comme on l'appelait, se mit alors en devoir d'en faire autant dans le royaume même et il le parcourut avec ses bandes. En quelques mois, toutes les villes, sauf Pilsen et Budweiss capitulèrent ou furent emportées d'assaut. Les Allemands

qui s'y trouvaient se soumirent ou les abandonnèrent. Ils n'y reprirent plus jamais la majorité perdue. Le château de Prague finit par succomber; la noblesse utraquiste abandonna elle-même le roi pour faire cause commune avec le peuple, et l'archevêque de Prague, consentant à transiger avec les Hussites, consacra leurs prêtres et mit à leur disposition une partie des bénéfices ecclésiastiques.

On a lieu de s'étonner que l'empereur Sigismond n'ait pas trouvé, sinon en lui-même, au moins dans le catholicisme et le patriotisme allemand, les ressources nécessaires pour lutter avec plus d'avantage contre les Hussites et les Tchèques qui faisaient subir de si cruelles pertes à l'Église et à l'influence germanique. Mais, d'une part, quoique les Universités et le peuple en Allemagne se fussent déclarés contre la tentative de réforme de Jean Huss, parce qu'elle était tchèque, ils ressentaient toujours assez la dépravation et l'oppression de l'Église pour ne pas vouloir la défendre avec trop d'ardeur; et, d'autre part, l'Allemagne, dans ses principautés et ses villes, devenues presque autonomes par le relâchement du pouvoir impérial, n'était guère capable, à son défaut, de faire des efforts sérieux pour une cause qui lui était cependant chère. L'inhabileté de l'empereur Sigismond fit le reste.

Ce prince avait espéré jusque-là contre-balancer la puissance de l'aristocratie du collège électoral des princes qui attiraient tout à eux, en faisant prendre place dans ce corps au burgrave de Nuremberg, fonctionnaire de l'empire, qu'il avait fait margrave de Brandebourg et bientôt après électeur. Mais ce Frédéric de Hohenzollern, qu'on peut regarder comme le véritable fondateur de cette maison devenue si célèbre, passé de petit burgrave au titre de prince d'empire, préludait à la prodigieuse fortune de ses des-

cendants par son ambition toute personnelle et peu scrupuleuse. Dans les diètes qui n'étaient pas fort dociles à l'autorité impériale, Frédéric de Hohenzollern faisait cause commune avec la ligue des électeurs du Rhin, hostile à l'empereur.

Dans la question hussite, à la différence de Sigismond, Frédéric de Hohenzollern, plus allemand que catholique, plus ambitieux que tout le reste, aurait voulu que l'on ramenât par quelques ménagements le gros des Hussites ; et il n'aurait pas hésité à acheter par des concessions en matière de foi le maintien en Bohême de la prépondérance germanique. La suite de la guerre de Sigismond contre les Hussites se ressentit de cette divergence importante de vues. Lorsque, en 1421, les princes allemands confièrent le commandement d'une seconde croisade en Bohême à Frédéric de Hohenzollern, Sigismond ne se hâta pas de venir lui prêter main-forte. La masse, assez nombreuse, mais désordonnée, des croisés franchit les monts de Bohême, encore couverts de vastes forêts, à peine coupées de routes longues et étroites et interrompues de fondrières, où il eût été facile de les arrêter ; et, à la descente, elle vint assiéger Saatz, une des villes saintes des Thaborites. Quelques soldats et la population suffirent pour la défendre. Les Allemands se dispersèrent pour piller et massacrer jusqu'à ce que Frédéric de Hohenzollern les ramenât, quand parurent les Hussites. Sigismond lui-même n'entra en campagne, à la tête de 80,000 hommes bien armés et équipés, qu'à la fin de l'année.

A son approche, les catholiques allemands de Kuttenberg, la seconde ville du royaume, ouvrirent leurs portes. Les Hussites de la contrée, inférieurs en nombre, se frayèrent un passage, les armes à la main, et allèrent

retrouver Zisca, pendant que l'armée de Sigismond prenait ses quartiers d'hiver. Après avoir traversé le pays en marchant jour et nuit (« Allumez quelques villages, » répondait Zisca, qui était devenu tout à fait aveugle, à un des siens qui se plaignait de n'y rien voir), le chef des Hussites tomba à l'improviste avec ses chariots sur le centre de Sigismond. Il enleva la ville de Nebowid, coupa l'armée catholique en deux tronçons (6 janvier 1422), emporta Kuttenberg, battit successivement les deux parties de l'armée catholique à Habern et à Deutschbrod et incendia cette ville qui resta abandonnée sept ans. En quatre jours, les Hussites avaient livré trois batailles, pris deux villes, tué aux catholiques 12,000 hommes, ramené plusieurs milliers de prisonniers, des centaines de voitures et d'énormes bagages. De retour à Prague, ils déclarèrent ennemi de la nation et déchu de son titre de roi de Bohême l'empereur Sigismond qui parut renoncer à poursuivre avec les Allemands sa restauration.

Ainsi fut renversée en Bohême, selon le mot de Pelzel, la domination que les Allemands avaient mis cinq siècles à y élever. Ce ne fut pas sans de grandes douleurs et de grands sacrifices que le pays et la nation tchèques furent ainsi rachetés. La guerre avait pris entre les deux races et les deux cultes, dans les villes et dans les campagnes, le caractère de fureur et de cruauté qui est propre aux discordes intestines et aux luttes religieuses. Tchèques et Allemands, hérétiques et catholiques, avaient rivalisé et rivalisèrent encore de violence. Le plus souvent les villes avaient été saccagées, brûlées, les prisonniers massacrés. Les Thaborites surtout s'étaient déchaînés contre les églises et les couvents. La Bohême y perdit les admirables monuments religieux dans lesquels la

piété des habitants avait entassé les trésors et les merveilles artistiques. La prospérité de beaucoup de villes populeuses, la culture des campagnes y périrent pour longtemps. Il ne s'agissait pas seulement d'articles de foi sur lesquels il est déjà bien difficile de s'entendre ; Allemand, Tchèque, chacun voulait être maître chez soi. Après avoir été longtemps subalternisés, les Bohêmes ne voulaient plus au milieu d'eux d'hommes qui parlassent une autre langue, qui n'eussent pas la même origine, qui communiquassent avec les Allemands d'au-delà de la frontière, leurs ennemis et leurs maîtres d'hier. Leur foi différente avait encore creusé l'abîme entre les deux races. L'hérésie était devenue le sceau de la nationalité tchèque, et la nationalité tchèque celui de l'hérésie. Dans les villes en particulier, la domination passa des patriciens allemands et catholiques aux corporations des ouvriers slaves qui exercèrent à leur tour le pouvoir. La germanisation de la Bohême étant moins profonde à cette époque qu'elle ne le redevint, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, après la guerre de Trente ans, quelques années suffirent pour rendre à la Bohême le caractère presque entièrement slave qu'elle avait perdu dans les deux cents dernières années. L'Allemagne, dans son extension ambitieuse, a pu subir des revers plus retentissants, des reculs plus apparents. Elle n'en a pas subi de plus graves et de plus profonds. Jean Zisca, l'un de ses plus cruels et plus heureux ennemis, mourut au milieu de son triomphe, emporté par la peste en 1424.

Le patriotisme avait, avec Zisca, assuré la victoire des Hussites, comme celle de l'hérésie de Jean Huss. Zisca mort à son tour, il n'est pas étonnant que l'esprit de secte ait divisé leurs disciples et leurs successeurs et failli compromettre leur œuvre. La révolution bohémienne, comme

toutes les révolutions, avait ses modérés et ses ultras. Même sous Zisca, les Hussites n'avaient pu se mettre d'accord sur un formulaire de foi et sur la forme de gouvernement à donner au pays délivré. Après lui, l'anarchie religieuse et politique fut au comble. Les modérés, sous le nom d'*utraquistes*, ne demandaient guère que la communion sous les deux espèces, *utraque specie*, et ne poursuivaient pas de réformes sociales ; ils avaient leur foyer principal dans la ville de Prague. Ils ne prétendaient pas rejeter tout à fait l'autorité romaine, ni le roi Sigismond, et ils ne poursuivaient pas à outrance leurs compatriotes restés catholiques et encore puissants à Budweiss et à Pilsen. Les Thaborites, qui avaient fait la première fortune de Zisca, et prenaient depuis sa mort le nom d'Orphelins, avaient, au contraire en religion et en politique des idées plus radicales. Ils voulaient être seuls maîtres chez eux, et les Horébites, une de leurs fractions, allant encore plus loin, repoussaient toute idée d'avoir un roi. Il y avait, entre ces modérés et ces exaltés, des dissidences qui ressemblent singulièrement à celles qui divisent, au temps présent, les *vieux* et les *jeunes* Tchèques dans leurs luttes contre la maison d'Autriche. Cette anarchie se serait prolongée longtemps et les factions se seraient dévorées l'une l'autre, si un nouveau chef n'était venu les arracher à leurs divisions et n'avait tourné leur ardeur, au dehors, contre les Allemands, en haine desquels on avait commencé la révolution.

II. *Guerre offensive, Procope le Grand.* — Au milieu du désordre général, toute la partie enthousiaste et énergique de la population s'était réfugiée dans l'armée ; et les « communes de combat » avaient conservé l'élan de la révolution et la haine de l'ennemi héréditaire. Un ancien chef des Thaborites, prêtre, du nom de Procope, que l'on surnom-

mait le grand (on l'appelait aussi le tondu, parce qu'il avait reçu la tonsure), pour le distinguer d'un autre Procope, dit le petit, crut que le meilleur moyen de faire trêve à l'anarchie était de réunir toutes les sectes sous le drapeau national et de passer de la défensive à l'offensive, en poursuivant les Allemands chez eux. C'étaient là pour lui les *Madianites* et les *Amalécites* de l'Ancien Testament. Le royaume de Bohême, épuisé par les guerres précédentes, ne pouvait plus nourrir l'armée. On se ravitaillerait chez les voisins. On leur rendrait ravages pour ravages.

L'Allemagne, livrée aussi au désordre, à l'anarchie, offrait une proie facile. L'empereur Sigismond avait assez à faire dans son royaume de Hongrie, qui perdait, dans les Balkans, ses postes avancés, avec les principautés dont les Turcs ottomans s'emparaient alors sous Amurath II. Il semblait prendre son parti de la sécession de la Bohême. L'Allemagne s'en inquiétait encore moins. Là, depuis que, en 1422, l'empereur, après la mort du dernier représentant de la branche aînée de la maison ascanienne, avait conféré l'électorat de Saxe au duc de Misnie, Frédéric le Batailleur, celui-ci, maître de l'électorat de Saxe, du cercle de Vittenberg, du landgraviat de Thuringe, du margraviat de Misnie (Dresde) et de l'Osterland (Leipsig), portait à son apogée la fortune de la maison de Wettin. C'était un capitaine hardi et expérimenté, politique prévoyant et éclairé, qui fonda l'Université de Leipzig. Mais, son voisin, le Hohenzollern, Frédéric de Brandebourg, jaloux de ce rival du sud qui arrêta longtemps la grandeur de sa maison, mécontent de Sigismond, mettait tout en œuvre pour déconsidérer celui-ci et l'entraver dans son action; et il n'y réussissait que trop. Au congrès de Bingen (1424), les princes dénoncèrent Sigismond comme responsable des progrès des

Hussites et l'accusèrent presque d'être gagné à leurs erreurs.

Ce fut au milieu de ces circonstances que le nouveau chef des Hussites, Procope Holy, le Grand, ayant réuni les plus hardis de ses adhérents, mit, pour la première fois, le pied sur le territoire allemand et, en 1426, vint assiéger Aussig dans la Saxe. Il n'y avait que les Saxons et les Thuringiens de Frédéric le Batailleur pour garder la frontière; chacun se contentait de se défendre chez soi. Ceux-ci voulurent débloquer la ville. Procope les battit complètement, prit la ville et l'incendia. Cet événement eut un grand retentissement dans toute l'Allemagne, et faillit y déterminer un mouvement favorable à l'unité nationale et à la puissance impériale.

La décomposition politique de l'empire était surtout sensible en Allemagne, quand les circonstances lui imposaient une action militaire énergique. On avait alors comme la preuve des vices de son organisation. Le service féodal y était tombé en désuétude par l'effet du temps et l'usage de la poudre de guerre. Les impôts impériaux y avaient passé, avec les droits régaliens, entre les mains des princes. Les chartes d'investiture même, à cette époque, reconnaissaient aux seigneurs le droit de lever, à leur gré, des impôts et des aides. Il n'y avait pas d'argent et partant point de troupes régulières. Ce n'étaient point des armées que ces masses, même nombreuses, composées des contingents les plus divers, sans cohésion, sans discipline, sans habitude des armes, sans paye, qui se débandaient au premier péril. La diète allemande, qui se réunit à Francfort, en 1428, sous le coup de la première victoire bohémienne sur le sol allemand, tenta de donner à l'Allemagne ce qui lui manquait. Si l'unité de gouvernement était impossible, pourquoi

n'établirait-on pas l'unité de dépenses pour la guerre? La diète ordonna la levée d'un soldat dans toute l'Allemagne par vingt hommes valides. L'armée composée ainsi formerait quatre corps; chacun serait placé sous les ordres d'un général que nommeraient les officiers; des ordonnances rigoureuses étaient promulguées pour assurer la discipline; les quatre corps d'armées recevraient des voitures, des canons. Pour lever et entretenir l'armée, un impôt du centième, commun, payé par tous, était mis sur tous les revenus. Le remède allait-il sortir du mal? Les outrages de l'étranger n'aboutiraient-ils pas à une réforme constitutionnelle, depuis si longtemps attendue?

Rétablir une armée, un impôt commun, en Allemagne, c'était préparer la restauration de l'Empire. En France, vers le même temps, Charles VII, par l'établissement d'une taille perpétuelle et d'une armée permanente, allait relever son pays, après la guerre contre les Anglais. Il n'en fut pas ainsi en Allemagne. Les princes et les villes y montrèrent peu d'empressement à appliquer les mesures décrétées. La noblesse, qui disposait de la majorité dans les diètes, inspirait peu de confiance aux villes qui supportaient le poids le plus lourd de l'impôt et ne se souciaient pas de faire des sacrifices solides aux avantages problématiques d'une réforme de l'Empire. A grand'peine, Sigismond parvint-il à rassembler encore, pour marcher au-devant des Hussites, une cohue de 80,000 hommes. Ils s'attardaient au siège de Mies quand les Bohêmes apparurent. Saisis de frayeur, il se débandèrent et s'enfuirent. L'armée hussite ne montait pas à 20,000 hommes. « L'armée allemande, écrit un chroniqueur de Brandebourg, est infidèle et secrètement favorable à l'hérésie ou honteusement dégénérée. » Le patriotisme lui manquait. Les vaincus se rejetèrent la

faute les uns sur les autres ; et l'Allemagne se laissa piller sans résistance par quelques patriotes et fanatiques bohémiens.

C'est le moment où les incursions des Hussites hors de la Bohême prennent leur plus grand développement (1429-1434). On les voyait partout à la fois : en Autriche où le duc fuyait devant eux, en Silésie et en Lusace où la majorité de la population était allemande, en Saxe, en Brandebourg, en Bavière et en Hongrie. Les Bohémiens ne faisaient pas de conquêtes ; ils ne s'établirent que dans la Haute-Silésie où les Slaves dominaient ; mais ils exerçaient partout d'horribles ravages. L'Allemagne n'avait pas tant souffert depuis les incursions des Hongrois : « Telle était la terreur des chrétiens, dit un chroniqueur allemand, que, longtemps avant l'arrivée des hérétiques, ils abandonnaient des villes fortifiées et même des châteaux forts. Grâce à ce désarroi universel, les complices du diable réduisirent à de telles angoisses le peuple fidèle, qu'il mettait le feu à ses maisons avant de prendre la fuite. » De grandes villes, comme Erfurth et Nuremberg, payèrent tribut aux Hussites. Des centaines de villages furent brûlés et détruits ; des milliers de paysans périrent de misère. Le souvenir de ces années d'épouvante persista jusqu'à la guerre de Trente ans : « Mieux vaut cela, » disait plus tard un proverbe, qu'une incursion des Hussites.

Vainement la cour de Rome appela-t-elle la religion au secours de l'Allemagne. Le cardinal Julien Cesarini, un des plus populaires et un des plus courageux prélats de l'Eglise, vint à Nuremberg, prêcher une croisade. Il vit se rassembler, sans grande confiance, 40,000 cavaliers, 90,000 fantassins, avec des chariots, des canons, des bagages. Il passa les monts de Bohême, 1er août 1431, donna un assaut inutile à Tachau et se dirigea sur Tauss, cherchant en vain à empêcher ses

soldats de massacrer les habitants désarmés qu'ils rencontraient. Le 14 août, on signale les hérétiques. Procope le Grand en conduisait 55,000. Ils étaient encore à un mille de distance quand les Allemands épouvantés jettent leurs armes et roulent en cohue jusqu'à la frontière. Les Hussites ramassent un énorme butin. Cesarini avec le margrave de Brandebourg ne peut rallier les plus braves des croisés, « La fuite des Allemands n'aurait pas été plus rapide, dit le chroniqueur, quands ils auraient eu derrière leurs braies 200,000 ennemis. » Le cardinal se sauva à grand'peine et perdit son manteau, son crucifix et la bulle pontificale, accompagné à travers les monts de Bohême par les fuyards dont la terreur était augmentée par l'explosion des tonneaux de poudre auxquels les Hussites mettaient le feu en les poursuivant. « Nous avons péché contre le Seigneur, dit le légat. Il a lancé contre nous sa malédiction, et le peuple chrétien est frappé d'anathème. » Il rapportait de la croisade la conviction que les Hussites ne seraient jamais vaincus par les armes et que l'Eglise ne trouverait en Allemagne aucun appui sérieux.

L'Allemagne, en effet, depuis la mort de Charles IV, n'avait plus en réalité de gouvernement. Pendant ce nouvel intérim de plus de cinquante années, le mal, qui la rongeait depuis plusieurs siècles, avait atteint toutes ses forces vitales. Elle ne formait plus qu'une agglomération incohérente d'Etats, divisés par les régimes, les habitudes, les intérêts les plus différents. Princes et bourgeois, laïques et ecclésiastiques, tous, séparés par leurs ambitions et leurs traditions, ne s'entendaient que sur un point, la haine et le mépris de l'autorité centrale. Sans l'aveu du roi, sans même qu'il en fût averti, on partageait les provinces, on modifiait les lois de succession, on signait des ligues offensives et défen-

sives, on concluait avec les pays étrangers des alliances, et il n'était pas rare qu'elles entraînassent des sujets de l'Empire dans des guerres contre l'Empire ou contre son chef. L'absence de tout pouvoir régulateur encourageait toutes les cupidités; les appétits se donnaient libre carrière. Aussi quels innombrables conflits des princes temporels entre eux, des laïques et des ecclésiastiques, des seigneurs et de leurs vassaux, des villes et des nobles, des bourgeois et des évêques !

Dans les dernières années de Sigismond, du nord au sud et de l'ouest à l'est, il n'y a pas un coin de territoire où il n'y ait guerre de voisins. Tandis que Philippe de Bourgogne s'établit solidement, en dépit des protestations du roi, dans le Brabant et dans la Hollande et soutient en Lorraine le comte de Vaudemont contre René d'Anjou qu'avait désigné l'investiture impériale, trois candidats se disputent l'archevêché de Trèves. Mayence est en révolution ; l'ambition de l'archevêque de Cologne, Dietrich, qui veut annexer à ses domaines l'évêché de Paderborn, soulève de longues et sanglantes protestations, et le landgrave de Hesse et Louis le Palatin interviennent dans toutes les querelles pour en retirer quelque profit. Frédéric de Brandebourg a grand'peine à faire respecter son autorité par ses sujets et par ses voisins. Les comtes de Holstein et le duc de Schleswig, appuyés par la Hanse, sont engagés dans une guerre contre le roi de Danemarck, Erich ; elle ne se termine qu'en 1435. Les Wittelsbach n'oublient un moment leurs dissenssions intestines que pour combattre Frédéric de Hohenzollern. La maison d'Autriche se divise entre Albert V qui espère obtenir la Bohême de Sigismond et Frédéric qui prête l'oreille aux sollicitations des hérétiques. Les routes sont infestées de brigands, les péages multipliés ruinent le commerce, et les bourgeois, pillés par les seigneurs, n'osent plus s'aven-

turer hors des murs de leurs cités. La plupart des diètes, trop peu nombreuses, se séparent après quelques vaines délibérations; leurs décisions ne sont pas exécutées. Les officiers royaux donnent l'exemple de la rébellion aux lois: un archi-chambellan attaque et pille les marchands qui se rendent à la foire de Francfort. Obligé de mendier l'hospitalité des villes impériales et de mettre sa couronne en gages pour subvenir aux dépenses de sa cour, le roi erre au hasard, avec un si piètre cortège qu'il faillit être enlevé par un chevalier souabe. Avec l'âge, ses défauts sont devenus plus choquants; la goutte paralyse son activité et ses galanteries tournent à la débauche. Au moment où se débattent les plus graves questions, pendant qu'il négocie en Italie avec Eugène IV pour obtenir de lui la consécration impériale et le décider à reconnaître le concile convoqué à Bâle, il perd son temps dans des intrigues équivoques. Une immense inquiétude envahit les esprits. La colère du Seigneur nous a atteints, dit le chroniqueur; nous allons comme des brebis sans berger.

Comment de cet abîme de désordres et de misères ne serait-il pas monté vers le ciel une clameur de révolution? Le monde féodal faisait banqueroute: laïques ou ecclésiastiques, tous les chefs manquaient ouvertement à leur mission; pourquoi les supporter plus longtemps. L'esprit de révolte, qui s'était manifesté au siècle précédent par des explosions sanglantes, avait été contenu, mais il fermentait toujours chez les peuples, parce que leurs souffrances n'avaient pas été soulagées ni leurs légitimes désirs satisfaits. A la moindre étincelle, l'incendie pouvait éclater de nouveau et embraser le monde. Déjà les manifestes des Hussites passaient la frontière de Bohême et les appels à l'insurrection n'étaient pas toujours sans écho. L'Allemagne

tressaillait de frissons, avant-coureurs d'une crise terrible. Deux sentiments surtout éclataient, en réalité d'ailleurs très voisins, la haine des prêtres et la haine des autorités féodales. Les chroniques des villes sont pleines de mouvements révolutionnaires où la révolte contre l'Eglise se complique d'aspirations démocratiques. A Mayence, les corporations se soulèvent contre le patriciat, et les bourgeois, contre le clergé ; Aix-la-Chapelle est ensanglantée par des émeutes ; Wurzbourg, Ratisbonne, Bamberg sont en guerre contre leur évêque ; Magdebourg s'allie contre son évêque à plusieurs villes de l'Allemagne du Nord, bat ses soldats et le force à se réfugier à Stettin ; à Spire, à Strasbourg, à Passau, à Constance, les bourgeois sont aux prises avec les ouvriers, ou les municipalités avec les pouvoirs ecclésiastiques. De nombreux pamphlets prêchent la confiscation des biens du clergé et la suppression des couvents. « Là où l'on apprenait quelque méfait, écrit Windecke, là où il y avait une guerre, si l'on demandait : qui a fait cela, c'était l'évêque, le prieur, le doyen, la prêtraille. Les laïques étaient si excédés des ecclésiastiques, qu'il n'y eût eu rien d'étonnant, si Dieu lui-même n'y eût pourvu, à ce que les Hussites et les hérétiques ne fussent devenus plus puissants et plus forts. » Les prêtres, dit un pamphlet de 1436, que l'on donna comme une proclamation de Sigismond, « sont devenus les hobereaux de Dieu ; c'est servir le Seigneur que de les dépouiller ».

Tous ceux que leur situation met à même de connaître l'opinion publique, signalent la gravité de la situation ; l'ambassadeur du roi des Romains dénonce le péril à Martin V : « Des symptômes de la tempête prochaine, lui dit-il, se montrent déjà partout. » — « A cause de la corruption et de la dissolution du clergé allemand, écrira le président

du concile de Bâle, Cesarini, les laïques sont irrités au-delà de toute mesure contre l'ordre ecclésiastique. Aussi est-il très à craindre que, s'il ne se hâte de s'amender, ils ne suivent l'exemple des Hussites, et que, si l'on n'étouffe l'hérésie bohême, une autre ne naisse [1]. »

La fermentation gagnait les campagnes. En 1428, les habitants de l'Appenzell avaient été excommuniés parce qu'ils menaçaient l'évêque de Constance, l'abbé de Saint-Gall et les seigneurs voisins. Un peu plus tard, quelques milliers de paysans assiégèrent la ville de Worms : ils avaient sur leur drapeau le Christ crucifié et demandaient qu'on leur livrât les juifs et les prêtres pour les mettre à mort, parce que par eux beaucoup de scandales étaient venus dans le monde. Dans la région du Rhin moyen, les paysans formaient des associations et partaient au hasard, devant eux, sous le commandement de leurs maires, pour piller. Les princes voisins, très inquiets de ces essais de Jacquerie, convoquèrent au son des cloches leurs sujets, pour leur faire jurer de renoncer à ces détestables entreprises : Tout paysan, qui entrerait dans une de ces ligues, serait pendu ; ceux qui les favoriseraient seraient punis dans leur corps et dans leurs biens. Il faut un remède rapide, disait Cesarini, et tout le monde le sentait comme lui... D'où viendrait le salut ? Malgré Constance, l'espérance tenace des peuples s'attachait à la pensée d'un concile. La question était nettement posée : Révolution ou Réforme. Avant de se résigner à une rupture définitive, les mécontents adressaient à l'Eglise une suprême prière. Seule une assemblée œcuménique pouvait ramener les Hussites à la chrétienté et délivrer l'Allemagne des horreurs de l'invasion, supprimer les abus, rendre au

[1] *Monum. concil. gen.*, II, 97, 99.

clergé son rôle de guide des consciences et de directeur des peuples, mettre fin à l'anarchie matérielle et morale, rétablir la paix entre les chrétiens et les unir dans un élan commun contre l'invasion musulmane, dont les flots battaient les murs de Constantinople et inondaient la Hongrie et les provinces du sud-est de l'Empire.

## § VI. — Le Concile de Bâle

Martin V, après de longues hésitations, avait ordonné la convocation d'un concile à Bâle; il était mort presque aussitôt après (1431). Son successeur, Gabriel Condolmieri, qui prit le nom d'Eugène IV, était un moine qu'avaient recommandé aux cardinaux sa piété, sa bienfaisance et la simplicité de ses mœurs. Avant son élévation, il s'était prononcé très vivement pour la Réforme, et ses protestations étaient probablement sincères; mais il avait aussi la ferme volonté de ne pas laisser péricliter entre ses mains le pouvoir qui lui avait été remis. Assez peu versé dans le maniement des grandes affaires, il apporta à la défense de ses droits une hauteur et une inflexibilité qui lui créèrent de sérieuses difficultés et firent de son pontificat une des périodes les plus troublées de l'histoire de l'Eglise.

Le concile était encore très peu nombreux; Eugène IV crut pouvoir rapporter la bulle de son prédécesseur et désigner Ferrare comme le lieu de réunion de la prochaine assemblée œcuménique. Cette nouvelle fut accueillie dans toute la chrétienté par une véritable explosion de désespoir. Sigismond et un grand nombre de princes promirent aux Pères de ne pas les abandonner; de tous côtés, on s'efforça

de faire revenir le pape sur sa résolution, et les prélats, dont le nombre croissait chaque jour, refusèrent d'obéir à la bulle de dissolution. Eugène s'obstina. Les Pères ne tinrent aucun compte de ses ordres, renouvelèrent les décrets de Constance qui établissaient la supériorité des conciles sur les papes, et parlèrent de procès et de déposition. Allait-on voir se renouveler les scandales de Constance? Eugène IV avait des alliés, il n'était pas comme Jean XXIII entre les mains du concile; la lutte pouvait facilement aboutir à un schisme. Le pape était fort entêté; le concile très entreprenant; les idées révolutionnaires ambiantes l'avaient pénétré à son insu. Il avait reconnu voix délibérative aux docteurs et aux maîtres, et la majorité appartenait ainsi dans les votes à la démocratie ecclésiastique que n'effrayaient pas les aventures. Sigismond avait appris avec joie la convocation du concile; il ne se souvenait plus de Constance et était tout entier à l'espérance de terminer sa carrière dans une sorte d'apothéose. L'occasion lui parut bonne pour ressaisir ce rôle de maître du monde, qui lui avait déjà valu tant de déceptions, mais qui séduisait toujours son imagination mobile.

Pour relever son prestige singulièrement compromis, il partit pour l'Italie afin d'y prendre la couronne de fer et la couronne impériale (1431). Comme d'habitude, il s'était mis en route à l'improviste, sans autre force que quelques soldats que lui avaient fourni les Hongrois. Il savait depuis longtemps qu'il n'avait rien à attendre des princes allemands, comptait trouver des alliés en Italie. Le duc de Milan, Philippe-Marie, menacé par les Vénitiens et les Florentins, avait mis à sa disposition les forces dont il aurait besoin. L'exemple de ses prédécesseurs aurait dû lui apprendre ce que valaient les promesses des princes italiens et que, s'ils

effrayaient volontiers leurs rivaux de l'épouvantail d'une invasion germanique, ils n'étaient pas assez sots pour relever de leurs propres mains dans la péninsule la domination allemande.

Dès les premiers jours, en effet, les difficultés éclatèrent. Philippe-Marie entassa prétextes sur prétextes pour éviter une entrevue personnelle avec Sigismond ; il l'avait entraîné dans une alliance contre les Vénitiens avec la Savoie et le Montferrat; il se confondit en promesses et s'en tint là. Le pape en voulait au roi de soutenir le concile et, vénitien de naissance, ne lui pardonnait pas son alliance avec Milan. Les négociations traînèrent des mois. Aux remontrances, du roi Eugène répliquait par des lettres presque insolentes dans lesquelles il lui reprochait d'empiéter sur ses droits et de se mêler de ce qui ne le regardait pas. Le roi lassait ses alliés par ses demandes et n'en obtenait que des fins de non-recevoir. Il errait de ville en ville, à Pavie, à Sienne, à Plaisance, regardé d'un fort mauvais œil par les bourgeois auxquels son séjour imposait de lourdes charges. Les Florentins lui barraient la route de Rome ; ses 2,000 soldats ne lui permettaient pas d'essayer de s'ouvrir un passage par la force. Il commençait à craindre d'être fait prisonnier dans quelque embuscade et la honte seule le retenait en Italie. Il l'avoua à Guillaume de Brunswick, le pria dans une lettre confidentielle de s'entremettre habilement et d'obtenir du concile un vœu qui lui servît de prétexte pour couvrir sa retraite; sa lettre fut interceptée et publiée.

La conduite des alliés de Sigismond l'avait du moins dégagé de toute obligation envers eux. Il se réconcilia avec Venise et Eugène IV consentit en retour à le couronner empereur. Le roi s'engagea à prêter entre ses mains le serment d'obédience et à lui rendre l'hommage traditionnel:

il entrerait à Rome sans armée, reconnaîtrait le pape comme le véritable et l'unique chef de l'Eglise et lui accorderait son appui contre tous. Il arriva, en effet, à Rome le 21 mai 1433 et fut couronné le 31. Windecke raconte qu'Eugène se borna à redresser avec le pied la couronne posée sur la tête du roi. En ces termes le récit du chroniqueur est fort invraisemblable et n'est sans doute que la reproduction d'une légende relative au couronnement d'Henri VI par Célestin III. Il traduit du moins assez exactement l'impression qu'éprouvèrent les contemporains.

L'empereur, lui, était fort satisfait. Il avait oublié ses longs démêlés avec le pape et le raillait agréablement : « Il y a trois choses, lui disait-il, à en croire Æneas Sylvius, par lesquelles nous différons ; tu te lèves tard, moi, de bonne heure ; tu bois de l'eau, moi, du vin ; tu fuis les femmes, je les suis. Mais il y en a aussi trois pour lesquelles nous nous ressemblons : tu distribues généreusement les biens de l'Eglise, je ne garde rien pour moi ; tu as de mauvaises mains, et moi, de mauvaises jambes ; tu perds l'Eglise, et moi, l'Empire. » L'anecdote que nous a conservée Sylvius est d'une authenticité contestable, mais elle dépeint avec autant de vérité que de grâce la légèreté de Sigismond et les traits caractéristiques de sa nature.

Ce titre d'empereur, si chèrement acheté, Sigismond voulut s'en montrer digne en réconciliant le pape et le concile et en décidant celui-ci à se contenter des concessions incomplètes qu'offrait Eugène IV. Les Pères l'accusèrent de trahison ; et lorsque Eugène IV céda enfin, parce que les États pontificaux avaient été envahis par les condottierri milanais (déc. 1433), les deux adversaires lui gardèrent rancune, le pape, de n'avoir pas su le protéger, et le concile, d'avoir mis trop de tiédeur à le soutenir. La réconciliation

des deux adversaires n'était d'ailleurs ni sincère ni durable. Les Pères, fort belliqueux, étendaient leurs prétentions et comptaient pousser leur victoire jusqu'au bout, et le pape, qui n'avait cédé que sous la pression des circonstances, attendait l'heure de la revanche.

Décidé à en finir, le concile avait déjà entamé les négociations avec les Bohêmes [1]. Il les avait invités à envoyer des ambassadeurs à Bâle en leur promettant qu'ils auraient toute liberté de présenter et de défendre leurs opinions; les seuls juges et arbitres seraient la loi divine, la parole du Christ, la doctrine des Apôtres et des premiers Pères. L'Eglise avouait sa défaite, renonçait à imposer sa volonté aux rebelles; pour la première fois, elle transigeait avec l'hérésie. Dans la vieille ville de Prague, Jean de Rokitzana et les Calixtins acceptèrent malgré Procope et les Taborites, mais exigèrent des garanties. Condamnant la doctrine du concile de Constance, celui de Bâle donna un sauf-conduit pour les hérétiques; et Rokitzana, Procope lui-même, le recteur de Prague et les docteurs, fortement escortés, partirent pour le concile.

L'ambassade hussite fit son entrée à Bâle au milieu d'un grand concours de peuple (janvier 1433) : « Hommes, femmes et enfants, gens de tout âge et de toute condition, étaient sur les portes, aux fenêtres et même sur les toits. Procope surtout attirait les regards. » Le véritable chef de l'ambassade était Rokitzana, dont l'autorité croissait sans cesse. Pendant trois mois on discuta; des deux côtés on prononça des discours éloquents. Procope le Grand fit en-

[1] Pour les négociations avec la Bohême et l'histoire du concile général, l'ouvrage le plus important est le grand recueil de Palacky, *Monumenta conciliorum generalium seculi* xv, Vienne (1857), 2 vol. in-folio. — Hefele, *Conciliengesch.*, t. VII, 2e partie, Fribourg, 1874.

tendre des paroles aussi rudes que les coups qu'il portait aux Philistins. Jean de Rokitzana se montra plus conciliant et plus adroit. Le concile fit quelques ordonnances de réforme de détails et en promit d'autres. Mais les points de vue étaient trop différents; le seul résultat fut de marquer clairement les points du débat.

Le concile envoya à son tour des ambassadeurs en Bohême pour négocier directement avec les Etats. Les discussions reprirent à Prague, sans plus de résultat. Mais ce n'était là que la moindre partie de la tâche des légats. Ils étudiaient le terrain et se préparaient des partisans. Leur arrivée avait été un véritable triomphe ; la grande majorité de la nation désirait en effet vivement la paix. En dépit de leurs succès extraordinaires, les Tchèques s'épuisaient à résister à des attaques toujours renouvelées. Leurs victoires retentissantes étaient plus humiliantes pour leurs ennemis qu'utiles à leur propre cause. Non seulement, ils n'avaient pas retenu dans l'obéissance les provinces qui dépendaient du royaume, telles que la Silésie, la Lusace ou même la Moravie, dont les principaux points étaient occupés par Albert d'Autriche; mais ils n'étaient même pas maîtres de la Bohême entière : Budweis, Pilsen, Eger, quelques autres villes encore avaient bravé toutes leurs attaques, et les seigneurs catholiques, Ulrich de Rosenberg surtout, dont les vastes domaines comprenaient une grande partie des cercles méridionaux, leur opposaient une invincible résistance. L'unité morale de la nation n'avait pas été rétablie, son ancienne prospérité avait disparu. Comme il arrive dans toutes les crises qui se prolongent, une génération nouvelle était née qui, ayant grandi avec la révolution, souffrait des maux qu'elle entraînait et ne songeait plus aux abus qu'elle avait emportés. Les partisans de la réforme sentaient leurs con-

quêtes précaires, tant qu'elles n'étaient pas confirmées par un traité. Les bourgeois, affranchis de la domination du patriciat allemand, les seigneurs, enrichis des dépouilles de la couronne et du clergé, se plaignaient du désordre permanent, de l'interruption des affaires, de l'arrogance du parti démocratique. Un minimum de concessions leur suffisait, et ils faisaient bon marché des subtilités dogmatiques. Sur un point seulement, ils étaient intraitables, la communion sous les deux espèces.

Le calice était, en effet, devenu un symbole national et comme le signe de la libération spirituelle et temporelle ; toute tentative pour l'arracher au peuple se fût heurtée à une insurrection universelle. Pendant deux siècles, toutes les fois qu'on essaya d'y porter la main, le pays fut en feu. Procope résista encore ; mais Rokitzana se prononça en faveur de l'union. Un énergique seigneur, Meinhard de Neuhaus, se montra disposé à l'appuyer, les armes à la main ; et les délégués du concile de Bâle signèrent avec les représentants des Etats de la Bohême les fameux *compactats* qui mirent enfin un terme à cette longue guerre. C'étaient les fameux quatre articles, avec quelques restrictions qui sauvaient l'honneur des principes de la foi catholique, de la suprématie romaine, et qui laissaient au clergé, comme administrateur sinon comme propriétaire, la jouissance des biens qu'il conservait.

Les Taborites accepteraient-ils une pareille capitulation? D'ailleurs, les bandes militaires, qui constituaient la principale force du parti, ne désiraient pas la paix. La guerre les enrichissait; et, par elle seule, leur domination politique se justifiait et se maintenait. Leurs rangs s'étaient grossis d'un grand nombre d'étrangers ; et l'armée nationale de Zisca tendait à se rapprocher de ces troupes d'aventure qui,

sous le commandement de Mansfeld et de Wallestein, jouèrent un si grand rôle dans la guerre de Trente ans. Les souffrances et les vœux du peuple laissaient fort indifférents ces condottieri. La paix dépendait donc du triomphe des modérés sur les radicaux, des bourgeois et des seigneurs sur l'armée et sur Procope le Grand, qui, après avoir sauvé la révolution, l'exploitaient à leur profit. Meinhart de Neuhaus réunit les principaux seigneurs dans une ligue à laquelle adhéra la vieille ville de Prague (Staré Miesto). Ils s'engagèrent à se soutenir les uns les autres et à travailler de toutes leurs forces à rétablir l'ordre dans le pays ; ils sommèrent les bandes militaires de se disperser, et rassemblèrent une armée pour les y contraindre. La nouvelle ville de Prague (Nové-Miesto), où l'élément démocratique dominait, avait refusé d'entrer dans la ligue ; elle fut occupée par les seigneurs auxquels les catholiques promirent leur appui. Les Taborites marchèrent contre l'armée des nobles et les rencontrèrent près du village de Lipan, entre Bœhmisch-Brod et Kauzin (30 mai 1434). Procope le Grand les commandait ; il avait avec lui 18,000 hommes contre 25,000, mais son artillerie était supérieure ; toutes les villes du royaume, sauf Prague, Pilsen et Miélnk avaient pris parti pour eux. Meinhart les attira hors de leurs retranchements par une feinte ; Rosenberg les prit en flanc et les coupa de leurs voitures. Les Taborites vendirent chèrement leur vie. Le combat dura tout le jour et toute la nuit : ils laissèrent 16,000 morts sur le champ de bataille, et parmi eux Procope le Grand et ses meilleurs officiers. Les nobles ne faisaient pas de quartier ; ils avaient quelques centaines de prisonniers, on les enferma dans une grange et on les brûla.

La bataille de Lipan ne détruisit pas le parti Taborite,

mais lui enleva la prépondérance qu'il avait conservée jusqu'alors. Avec les bandes militaires, la faction la plus hostile à une réconciliation avec l'Eglise avait disparu. Les négociations pour la paix politique avec Sigismond traînèrent pourtant; des difficultés imprévues surgissaient. On voulait que Sigismond rétablît l'Université de Prague et qu'il s'engageât à ne jamais confier à un étranger l'administration de la Bohême. On n'obtenait pas du concile la nomination de Rokitzana à l'archevêché de Prague. Gaspard Schlick, homme habile, qui gouvernait réellement, tandis que Sigismond se contentait de faire admirer la beauté de vieillard qu'il avait encore, parvint à tout terminer. Un délégué du concile, Philibert, leva l'excommunication de la Bohême et reçut le serment de Rokitzana, d'obéir pour les Hussites à l'Eglise de Rome dans les limites des *compactats*.

Le 5 juillet 1436, les *compactats* furent solennellement proclamés à Iglau et en Bohême. Après avoir été réconciliés avec l'Eglise, les Utraquistes promirent de reconnaître Sigismond pour roi et de lui prêter serment de fidélité. Enfin, le 23 août de la même année, Sigismond s'engagea à faire respecter les *compactats*, à souffrir à sa cour des prédicants hussites, accorda une amnistie pour les faits passés, promit de gouverner le pays par un comité nommé par la diète, rentra à Prague et y fut couronné.

Par une fatalité qui n'est malheureusement pas rare en histoire, cette terrible guerre qui avait semé tant de ruines et répandu tant de sang, ne laissait guère que des vaincus. Les Hussites n'avaient pas accompli la réforme générale de l'Eglise qu'ils avaient rêvée ; le royaume était partagé entre deux partis opposés, et les privilèges obscurs arrachés au concile étaient gros de complications et de luttes nou-

velles entre ceux qui se contentaient des *compactats* et ceux qui regrettaient de n'avoir pas obtenu de plus sérieuses concessions. Mais la révolte n'en avait pas moins porté un coup terrible à la hiérarchie catholique; pour la première fois, l'Eglise avait dû reculer et composer avec l'hérésie.

Les conséquences politiques et sociales de la guerre étaient graves. Si Sigismond avait cru qu'il suffisait d'être couronné roi pour rentrer dans ses droits, son illusion était grande. En réalité, la royauté avait sombré dans la tourmente ; dépouillé de ses domaines propres, atteint indirectement par la confiscation des biens du clergé dont il disposait en grande partie, le souverain ne pouvait plus compter désormais sur l'appui des villes dont le séparaient des haines religeuses inexpiables. Il restait isolé et désarmé, en face d'une noblesse riche, arrogante, étroitetement unie et à qui les capitulations électorales, acceptées par Sigismond, livraient le gouvernement. La décadence de l'autorité royale en Bohême fut loin d'être favorable à la condition du peuple tchèque abandonné sans défense aux exactions féodales ; mais elle eut aussi un contre-coup très marqué dans l'histoire générale de l'Allemagne.

Étant donnée la répartition des territoires à cette époque, la couronne impériale ne pouvait guère aller qu'à un des princes qui gouvernaient les grands Etats du sud-est. Il n'était certes pas indifférent que ce roi gouvernât des sujets soumis ou dépendît de vassaux indociles. La politique des empereurs fut dès lors sans cesse entravée par les embarras qu'ils rencontraient à l'intérieur de leurs États, et leur puissance en Allemagne fut subordonnée au succès de leur gouvernement dans leurs possessions patrimoniales, et en particulier en Bohême. Ce ne fut pas la puissance impériale seule qui fut atteinte par la guerre des Hussites, mais

l'Allemagne même. Incomplète en matière religieuse, la victoire des Hussites était complète au point de vue national. Le royaume tchèque était un royaume slave, l'Université était une Université slave, le bohême remplaçait partout l'allemand ; Jean Huss n'était pas en vain mort martyr ; le changement avait été si radical et si profond que tous les efforts de la race germanique n'ont pas, depuis lors, réparé l'échec qu'elle avait subi, et la résistance des Slaves de Bohême à la germanisation est de nos jours encore un sujet d'inquiétude pour la politique allemande. Encore récemment les Tchèques de la Bohême, menacés de quelques empiètements par les serviteurs allemands trop zélés de la maison de Habsbourg, criaient : Vivent Jean Huss et les Hussites.

Le traité incomplet des *compactats* ne laissa pas mourir en paix Sigismond. Il avait tout promis, parce qu'il comptait ne rien tenir. Il n'avait accepté ces conventions que malgré lui, nous dit Sylvius, parce qu'il voulait à tout prix rentrer dans son ancienne autorité et ramener le peuple à sa religion.

Les *compactats* ne furent pas observés ; Rokitzana n'avait pas été nommé archevêque, on lui enleva sa cure et il fut forcé de fuir de Prague où sa vie était menacée. — Réaction au moins hâtive et maladroite. Les Hussites étaient trop convaincus encore et trop fiers de leurs victoires pour se laisser docilement réintégrer au bercail. Les diètes protestèrent, des complots se préparèrent. La mort du roi paraissait prochaine, mais on ne voulait à aucun prix pour souverain d'Albert d'Autriche, son gendre, intolérant et fanatique. Les projets d'alliance polonaise reprenaient faveur : un parti nombreux songeait à offrir la couronne à Vladislas III. La femme de Sigismond, l'impudique et hau-

taine Barbara, prêtait l'oreille aux suggestions des ennemis d'Albert, dans l'espoir de la couronne. Sigismond avait dessein de laisser ses deux couronnes de Hongrie et de Bohême à Albert d'Autriche qui lui avait rendu dans les dernières années de grands services et avait d'ailleurs épousé Elisabeth, son unique fille du premier lit. Mais Barbara n'avait pas de peine à faire craindre aux principaux seigneurs calixtins le zèle d'Albert pour la foi catholique. L'intrigue de celle-ci marchait quand Sigismond, malade de la goutte, sortit de son palais, porté sur un brancard, montrant à travers les rues de Prague sa belle chevelure blanche et les larmes que lui arrachaient ses douleurs, pour se rendre en Moravie afin d'embrasser une dernière fois sa fille chérie Elisabeth. Sa femme le suivait avec ses frères et nombre de seigneurs, espérant que c'était son dernier voyage, quand Sigismond à peine arrivé à Znaïm, montrant plus de vigueur qu'il n'en avait jamais eue, se fit arrêter, manda Albert et sa fille et, sur son lit de mort, leur fit prêter serment par tous les assistants, et leur laissa par testament ses trônes de Bohême et de Hongrie. Huit jours après, Barbara conduisait à sa dernière demeure l'époux dont elle avait voulu violer les dernières volontés (11 novembre 1437).

Sigismond avait recommandé qu'on l'embaumât dans ses habits impériaux et qu'on l'exposât ainsi pendant plusieurs jours afin qu'on vît bien que le *seigneur et souverain du monde* était mort. Il emportait avec lui une illusion que son règne avait dû détruire plus que tout autre. Il y avait longtemps que les maîtres du Saint-Empire ne pouvaient plus se regarder comme les chefs même de la chrétienté. Le fondateur de la dynastie de Luxembourg, Charles IV, avait voulu leur assurer au moins l'Allemagne, en lui créant un

vaste patrimoine qui put servir de base et de centre à sa domination. Les vices de Venceslas, la négligence de Sigismond laissaient après lui la paix de la Bohême, de l'Allemagne et de la chrétienté également compromise.

Hors des frontières de la Bohême, la situation n'était pas moins mauvaise. En Allemagne, les décrets impériaux qu'on ne respectait pas quand il était présent, n'avaient pas été mieux écoutés quand ils étaient datés de Bude ou de Prague; les diètes étaient toujours aussi tumultueuses et aussi inutiles; les électeurs, aussi défiants; les princes, aussi turbulents. En Hongrie, les Magnats s'agitaient, et la Transylvanie était ensanglantée par une insurrection des paysans, poussés à bout par les exactions des nobles et des prêtres.

De Bâle, les nouvelles les plus fâcheuses arrivaient. Le concile avait poursuivi son œuvre avec une énergie un peu fébrile et exubérante. La majorité, formée par le petit clergé, n'attaquait pas avec moins d'audace les droits de la papauté que les abus et ne dissimulait pas son intention de transformer radicalement la constitution de l'Église. Eugène IV, dès qu'il fut rentré à Rome et délivré de ses soucis les plus immédiats, se préoccupa de l'arrêter dans ses usurpations. L'abolition des annates, qui enlevait à la Curie une de ses ressources les plus abondantes et de ses prérogatives les mieux établies, le poussa à bout. Il dénonça aux souverains les empiètements du concile et protesta contre ses desseins révolutionnaires. La question de l'union de l'Église grecque lui offrait l'occasion de reprendre la haute main dans les affaires de l'Église. Vivement pressés par les Turcs, les Byzantins avaient pensé qu'ils n'avaient d'autres moyens de triompher de l'indifférence de l'Europe que de renoncer au schisme et d'enlever ainsi aux monarques occidentaux les spécieux prétextes dont

ils couvraient leur tiédeur. Ils avaient engagé avec l'Église romaine des négociations qui paraissaient sérieuses; et le concile et la Curie se disputaient l'honneur de terminer la déplorable querelle de l'Occident et de l'Orient. Le pape s'était laissé gagner de vitesse en Bohême; il fut plus heureux avec les Grecs, dont la finesse ne fut pas éblouie par les succès momentanés de l'assemblée de Bâle. Eugène demanda au concile de se transporter dans une ville d'Italie, comme le désiraient les Grecs, afin de faciliter les négociations avec Constantinople. Les raisons qu'il alléguait cachaient mal sa pensée. Il voulait avoir l'assemblée sous la main ; elle lui échappait à Bâle ; en Italie, il saurait bien lui imposer sa volonté. La majorité ne s'y trompa pas; elle repoussa toutes les propositions du pape et décida que ses séances continueraient à Bâle, à Avignon ou dans une ville de Savoie. En même temps, elle vota ou rappela une série de résolutions qui proclamaient dans toute sa rigueur la doctrine de la supériorité des conciles sur les papes. Elle était disposée à aller jusqu'au bout. Eugène IV n'était ni moins obstiné ni moins convaincu de son droit; l'excitation des deux parts était telle qu'une rupture était inévitable, quand Sigismond mourut.

Une fois de plus, il avait assisté impuissant, presque indifférent aux événements qu'il s'était flatté de diriger; son règne se terminait par un échec complet. Son nom a conservé pour la postérité quelque éclat et un certain prestige des grandes affaires auxquelles il a été mêlé plutôt qu'il ne les a conduites. Son histoire en réalité marque mieux encore que celle d'aucun de ses prédécesseurs la fin d'une époque. L'Église, affaiblie par ses dissensions, incapable de triompher des abus qui la rongeaient, n'exerçait plus sur les peuples qu'un pouvoir contesté. Pendant vingt ans, une

insurrection victorieuse avait bravé ses anathèmes et donné au monde un exemple qu'il n'oublia plus. Le moyen âge se mourait et, avec lui, l'ancien empire romain germanique qui avait été l'expression politique et la plus haute représentation de l'unité chrétienne. Les ambitions surannées de Sigismond n'avaient abouti qu'aux plus amères humiliations ; en Allemagne même, le pouvoir impérial s'effondrait sous la pression des souverainetés particulières. Comme l'Italie, l'Allemagne payait par l'anarchie la domination universelle qu'elle avait prétendue ; ruinée par ses discordes intérieures, sans gouvernement, sans armée, elle perdait du terrain de tous les côtés, et les Slaves lui arrachaient quelques-unes de ses positions les plus importantes.

L'empereur Charles IV avait voulu fonder une puissance patrimoniale indépendante, sur laquelle il comptait s'appuyer pour gouverner l'empire. La conception était juste et reposait sur une connaissance exacte de la situation; l'exécution avait été malheureuse parce qu'elle avait été trop hâtive. Avant de penser à étendre au dehors leur influence', Charles IV et ses successeurs devaient asseoir solidement leur puissance en Bohême et en Hongrie. Par son ambition universelle et disséminée, Sigismond fut le dernier représentant de l'ancienne idée impériale et sa dernière victime. De tant d'espérances, il ne restait qu'une déception et le puissant Etat créé vers l'Est de l'Allemagne mais qui, avec l'empire, allait passer aux mains des Habsbourg. Les Luxembourg n'avaient travaillé que pour leurs rivaux.

---

# LIVRE XVI

# RETOUR DE L'AUTRICHE A L'EMPIRE

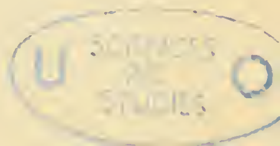
---

A la mort de Sigismond (3 décembre 1437), la situation de l'Allemagne et de la chrétienté était si troublée et si menaçante que les plus robustes ambitions devaient hésiter à accepter la couronne impériale.

Le concile de Bâle, trop longtemps ajourné, et vivement froissé de la défiance que lui avait témoignée dès le premier jour le pape Eugène IV, était en lutte ouverte avec le Saint-Siège. La direction y appartenait à un parti démocratique dont l'ambition révolutionnaire n'allait à rien moins qu'à transformer complètement l'organisation catholique. Ses projets mettaient en question, sinon l'existence, du moins la puissance de la Curie, en lui enlevant toutes les ressources dont elle disposait. Jalouse des succès que remportait la diplomatie pontificale dans les négociations avec l'Église grecque, la majorité de l'assemblée avait lancé contre Eugène IV un décret par lequel elle le traduisait devant son tribunal (3 juillet 1437). Le pape répondait par une bulle (18 septembre), dans laquelle il dénonçait au monde chrétien l'esprit d'usurpation et de chicane des Pères. Bientôt après,

il prononçait la dissolution du concile et en convoquait un autre à Ferrare. Entre les deux adversaires une réconciliation devenait tous les jours moins vraisemblable ; et la chrétienté, encore frémissante des angoisses du grand schisme, se tournait avec désespoir du côté de l'Empire auquel l'opinion générale attribuait toujours le devoir de maintenir la paix dans l'Église. Lourde tâche ! il avait la responsabilité sans le pouvoir. De quel côté même était la vérité? Les peuples hésitaient, incertains et troublés, partagés entre le vif désir d'une réforme et la crainte d'une révolution. Le réveil des instincts d'indépendance nationale n'avait pas supprimé le dévouement séculaire à l'unité catholique.

Il fallait se hâter cependant et trouver un terrain d'entente. Déjà ses premiers démêlés avec le concile avaient eu pour Eugène IV les plus funestes effets ; l'émeute l'avait chassé de Rome, et il vivait à Florence, presque misérablement, sans ressources et sans cour. En même temps les Turcs ottomans, maîtres de presque toutes les provinces de l'empire byzantin, affermissaient leur domination dans la péninsule de Balkans; l'une après l'autre, les dernières forteresses des Grecs ouvraient leurs portes ; les petites monarchies slaves s'effondraient, affaiblies par leurs querelles séculaires. Où s'arrêterait l'invasion? Les Hongrois, désormais en première ligne, étaient peu nombreux, rongés par l'anarchie, et, comme l'avenir le prouva, à la merci d'un accident. Il suffisait d'une défaite pour que la domination turque s'étendît sans obstacle sur presque tout le moyen Danube et que les flots de l'invasion battissent les frontières mêmes de l'Allemagne. Ce n'était plus seulement comme souverain du monde et protecteur de l'Église que l'empereur avait la tâche de combattre l'islamisme. L'ennemi était aux portes de la Germanie. Les rebelles hussites avaient



bravé impunément les décrets impériaux comme les excommunications pontificales; les bandes indisciplinées, qui représentaient désormais l'armée de l'Empire, avaient fui partout, sans même attendre le choc de l'ennemi, et les hordes taborites avaient ravagé le pays du Danube à la Baltique sans rencontrer de sérieuse résistance. Les qualités militaires de la race germanique n'avaient sans doute pas disparu, mais elles étaient paralysées par l'absence de gouvernement et l'anarchie universelle. Au milieu de la confusion générale, le sentiment de l'unité de race s'effaçait, et le patriotisme restait indifférent aux progrès des étrangers qui attaquaient de tous les côtés le territoire national.

Non seulement l'Italie s'était complètement affranchie de la domination impériale. Mais le même travail de séparation s'accomplissait sur toutes les frontières. A l'est, depuis la bataille du Tannenberg, l'ordre teutonique ne se maintenait qu'à grand'peine contre les Slaves, et la Pologne allait remettre la main sur ces contrées de l'Oder et de la Vistule conquises au prix de tant d'efforts et de sang. Au nord, tandis que la Hanse s'affaiblissait par ses divisions, les Etats scandinaves s'unissaient et se préparaient à prendre l'offensive et à arracher à l'Empire les provinces qui bordaient la Baltique et la mer du Nord. La Suisse, la Lorraine, la Savoie, la Provence, restaient des fiefs de l'Empire : mais l'action des empereurs y était chaque jour minée davantage par les progrès d'une nouvelle et redoutable maison féodale, celle de Bourgogne, qui s'était accrue du Luxembourg, du Limbourg, du Hainaut, du Brabant, de la Hollande et exerçait une grande influence sur la Suisse et même la Savoie. Enfin, sortie de la guerre des Anglais, la royauté française cherchait à lier partie avec les princes voisins, et les successeurs de Charles VII, proposant déjà à la

monarchie ce qui devait être plus tard le programme de Richelieu et de Louis XIV, réclamaient le Rhin comme la frontière naturelle de la France.

Le péril était grand. De quelles forces disposait l'empire pour tenir tête aux ennemis qui l'assaillaient de tous côtés? une politique, une constitution, un gouvernement, lui manquaient. Le travail de dissolution qui se continuait depuis des siècles, avait peu à peu usé les pouvoirs traditionnels: ils n'étaient plus que des ruines, à l'ombre desquelles avortaient tous les essais d'organisation nouvelle. Les théoriciens politiques parlaient toujours des droits absolus du souverain ; et le peuple, dans sa misère matérielle et morale, rappelait à grand cris le maître dont la main redoutée écarterait les abus et soumettrait les rebelles ; mais ces déclamations pompeuses ne trompaient plus personne. Depuis longtemps les successeurs des Ottons et des Hohenstaufen n'étaient plus que « les chefs de la république impériale ». Charles IV, Sigismond avaient habité hors de l'Empire. Ils étaient étrangers à l'Allemagne ; dépouillés de toute la réalité du pouvoir, sans cour de justice royale organisée, ils perdaient peu à peu jusqu'à l'espérance et au désir d'une revanche. Après l'autorité, l'ambition même leur manquait. Et, pendant qu'ils se résignaient peu à peu à leur déchéance, sans autre consolation que leurs brillants souvenirs, personne autour d'eux ne se présentait pour recueillir leur succession. Les princes les plus puissants, tout désignés pour se substituer au pouvoir central qu'avaient énervé leurs usurpations, parlaient volontiers de la réforme de l'empire, mais ils n'avaient ni l'énergie ni le dévouement et l'intelligence nécessaires pour y travailler.

Il n'y avait pas encore en Allemagne un organisme véritable des groupes territoriaux. Les principautés étaient

incomplètes; point d'administration, point de police. Elles étaient cependant des membres de l'Empire, mais un agrégat de membres ennemis. Les villes même, représentant à cette époque la principale force de l'Allemagne, où se préparaient sourdement les éléments de l'organisation future, étaient découragées et affaiblies. Depuis le désastre de la ligue de Souabe, elles avaient renoncé à toute ambition générale. Menacées par les princes, agitées par des troubles intérieurs, méfiantes, elles bornaient leur ambition à maintenir leurs libertés communales. Abandonnées par l'empereur, elles l'abandonnaient. La petite noblesse eût fourni à des chefs prévoyants des auxiliaires dévoués et excellents; livrée à elle-même et sans ressources, depuis que les armées permanentes et mercenaires se substituaient aux armées féodales, elle défendait à grand'peine son indépendance contre les princes voisins et se consolait de sa décadence dans des entreprises sans grandeur et sans dignité. Aussi un amer dégoût des vastes projets s'était emparé des âmes. Les ambitions n'étaient pas moins âpres, mais elles étaient modestes ; les électeurs combattaient pendant des siècles pour étendre leur territoire de quelques kilomètres carrés, ou pour acquérir quelque droit de douane ou quelques privilèges, au mépris de la justice et de la loi. « L'Allemagne, dira un peu plus tard un légat du pape, n'est plus qu'une immense caverne de voleurs ».

L'intérêt immédiat étouffe toutes les inspirations générales, l'idée de l'unité germanique disparaît. Le nord et le sud de l'Empire forment comme deux pays distincts dont la politique est presque toujours différente et souvent opposée. Les mœurs deviennent plus grossières et plus violentes ; les princes finissent par n'avoir guère que des haines, plus encore que des convoitises. Les Hohenzollern et les

Wittelsbach, les deux plus puissantes maisons de l'Allemagne, après les Habsbourg, s'épuisent dans des luttes qui ne sont guère moins funestes à leur propre grandeur qu'à la paix publique. Les partis s'émiettent, la désorganisation s'étend de proche en proche. Le pouvoir des électeurs dans leurs domaines n'est guère moins illusoire que celui de l'empereur dans l'Empire ; il leur faudra de longues années de luttes avant qu'ils aient réduit leur noblesse à l'obéissance et donné quelque unité à leurs États. Le tableau n'était pas nouveau ; mais chaque règne aggravait le mal, et, à chaque élection, l'ardeur des compétiteurs diminuait à se charger d'un aussi redoutable fardeau. On le vit bien en 1437.

---

## CHAPITRE XXXVI

### L'empereur Albert II d'Autriche (1437-1439)

Deux princes semblaient alors ne pouvoir se soustraire au périlleux honneur de gouverner l'Allemagne, si les électeurs leur offraient la couronne impériale : 1° le nouvel électeur de Brandebourg ; 2° le gendre de Sigismond, Albert d'Autriche. Les Hohenzollern avaient dû leur élévation à leur alliance très étroite avec l'empereur. Frédéric Ier, électeur de Brandebourg depuis 1417, avait réussi à dompter sa noblesse et à relever dans ses nouveaux États l'autorité souveraine, en même temps qu'il avait rattaché à l'électorat presque tous les territoires de la Marche qui en avaient été séparés. La part très active qu'il avait prise, sous le règne précédent, aux affaires générales de l'Empire le désignait tout naturellement au choix des électeurs ; et il eût été difficile de trouver un meilleur chef que ce prince dont les ambitions et les intérêts étaient si conformes aux ambitions et aux intérêts de l'Allemagne elle-même. Mais les rapides progrès des Hohenzollern leur avaient créé bien des ennemis. La vigueur dont avait fait preuve Frédéric dans ses États héréditaires inquiétait les électeurs ; enfin, il avait vu de trop près, sous Sigismond, les misères de l'empire pour désirer beaucoup le trône.

L'élection impériale eut lieu sans obstacle. Les électeurs s'étaient réunis, selon les règles de la bulle d'or, à

Francfort. Après avoir déclaré qu'ils voulaient rester neutres, entre Bâle et Rome et les deux papes rivaux, ils désignèrent Albert d'Autriche pour roi ; et le Hohenzollern se résigna.

Mari d'Élisabeth, fille de Sigismond, le nouveau roi était un puissant souverain. A ses possessions patrimoniales d'Autriche, il devait réunir les royaumes de Hongrie et de Bohême, dont sa femme était héritière. Le rêve de Rodolphe Ier, le fondateur de la puissance des Habsbourg, et celui de Rodolphe IV, un des princes les plus remarquables de la maison d'Autriche, allait se trouver réalisé : les pays de l'Elbe supérieur et ceux du Danube moyen, que rapprochent tant d'intérêts, auraient désormais un même maître.

A un moment où l'empereur avait à vaincre tant de mauvaises volontés ou d'inerties hostiles en Allemagne, il n'était certes pas indifférent qu'il eût à sa disposition les ressources de vastes et riches royaumes. Dans la crise redoutable que traversait l'Église, quel meilleur choix eût été possible que celui du gendre de Sigismond, dont la piété s'était manifestée avec éclat pendant la guerre des Hussites, et dont les États immédiats étaient les premiers exposés aux ravages des Turcs. Il fut élu sans opposition sérieuse et sans avoir rien fait pour attirer sur lui le suffrage des électeurs (18 mars 1438). Depuis lors et jusqu'à l'extinction de la famille des Habsbourg, la couronne impériale n'est plus sortie de leur maison. Elle ne tentait plus guère les ambitions, et les 13,000 florins, qui, au dire de Sigismond, constituaient tous les revenus du souverain de l'Allemagne, ne compensaient guère les lourds devoirs qu'il acceptait [1].

[1] Voir sur l'élection d'Albert : Altmann, *Die Wahl Albrechts II zum römischen König* (Berlin, 1886).

On prétend qu'Albert faillit refuser la couronne et ne céda qu'aux instances des princes allemands et des Pères du concile de Bâle. En réalité, la situation n'était guère moins difficile qu'à l'époque où son aïeul, le fondateur de la dynastie, avait sauvé l'Allemagne d'un des plus graves dangers qu'elle ait courus au moyen âge et brisé, sur le champ de bataille de Marchfeld, l'empire d'Ottokar. Par bien des qualités, le nouvel élu méritait d'être le second fondateur de la fortune de sa maison. Soustrait, pendant la tutelle de ses oncles de Styrie et du Tyrol aux mauvais exemples de ces petites cours, grâce à l'honnêteté d'un fidèle précepteur, il était devenu le plus vaillant des chevaliers de l'Allemagne, le plus loyal et le plus remarquable de ses princes. Pendant les dernières années du règne de Sigismond, il avait empêché beaucoup de mal ; et on lui attribuait, le plus souvent avec raison, l'initiative de toutes les mesures heureuses qui avaient été essayées. Dès le premier jour, il comprit la multitude de ses devoirs et les envisagea sans terreur. Conjurer le schisme, rétablir la paix en Allemagne, rendre à l'empire son prestige disparu et justifier ses prétentions par ses services ; l'œuvre était immense, et il y eût sans doute succombé. Du moins il était disposé à l'entreprendre. Il convoqua d'abord une diète à Nuremberg ; mais, pour faire quelque chose, il fallait qu'il eût les mains libres et établir son autorité dans ses royaumes immédiats. C'est pourquoi il laissa d'abord la présidence de la diète à son chancelier Schlick.

Il avait été reconnu, non sans difficulté, par les Hongrois ; mais, en Bohême, bien que les droits de sa femme fussent incontestables, la majorité des Hussites, fort irritée de la façon dont Sigismond avait interprété les *compactats*, refusait de reconnaître l'autorité du docile exécuteur des excom-

munications pontificales. Plus que le catholique, les Tchèques haïssaient d'ailleurs, dans Albert, l'allemand ; la minorité seule de la diète lui prêta serment (juin 1438) ; la majorité offrit la couronne à Casimir, un enfant de 11 ans, le frère du roi de Pologne Vladislas. L'alliance bohêmo-polonaise était une des tendances de la révolution tchèque, la meilleure garantie contre tout retour offensif de l'Allemagne. Albert comprit le danger dont une semblable confédération menaçait l'Empire, et il réussit à réveiller un peu le patriotisme germanique. Quelques princes allemands l'accompagnèrent dans l'expédition qu'il conduisit contre ses sujets rebelles. En face des forces supérieures qu'il commandait, ses adversaires se replièrent. Il n'osa pas cependant mettre le siège devant Tabor, leur principale forteresse, et engagea des négociations avec le parti polonais. Avant qu'elles eussent abouti, de graves nouvelles de Hongrie précipitèrent son départ, et la plus grande partie de la Bohême demeura aux mains de ses ennemis.

Depuis plusieurs années, Amurat II s'avançait vers le Nord. Il avait mis le siège devant Semendria; et le despote de Serbie, Georges Brankovitch, s'était réfugié auprès d'Albert et implorait son secours. Le roi accourut. Semendria était une des dernières places qui couvraient la frontière méridionale de la Hongrie. Les Magyars accueillirent Albert avec plus de méfiance que d'enthousiasme. Il leur demanda de l'argent et des soldats ; ils répondirent en lui présentant leurs griefs, lui demandèrent d'écarter des fonctions publiques tous les étrangers et en particulier les Allemands. Albert les invitait à solliciter l'appui des princes de l'Empire et des autres souverains chrétiens ; ils refusèrent avec hauteur : contre les Turcs, leur courage suffirait; ils n'avaient besoin que d'un chef. Une armée se réunit, fort lente-

ment (fin de juillet), si peu nombreuse qu'Albert avec 20,000 hommes n'osa pas franchir le Danube, en présence de 40,000 musulmans, et assista sans coup férir à la chute de Semendria. Les Turcs se répandirent en Serbie et l'occupèrent presque entièrement. Pendant ce temps, l'armée magyare, trop longtemps campée dans les marais de la Theiss inférieure, était presque détruite par le typhus. Il fallait recourir à l'Allemagne. Albert II fit demander des secours dans l'Empire. La situation n'était pas beaucoup plus favorable. Le chancelier, Schlick, avait réussi à faire voter par la diète le principe de la division de l'Allemagne en cercles dont chacun obéirait à un chef chargé de veiller au maintien de la paix publique ; mais cette division en cercles, fort célèbre, n'a jamais été bien importante en réalité ; les directeurs de cercles n'ont jamais pris leurs devoirs très au sérieux ni établi solidement leur autorité. D'ailleurs, pour le moment, la diète se contenta d'une décision fort sage, mais toute platonique. La question, si souvent agitée auparavant, et depuis reprise bien des fois, n'aboutit à une solution définitive que plus d'un demi-siècle après, à la diète d'Augsbourg de 1500. En attendant, l'anarchie continua au grand dommage de l'Allemagne. Il fut difficile encore d'obtenir de la diète des secours armés pour Albert, plus difficile encore d'en obtenir une résolution pour la solution des affaires chrétiennes.

Au moment de l'élection d'Albert, les princes réunis à Francfort s'étaient déclarés neutres dans la querelle du pape et du concile. L'année suivante (26 mai 1439), une nouvelle diète tenue à Mayence confirma cette résolution ; et donna force de loi à toute une série de décrets du concile de Bâle, dont l'application stricte eût mis l'Allemagne à l'abri des exactions dont elle se plaignait le plus vivement. On

mena fort grand bruit autour de cette déclaration : c'était, a-t-on dit depuis, la grande charte de l'Eglise allemande, et on la compare à la Pragmatique Sanction de Bourges qui avait fondé la liberté de l'Église gallicane. En réalité nulle part au contraire n'éclate avec plus d'évidence la différence qui séparait l'Allemagne de la France. La Pragmatique sanction française, émanée de l'autorité royale, reçut aussitôt force de loi; à Mayence au contraire on se borna à enregistrer les décrets d'une assemblée étrangère, et la résolution ne comprit aucune des dispositions exécutoires et comminatoires sans lesquelles il ne saurait y avoir de loi [1]. Cet effort d'affranchissement n'était donc en fait qu'un aveu d'impuissance. La déclaration de Mayence, comme la plupart des votes des diètes, n'entra jamais en vigueur. Les princes qui l'avaient votée, se hâtèrent eux-mêmes de l'oublier; dans la plupart des diocèses, les partisans de Bâle et d'Eugène IV se disputèrent la domination; et l'Empire, que l'on avait prétendu mettre à l'abri des divisions religieuses, fut, de tous les pays de l'Europe, celui où la rivalité du concile et du pape eut le plus profond et le plus violent retentissement [2].

Tout d'un coup, au milieu du désarroi général, éclata une lugubre nouvelle. Albert venait de mourir des suites de la peste qui désolait la Hongrie (27 oct. 1439). La consternation fut extrême : « Jamais, dit un contemporain, mort de roi ne répandit autant de douleur parmi les nobles et les bourgeois, les riches et les pauvres. » Les talents d'Albert étaient incontestables : homme d'action plus que de parole, suivant l'expression d'Æneas Sylvius, il avait réussi très vite

[1] Pastor, *Hist. des papes*, trad. franç., I, p. 342.
[2] Id., p. 343.

à obtenir l'estime de ceux même qui étaient prévenus contre lui. « Il était bon, quoique Allemand, écrit un chroniqueur tchèque, hardi et pitoyable. Il avait de vastes desseins, la volonté claire, l'intelligence droite et ouverte. » Ce sont cependant les espérances qu'il avait données, plus que ce qu'il accomplit, qui firent de lui le second fondateur de la maison impériale d'Autriche, en assurant l'Empire à son fils. Mais la tâche de celui-ci devait être encore plus difficile; car, en même temps que la mort d'Albert, l'Allemagne apprenait, que les Pères du concile de Bâle, fatigués de l'opposition d'Eugène IV, avaient élu pour pape, Amédée de Savoie sous le nom de Félix V, de sorte qu'un nouveau schisme s'ajoutait à la vacance de l'Empire.

---

## CHAPITRE XXXVII

### L'Empereur Frédéric III (1440-1493)[1]

La vacance de l'Empire fut bientôt comblée. Le vieil électeur, Frédéric de Brandebourg, mit en avant la candidature de Louis de Hesse dont on vantait le courage et l'esprit ; mais Frédéric de Saxe, son voisin, se prononça pour son beau-frère, Frédéric de Styrie, et la majorité des électeurs demeura fidèle à la maison d'Autriche.

Le nouvel élu était un assez pauvre seigneur. Descendant de la branche cadette des Habsbourg, il partageait avec son frère, Albert VI le Prodigue, les provinces de Styrie, de Carinthie, de Carniole et de Frioul, qui constituaient l'apanage de la ligne styrienne et qu'il ne posséda complètement qu'à la mort d'Albert VI, en 1463. Mais le caractère faible et indécis de Frédéric III avait sans doute plaidé sa cause auprès des électeurs.

Le contraste était grand entre l'activité d'Albert II et la patience résignée et presque indifférente de son successeur. La fortune lui avait été longtemps hostile ; il subissait ses caprices sans amertume. Il pensait qu'il ne convient pas de

[1] Chelm., *Hist. de Frédéric III et de Maximilien*, en allemand, 2 vol.

se fâcher contre les choses, que la destinée a de brusques retours, et que tout arrive à qui sait attendre. Les épreuves ne l'abattaient pas et il acceptait avec une paisible quiétude même les humiliations. Les contemporains méprisaient son inertie et se raillaient de son calme; et, jusqu'à ces dernières années, l'histoire ne lui ménageait pas ses sarcasmes. Aujourd'hui, depuis qu'on a mieux étudié son règne, une réaction, un peu excessive peut-être, s'est produite en sa faveur. Il ne faut pas lui prêter de longs calculs et des combinaisons profondes. Il n'était pas sans valeur. Ses qualités médiocres étaient peut-être celles qui convenaient le mieux à son époque et à sa tâche. Assez instruit, dévot sinon pieux, de mœurs irréprochables, plus avare qu'économe, plus convoiteux qu'ambitieux, plus pédant que savant, plus apathique que réfléchi, grand mangeur et bon père de famille, il avait horreur du mouvement et de l'action. Il détestait la chasse, ne se plaisait qu'à regarder pousser ses fruits ou à réunir des pierres précieuses. Il croyait que toutes nos agitations n'influent guère sur les événements et remettait volontiers au hasard le soin d'agir pour lui. Grand amateur de magie, il ne manquait cependant pas d'esprit de suite. Il avait foi dans les destinées glorieuses de sa maison, et, se tenant toujours à portée de saisir une bonne occasion, il restait inébranlable dans ses espérances; chassé de ses Etats, errant, misérable, il n'eut pas une heure de découragement ou de doute. Il finit par lasser l'adversité. Les fautes de ses adversaires et le hasard furent sans doute les principaux ouvriers des succès inattendus qui couronnèrent son règne, au moins au profit de sa maison. Mais, pour l'Empire, pour l'Allemagne, il ne fit rien et les tentatives de réforme religieuse et de réforme politique qui échouèrent sous son long règne, amassèrent

tous les éléments de la révolution qui éclata après lui.

L'imagination de Frédéric III caressait volontiers les grands souvenirs de l'Empire germanique; mais, en dépit de quelques panégyristes trop zélés, il se souciait peu de l'Allemagne. Comme presque tous les princes de son temps, il songeait à sa maison. Il inscrivait sur ses chateaux, ses livres, son tombeau, ses diamants, sa vaisselle, les cinq lettres fatidiques AEIOU (Austriæ est imperium orbis universi) ou *Alles Erdreich ist Œsterereichsunterthan,* que l'on rencontre alors pour la première fois; et la vieille monarchie germanique croulait de toutes parts, sans qu'il s'en inquiétât. La formation de la puissance autrichienne est le plus grand fait de l'histoire politique de son règne et de l'Allemagne au XVe siècle. Grâce à cette nouvelle puissance, les frontières de l'Allemagne seront maintenues; les Marches orientales ne seront pas conquises à jamais par les Slaves; l'invasion turque sera arrêtée, à l'ouest les provinces voisines de la France seront conservées à la nationalité germanique. Il n'en est pas moins certain que les Habsbourg n'avaient qu'à une très faible dose le sentiment patriotique allemand et qu'ils étaient toujours prêts à sacrifier les intérêts de l'Empire à ceux de leur famille. Leur monarchie a, dès l'origine, un caractère international; l'Allemagne est pour eux un instrument, non une fin. De là une irrémédiable scission entre les chefs et la nation qu'ils défendent, mais sans l'aimer, presque sans le vouloir. Ainsi « tout semble s'unir pour empêcher le développement en Allemagne d'un organisme politique et national, semblable à celui qui se constituait à cette époque en France, en Angleterre, en Espagne, et pour entretenir l'anarchie en Allemagne, malgré la domination d'une dynastie dans

les combinaisons ambitieuses de laquelle l'Allemagne n'est qu'un simple facteur [1]. »

Le règne de Frédéric III montre avec une singulière clarté ce que seront les rapports des Habsbourg et de leurs sujets allemands. En partageant à ses héritiers la succession des trônes de Hongrie et de Bohême et en mariant son fils à Marie de Bourgogne, il a, après tout, mieux mérité de l'Empire qu'en faisant voter dans les diètes les plus belles résolutions qui n'auraient jamais été exécutées.

Mais toutes les questions qui passionnaient les esprits, la réforme religieuse, l'affranchissement de Rome, la réorganisation politique de l'Allemagne lui sont profondément indifférentes. L'Allemagne s'en irrite. A plusieurs reprises, les électeurs, indignés de son inertie ou feignant de l'être, parlent de le déposer, s'agitent pour lui susciter un concurrent. Cela ne le détourne pas une heure de ses préoccupations ordinaires ; il sait que le Saint-Empire, au sens d'autrefois, est bien fini ; il s'y résigne. Il a déjà assez à faire à sauvegarder les intérêts de sa maison.

La conservation de la Bohême et de la Hongrie, qui devaient légitimement revenir au fils d'Albert II, Ladislas le Posthume, est sa première préoccupation. Les Magyars, menacés par les Turcs, ne se soucient pas d'avoir pour chef un enfant, et, en Bohême, le parti national, qui avait toujours refusé de reconnaître Albert, était moins disposé encore à accepter pour roi son fils. Les Hussites, dont la division était la seule espérance des Autrichiens, trouvent un chef aussi habile qu'énergique dans George de Podiébrad. Il enlève Prague par surprise (1448),

[1] Bezold, *Gesch. der deutschen Reformation* dans la collection Oncken, p. 57.

établit son autorité sur le pays tout entier et est élu par la diète tchèque gouverneur général (1452). Frédéric III conserve le titre et la couronne de roi de Bohême, mais avec une autorité nominale, à Ladislas.

Les Hongrois, plus indépendants, n'avaient pas voulu recevoir, des mains de Frédéric, le jeune Ladislas. Le cardinal Julien Cesarini, qui désirait réunir toutes les forces des Magyars contre les Turcs, fit accepter pour roi Vladislas de Pologne dans la plus grande partie du royaume. Mais ce roi était loin, fort occupé. Heureusement, l'habileté et l'héroïsme d'un grand capitaine, Jean Hunyady, avait à plusieurs reprises non seulement repoussé victorieusement l'invasion ottomane, mais ébranlé dans toute la péninsule le pouvoir encore mal affermi du sultan. Amurat II offrit la paix aux Magyars. L'occasion semblait propice pour chasser d'Europe les barbares. Une flotte chrétienne gardait l'Hellespont et fermait le passage du sultan qui était en Asie; l'empereur grec, Jean, promettait des secours. Vladislas persuadé par le légat, Cesarini, traversa le Danube avec une armée de 20,000 combattants, et descendit le fleuve jusque vers la côte de la mer Noire, pour tourner les passes du Balkan. A Varna, les croisés se heurtèrent brusquement à une armée turque : Amurat, auquel la flotte chrétienne avait vainement tenté de barrer le passage[1], accourait avec ses meilleures troupes.

Un moment cependant, Hunyady jeta le désordre dans les rangs des Turcs, mais l'imprudence du roi rendit la défaite inévitable. Vladislas fut renversé de cheval et sa

[1] On accuse les Génois de leur avoir prêté leurs vaisseaux; rien n'est moins démontré que leur culpabilité. V. Céipolla, *Storia delle signorie Italiane dal* 1300 *al* 1530, Milan 1888, p. 516, et Zinkeisen *Gesch. des osmanischen Reiches in Europa*, t. II, p. 685 et sq.

tête portée au sultan ; Julien Cesarini tué, et son cadavre jeté dans le Danube. Hunyady ramena à grand'peine les débris de l'expédition à travers les plaines désolées de la Bulgarie orientale. Le désastre de Varna (10 novembre 1444) débarrassait Frédéric III d'un redoutable concurrent. Les Hongrois se décidèrent, pour mériter les bonnes grâces du roi des Romains, à reconnaître le jeune Ladislas ; mais, là, se bornèrent leurs concessions ; ils réclamèrent au milieu d'eux le petit roi sous la régence d'Hunyady et, de fait, le nouveau souverain n'exerça guère à Pesth des droits plus réels et plus étendus qu'à Prague.

Frédéric ne réussit pas non plus à rétablir l'unité des possessions autrichiennes proprement dites et à faire reconnaître son autorité dans les provinces qui dépendaient de la branche léopoldine. Ses efforts pour soumettre à son pouvoir la Haute et la Basse-Autriche et le Tyrol, mal préparés et faiblement soutenus, n'aboutirent qu'à irriter contre lui son frère Albert et son cousin Sigismond ; et son ambition hâtive lui prépara de cruels soucis sur la frontière occidentale de l'Empire.

Là, croyant pouvoir profiter des démêlés de la ville aristocratique de Zurich avec les vieux cantons qui lui disputaient l'héritage des comtes de Toggenbourg, il prétendait remettre la main sur ces territoires de la Haute-Allemagne qui avaient été le berceau de la fortune de sa famille ; mais il eut l'idée au moins imprudente de s'adresser au roi de France, Charles VII, qui venait de signer une longue trêve avec l'Angleterre, et de lui demander 5,000 mercenaires. Le dauphin Louis en amena 15,000, marcha sur le Sundgau, et y rallia une partie des nobles Allemands. A quelque distance au sud-est de Bâle, à Saint-Jacques, sur les bords de la Birse, il se heurta à une avant-garde suisse

forte de 12 à 1,500 hommes. Les troupes des cantons qui voulaient défendre leur pays furent écrasées ; mais le dauphin Louis qui n'avait jamais sérieusement pensé à une guerre contre les Suisses, signa la paix avec eux, et tournant brusquement au nord, envahit l'Alsace. Un autre corps, dirigé par Charles VII lui-même, menaçait Metz. Le sentiment national en France avait été très vivement excité par la longue lutte qu'elle avait soutenue contre l'Angleterre. Victorieuse de son ennemie, étroitement groupée autour de ses rois, elle commençait à tourner ses regards vers sa frontière orientale, et les légistes, fort imbus des souvenirs de l'antiquité, lui proposaient la conquête de cette rive gauche du Rhin depuis si longtemps injustement séparée de la Gaule. L'empereur avait provoqué l'invasion : il ne chercha pas à l'arrêter. Les seigneurs allemands étaient heureux du péril que couraient les villes du Rhin et satisfaits de leur humiliation. Les électeurs de Saxe, de Cologne et de Trèves firent alliance avec Charles VII : un peu d'habileté et le Rhin était conquis. L'expédition fut mal conduite ; Charles VII n'avait guère voulu que se débarrasser des écorcheurs qui ruinaient son royaume. Horriblement foulés par les soudards, les paysans et les bourgeois coururent aux armes, et les Français quittèrent la partie (1445)[1].

Les Suisses reprirent l'offensive. Zurich abandonna l'alliance autrichienne ; la querelle, toujours pendante entre les villes de Souabe et d'Alsace et les seigneurs, se ralluma. L'incendie se propagea de Mayence à Constance et de Mulhouse à Nuremberg : l'Allemagne méridionale fut hor-

[1] V. Bernoulli, *die Schlacht bei St-Jakob* (Bâle, 1871) ; Dœdliker, *Gesch. der Schweiz*, t. II ; Janssen, *Frankreichs Rheingelüste.*

riblement ravagée; en moins d'une année, plus de deux cents villages furent incendiés; la confédération suisse s'accrut, en dernière analyse, de la ville de Schaffouse; ce fut tout le résultat, pour l'Empire, de la politique de Frédéric III.

### § Ier. — Tentative de réforme religieuse

Une question pour l'empereur semblait devoir primer toutes les autres, c'était la question religieuse. La déclaration de neutralité n'avait pas empêché les princes allemands de se prononcer, les uns pour Eugène IV, d'autres, plus nombreux, pour le concile. Ceux qui se réservaient n'attendaient qu'une occasion pour sortir de leur indécision, tout prêts à opter pour le parti qui leur offrirait les conditions les plus avantageuses. Il faut bien reconnaître que cet empereur qui, au lendemain de son élection, attendit deux ans avant de se faire couronner, et qui de 1444 à 1471 resta 27 ans sans paraître en Allemagne, n'était pas aussi préoccupé que le peuple allemand de cette grande crise européenne. Le scandale du nouveau schisme multipliait, en Allemagne surtout, les réclamations en faveur d'une réforme. Le plus remarquable pamphlétaire de l'Allemagne à cette époque, Grégoire Heimbourg, agitait contre la papauté les glorieux souvenirs de l'indépendance germanique vis-à-vis la cour de Rome; mais le prudent Frédéric III n'était pas homme à séparer si aisément la cause de l'empire de celle de la papauté. A dire vrai, il était embarrassé. Le concile de Bâle avait discrédité sa cause par ses imprudences. On prétendait, non sans quelque apparence de raison, qu'il

avait moins à cœur de réformer les abus dont souffrait l'Église que de s'emparer de l'autorité suprême. L'aventure dans laquelle il s'était fort légèrement jeté, en élisant un antipape avait effrayé la plupart de ses partisans; et le caractère de son candidat, Félix V, fort médiocre, n'était pas fait pour retenir les dévouements chancelants.

Eugène IV manquait souvent de mesure et de tact; il prenait ses désirs pour la réalité, et il confondait trop aisément la cause de l'Église et la sienne propre; mais sa piété était sincère, son dévouement ardent, son cœur haut et son esprit droit. En écartant des théories qui aboutissaient fatalement au morcellement de l'union catholique, il était bien plus que le concile dans la tradition de l'Église romaine. Parmi ses adversaires, beaucoup le sentaient. Les défenseurs de l'assemblée de Bâle s'éclaircissaient, les plus illustres par leurs vertus ou leurs talents se repentaient, sollicitaient leur pardon : Capranica, Cesarini, Nicolas de Cues. Le nombre des États qui s'étaient prononcés pour Félix V était très restreint. L'acte d'union de l'Église grecque, signé à Florence le 5 juillet 1439, bien qu'il n'eût pas été ratifié par les peuples schismatiques, avait eu un grand retentissement. Déjà, une série d'actes ramenait sous l'autorité pontificale presque toutes les sectes dissidentes de l'Orient. En face des progrès incessants des Turcs, fallait-il faire le jeu des ennemis du Christ? L'Allemagne elle-même hésitait; à quoi bon persister dans une opposition qui n'obtiendrait de Rome aucune concession sérieuse? Frédéric III avait l'intelligence assez lucide pour comprendre le triomphe fatal de la Curie et il n'était pas de ceux qui sacrifient leur intérêt à une vaine obstination.

Il jugea que, pour mériter les bonnes grâces de la papauté, il n'en coûtait pas trop de proclamer le premier son triomphe.

Son chancelier Gaspard Schlick, avait déjà été gagné par Eugène IV. Æneas Sylvius Piccolomini, le futur pape Pie II, eut l'honneur de mener à bien cette grande affaire. A Sienne, saisi dès sa jeunesse par la fièvre littéraire qui agitait alors toute l'Italie dans la première période de la Renaissance, devenu par hasard secrétaire du cardinal Capranica et jeté dans les rangs des adversaires de la papauté; au concile de Bâle, souple, fort aimé pour son éloquence, sa bonne grâce et son esprit, au courant du train du monde par les importantes missions qu'on lui confiait, sceptique par expérience et flairant la défaite prochaine du concile, il avait fort habilement relâché les liens qui l'attachaient à Félix V et, en 1442, était entré au service de Frédéric III. Il mérita son pardon d'Eugène IV, en décidant le roi des Romains à sortir de l'expectative dans laquelle il s'était enfermé et à reconnaître le pape légitime (1446), même en sacrifiant l'Allemagne. On s'était entendu à demi-mot, l'empereur la livrait à l'exploitation romaine; c'était le prix dont il payait les avantages personnels qu'il exigeait.

Fort de l'assentiment secret de l'empereur, Eugène IV crut pouvoir entraîner à la suite les princes et l'Allemagne par un coup d'État. Il déposa de sa propre autorité les deux archevêques de Mayence et de Cologne qui tenaient pour la neutralité. C'était blesser le sentiment national. L'indignation fut vive en Allemagne. Les électeurs, tout prêts à transiger, tant que l'intérêt national était seul en cause, n'entendaient pas raillerie dès qu'il s'agissait de leurs privilèges. Ils se réunirent à Francfort (mars 1446), déclarèrent qu'ils ne reconnaîtraient Eugène que s'il rétablissait les évêques et confirmait les principales résolutions du concile de Bâle, et ils envoyèrent à Rome une ambassade chargée de présenter au pape une sorte d'ultimatum. Gré-

goire Heimbourg, un rude docteur en droit, patriote ardent et zélé, porta la parole, maltraita la cour de Rome, exposa aigrement les griefs de la nation allemande. Sa franchise presque brutale produisit quelque impression. Eugène entrevit, au-dessous de l'Allemagne officielle, une autre Allemagne, dans laquelle des siècles d'exploitation avaient laissé bien des germes de haine et des ferments de révolte. Æneas Sylvius saisit le moment favorable; il recommanda la prudence. Pourquoi brusquer les choses? Mieux valait calmer les princes par des promesses, traiter séparément avec chacun d'eux. Il devint du coup secrétaire et agent du pape. Le pape envoya pour légat à la diète de Francfort (sept. 1446) deux des plus illustres cardinaux de l'époque, Carvajal et Nicolas de Cues; mais le véritable directeur de la négociation fut Sylvius.

Pendant que, dans les séances officielles de la diète, on reprenait une fois de plus l'énumération habituelle des griefs de la nation allemande contre la cour romaine, Sylvius réintégra les deux archevêques dans leur siège, acheta les conseillers de l'électeur de Mayence, puis gagna aux intérêts d'Eugène IV et du roi des Romains désormais étroitement liés, les principaux membres de la diète, en leur promettant que le pape ratifierait l'acte d'acceptation de Mayence, si on lui faisait quelques concessions pour ce sacrifice. Frédéric III, les électeurs de Mayence et de Brandebourg, le duc Guillaume de Saxe, les archevêques de Magdebourg, de Salzbourg et de Brême, le grand maître de l'Ordre Teutonique, pris séparément, consentirent à un Concordat qui, à part quelques restrictions, rétablissait les réserves, les annates, les expectatives; et ils abandonnèrent le concile de Bâle et Félix V. Avant de mourir, Eugène IV pouvait croire au rétablissement de l'unité catholique (com-

mencement de 1447)[1]. Les concessions par lesquelles il avait acheté la promesse d'obédience des princes allemands étaient des plus minces. Il les annula encore par une bulle publiée quelques jours avant sa mort et dans laquelle il réservait tous les droits de la papauté.

Le nouveau pape, Nicolas V (1447-1455), d'humeur pacifique, eût volontiers laissé de côté les négociations et les affaires pour se consacrer tout entier au culte des lettres et des arts; il compléta le triomphe de la papauté en s'abandonnant au courant. A la suite de pourparlers que Jean de Carvajal couvrit de son nom et que dirigea Sylvius, Frédéric III signa à Vienne le concordat du 17 février 1448, qui remplaçait l'acte d'acceptation de Mayence; toutes les réclamations de l'Allemagne y étaient abandonnées, les annates maintenues et l'alternative des mois impairs confirmée au pape pour la nomination aux canonicats et aux bénéfices. Pour éviter les protestations des diètes, on eut recours comme d'habitude aux négociations particulières, et les scrupules des plus récalcitrants furent facilement vaincus par quelques faveurs individuelles. L'opposition persista çà et là encore quelque temps; les villes de Mayence et de Strasbourg se résignèrent les dernières: celle-ci n'accepta le concordat qu'en 1476; mais que signifiaient désormais quelques protestations isolées? Le concile se retira à Lausanne; il se sépara l'année suivante et l'antipape Félix V fit sa soumission à son tour. Lamentable avortement d'une entreprise qui au début avait inspiré de si vives espérances! La tentative de réforme de l'Église par les assemblées avait misérablement échoué.

[1] Voigt, Enea Silvio de Piccolomini, t. I; Berlin, 1856; Rueckert, *Die Kurfürstliche Neutralitæt wærend des Basler Concils*. Leipzig, 1858.

De ce grand effort, il ne restait qu'un immense découragement. « Les gens, écrit un théologien contemporain, n'ont plus pour les conciles le respect et l'amour que certains supposent encore. » Les réformes étaient ajournées. Toujours aveugle, la papauté, abusant de son triomphe, dédaignait les voix isolées qui s'élevaient de temps en temps contre les maux dont souffrait la chrétienté. Sécurité dangereuse! Dans l'Allemagne en particulier, l'échec de toute réforme sérieuse ne frayerait-il pas la voie à une révolution?

### § II. — Frédéric III à Rome. — Les Turcs à Constantinople. — Jean Capistran

Frédéric III accusa encore davantage l'humiliation de l'Empire, ce que ses adversaires appelaient, non sans quelque fondement, sa trahison, en partant pour Rome où le pape lui avait promis la couronne et ménagé un mariage avec une princesse portugaise. La couronne impériale n'avait pas encore perdu tout son prestige; ce roi sans puissance espérait trouver dans le sacre pontifical un regain d'autorité et une glorieuse compensation à ses déboires. Ses conseillers redoutaient fort son absence; en Allemagne, l'opinion était malveillante ; en Autriche, les mécontents s'agitaient et une révolte était imminente; l'Italie était pleine de troubles. Toutes les représentations qu'on fit à Frédéric furent inutiles.

Triste équipée cependant! Arrivé en Italie, le 1er janvier 1452, en fort maigre équipage, sans escorte d'électeurs ou de princes puissants, avec deux mille hommes, qu'il divisa en petites bandes, le roi fut forcé de recevoir l'ambassade

de François Sforza qui venait de s'emparer du duché de Milan, sans donner audience aux délégués des autres États. Il passait son temps à choisir des présents pour sa fiancée, Éléonore de Portugal, qu'il allait surtout quérir. Après avoir reconnu solennellement les droits souverains du pontife, il entra dans Rome.

« Autrefois l'éclat de l'autorité impériale éclipsait tout, écrit Æneás Sylvius ; aujourd'hui celle du pape est plus grande qu'elle. » Arrivé devant l'église de Saint-Pierre, « le roi mit pied à terre ; quelques cardinaux le conduisirent auprès du Saint-Père, assis au haut des degrés, entouré de son clergé et de ses serviteurs. Frédéric lui baisa le pied et lui offrit de l'or ; après quoi, le pape se leva, lui tendit la main que le roi baisa aussi, et, à la troisième fois, le pape l'embrassa et lui donna le baiser de paix sur une joue ; alors, le roi s'agenouilla devant lui, le pape fit une longue oraison sur lui et lui imposa les mains[1] ». Le dimanche (19 mars), il fut sacré empereur. Mais qui prenait au sérieux cette cérémonie ? pas même Frédéric. « Toutes les fois qu'il hasardait quelque conseil, on le rappelait durement à la réalité. Rien en lui ne révélait la Majesté impériale, écrit un contemporain, ni la générosité du cœur ni la sagesse de la parole ; mais sa grande avarice se révélait d'elle-même, car il était avide de présents et les acceptait volontiers. Enfin, il retourna dans son pays, laissant derrière lui une triste opinion de ses talents. »

L'ancien Empire romain germanique était bien fini. Si les souverains de l'Allemagne devaient jamais reconquérir

[1] Enenkel, *Verzeichnisz was sich bey Kayser Fridrieken Rayse nach Rom zugetragen*, cité par Pastor, *Hist. des Papes*, t. II.

leur puissance, ce n'était pas à Rome qu'ils trouveraient leur point d'appui. L'exemple de Frédéric III ne fut du moins pas perdu pour ses successeurs, et, depuis lors, aucun n'alla demander au pape la consécration de ses droits.

Même humiliation pour Frédéric III rentré en Allemagne. Les Hongrois et les Bohêmes exigeaient qu'on leur rendît enfin leur jeune souverain, que son tuteur retenait dans une demi-servitude. Les Autrichiens même entraient en insurrection ouverte sous le comte de Cilly. Enfin la nouvelle retentissante de la prise de Constantinople par Mahomet II révélait à toute l'Europe ce qu'était l'empereur, autrefois le chef de la chrétienté. La lâcheté et les divisions des Grecs, le fanatisme d'une population avilie qui n'avait plus guère d'autre patriotisme que la haine de l'Église romaine, avaient détourné d'eux depuis longtemps toutes les sympathies, et leur malheur trop mérité n'inspirait guère de pitié. Mais leur désastre était en même temps celui de la chrétienté toute entière. Avec Constantinople disparaissait le dernier vestige de cette puissance romaine à laquelle les nations modernes tenaient encore par tant de liens étroits. Et à quel moment! Lorsque la Renaissance réveillait les souvenirs de l'antiquité et faisait des hommes du xv[e] siècle des contemporains d'Auguste. Jusqu'alors les conquêtes des Turcs avaient encore quelque chose de précaire et d'instable. Avec la chute de Constantinople quelque chose d'irréparable s'était accompli ; il ne s'agissait plus désormais de refouler les musulmans, mais de les contenir. Qui les arrêterait? Les Hongrois? les Bohémiens? Incertains, divisés, affaiblis par de nombreux échecs, que feront-ils contre ces hordes innombrables, admirablement disciplinées, armées et soulevées par l'élan de succès prodigieux? Frédéric III rendit à la liberté et aux réclamations des Hongrois et des Bohé-

miens le jeune Ladislas et reconnut dans ses deux royaumes la régence de Jean Hunyady et de George Podiébrad, pour satisfaire leurs sentiments patriotiques et les tourner à la défense de la chrétienté. Mais il y avait autre chose à faire.

Nicolas V avait, dès le 30 septembre 1453, lancé un appel éloquent à l'Europe. Il montrait l'étendard du croissant flottant sur les murs de la ville qui avait été si longtemps le boulevard de la chrétienté, et suppliait les princes d'oublier leurs querelles et de s'unir pour la défense de la foi. Mais que valaient des proclamations? « Que l'on considère seulement le spectacle qu'offre la chrétienté, disait mélancoliquement Sylvius. Quelle voix serait assez puissante pour réunir sous un même drapeau tant d'États divisés et hostiles ? Quel mortel rapprochera les Anglais et les Français, les Aragonais et les Génois, les Hongrois, les Bohémiens et les Allemands ? » Déjà des défections se produisaient : Venise négociait avec Mahomet II ; l'ardeur du roi de Naples s'épuisait en paroles sonores ; Charles VII de France ne répondit même pas à la bulle de Nicolas V.

Frédéric convoqua à Ratisbonne une diète solennelle ; il y invita non seulement tous les princes allemands, mais tous les souverains de l'Europe. Au jour fixé (avril 1454) l'assemblée bruyamment annoncée était fort peu nombreuse. Un seul prince étranger répondit à la voix de Frédéric, le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, dont la politique prévoyante recherchait les occasions de paraître en Allemagne. La plupart des seigneurs allemands restèrent chez eux. Frédéric lui-même se fit excuser. On se borna à décréter une *paix publique*, qui ne fut pas mieux observée que les précédentes, et à décider la convocation d'une nouvelle diète à Francfort pour le mois d'octobre. Celle-ci fut un peu plus nombreuse (octobre 1454), mais aussi vaine. La plu-

part des princes étaient bien décidés à ne rien faire, et affirmaient que le pape et l'empereur ne cherchaient qu'un moyen de leur extorquer de l'argent. Les discours enflammés de Jean de Capistran et les périodes cicéroniennes de Sylvius ne triomphèrent pas de ce parti pris d'inaction. Par pudeur, l'assemblée décida qu'on lèverait, l'année suivante, une armée de 30,000 fantassins et de 10,000 cavaliers, mais à condition qu'une flotte italienne soutiendrait l'expédition allemande. « Ces diètes allemandes ne sont jamais stériles, avait déjà dit Sylvius quelques dix ans plus tôt, chacune d'elles est grosse d'une nouvelle assemblée. » A Wienerisch-neustadt, la diète refusa de prendre aucun engagement, pour porter la guerre au dehors, avant d'avoir réformé les abus dont souffrait l'Allemagne ; l'empereur fut fort maltraité, les discussions tournaient à l'aigre.

Cependant, des missionnaires, parcourant le pays, avaient prêché la croisade, distribué les indulgences, pour réveiller les passions qui avaient jadis entraîné des millions de serfs à la délivrance du Saint-Sépulcre ! Quelques milliers de croisés, ouvriers, paysans, mendiants, parmi eux quelques étudiants et quelques moines, se réunirent autour du plus éloquent de ces prédicateurs, Jean de Capistran. Mahomet avait mis le siège devant Belgrade avec une armée que l'on évaluait à 150,000 hommes (1456), avec 2 à 300 canons, parmi lesquels ces mortiers et ces *bombardes* énormes devant lesquels s'étaient écroulées les murailles de Constantinople ; une flottille sur le Danube devait empêcher tout secours de pénétrer dans la place. La chute de Belgrade semblait imminente ; l'héroïsme d'Hunyady et le dévouement de Capistran détournèrent le désastre qui menaçait la chrétienté. La flottille du sultan fut dispersée après un combat acharné, et les Allemands et les Hongrois péné-

trèrent dans la ville. Le siège continua, acharné. Le 21 juillet, vers le soir (1456), Mahomet II ordonna l'assaut : après deux jours de combat, déjà le croissant flottait sur les murs démantelés et Hunyady pliait sous le nombre, quand Capistran, la croix à la main, entraîna encore une fois ses soldats et, dans un suprême effort, rejeta les Ottomans hors de l'enceinte, arriva jusqu'à leur camp et enleva ou encloua une partie de leur artillerie. Mahomet II, blessé lui-même dans la bataille, leva le siège la nuit suivante [1] et ne revint pas de quelque temps, quoique les deux héros de Belgrade eussent été emportés tous les deux à quelques jours de distance par la peste qui s'était déclarée dans leur armée.

Le danger extérieur passé, on revint en Allemagne aux projets de réforme.

## § III. — Les griefs de la nation allemande contre Rome ; Pragmatique de Francfort

Certes la plupart des griefs de la nation allemande contre Rome, tels que les électeurs en avaient dressé déjà la liste, étaient fondés. Calixte III avoua lui-même que des abus s'étaient produits. L'Allemagne, qu'aucun pouvoir ne protégeait contre l'exploitation étrangère, était une proie facile, et les papes ne résistaient pas toujours à la tentation de s'enrichir à ses dépens. Les nominations aux bénéfices étaient quelquefois scandaleuses, les mœurs du clergé, suspectes, son instruction, plus que médiocre. Le tableau que

[1] V. Voigt, dans l'*Historische Zeitschrift* de Sybel, p. 75.

les princes traçaient de la situation était cependant un peu poussé au noir. Après tout, la richesse de l'Allemagne n'avait pas été profondément atteinte par une tyrannie peut-être moins réellement oppressive que pénible et humiliante. Selon Æneas Sylvius, « l'industrie était florissante ; les villes, peu populeuses à la vérité, étaient le centre d'un commerce prospère ; le bien-être matériel et même le luxe se développaient ; la vie intellectuelle était très active ». En moins de trente ans, sept nouvelles Universités avaient été fondées et des étudiants nombreux se pressaient autour de maîtres dont quelques-uns étaient des humanistes distingués ; l'imprimerie, inventée sur le sol allemand, se répandait rapidement.

Quoi qu'il en soit, un membre même de l'Eglise, l'archevêque de Mayence, Thierry, comte d'Ehrbach, et son chancelier le docteur Martin Mayr, un de ces agents d'affaires, diplomates et politiques, qui jouent un si grand rôle dans l'histoire du xv^e^ siècle, dénoncèrent d'une façon plus violente que jamais les griefs de la nation germanique contre Rome, au mois de juin 1455, dans le synode provincial d'Aschaffenbourg. Les électeurs de Cologne, de Brandebourg, de Saxe et l'électeur palatin, auxquels se joignirent les délégués des principaux évêchés et des plus riches chapitres, les appuyèrent vivement et, à la réunion de Francfort, après une discussion passionnée, ils s'engagèrent à ne point reconnaître le nouveau pape, avant d'avoir obtenu la révision du concordat de Vienne, et rédigèrent un nouveau projet de Pragmatique, résolus à soutenir énergiquement tous ceux dont la Curie essaierait de punir le courage (août 1456). L'empereur n'avait pas été beaucoup plus ménagé que le pape. On lui reprochait son indolence, son absence continuelle ; s'il ne paraissait pas à la diète convoquée à

Nuremberg, les électeurs se réservaient de prendre en dehors de lui toutes les mesures qui leur sembleraient commandées par l'intérêt de la chrétienté ; dans quelques conciliabules, on parlait même de le déposer et l'on avait prononcé le nom du successeur que l'on comptait lui donner. Cette violente diatribe fut envoyée au pape.

Les propositions de Martin Mayr et la Pragmatique de Francfort furent très froidement accueillies à Rome. Les desseins des électeurs y étaient depuis fort longtemps percés à jour et leur loyauté, suspecte. Æneas Sylvius pensait, assez justement, qu'il serait plus facile et moins onéreux de s'entendre avec Frédéric III. Les chefs de l'opposition à la papauté n'avaient eu guère d'autre but que d'étendre leur puissance au détriment de l'autorité impériale ; leurs projets, en augmentant l'anarchie, auraient de plus rendu encore plus difficile cette croisade dont la Curie poursuivait très sérieusement le projet, et à laquelle Sylvius en particulier s'était attaché avec toute la fougue d'une âme dont les années n'avaient pas éteint l'ardeur. Il connaissait depuis trop longtemps Frédéric pour nourrir de grandes illusions sur son compte ; mais, mieux valait malgré tout un chef, quel qu'il fût, qu'une oligarchie tracassière et besogneuse. Les papes avaient combattu les empereurs tant que ceux-ci leur avaient disputé la domination du monde chrétien : du moment qu'ils avaient abdiqué toute pensée de rivalité, ils devenaient des alliés précieux. Ce n'était pas en affaiblissant leur autorité, mais en la relevant au contraire qu'on rendrait à l'Allemagne la cohésion et la tranquillité sans lesquelles son alliance était inutile. « L'empereur, disait Sylvius à Frédéric, ne possède plus qu'un pouvoir précaire et nominal, les princes ne lui obéissent que quand il leur plaît et ils y sont rarement disposés ; il n'a ni trésors

ni revenus. Il résulte de là que l'Allemagne est en prise à l'anarchie et exposée à tous les maux. »

Seule une entente cordiale des deux chefs légitimes du monde, le pape et l'empereur, pouvait porter remède aux maux présents. Le « Plan de restauration du Saint-Empire et de la paix dans les pays allemands », tel qu'on l'avait proposé à la diète de Wienerisch-Neustadt, en 1455, n'allait à rien moins qu'à remplacer la monarchie par une aristocratie princière où l'Empire ne serait plus qu'un mot. Les meneurs essayaient de pousser leur pointe : on parlait de nouveau d'élire un autre roi des Romains. Quelques-uns proposaient dès lors le gouverneur de Bohême, Podiébrad, qu'une rupture avec Rome n'effraierait pas. Un parti plus sérieux mettait en avant le roi de Bohême et de Hongrie, Ladislas. Mais la mort de Ladislas vint brusquement donner à l'empereur et à l'Allemagne d'autres préoccupations (novembre 1457).

Frédéric, du coup, en oublia les princes, leurs projets et leurs menaces. L'héritage était magnifique, fort convoité. La vaste monarchie, entrevue par Rodolphe de Habsbourg et réalisée par Albert II, Frédéric III réussirait-il à la maintenir? L'autorité de Ladislas dans ses divers États n'avait jamais été que nominale; ni les Bohémiens ni les Magyars n'étaient disposés à renoncer à leur indépendance nationale. Toutes les forces réunies de la maison d'Autriche n'auraient sans doute pas triomphé de la résistance des nationalités slave et hongroise : et voici que, au moment critique, les parents de Frédéric réclamaient leur part de l'Autriche. Pour les satisfaire, il dut céder à Albert, son frère, une partie de l'Autriche, et à son cousin Sigismond la moitié de la Styrie. Ce sacrifice ne l'empêcha pas de perdre la plus riche partie de la succession de Ladislas.

### § IV. Podiébrad en Bohême. — Corvin en Hongrie. — Pie II. — Échec d'une croisade

Depuis dix ans, le véritable souverain de la Bohême était George de Podiébrad. Sorti d'une assez pauvre famille noble, à force de courage, de modération et de prévoyance, ce chevalier avait su grouper autour de lui les débris dispersés du parti révolutionnaire, lui rendre la direction du pays, rétablir l'ordre et la paix, défendre contre toutes les embûches l'indépendance religieuse et politique de la nation. Hussite de tradition et d'alliance, mais sans fanatisme, ambitieux, mais toujours prêt à sacrifier ses intérêts à ceux de sa patrie, capitaine heureux, diplomate avisé et administrateur remarquable, il avait tous les mérites pour être élu roi par la diète tchèque (1458). L'archevêque hussite, Rokitzana, le couronna ; le pape qui connaissait sa modération et espérait qu'il réconcilierait son peuple avec le Saint-Siège approuva son élection. La Moravie accepta son pouvoir sans résistance ; et la Silésie, où le sentiment germanique était plus ardent, abandonnée par les alliés sur lesquels elle avait le plus le droit de compter, en fut réduite à de stériles protestations.

Presque en même temps, à Bude (2 mars 1458), Mathias Corvin, âgé de quatorze ans, mais fils de l'illustre Jean de Hunyady, était élu roi de Hongrie, sous le coup de l'indignation provoquée par le meurtre de son frère aîné, victime de la perfidie de Ladislas. De son père, il tenait ses admirables vertus guerrières ; cavalier accompli dans un pays où tout le monde est cavalier, indifférent aux intem-

péries, supérieur aux plus rudes fatigues, d'une audace presque folle, il exerçait sur son armée un prestige qui tenait de la superstition. Il connaissait tous ses soldats par leur nom et chacun d'eux était prêt sur un signe de lui à se faire tuer avec joie. Mais ce n'était pas seulement un hardi chef d'aventures, c'était un véritable homme de guerre, et un politique de premier ordre. Il avait les qualités maîtresses du souverain, le don de connaître les hommes et de les élever au poste où les désignent leurs talents, la hauteur et la clarté de l'intelligence, la hardiesse dans l'exécution, la fermeté dans le péril. Dans un pays depuis si longtemps rongé par l'anarchie, ce maître, improvisé par le choix de ses pairs, fit plier toutes les résistances et dompta tous les orgueils. La nation avait trouvé son plus grand souverain.

Entre Podiébrad et Mathias Corvin, Frédéric III faisait piètre figure ; et, au lendemain des espérances qu'avait éveillées en lui la mort de Ladislas le Posthume, cette double élection, atteignait, avec l'empereur, l'Allemagne entière. Depuis le commencement du siècle, la race germanique perdait du terrain. Après le bassin de l'Oder, l'Elbe supérieur et le Danube moyen lui échappaient ; l'œuvre des missionnaires, des colons et des soldats allemands était, sinon perdue, du moins gravement compromise. Un siècle ne s'était pas écoulé depuis l'époque où Prague était avec Charles IV la capitale du Saint-Empire romain germanique ; et maintenant la Bohême avait pour roi un prince qui ne savait pas l'allemand et qui avait dû le choix de ses compatriotes à son attachement éprouvé pour la langue tchèque. A Pesth, la haine de l'étranger était moins bruyante, non pas moins réelle. Et, pour l'avenir, déjà la Silésie, dont la prise de possession par les colons germaniques constituait un des plus grands succès de l'histoire allemande, était sérieuse-

ment entamée; Breslau sans doute refusait avec une invincible obstination de se soumettre au roi hussite, mais combien de temps encore prolongerait-elle sa résistance ?

C'est à ce moment même où l'empereur comptait pour si peu que Æneas Sylvius arrivait au Saint-Siège sous le nom de Pie II (1458-1464). Né sur les confins du moyen âge et de la Renaissance, ayant les grandes ambitions d'autrefois et les espérances d'aujourd'hui, Pie II n'ignorait pas les abus dont souffrait l'Eglise. Il croyait même que la papauté seule avait à la fois l'autorité et la volonté de les corriger; aussi voulait-il d'abord lui rendre cette haute direction morale sur le monde qu'elle avait exercée à l'époque du moyen âge. Fier de la prodigieuse carrière qu'il avait parcourue et des succès merveilleux qu'il avait récoltés, il croyait pouvoir faire revivre les temps des Grégoire VII et des Innocent III; et, malgré les changements qui s'étaient accomplis depuis le XIII[e] siècle, il ne s'effrayait pas à la pensée des luttes qu'il prévoyait et qui excitaient son ardeur. Esprit pratique et cependant capable de singulières illusions! il justifiait à ses propres yeux son ambition par la pensée des grands services que lui devrait la chrétienté. Sous son action médiatrice, les querelles s'apaiseraient, la paix renaîtrait, et l'Europe, enfin unie, ne connaîtrait plus d'autres ennemis que les contempteurs de la Croix. Urbain II avait prêché la croisade; lui, il la conduirait. Qui donc refuserait de partir, quand le successeur des Apôtres marcherait le premier au combat?

La croisade n'était pas pour le pape un prétexte, mais le but réel et dernier de sa vie. Son culte pour l'antiquité et sa foi lui rendaient insupportable la pensée que les barbares souillaient la cité sainte où, pendant les siècles d'ignorance, s'étaient conservés avec la loi du Christ les trésors de la

civilisation grecque et romaine. La délivrance de Constantinople était pour lui comme la justification et la sanctification de son pouvoir. Pie II ne désespérait pas de réussir à vaincre les résistances des princes allemands en resserrant l'alliance intime avec l'empereur dont il avait été le conseiller. Il est vrai, Frédéric III avait ressenti quelque pointe de jalousie à voir Æneas Sylvius, son ancien secrétaire, ceindre la triple couronne ; s'il le rencontrait désormais, faudrait-il lui baiser les pieds? Il avait d'autres sujets de mécontentements contre le pape. Quelques Magnats de Hongrie l'avaient élu roi; mais le pape détenait toujours la couronne de saint Etienne, Mathias était encore fort jeune; une intervention de Pie II en faveur du parti autrichien eût été fort bien venue. Mais Pie II eût considéré comme une impiété d'affaiblir la Hongrie en suscitant des troubles. Il avait donc accueilli avec une réserve marquée les avances de Frédéric à ce sujet. En Bohême, de même, il mettait un extrême empressement à reconnaître Podiébrad malgré les réclamations de l'empereur. Mais, après tout, Pie II avait une réelle affection pour son ancien maître, et tenait à ne pas séparer sa cause de la sienne pour donner plus de caractère à son entreprise.

Miné par la maladie et convaincu que la mort ne lui ménageait pas un très long délai, Pie II se mit à l'œuvre avec une activité fébrile qui a quelque chose d'héroïque et de touchant; mais il n'eut guère d'imitateurs. Il avait convoqué pour l'été de 1459 un Congrès européen à Mantoue : c'était dans son esprit la contre-partie et comme la revanche des assemblées de Constance et de Bâle. La papauté allait tenir ses grandes assises où, sous sa médiation, seraient résolues les questions irritantes et les conflits, apaisés.

La réunion fut très brillante : presque tous les princes et

les républiques de l'Italie et quelques-uns de l'Europe envoyèrent leurs ambassadeurs. Les jours de gloire de la papauté allaient revenir; mais l'empereur ne parut point. Le fin politique et le brillant humaniste, devant qui s'inclinaient les plus sceptiques, parla beaucoup, souvent avec une incontestable éloquence ; on élabora sous ses yeux de magnifiques plans de campagne. Malheureusement, dès qu'on passa à la discussion des voies et moyens, les réserves commencèrent. Les ambassadeurs allemands surtout refusaient de s'engager; leurs pouvoirs étaient insuffisants. Le pape affectait une grande confiance dans le zèle de la pieuse nation germanique ; mais les envoyés des électeurs ne s'entendaient pas avec ceux de l'empereur; les princes se querellaient; les villes et les seigneurs étaient en hostilité ouverte. Enfin, de guerre lasse et pour se soustraire aux sollicitations pontificales, quelques-uns des délégués promirent de fournir les contingents qu'ils s'étaient engagés à mettre en ligne dès 1454, mais à la condition que leurs engagements fussent ratifiés par une diète en Allemagne. L'autorité pontificale surtout parut gagner à Mantoue : Pie II y fit rendre une bulle qui formulait nettement la suprématie pontificale et tendait à étouffer dans son germe toute velléité d'opposition, en interdisant sous les peines les plus sévères d'en appeler des sentences du pape à un concile. Les hommages du Congrès de Mantoue qui s'adressaient au moins autant à l'humaniste qu'au pontife exaltèrent cependant Pie II outre mesure.

De sa propre autorité, le pape convoqua les diètes où devaient être arrêtées les dernières mesures relatives à la croisade. C'était aller bien loin ; l'autorité pontificale se substituait au pouvoir impérial. Pie II osa un nouveau pas dans cette voie. A la mort du vieil électeur de

Mayence, Thierry d'Ehrbach, un Thierry d'Isembourg, avait été élu à sa place contre Adolphe de Nassau, par des procédés qui n'étaient pas absolument canoniques. Pie II abusa des difficultés dans lesquelles le nouvel élu se débattait. Il réclama, pour confirmer le vote du chapitre, une somme double de celle que payaient d'habitude les archevêques de Mayence; mais surtout, de concert avec l'empereur, il voulut que Thierry d'Isembourg, devenu par son élection archi-chancelier de l'empire, s'engageât à ne jamais convoquer une diète sans avoir prévenu la Curie et obtenu son approbation. L'intention était trop évidente de mettre la haute main sur les affaires allemandes. Grégoire de Heimbourg, l'éloquent adversaire de Pie II, devint le conseiller de Thierry d'Isembourg et lui fit reprendre tous les projets de réforme contre Rome et contre Frédéric, le voluptueux Sardanapale de Vienne! Les adversaires de la papauté avaient cette fois le grand avantage d'avoir pour eux la tradition. Le parti impérial lui-même était choqué de l'attitude pontificale et se demandait si l'alliance de Frédéric III et de Pie II n'était pas un marché plus onéreux qu'honorable. Le résultat le plus clair de ces tentatives imprudentes fut d'arrêter tous les projets de croisade. A la diète de Vienne (1460) les princes protestèrent très vivement contre les empiètements et les exactions de la Curie et contre la faiblesse de l'empereur. On remit sur le tapis la déposition de Frédéric III; le candidat dont on préparait la candidature à l'empire était cette fois George de Podiébrad, le chef d'un peuple ennemi, le héros victorieux de cette révolution hussite qui avait porté de si rudes coups à l'Empire!

En réalité, au fond de la lutte entre les partisans et les adversaires du pape et de l'empereur, se trouvait la rivalité des Hohenzollern et des Wittelsbach, qui avait si souvent

déjà abouti à de sanglantes explosions. Les Wittelsbach avaient inventé la candidature de Podiébrad parce que les Hohenzollern soutenaient Frédéric III; et si l'électeur de Brandebourg avait refusé obstinément de s'associer à la nomination d'un nouveau roi des Romains, c'était surtout parce qu'il redoutait la rancune d'un souverain qui aurait dû sa fortune à ses ennemis. La question des droits du Saint-Siège fut le prétexte que saisirent les deux familles pour mesurer leurs forces.

### § V. — Albert l'Achille et Frédéric le Victorieux. — Tentative de réforme politique

Le véritable chef de la famille des Hohenzollern, à ce moment, était non pas l'électeur de Brandebourg, Frédéric, bien qu'il eût hérité de l'ambition persévérante et de la prudente fermeté du fondateur de la dynastie, mais son frère, le margrave Albert, qui partageait avec un troisième frère, Jean, l'administration des territoires de Franconie. Les clercs berlinois, qui cependant lui préféraient son père, plus lettré, l'ont appelé l'Achille allemand, et Albert passait pour le plus robuste et le plus vaillant chevalier de l'Allemagne. Il montait le premier à l'assaut et, plus d'une fois, il enleva de sa main l'étendard ennemi; son corps était couvert de cicatrices, mais le courage moral chez lui égalait le courage physique. Ce n'était pas seulement un coureur de batailles, c'était aussi un politique à grands projets, comme le xv^e^ siècle en a beaucoup produit, qui voulait marquer sa place dans cette lutte pour la vie ou pour la fortune. Albert l'Achille, assez mince seigneur en somme, menaçait tous ses voi-

sins. Pour arriver à étendre ses domaines, il se posait souvent comme le représentant, le champion de l'autorité centrale, le défenseur des droits de l'Empire, dont il portait toujours l'étendard, dans la personne de Frédéric III[1]. Il ne réussit qu'à inquiéter les défenseurs attitrés de l'indépendance électorale, les éternels contempteurs de l'autorité centrale, les Wittelsbach.

Le véritable chef de ce parti était Frédéric le Palatin. La légende populaire le désigne sous le nom de Frédéric le Mauvais; les historiens allemands l'appellent d'ordinaire Frédéric le Victorieux (1451-76). De fait, aucun prince de l'Empire à cette époque n'a remporté d'aussi éclatants succès, acquis à sa maison de plus vastes territoires, mieux su protéger ses sujets contre les misères de cette période troublée. Beau, hautain, brave, vaillant soldat, administrateur attentif et sage, fin diplomate, ami des lettres et des arts, il avait autour de lui une cour de poètes et de fins esprits, au centre desquels trônait la belle chanteuse Clara Dettin, la fille d'un bourgeois d'Augsbourg. Lorsque le précédent électeur, Louis IV, était mort en 1449, ne laissant qu'un fils au berceau, Frédéric ne s'était pas contenté de la tutelle de son neveu. En 1451, en vertu de l'*arrogation*, il s'était fait reconnaître électeur par les États, et avait adopté pour fils son neveu. Par caractère plus encore que par situation, l'empereur était un *légitimiste :* il ne consentit jamais à sanctionner l'*arrogation*. Frédéric se vengea en se mettant à la tête du parti qui, sous prétexte de réforme, combattait les Habsbourg.

Les empiètements de Pie II parurent aux Wittelsbach un

[1] V. Sur Albert l'Achille, Droysen, *Gesch. der preussischen Politik, Zweiter Theil, Erste Abtheilung.*

prétexte favorable pour faire triompher leurs idées. Les ennemis de l'empereur, Frédéric le Victorieux, le duc de Bavière-Landshut, Louis Le Riche, Albert et Sigismond d'Autriche, prirent les armes pour défendre l'archevêque de Mayence. Les adversaires des Wittelsbach, Albert de Brandebourg, le comte de Wurtemberg, le margrave de Bade se prononcèrent pour le pape et pour l'empereur. Au milieu de la guerre qui s'ensuivit, par une nuit obscure d'octobre (1462), les adversaires de Thierry d'Isembourg ouvrirent les portes de Mayence à Adolphe de Nassau, à qui le pape avait accordé l'investiture. Les conseillers et les patriciens, qui presque tous tenaient pour Thierry, furent chassés, leurs biens partagés entre les compagnons de Nassau. Mayence cessa d'être une ville impériale et fut soumise à son archevêque : « O Dieu vivant, s'écrie le chroniqueur ; la grande perfidie et la grande misère qui ont frappé une si digne ville doivent être une image et une leçon pour toutes les cités du royaume : qu'elles soient unies entre elles, et ne se fient pas aux princes, car ils ne leur sont pas favorables. »

La nomination du frère de Frédéric le Victorieux, Robert, à l'archevêché de Cologne, la rentrée de Frédéric III dans Vienne, après la mort de son frère Albert, forcèrent les Wittelsbach à abandonner la cause de Thierry d'Isembourg ; et celui-ci n'eut d'autre ressource que de céder son électorat à Adolphe de Nassau et d'implorer le pardon de Pie II, tandis que George de Heimbourg s'enfuyait en Bohême.

En 1463, la paix se trouvait ainsi rétablie par le triomphe complet de l'empereur et du pape. Sans avoir rien fait, Frédéric III semblait complètement maître de la situation. Le vrai vainqueur surtout était Pie II. Les rebelles étaient écrasés, l'indépendance des Eglises nationales, anéantie, l'œuvre des conciles, détruite ; le pouvoir de la papauté ne

connaissait plus d'autres limites que la volonté même du pontife. Mais cette puissance que Pie II n'avait désirée que pour marcher à la tête de l'Europe contre les Infidèles, à quel prix ne l'avait-il pas achetée? Moins que jamais l'empire était capable de lui fournir les forces dont il avait besoin. Quand Pie II, talonné par la mort, fixa enfin le départ de l'expédition et annonça qu'il se mettrait à sa tête, personne ne répondit à son appel. A son arrivée à Ancône, sa douleur fut cruelle de ne trouver au rendez-vous que quelques centaines de pauvres hères de tous les pays, presque sans armes et qu'avait séduits uniquement la perspective de vivre aux frais du trésor pontifical. Le désespoir, peut-être le remords, précipitèrent les jours du vieillard. Il mourait victime de sa chimère (1464).

La mort de Pie II laissa Frédéric III plus impuissant et plus indifférent. Après tout l'apathie était le fond de son caractère. Jadis déjà, quand sa femme, l'altière et impétueuse portugaise, essayait de piquer son amour-propre, il secouait la tête : à quoi bon prévenir les décrets de la Providence? A ceux qui lui reprochaient son inaction il répondait qu'après tout, « les choses dans l'Allemagne n'allaient pas plus mal que dans le reste du monde : quand ils auront brûlé leurs maisons et détruit leurs récoltes, les princes allemands viendront à moi pour que je les réconcilie. » Mais il n'avait aucune hâte, et s'il consentait quelquefois à aider le destin, ce n'était guère que lorsque les intérêts de sa maison étaient directement engagés. En somme, s'il se renfermait dans la neutralité, c'est qu'il savait que personne n'aurait tenu compte de ses volontés : un homme avait essayé de remonter le cours des temps ; l'expérience n'était pas encourageante. Il ne se flattait pas d'avoir plus d'esprit que Pie II et se vantait d'avoir une imagination plus pondérée.

Sous ce long et inutile règne, le moyen âge était bien fini ; l'unité chrétienne à jamais détruite. L'empire finissait aussi. Les peuples s'étaient séparés ; des monarchies nouvelles s'étaient constituées, sur des bases différentes, avec des organes appropriés aux temps. Le malheur de l'Allemagne était de ne pas avoir accompli assez vite cette transformation que terminaient à la même époque la France, l'Espagne et l'Angleterre. Frédéric se contentait, à la diète de Nuremberg, en 1466, de décréter une paix publique de cinq ans, et, l'année suivante, de prononcer des peines sévères contre tous ceux qui violeraient les décrets de Nuremberg, enfin d'abolir les articles de la Bulle d'or et ceux de la Réformation de 1442, qui reconnaissaient aux princes le droit de guerre privée. Les Turcs cependant avançaient, menaçaient les provinces orientales de l'Allemagne ; ils pénétraient jusqu'à Gran, ravagaient la Styrie, la Carniole et la Carinthie. La diète de Ratisbonne, sur les instances de Frédéric lui promit dix mille hommes, rétablit, comme à l'époque des courses hussites, le *denier commun* et le porta même au dixième du revenu ; mais il ne fut jamais payé.

### § VI. — Pertes de l'Empire sur les frontières

Comment songer à combattre les Turcs ? les deux souverains qui devaient marcher à l'avant-garde de l'armée chrétienne, Mathias Corvin et George de Podiébrad, étaient engagés dans une guerre inexpiable dont la principale responsabilité remontait au Saint-Siège et qui tournait au détriment de l'Allemagne. On sait que la papauté n'avait

jamais accepté sans arrière-pensée les conditions que les Hussites avaient mises à leur soumission. Victorieux de l'opposition des Conciles, enivré de ses triomphes, Pie II avait compté sur Podiébrad pour amener peu à peu les Tchèques à l'obéissance. Mais Podiébrad n'avait pas voulu se séparer de son peuple. La rupture fut précipitée par la violence de Paul II, le fanatique et médiocre successeur de Pie II, qui accepta l'alliance de Mathias Corvin. La guerre commença. Toutes les forces de la Hongrie furent détournées vers le nord, tandis que les Turcs restaient libres de poursuivre leurs déprédations. Pour assurer à son pays une redoutable alliance, Podiébrad décida la diète de Prague à offrir la couronne après lui au fils du roi de Pologne, Vladislas, pauvre prince, victime chez lui d'une oligarchie turbulente et qui dut céder à Mathias au traité de Brünn (1478) les provinces annexes de la Bohême, la Moravie et la Silésie, dont le sacrifice assura au moins l'indépendance nationale et religieuse de la Bohême elle-même.

Tel fut le résultat dernier de cette lutte. Commencée au nom de l'affranchissement religieux, elle avait pour dernier effet la suppression des liens qui avaient jadis rattaché à l'empire les royaumes de l'Europe orientale. Déjà quelques années auparavant, le traité de Thorn (1460) avait sanctionné la ruine de l'Ordre teutonique et le triomphe de la Pologne. Les chevaliers avaient cédé à Casimir IV la Prusse occidentale et Marienbourg ; ils conservaient la Prusse orientale, mais sous la suzeraineté polonaise. Le grand maître devait, dans les six mois qui suivraient son élection, aller prêter serment de fidélité au roi de Pologne ; il était tenu de l'assister contre tous ses ennemis et ne pouvait négocier et conclure de traité ou d'alliance que de l'aveu du roi. Sur ces territoires ravagés par une guerre de près d'un siècle,

le nombre des villages était tombé de 15 ou 18,000 à 3,000, et les villes de Thorn, Elbing et Dantzig avaient pour longtemps perdu leur ancienne prospérité. « La nouvelle Allemagne » était arrachée à l'Empire, séparée pour plusieurs siècles de la vie politique et intellectuelle de la Germanie. Longtemps refoulés par la colonisation militaire et agricole allemande, les Slaves remettaient la main sur les marches avancées que des chefs prévoyants et héroïques avaient fondées pour couvrir les approches de la Germanie. Et maintenant, l'élection d'un Polonais au trône de saint Venceslas, en scellant l'alliance des Tchèques de l'Elbe et des Lèckes de la Vistule, opposait une barrière invincible à tout retour de l'invasion allemande.

La réaction des Slaves s'arrêterait-elle là? L'Autriche, cette marche de l'est, que les Babenberg avaient jetée entre les Tchèques et les Magyars, n'était-elle pas en grand danger, en face du roi de Hongrie qui pouvait, au premier prétexte, étendre la main sur ses États et le chasser de sa capitale? L'Allemagne ne souffrait pas seulement sur sa frontière de l'est de l'impéritie ou de l'apathie de Frédéric III. Tandis que, de ce côté, elle était rejetée dans ses limites du XIe siècle, sur sa frontière occidentale grandissait une maison féodale dont la rapide fortune menaçait autant l'empire que la royauté française.

Depuis le moment où Philippe le Hardi avait reçu de son père, Jean le Bon, l'investiture du duché de Bourgogne (1363) les succès de la dynastie bourguignonne avaient été aussi continus que prodigieux. Philippe le Hardi lui-même avait pris pied dans l'Empire quand, à la suite de son mariage, avec Marguerite de Flandre, il avait, en même temps que de la Flandre, hérité de l'Artois et des comtés de Nevers et de Réthel qui relevaient de la France, et du comté

de Bourgogne (Franche-Comté), qui était un fief allemand. Ses successeurs, par une politique hardie et peu scrupuleuse, par des mariages habiles, des guerres heureuses, avaient réuni, sous leur autorité, la plus vaste et la plus riche partie du bassin du Rhin inférieur. Philippe le Bon avait hérité de la Hollande, de la Zélande, de la Frise et du Hainaut (1425-1433), occupé le Brabant et le Limbourg (1430), acheté le comté de Namur (1429), acquis le Luxembourg, pendant que Charles VII de France lui cédait les comtés de Mâcon et d'Auxerre et les rives de la Somme. Ses domaines s'étendaient de la mer du Nord au Jura et aux Alpes, et comprenaient les provinces les plus florissantes et les plus populeuses de l'Europe.

Ce vassal tout puissant et entreprenant, qui relevait à la fois de la France et de l'Empire, bravait impunément ses suzerains. Il avait refusé de demander à Sigismond l'investiture des fiefs allemands qu'il s'était appropriés le plus souvent contre les dispositions formelles du droit germanique, et il attirait sous son influence la Suisse, la Lorraine, et même la Savoie et la Provence, qui n'avaient jamais cessé d'être légalement des pays d'empire, bien que l'autorité impériale n'y fût depuis longtemps que nominale. Il espérait bien mettre peu à peu sous sa main les territoires de la rive gauche du Rhin qui échappaient encore à sa domination et reconstituer à son profit l'ancien royaume de Lotharingie. Morcelée et sans gouvernement, l'Allemagne n'avait ni la volonté ni la force de s'opposer à son ambition. L'esprit national y était trop incertain pour arrêter ses conquêtes; et les populations mêlées de ces provinces, qui ont toujours oscillé entre l'empire et la France, se fussent promptement réconciliées avec un gouvernement qui leur apportait une organisation administrative

supérieure et qui saurait les protéger contre l'anarchie. Ce fut de ce côté cependant qu'un coup de fortune permit à Frédéric III de réparer ses échecs et de fonder la grandeur de sa maison, comme si le règne du plus indolent des princes devait voir s'accomplir les événements les plus importants pour l'histoire de l'Empire et de l'Allemagne.

§ VII. — Union de l'Autriche et de la Bourgogne. — Fortune de l'Autriche. — Frédéric III et Charles le Téméraire. — Mariage de Maximilien et de Marie de Bourgogne.

Héritier d'une race que la fortune avait comblée de ses constantes faveurs, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, était d'une ambition et d'une impatience dépassant encore toute mesure. « Son esprit était hardi, ardent à entreprendre, écrit l'historien qui l'avait vu d'assez près pour le bien connaître et dont le coup d'œil était assez sûr pour le bien juger ; son corps était infatigable, il avait beaucoup d'argent, beaucoup d'hommes, mais il lui manquait la force et la finesse de jugement nécessaires pour tout entreprendre [1]. » Frédéric eut la supériorité de savoir attendre. Dès le premier jour, l'idée de gagner à sa famille ce merveilleux domaine l'avait séduit ; lorsque Charles succomba enfin, victime de sa hâte inconsidérée, il se présenta à point nommé pour recueillir l'héritage qu'il guettait depuis si longtemps.

Les causes de rapprochement entre la Bourgogne et l'Autriche ne manquaient pas. Le chef de la maison de Bourgogne et le chef de la maison de France ne pouvaient

[1] Philippe de Commines, éd. Dupont, p. 226.

s entendre longtemps. Frédéric III de son côté se défiait de Charles VII. Si les provinces rhénanes devaient être abandonnées ou le royaume de Lotharingie rétabli, mieux valait encore que ce fût au profit d'une famille rivale des Capétiens, qui serait pendant longtemps condamnée à rechercher l'alliance germanique. Les Habsbourg et les Bourguignons avaient de plus une haine commune : celle des Suisses. L'indépendance helvétique s'était faite contre eux. En Suisse d'ailleurs la politique française cherchait des alliés et trouvait des soldats. La république des cantons n'était guère moins gênante pour les ducs de Bourgogne, dont elle entravait les projets sur la Savoie et la Lorraine.

Dès 1445, Frédéric III avait recherché contre la Suisse et contre la France l'alliance de Philippe le Bon qui venait d'occuper le Luxembourg. La puissance burgondienne n'était dangereuse pour la maison d'Autriche et pour l'Empire que si elle s'alliait aux princes allemands. Il était donc important pour Erédéric III de gagner la maison de Bourgogne. Æneas Sylvius le conseillait à Frédéric III. Mais Philippe le Bon était exigeant. Il demandait que l'on érigeât pour lui en royaume l'Allemagne occidentale et que l'empereur lui transmît tous les droits qu'il exerçait sur ces régions. En échange, il offrait à Frédéric et à son pupille, Ladislas, la main de deux infantes portugaises, nièces de sa femme. Frédéric eût volontiers laissé créer un royaume de Brabant ; il refusa d'abandonner au duc les territoires de la rive gauche du Rhin qui ne relevaient pas encore de la Bourgogne ; il était *Auguste*, disait-il, et son nom qui lui imposait le devoir d'agrandir l'Empire ne lui permettait pas de le laisser morceler. En 1462, vivement pressé en Autriche par son frère Albert et par les révoltés, inquiet des dispositions

de Podiébrad alors à l'apogée de sa puissance, Frédéric offrit à Philippe le Bon le titre de roi et le vicariat impérial dans les pays welches au-delà du Rhin, *vicariatum imperii in terris gallicanis ultra Rhenum*. Il demandait pour son fils la main de la petite-fille de Philippe, Marie. L'entente ne se fit pas encore; peut-être Philippe exigea-t-il de nouvelles concessions : « Je veuille bien que chacun sache que si je l'eusse voulu, je fusse roi, » disait-il à un ambassadeur français.

Plus encore que Philippe, son successeur justifiait les défiances de Frédéric III. Charles le Téméraire (1467-1477) affichait un injurieux dédain des droits impériaux. Il occupait l'évêché de Liège, profitait des querelles du duc Arnold et de son fils Adolphe pour s'emparer de la Gueldre et de Zütphen (1473). En même temps, il cherchait à lier partie en Allemagne, faisait alliance avec l'archevêque de Trèves, avec Louis de Bavière (1465). Tous ceux qui étaient à l'affût d'une révolution affluaient à sa cour. Il était encore de temps en temps question de déposer Frédéric : on sollicitait Charles. S'il n'acceptait pas, du moins il écoutait volontiers. Louis XI, qui concluait une alliance avec les Suisses en 1464, lui créait cependant trop d'occupations pour qu'il se lançât à fond dans les affaires d'Allemagne. Il espérait plutôt effrayer Frédéric, le disposer à accueillir favorablement ses demandes. En 1468, au lendemain de l'entrevue de Péronne, un agent impérial à la cour de Bourgogne sollicitait pour Maximilien, fils de Frédéric, la main de Marie. En 1469, un autre prince autrichien, Sigismond, duc du Tyrol, fils de Frédéric à la Poche-Vide, se liait avec Maximilien. Sans talents militaires, aimant du pouvoir surtout la représentation et le luxe, protecteur des littérateurs et des artistes en Tyrol, grand amateur du beau sexe, il laissa

quarante enfants naturels. Ce prince avait eu maille à partir avec le Saint-Siège et avec les Suisses qui, fidèles exécuteurs des sentences pontificales, lui avaient enlevé toutes ses possessions de Thurgovie (1460). Désireux de se venger d'eux et incapable de leur résister, souvent à court d'argent, il engagea à Charles le Téméraire, en 1469, le comté de Ferrette, le Sundgau, le Brisgau, la Forêt-Noire autrichienne et les quatre villes forestières de Rheinfelden, Sœckingen, Laufenbourg et Waldshütt. Le duc donna sans lésiner les 80,000 florins d'or que réclamait Sigismond, lui promit son appui contre les confédérés, et envoya déjà pour bailli dans le comté de Ferrette Pierre de Hagenbach.

Dans un voyage à la cour bourguignonne, Sigismond avait parcouru avec Charles une partie de ses États, et la richesse de ses provinces, la splendeur de la cour, l'éclat des fêtes avaient vivement ému son imagination. Il était autrichien; l'avenir de sa maison l'intéressait, et il aimait particulièrement Maximilien. Quel coup de partie si l'on mettait la main sur ces merveilleuses possessions, quelle occasion de se venger des Suisses! l'idée lui vint de marier Marie de Bourgogne à Maximilien d'Autriche. Il fallait agir. On savait que George Podiébrad, quelques princes allemands (Brandebourg, Saxe) et deux archevêques du Rhin proposaient la couronne impériale à Charles par l'entremise d'un certain George de Stein. Charles offrit à Frédéric la main de sa fille pour son fils et son alliance, mais à condition d'être nommé roi des Romains avec réversibilité sur son gendre Maximilien. Sigismond, enchanté, apporta en toute hâte ces propositions à l'empereur. Celui-ci demeura froid : Charles serait un coadjuteur gênant, et l'empereur éprouvait quelque scrupule à susciter à son fils un tel compétiteur. Les prétendants qu'alléchait la dot de Marie étaient

fort nombreux et son père n'en décourageait point. Frédéric renouvela ses anciennes offres ; Charles refusa, joua le dédain, Frédéric n'insista pas. Les circonstances ne lui étaient plus défavorables : la Bohême et la Hongrie étaient aux prises, l'opposition en Allemagne, divisée et incertaine ; pour le moment, il ne redoutait pas grand'chose. Il attendit.

Maître des bouches de la Meuse et du Rhin, touchant à l'archevêché de Cologne par la Gueldre, et à l'archevêché de Trèves par le Luxembourg, occupant le Sundgau, dont il espérait bien ne jamais sortir, Charles convoitait encore les évêchés de Strasbourg et de Metz. Dans presque toutes les provinces, il avait pour lui la noblesse. Que lui manquait-il? un titre légal. Avec les droits de vicaire impérial, son pouvoir s'étendrait sans obstacle jusqu'au Rhin. Son esprit s'enflammait à ces perspectives. Le duc Nicolas de Lorraine ne laisserait pas d'héritier direct. Charles réclamait sa succession. Le vieux roi de Provence, René d'Anjou, parlait de lui léguer ses provinces. Charles apercevait déjà en vision un empire qui, de la Méditerranée et des Alpes, s'étendrait jusqu'au Rhin et à la mer du Nord. Il avait la meilleure armée de l'Europe, ses trésors étaient inépuisables. N'était-ce pas de l'Austrasie que Charlemagne avait tiré sa principale force? Ses rêves lui rendaient d'autant plus odieuse cette grande lacune qui séparait ses domaines en deux tronçons si malheureusement que, pour passer de la Bourgogne en Flandre, il lui fallait solliciter l'autorisation d'un souverain étranger. Combien la connivence de Frédéric lui faciliterait la tâche! il était à la fois étonné et marri de la réserve qu'il rencontrait de ce côté.

Vers 1473 cependant, les circonstances redevinrent propices à la Bourgogne. Menacé par Mathias Corvin et par

les Turcs, Frédéric III, absent d'Allemagne depuis vingt-sept ans, était venu solliciter en personne les secours de la diète de Ratisbonne (1471); il n'y avait pas fait mauvaise figure, mais il n'avait obtenu que de vagues promesses des princes et peu d'argent des villes. Il demanda un entrevue à Charles qui accepta avec empressement. Ils avaient besoin l'un de l'autre : Frédéric, contre Vladislas roi, de Pologne et de Bohême ; Charles, pour recueillir la Lorraine après la mort de Nicolas de Calabre.

On avait choisi Metz pour lieu de réunion : la ville déclina un honneur qui n'était pas sans danger. Charles avait levé pour la circonstance une véritable armée. Les deux souverains, après beaucoup d'hésitations, se rencontrèrent à Trèves (le 29 septembre 1473). La première impression des Allemands ne fut pas favorable. Charles le Téméraire avait commandé des étoffes, de la vaisselle, pour faire grande figure. Frédéric III, malgré son avarice, s'était mis en frais ; il avait amené avec lui son fils Maximilien, dont la bonne grâce chevaleresque plut aussitôt à Marie, et un assez grand nombre de grands seigneurs allemands, l'archevêque de Mayence, l'évêque de Metz, les ducs Louis et Albert de Bavière, le margrave Charles de Bade, le comte Eberhard de Wurtemberg, Albert de Brandebourg. Malgré tout, il faisait pauvre figure. L'ordre de la sobriété qu'il avait arboré n'avait pas le prestige de la Toison d'Or. Charles, à la tête de 6,000 cavaliers admirablement armés et équipés, dans sa magnifique armure sur laquelle flottait son manteau brodé d'or et tissu de joyaux dont on estimait la valeur à 200,000 ducats, attirait tous les regards, mais excitait la crainte et la défiance. Les fêtes, les banquets somptueux, les tournois qui, les jours suivants, coupèrent les négociations, aigrirent les rivalités. Les compagnons de Charles

raillaient volontiers la lourdeur et la grossièreté germaniques. Deux races opposées étaient en présence, d'instinct et de sentiment fort divers. Comme toujours, Charles le Téméraire avait manqué d'esprit. Il avait cru éblouir et effrayer; il avait froissé et irrité; et cependant la France et les Suisses resserraient leur alliance.

Les négociations commencèrent le 2 octobre, sous ces auspices peu favorables. Elles se poursuivirent souvent directement entre les princes, qui se visitèrent secrètement le 8 et le 12 en présence de leurs conseillers les plus intimes. Frédéric offrit à Charles d'ériger ses États en royaume, ne s'opposant pas à ce qu'il prît possession de la Lorraine et des évêchés de Liège, Utrecht, Verdun et Toul; mais il demandait que le duc reconnût la suzeraineté de l'empire. Charles insista d'abord pour obtenir le titre de roi des Romains et il demanda encore les évêchés de Tournai et de Cambrai. Le 20, on remarqua de la froideur entre les deux souverains. L'empereur demanda le temps de réfléchir. Les princes allemands, le 26, proposent de partir; Frédéric ne s'y oppose pas. Charles menace de partir lui-même. « On ne sait, dit quelqu'un, qui est l'empereur ou le sujet, le maître ou l'esclave. » Une nouvelle entrevue a lieu, le 30 octobre. On finit par s'entendre d'abord sur l'investiture de la Gueldre. Dans une magnifique fête, Charles, le 4 novembre, reçoit l'investiture de la Gueldre, sa dernière acquisition, et prête hommage pour tous les fiefs impériaux qu'il détenait. Les visites des souverains recommencent du 7 au 12 novembre, pour traiter de la royauté à conférer à Charles et du mariage. Maximilien fait une visite à Charles. L'empereur veut traiter sans l'assentiment des électeurs. Charles exige cet assentiment et cherche à gagner les princes. Déjà il fait tous les préparatifs de son couronnement. L'église du

cloître de Saint-Maximin se tendait de splendides tapisseries, les autels s'ornaient de vases précieux et d'admirables reliquaires. On élevait deux trônes ; et la foule admirait le sceptre, la couronne et le manteau de sacre. On raconte que Charles s'était engagé à fournir à Frédéric III 10,000 cavaliers, pour combattre ses adversaires. Mais, à force de se voir, Bourguignons et Allemands se déplaisaient ; des rixes éclataient dans Trèves, rien ne se terminait.

Charles le Téméraire voulait que le couronnement eût lieu avant les fiançailles ; Frédéric prétendait le contraire et le duc commençait à sentir qu'il n'aurait pas les princes allemands pour lui. Frédéric recevait des émissaires du roi de France ; Charles le Téméraire en fit tuer deux. Les princes allemands représentaient à Frédéric III le péril auquel il s'exposait. Depuis que leurs libertés étaient menacées, leurs scrupules nationaux se réveillaient ; ils s'indignaient à la pensée d'abandonner à un étranger les plus riches et les plus anciennes provinces de l'Allemagne. Ces protestations n'eussent pas beaucoup frappé Frédéric III, si elles ne fussent venues que du côté de ses ennemis ordinaires ; mais elles étaient appuyées par ses plus anciens partisans, par Albert de Brandebourg et par le concile avec beaucoup d'énergie. Louis XI, de son côté, qui redoutait fort une entente, excitait certainement ses craintes. Le duc demandait délais sur délais ; il était trop évident qu'il ne voulait pas s'engager. Dès ce moment, le parti de l'empereur fut pris : il saisit la première occasion de rejeter sur d'autres la responsabilité de la rupture. Les électeurs étaient peu disposés à ratifier l'élévation de Charles au titre de roi. Frédéric ne s'efforça guère de vaincre leurs scrupules ; les archevêques de Mayence et de

Trèves, directement menacés par la puissance bourguignonne, refusèrent nettement; les autres donnèrent des réponses dilatoires. Frédéric déclara qu'il valait mieux ajourner toute résolution définitive et annonça son départ pour le 25. Charles voulait lui faire une dernière visite, quand il apprit que, le 23 novembre 1473, de grand matin, l'empereur était parti sur un bateau qui le conduisit à Cologne avec son fils ; *imperator clanculum discessit.*

Le duc de Bourgogne ne savait pas oublier les injures. Tous ses projets furent dès lors subordonnés au désir de faire repentir l'empereur du ridicule qu'il lui avait infligé. Les prétextes d'une intervention en Allemagne n'étaient jamais très difficiles à trouver. En ce moment même, le nouvel archevêque de Cologne, Robert, frère de l'électeur palatin, Frédéric le Victorieux, était en querelle avec son chapitre et ses sujets; le chapitre l'avait déposé et avait confié l'administration au landgrave Hermann de Hesse. Robert demanda des secours au duc de Bourgogne. Celui-ci se croyait tranquille du côté de la France, contre laquelle il venait de conclure un traité d'alliance avec Édouard IV d'Angleterre. Il accourut mettre le siège devant Neuss, où s'était réfugié Hermann pour rester maître de l'électorat. Mais Cologne, instruite par l'exemple de Dinan et de Liège du sort qui l'attendait, jeta toutes ses forces dans la lutte ; l'archevêque de Mayence et l'évêque de Munster envoyèrent à Hermann des hommes et de l'argent. Il fallut entreprendre un siège en règle. Les approches étaient fort difficiles. Les assiégés restèrent longtemps maîtres du cours du Rhin et reçurent par le fleuve des renforts et des vivres. Les yeux du monde étaient fixés sur cette bicoque et Charles s'entêtait à la prendre.

Cependant, de tous côtés, Louis XI lui suscitait des adver-

saires. Il venait de réussir à rapprocher les Suisses et Sigismond contre leur commun adversaire (avril 1474). Les villes alsaciennes, fort inquiètes des empiètements de Pierre de Hagenbach, Colmar, Mulhouse, diverses cités du Rhin, les évêques de Strasbourg et de Bâle, adhérèrent aussitôt à « l'alliance perpétuelle » des cantons et des Habsbourg. Bâle et Strasbourg mirent à la disposition de Sigismond les 80,000 florins dont il avait besoin pour rentrer en possession des territoires qu'il avait engagés à la Bourgogne. Charles refusa de les accepter; mais un soulèvement éclata en Alsace. Pierre de Hagenbach est livré par ses mercenaires au conseil de Fribourg, condamné à mort et exécuté (9 juin 1474). Les Confédérés, étroitement liés avec Louis XI, envahissent la Haute-Bourgogne, et Sigismond reprend possession de ses Etats au milieu de la joie enthousiaste des habitants.

Les mois s'écoulaient, et Charles le Téméraire était toujours devant Neuss. Enfin « les Allemagnes » s'agitent, et « c'était encore une chose grande et puissante, tant à cause de la grandeur qu'à cause de la puissance qui y est ». Vivement pressé par les députés de Cologne et par les envoyés de Louis XI qui lui promit un secours de 20,000 hommes, Frédéric déclara la guerre au duc de Bourgogne. La diète d'Augsbourg menaça l'électeur palatin de le mettre au ban de l'empire s'il s'unissait à l'ennemi de la patrie, et ordonna aux villes de mettre sur pied le quart de leurs troupes. Frédéric III est à la tête de 60,000 hommes à Andernach au mois de novembre 1474, et il réussit à ravitailler la place. De nouveaux renforts portent ses troupes à 100,000 hommes ; « c'était une armée merveilleusement grande et tant qu'il est presque incroyable, » écrit Commines ; elle avait une formidable artillerie ; et « campant

au-dessus d'eux, sur la rive opposée du Rhin, elle donna grand travail à l'ost et aux vivres du duc de Bourgogne ».

Il y avait fort longtemps qu'un empereur n'avait disposé d'une armée aussi nombreuse et aussi bien équipée. Frédéric n'en fit rien; les contemporains le lui reprochèrent aigrement. Il n'était pas bien sûr de la solidité de ces contingents levés à la hâte et venus un peu de partout. Le 24 mai 1475, Charles attaqua brusquement les Impériaux ; ses canons portèrent le désordre dans leurs rangs, et la nuit seule les sauva d'un désastre. En somme, Frédéric et Charles ne s'en voulaient personnellement pas et ne demandaient pas mieux que de se réconcilier. Le roi de France proposait à Frédéric le partage des États bourguignons; mais ses 20,000 hommes n'arrivaient pas. Frédéric répliqua par la fable de l'ours et des deux chasseurs. Il y avait entre Frédéric et Charles un facile terrain d'entente et l'on négociait toujours le mariage. Jusqu'au mois d'avril, Charles avait refusé sa fille à Maximilien; de nouveaux échecs brisèrent enfin son orgueil. Une armée française envahissait la Picardie; une autre menaçait la Bourgogne ; les alliés sur lesquels il comptait, l'Aragon, l'Angleterre l'abandonnaient. Enfin, René de Lorraine venait de lui déclarer la guerre et envahissait le Luxembourg. Il se détourna contre son nouvel adversaire avec sa fureur ordinaire; et, dès le 9 juin, pour conclure avec Frédéric, il exigea seulement de lui qu'il lui rendît les canons qui lui avaient été enlevés et qu'il se mît le premier en retraite. Il voulait coucher sur le champ de bataille. L'empereur lui céda l'honneur de la victoire ; il n'exigea aucune garantie en faveur de la Suisse ou de la Lorraine. La trêve de neuf mois, signée devant Neuss, fut changée en un traité

d'alliance, à condition que le mariage de Maximilien et de Marie serait célébré au mois de novembre 1476.

Quelques mois plus tard, la puissance bourguignonne s'effondrait à Granson et à Morat (1476). Battu, Charles le Téméraire était mis entre l'amitié de l'empereur et l'hostilité de Louis XI. De Lausanne (6 mai 1476), il expédia à l'empereur l'engagement de fiancer sa fille à Maximilien. Sous le coup des événements, la Bourgogne et l'Autriche se rapprochaient. Ce que voulait alors le Téméraire, c'était reprendre la Lorraine sur René. Sous les murs de Nancy, il écrit, le 4 novembre, à sa fille qu'elle ait à se préparer à ses fiançailles. Le 26 novembre, Marie de Bourgogne écrit la lettre historique que l'on sait, en retour de l'anneau que Maximilien lui avait envoyé. Vainqueur, Charles espérait encore, après avoir marié sa fille, se faire nommer roi des Romains, quand il mourut le 6 janvier 1477 dans la bataille livrée à René.

Qui aurait la riche succession ouverte par la mort du Téméraire? Frédéric III était empêché par une révolte des seigneurs autrichiens et par une guerre imminente avec la Lorraine. Louis XI confisquait les fiefs masculins de l'héritage, excitait sous main la révolte des Gantois et espérait pousser au désespoir Marie de Bourgogne et la forcer à se jeter dans ses bras. Dans l'empire, plusieurs princes, sourdement travaillés, encourageaient ses vues : le partage de la Bourgogne tentait bien des convoitises. Heureusement pour Frédéric, Marie avait été élevée dans la haine de la France et elle eût regardé une entente avec Louis comme une trahison à la mémoire de son père. Depuis l'entrevue de Trèves, elle gardait son cœur au jeune et brillant fiancé dont la mine élégante et altière avait produit sur elle une vive impression. Les ambassadeurs

autrichiens lui apportant « un anneau rehaussé d'un diamant et la lettre écrite quelque temps auparavant, sous la dictée de son père et où elle promettait mariage au duc d'Autriche..., à cette vue, ladite demoiselle reconnut le diamant, avoua le contenu de la lettre, et dit que c'était chose promise et qu'elle ne pouvait aller contre. » Elle écrivit seulement à Maximilien de se hâter, sans quoi elle serait obligée de consentir à des choses qu'elle ne ferait que si elle y était contrainte par son abandon ; et elle lui envoya du linge et des écus de France, dont il avait grand besoin, car son père était bien le plus chiche homme qu'on pût trouver.

Maximilien arriva le 18 août à Gand. Le bourgmestre vint au-devant de lui avec des étendards aux plus belles devises. La duchesse lui fit dire aussitôt qu'elle était prête à le recevoir. Il y était à onze heures du soir. Selon l'usage, il lui donna un baiser ; et, comme la duchesse avait sur elle un billet qu'il ne pouvait trouver, l'évêque de Trèves lui dit d'ouvrir la robe de la jeune fille. Le contrat fut dressé immédiatement. Le lendemain, le mariage fut célébré avec grande pompe. « Vous avez maintenant, dit Marguerite à Maximilien, ce que vous avez désiré. »

Ce mariage augmentait de dix-sept provinces des plus fertiles, des plus riches et des plus populeuses, le patrimoine de la maison d'Autriche. Frédéric avait bien mérité de sa famille, et indirectement au moins de l'Allemagne, à laquelle il conservait des pays qui, sans lui, eussent été probablement perdus pour toujours. Une ère nouvelle de l'histoire s'ouvrait. Les Habsbourg prenaient pied dans l'Europe centrale et dans l'Allemagne du Nord; l'Autriche devenait une puissance européenne. Sur les frontières occidentales de l'empire, un puissant État se formait, capable de disputer

pied à pied le terrain à la monarchie française. De nouveaux mariages devaient bientôt après ouvrir à l'ambition des Habsbourg des perspectives plus vastes encore et, en leur ménageant la prise de possession de la Hongrie et de la Bohême d'un côté, de l'Espagne et de l'Amérique de l'autre, permettre aux successeurs de Frédéric III, de reprendre, avec de plus sérieuses chances de succès, les projets de domination universelle qui avaient toujours hanté les empereurs.

Maximilien n'eût pas demandé mieux que de jouir en paix de sa conquête : « J'ai une femme belle, pieuse et vertueuse, écrivait-il à un de ses confidents, si bien que j'ai tout lieu d'être content et de remercier Dieu. Elle est petite, beaucoup plus petite que Rosine[1], blanche comme neige, les cheveux noirs, un tout petit nez, une petite tête, une mignonne figure, malgré ses yeux un peu battus et sa bouche trop grande. » C'était la plus jolie fille qu'il eût vue de sa vie : « Si nous avions la paix, nous serions dans un jardin de roses. » Mais la France ne se résignait pas à l'éloignement de ces riches provinces. Le calme que Maximilien désirait, il lui fallut quinze ans de combat pour l'obtenir; et les années suivantes lui réservaient bien des tribulations. La victoire de Guinegate (1479), où l'infanterie allemande [les landsquenets qui commencent alors leur réputation], avait réparé la fuite précipitée de la cavalerie, n'eut aucun résultat. Les diètes allemandes, sollicitées par Frédéric III et Maximilien de leur porter secours, répondaient que c'était là affaire d'Autriche et non d'Empire.

[1] C'était celle que Marie de Bourgogne avait remplacée dans le cœur de Maximilien. — *Correspondance de Maximilien et de Sigismond*, éditée par Kraus.

La mort subite de sa femme, qui périt des suites d'une chute de cheval (1482), laissa Maximilien encore plus embarrassé. Il avait d'elle une fille, Marie, qui épousa plus tard Louis de Bohême, et un fils du nom de Philippe destiné dans l'avenir à Jeanne d'Aragon. Le testament de Marie avait laissé à Maximilien la régence et la tutelle de ses enfants. Mais Maximilien était toujours un étranger dans ses nouveaux États; il ne comprenait qu'à peine la langue de ses sujets, et toute sa bonne grâce n'avait pas gagné leurs cœurs. Les villes, loin de lui fournir les secours dont il avait besoin, recommencèrent leurs intrigues avec Louis XI et forcèrent Maximilien à signer avec celui-ci le traité d'Arras, par lequel il lui laissait la Bourgogne et la Picardie et promettait de donner en dot à sa fille Marie qui épouserait le dauphin, la Franche-Comté et l'Artois (1482). Après la mort de Louis XI, il essaya de profiter contre la France de la révolte des seigneurs, pendant la régence d'Anne de Beaujeu. Mais les choses tournèrent mal, les ennemis d'Anne furent malheureux dans *la guerre folle;* les villes flamandes se plaignaient de la préférence que le régent montrait aux étrangers, de l'indiscipline de ses soldats, de la violation de leurs privilèges. Maximilien accourut à Bruges pour arrêter le mouvement insurrectionnel qui se préparait; il fut retenu en prison (février 1488), plusieurs de ses conseillers exécutés; lui-même courut grand danger d'être livré à la France. Une armée impériale de 20,000 hommes, conduite à son secours par Frédéric III, n'intimida guère les révoltés. Maximilien acheta sa liberté en promettant de renoncer chez ses sujets à toute autorité: il était fort disposé à tenir ses promesses.

Dans l'Empire, à la diète de 1489 qui avait pour la première fois délibéré par collèges, princes, villes, électeurs, Maximi-

lien promettait une chambre de justice. Las des luttes quotidiennes où s'usait sa jeunesse, sans profit apparent, il alla porter secours en Autriche à son père, chassé de sa capitale par Mathias Corvin. Mais les affaires de Bretagne le rappelèrent à l'ouest. Anne de Bretagne, vivement pressée par le roi Charles VIII, implorait son secours. Il flairait là une nouvelle aubaine, et, bien qu'il vînt à peine de conclure avec la France le traité de Montils-les-Tours, il demanda la main d'Anne et l'épousa par procuration (1490). Cette fois, il arriva trop tard ; les places bretonnes ouvrirent leurs portes à l'armée française, et Anne elle-même, après avoir tout d'abord demandé la permission d'aller rejoindre son époux, se résigna à sa défaite et épousa Charles VIII (décembre 1491). Le coup était cruel pour Maximilien : on lui enlevait sa femme et on lui renvoyait sa fille. Mais pour le moment, il était désarmé. L'Angleterre et l'Aragon venaient de conclure la paix avec Charles VIII; l'Allemagne dont il implorait l'intervention, prenait assez aisément son parti de la déconvenue de son roi. Maximilien fut fort heureux des concessions auxquelles se décida Charles VIII qu'entraînaient vers l'Italie de plus séduisantes perspectives. Le traité de Senlis (23 mai 1493) lui rendit la Franche-Comté et l'Artois et lui assura la paisible possession des États de Charles le Téméraire, moins la Picardie et la Bourgogne.

La destinée continuait à favoriser Frédéric dans l'Empire, où, avec quelques conseillers habiles, il montra peut-être pendant ses dernières années un peu plus d'activité que dans la première partie de son règne. En 1483, serré de fort près dans sa capitale par Corvin, Frédéric III l'avait quittée afin de ne pas s'exposer à tomber entre les mains des Magyars. Les Viennois, qui redoutaient fort la tyrannie

de Mathias, le suppliaient en vain d'accourir à leur aide : « Tant pis pour eux, répondit-il; ils n'étaient pas satisfaits de mon gouvernement, ils auront maintenant une cigogne pour roi. » En 1485 enfin, la ville fut réduite à capituler; la Basse-Autriche presque entière, une grande partie de la Carinthie et de la Styrie étaient tombées entre les mains de Mathias qui, maître déjà de la Moravie et de la Silésie, réalisait contre les Habsbourg cette puissante monarchie qu'avait rêvée jadis Rodolphe Ier. Sans paraître s'inquiéter, Frédéric III parcourut paisiblement l'Allemagne, demandant aux couvents et aux villes une hospitalité qu'ils n'offraient pas toujours de très bonne grâce. Une sorte de légende, d'une authenticité douteuse, s'est formée autour de ce voyage : on raconte que, quelquefois, les chevaux manquant, il fallait atteler des bœufs à sa voiture et qu'il parcourait ainsi le pays dans l'attirail des premiers rois mérovingiens ; à Nuremberg, il aurait fait venir tous les petits enfants dans les fossés tapissés de gazon et les aurait régalés de gâteaux et de fruits.

L'Allemagne allait-elle abandonner maintenant la marche de l'est, renoncer à ce poste d'observation jeté entre les places de l'Elbe supérieur et les Magyars, c'est ce que Frédéric III vint demander à la diète de Francfort (1480). Pour un moment, les désirs d'indépendance et l'égoïsme féodal cédèrent à un sentiment d'union patriotique, et, puisque la main trop faible du vieux monarque laissait échapper les rênes, on résolut de lui donner un coadjuteur.

§ VIII. — Maximilien roi des Romains. — La ligue de Souabe.

Cette fois, ce ne fut pas un adversaire des Habsbourg que l'on choisit pour relever l'empire, mais le fils même de Frédéric III, Maximilien. Il fut élu roi des Romains par la diète, le 16 février 1486. Frédéric III n'exerçait pas le pouvoir, mais il se refusait à l'abdiquer ou même à le partager. Il ne consentit à l'élection de Maximilien que lorsque celui-ci eut pris l'engagement formel de ne se mêler en rien des affaires germaniques tant que son père vivrait. Cette élection n'en était pas moins déjà l'accaparement de l'empire par une maison, la subordination des intérêts publics à ceux d'une famille princière. Frédéric III avait été véritablement le dernier chef du Saint-Empire romain germanique. Maximilien Ier est le premier des empereurs Habsbourg. L'œuvre de transformation féodale était terminée. Le souverain lui-même était moins l'élu et le représentant de la nation tout entière que le chef d'une dynastie.

Les électeurs, pour prix de cette complaisance voulurent augmenter leur pouvoir; le seul moyen d'assurer la paix publique était, d'après eux, de constituer une justice indépendante; ils demandèrent que l'on donnât plus d'autorité au tribunal de la chambre qui, depuis Sigismond, avait remplacé le tribunal de la cour impériale; les assesseurs en seraient nommés par les électeurs. Au moment où l'Empire se transformait en une confédération oligarchique, il était naturel que le droit d'exercer la suprême justice fût partagé entre les divers souverains; et les Habsbourg, qui avaient pour leur part travaillé à cette transformation

et qui en acceptaient les bénéfices, étaient mal venus à contester aux électeurs leur part de butin. Frédéric III cependant ne voulut rien entendre, et la diète de Francfort, comme tant d'autres, se sépara sans qu'aucune résolution eût été prise. Mécontents, les électeurs se vengèrent en ne votant contre les Magyars que quelques subsides, si maigres que le capitaine de l'Empire, le duc Albert de Saxe, ne leva une armée de 5,000 hommes qu'avec ses ressources personnelles. Mathias resta en possession de toute l'Autriche.

Découragé et désireux de conquérir sa liberté d'action vers l'occident, Maximilien proposait de traiter avec le roi de Hongrie, en lui cédant toute la basse Autriche. Frédéric III s'y opposa nettement; il pliait devant le malheur, mais ne renonçait jamais à ses droits. Son astrologue lui avait promis la mort prochaine de Mathias. Il ne l'attendit pas très longtemps. En 1490, le roi de Hongrie fut enlevé à 47 ans par une attaque d'apoplexie. Il ne laissait qu'un fils illégitime, trop médiocre pour maintenir ensemble les États qu'avait réunis l'ambition de son père. Le traité de 1463, conclu entre Mathias et Frédéric III, assurait aux Habsbourg la succession du roi de Hongrie, s'il mourait sans enfant. Maximilien n'eut pas de peine à reconquérir l'Autriche; mais la majorité de la diète magyare élut pour souverain le roi de Bohême, Vladislas Jagellon. Rappelé dans les Pays-Bas par la guerre avec la France, Maximilien signa avec Vladislas le traité de Presbourg (1491). Les espérances entr'ouvertes par la mort de Mathias n'étaient pas complètement réalisées; mais le traité était en somme fort honorable. Maximilien conservait le titre de roi de Hongrie; et si Vladislas ou ses successeurs mouraient sans héritier mâle, la couronne devait revenir aux Habsbourg. L'année suivante,

(1492), la diète de Pesth confirma le traité de Presbourg.

L'année même où Maximilien rentrait victorieux dans la capitale des États autrichiens, il réunissait à ses domaines cette province du Tyrol qui, depuis plusieurs générations, constituait une principauté particulière. Le vieux duc Sigismond, criblé de dettes, ne pouvait payer aux ducs Albert et George de Bavière un million de florins d'or ; mais l'hypothèque était bonne et le gage séduisant. Maximilien et Frédéric n'étaient pas disposés à laisser leur héritage passer entre les mains d'étrangers ; ils soutinrent les États du Tyrol auxquels déplaisait fort la perspective de la domination bavaroise. Sigismond céda assez facilement aux observations de ses sujets et de ses parents et permit aux Tyroliens de prêter serment de fidélité à l'empereur. Arrivé à Insprük pour rétablir la paix, Maximilien gagna le cœur de Sigismond en augmentant la liste civile qu'il s'était réservée, et le vieux duc résigna le pouvoir entre ses mains (1490). Deux années après, le duc de Bavière, Henri, rendit même la ville de Ratisbonne dont il s'était emparé et renonça aux sommes qu'il avait avancées au duc de Tyrol.

La dynastie autrichienne avait ainsi repris la place prépondérante que lui méritait l'étendue de ses territoires. Les provinces, les *terres héréditaires*, comme on les a appelées depuis, formaient dans l'Empire la masse territoriale de beaucoup la plus considérable. Elles entouraient tout le midi de la Germanie en un vaste arc de cercle, depuis les confins de la Bohême et de la Hongrie jusqu'aux frontières de la Lorraine. Au sud-est, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole et la marche Vendique, Goritz et Gradisca, l'Istrie et le Frioul autrichien constituaient un ensemble à peu près compact, qui se prolongeait fort loin au couchant par le Tyrol et le Voralberg. Au sud-ouest, la Suisse avait

échappé aux descendants de Rodolphe Ier, mais leurs nombreuses possessions en Alsace et des deux côtés de la Forêt-Noire maintenaient leur influence dans les pays du Haut-Rhin et du Danube supérieur. De Vienne, ils surveillaient Prague et Pesth, où déjà quelques-uns d'entre eux avaient régné et où des traités habilement conçus leur ménageaient des droits éventuels. L'héritage du Téméraire leur avait livré une partie du Rhin inférieur et l'accès de l'Allemagne septentrionale. L'alliance pontificale qui, depuis Frédéric III, resta dans les traditions de la dynastie lui permettait d'exercer une grande influence sur la distribution des innombrables bénéfices ecclésiastiques, et la noblesse immédiate, par souvenir, par intérêt et par haine des princes qui menaçaient son indépendance, se réunissait volontiers autour de ses chefs et leur fournissait des conseillers et des soldats.

La formation de la ligue de Souabe est, avec l'élection de Maximilien et la fondation de la puissance territoriale de la maison d'Autriche, un des grands faits du règne, et la part qu'y prit Frédéric III en personne, fut assez réelle.

La Souabe était une des provinces de l'Allemagne qui avait cessé le plus anciennement de former un duché et il s'y était développé une frondaison luxuriante de principautés et d'organismes politiques les plus divers : comtes, princes, villes libres, seigneurs immédiats, abbés, évêques, villes, toujours en querelles; le désordre y était extrême et la guerre à peu près perpétuelle. Pour se défendre contre leurs voisins suspects, les princes de Bavière, seigneurs et villes oubliaient de temps en temps leurs ambitions privées, pour former des ligues particulières; mais celles-ci, souvent en luttes, contribuaient à augmenter l'anarchie. Un des conseillers de Maximilien et de Frédéric III, Hugo de

Werdenberg, capitaine de la ligue de Saint-Georges qui comprenait presque toute la noblesse, eut l'idée de réunir ces diverses associations particulières en une grande ligue. Dans l'assemblée d'Esslingen il réussit à jeter les bases d'une entente entre les chevaliers de Saint-Georges, les états et les villes (juillet 1487) ; la ligue fut définitivement fondée au mois de février 1488. Elle comprenait Eberhardt de Wurtemberg, Sigismond d'Autriche, les prélats, les chevaliers de la région et vingt-deux cités. Elle constitua un conseil fédéral divisé en deux collèges, eut une armée et un trésor commun. Dès 1489, elle était assez puissante pour qu'Albert de Bavière, menacé par elle, crût prudent d'éviter les hostilités. L'accès de la ligue était ouvert. Maximilien y adhéra comme successeur de Sigismond du Tyrol ; de même, l'archevêque de Mayence, les Hohenzollern de Franconie, Albert de Bavière lui-même. Conclue d'abord pour huit ans, elle fut ensuite prorogée, grâce à Frédéric III qui la favorisa en haine des Wittelsbach de Bavière.

La nouvelle ligue se distinguait des anciennes associations analogues par deux caractères importants. D'abord, son but exclusif n'était pas de protéger la paix publique ou de défendre les intérêts particuliers de ses membres, mais elle les groupait en un véritable corps fédéral dont chacune des parties abdiquait au profit de l'ensemble quelques parcelles de son autonomie. De plus, tandis que les associations précédentes, conclues entre des personnes de même classe, bourgeois ou seigneurs, représentaient des intérêts de castes et, loin d'augmenter la sécurité, organisaient en quelque sorte le conflit, la ligue de Souabe rattachait, pour la première fois, dans un effort commun les princes, les seigneurs laïques et ecclésiastiques et les villes. Ouverte à tous, elle devait acquérir un rapide

développement, grouper tous ceux que ne satisfaisait pas le désordre actuel et devenir un élément précieux de réorganisation.

C'est la seule innovation apportée par le règne de Frédéric III à la constitution allemande. Toutes les questions posées, l'organisation de la paix publique, le denier commun, la division en cercles, l'établissement d'une justice impartiale et indépendante, restaient en suspens. Dans les diètes de 1487 et 1489, on fit quelque chose. On détermina la participation des villes aux diètes, d'une façon assez obscure, il est vrai, et on appliqua la règle de la délibération par collèges des princes, des villes et des électeurs. Il s'en fallait cependant que toutes les difficultés constitutionnelles fussent réglées; on ne savait pas si la diète avait le droit d'imposer ses résolutions à ceux des membres de l'Empire qui n'y venaient point. Une solution générale plus pratique ne pouvait être plus longtemps ajournée. Le moment était décisif : que seraient les nobles allemands? Des lords ou des souverains. L'Allemagne serait-elle une nation ou une confédération?

La formation et l'extension de la ligue de Souabe était le premier effort pour sortir de la période des tâtonnements et des aspirations platoniques, qui forment le caractère du règne de Frédéric III. Sans doute, dans cette dissolution de l'ancien Empire romain germanique, l'opinion publique persistait bien encore à réclamer un souverain hardi, dont la main vaillante chasserait tous ceux qui, au dehors ou au dedans, menaçaient l'Allemagne. Mais, ces vagues espérances avaient été si souvent déçues que les plus avisés cherchaient ailleurs que dans le souverain une garantie d'ordre et de sécurité. La royauté avait abdiqué ou elle était absorbée par ses soucis personnels: on essaya de se passer d'elle. Contemporain de

Louis XI et de Ferdinand d'Aragon, présidant comme eux à une révolution considérable, mais bien différente, Frédéric III vit finir l'ancien Empire germanique, et commencer la prédominance de l'Autriche, la subordination des intérêts germaniques à l'ambition des Hasbourgs au dehors en même temps qu'au dedans se prépare le triomphe du fédéralisme.

Frédéric III donna au moins à l'Allemagne ce dont elle avait le plus besoin, une dynastie assez forte pour la protéger. Il n'avait manqué ni de prudence ni d'une certaine habileté. Il avait opposé la Hongrie à la Bohême, pour se défendre d'elles, et les princes allemands les uns aux autres. Si l'Empire avait avec lui perdu la Suisse, en mariant Maximilien à la fille du Téméraire, il avait relevé sa maison et l'Empire avec elle.

Depuis 1490, Frédéric se détachait des affaires : ses rêves étaient non seulement accomplis, mais dépassés. Il laissait peu à peu à son fils Maximilien la direction du gouvernement, vivait confiné à Linz, occupé surtout d'alchimie et d'astrologie. La gangrène le rongea, il fallut lui couper une jambe. Déjà fort malade, une matinée, le fondateur de l'Ordre de la sobriété mangea huit melons, puis but de l'eau : cinq jours après il était mort (19 août 1493). Il avait soixante-dix-huit ans, et il avait, pendant plus de cinquante-trois ans, présidé aux destinées de l'Allemagne, sans la gouverner.

---

## CHAPITRE XXXVIII

**L'Empereur Maximilien Ier d'Autriche (1493-1519)[1]. — Malheureuses tentatives de réformes politiques et guerres extérieures.**

Le fils et successeur de Frédéric III, déjà élu roi des Romains, Maximilien Ier, était le chef le mieux fait pour plaire à l'Allemagne, le prince le plus allemand qu'elle pût demander, avec une pointe d'ardeur qu'il tenait de sa mère qui était portugaise. Bien fait de sa personne et d'une santé robuste, doué d'un esprit vif, original et quelque peu chimérique, affable, prodigue et crédule, lettré, curieux, parlant plusieurs langues, il était aussi excellent capitaine qu'habile chevalier en champs clos et agile chasseur de chamois sur la montagne; mais, médiocre général, politique aussi faible, ne voulant plus le soir ce qu'il avait décidé le matin, désireux de ce qu'il né pouvait avoir et méprisant ce qu'il pouvait gagner, affectant le secret et l'indépendance, refusant de prendre l'avis de personne, et se faisant tromper par tout le monde, dit Machiavel, il concevait avec autant de facilité de vastes plans politiques de conquêtes étrangères ou d'améliorations intérieures,

[1] *Hegewish D. K. Geschichte der Regierung Kaiser Maximilian's des Ersten*, 2 v., Hambourg und Kiel, 1783. Ullmann, *Geschicte* Max. Ier.

qu'il écrivait ou dictait sur la morale, l'architecture, la chasse, le jardinage, la cuisine, ou sur sa vie même, des anecdotes ou des maximes, renfermées d'une façon concise dans une prose assez alerte et dans des rimes parfois heureuses. Il donna son organisation à la troupe nationale allemande des Landknechts (Lansquenets), perfectionna, pour la défense de Vienne, l'artillerie, tenta de donner à l'Allemagne une constitution politique. Les princes l'aimaient pour son aimable familiarité ; les chevaliers, pour sa bravoure personnelle ; le peuple, parce qu'il savait se mêler à ses plaisirs, l'arc, le mousquet ou quelquefois le verre en main ; tout le monde, pour ses bons mots ; l'affection des dames ne lui faisait pas défaut, témoin le jour où il se fit retenir prisonnier par celles de Nuremberg, pour danser avec elles plus longtemps. Restait à savoir si cet esprit si divers, ce tempérament primesautier, prêt à tout comprendre et à tout entreprendre, règnerait pour les plus grands avantages de l'Allemagne et si l'amour pourrait suppléer à tout.

La situation intérieure et extérieure était des plus délicates et demandait à la fois une main ferme et une sage raison. Le besoin d'une constitution unitaire qui sauvât les restes de l'autorité impériale, en limitant ses anciennes prétentions, et qui assurât la juste indépendance des États qui s'étaient formés dans le sein de l'Allemagne, sans rompre son unité, se faisait sentir plus vivement que jamais. Nicolas de Cues avait déjà alors donné la théorie de la réforme intérieure : à savoir une paix perpétuelle qui abolirait les guerres privées, une division de l'empire en cercles judiciaires et militaires, un tribunal d'empire, une diète annuelle, une armée permanente, c'était l'ensemble des idées partagées alors par les contemporains. On

y voyait le seul moyen d'assurer la tranquillité de l'empire au dedans et de faire respecter sa dignité au dehors.

Les Turcs qui avaient à plusieurs reprises envahi la Styrie, la Carinthie, la Carniole, n'étaient plus les seuls ennemis qui menaçaient l'Allemagne; mais la Hongrie, la Bohême, étaient aussi prêtes à profiter de son irrémédiable anarchie pour s'en détacher. Maximilien, qui avait tant gagné avec la main de Marie de Bourgogne, sa première femme, n'avait pas seulement ressenti l'injure que lui avait faite le roi Charles VIII en lui renvoyant sa fille; il s'était cru bien plus blessé encore dans ses ambitions d'époux que dans son amour de père, par le mariage du jeune roi de France avec l'héritière de Bretagne dont il avait cru tenir encore la main et l'important douaire.

La grosse dot de Bianca Maria, fille du duc régent de Milan, Ludovic le More, qu'il n'aima jamais et dont il n'eut pas d'enfant, l'hommage futur de ce duché, ne l'avaient pas consolé. Sous Frédéric III, le roi de France, Louis XI, avait plusieurs fois menacé les frontière de l'empire et particulièrement Metz, ville dite impériale, mais toute française par sa population et sa langue; et maintenant voici que, profitant des progrès et de la puissance acquise par son prédécesseur, Charles VIII menaçait l'Empire dans ses prétentions, d'ailleurs bien oubliées, au-delà des Alpes, en Italie. Les nouvelles, arrivées coup sur coup, de l'entrée de ce roi à Florence, à Rome, de sa conquête facile et brillante du royaume de Naples, vinrent au début de son règne exciter bien davantage les craintes et les jalousies de Maximilien. Quoi! ce n'était point assez d'avoir ravi sa fiancée à l'empereur, le roi de France allait ravir peut-être à l'Empire son épouse, l'Italie! Ce fut sous l'impression de ces sentiments que Maximilien ouvrit sa première diète,

à Worms, en 1495. Il s'y montra plus préoccupé, comme il était naturel à sa jeunesse, de relever l'Allemagne au dehors que de la reconstituer et de l'unifier au dedans.

## § Ier. — La diète de Worms de 1495

Le jeune empereur, prenant la parole, s'attacha surtout à démontrer le danger dont les progrès de la puissance française menaçaient l'Allemagne. « Si vous laissez commencer les Français, dit-il aux États, c'en est fait de l'Empire, de votre honneur, de vos dignités, de votre indépendance. » Il valait mieux, selon lui, combattre ce dangereux voisin chez lui que de l'attendre; et l'honneur de l'Empire ne permettait pas qu'on lui laissât prendre Milan, fief d'empire. Il conjurait donc les États de prendre des mesures militaires importantes, qui le missent en état de faire la guerre pendant deux années, c'est-à-dire, l'institution d'une force armée permanente, d'une sorte d'organisation de guerre dont l'empereur et l'Empire manquaient depuis la décadence du système féodal, et des subsides à l'avenant. C'était beaucoup, mais il essaya d'entraîner la diète : « Des alliés, disait-il, il en avait : le duc de Milan, la République de Venise, le pape imploraient ses secours contre les Français ; après avoir chassé ceux-ci d'Italie, il ne s'arrêterait pas là. Avec des secours suffisants, il se faisait fort de conjurer le péril dont les Turcs, depuis bientôt cinquante années, menaçaient l'Europe, et de replacer ainsi l'Empire, comme il convenait, à la tête de la chrétienté. » Maximilien avait cherché à réveiller les susceptibilités de l'orgueil national de l'Allemagne. Cependant les États

étaient encore plus préoccupés des besoins intérieurs de l'Empire que de sa dignité et de sa puissance extérieures ; et ils croyaient avec raison que le meilleur moyen de relever celle-ci était d'abord de satisfaire les premiers ; l'oligarchie des princes, qui s'était fortifiée sous Frédéric III, se souciait d'ailleurs plus de ses intérêts que de la dignité de l'Empire. Aussi les États réunis en diète, à l'instigation de l'archevêque de Mayence, George de Henneberg, prirent prétexte de la demande d'hommes et d'argent que fit Maximilien, pour lui proposer, comme sous Frédéric III, outre l'établissement d'une cour de justice souveraine, l'établissement d'un conseil impérial de gouvernement composé par les États, avec un président nommé par le roi, et investi par eux du droit d'organiser la force militaire, de lever l'impôt, de surveiller l'emploi de l'une et de l'autre, de faire retourner à l'empire ce qui en avait été distrait et de tenir tête à ses ennemis.

Ce n'était rien moins que le partage du pouvoir impérial par les États. Maximilien, qui n'avait pas pu même entrer dans la diète et « qui avait été tenu derrière la porte comme cela n'était jamais arrivé au bourgmestre de la plus petite commune », répondit par un contre-projet qui était le renversement complet de celui de la diète et rétablissait l'unité de l'empire par celui de la prérogative impériale ; il admettait tout au plus un conseil de dix-sept membres qui n'aurait autorité qu'à son défaut. Les prétentions de Maximilien et celles des États ainsi en présence, on comprit qu'on ne pouvait arriver à quelque chose que par des mesures partielles ou des concessions réciproques, qui n'organiseraient peut-être rien de définitif, mais qui prépareraient les voies à l'avenir.

Pour pourvoir au plus pressé, une *paix publique* fut pro-

mulguée dans la diète, mais, cette fois, à titre perpétuel et avec la sanction pénale de la mise au ban de l'Empire pour ceux qui l'enfreindraient; l'exercice du droit de se faire justice soi-même, le vieux souvenir de l'indépendance germaine, la *Fehde*, le *droit* du *poing*, fut déclaré à tout jamais interdit, toute prise d'armes et recours à la violence défendu, à cette exception près cependant que l'offensé pourrait toujours se saisir d'un gage. C'était l'abolition définitive des guerres privées entre les États. La *paix perpétuelle* fut promulguée dans tout l'Empire. C'eût été un grand bienfait pour l'Allemagne, mais cette loi nécessitait l'établissement d'un tribunal supérieur de justice investi de la connaissance du jugement de toutes les querelles d'États à États. Bien que l'empereur parût être la source de toute justice en Allemagne, Maximilien ne pouvait refuser son consentement à cette création, puisque les États, en renonçant à ce qu'ils regardaient comme un droit, attendaient une compensation et n'entendaient pas rester sans influence sur la justice qui leur serait désormais rendue. Maximilien traita avec la diète et parut vouloir s'entendre avec elle. On jeta les bases de l'Institution. La haute cour prononcerait au nom de l'empereur le ban de l'Empire. L'empereur en désignerait le président, un grand justicier ; les États en durent nommer les assesseurs; ce tribunal ne suivrait plus l'empereur, mais serait fixé à Francfort et une partie de l'impôt du denier commun, affectée à son entretien. Le principe de l'impôt général fut aussi admis, et même la proportionnalité fixée. Mais les États prirent leurs précautions en se réservant la nomination du trésorier royal et la fixation de l'emploi des subsides.

L'empereur avait aliéné au profit des États une partie de son droit de justice. En retour, la diète lui accorda

l'impôt proportionnel d'un denier sur tous les biens de l'Empire, comme au temps de la guerre des Hussites, avec faculté d'employer 150,000 florins pour lever 9,000 hommes destinés à la guerre d'Italie. L'exécution de ces deux décrets de la diète appelait encore la participation des États. Qui serait appelé en effet à prêter main forte aux arrêts du tribunal suprême? Qui lèverait, percevrait les impôts, qui garantirait l'emploi régulier et consenti de leurs revenus? Déjà, les chevaliers de Franconie et de Souabe déclaraient que cet impôt était attentatoire à leur liberté. Enfin les Etats réveillaient à ce propos leurs prétentions à composer autour du prince un conseil impérial de gouvernement, une sorte de consistoire, comme étaient les cardinaux autour du pape. Ils en revenaient toujours à vouloir entamer le pouvoir exécutif de l'empereur, après son pouvoir judiciaire. Maximilien se défendit de toutes ses forces; il se plaignit qu'on voulût attenter à sa puissance, avant même qu'il eût eu le temps d'en abuser; il gagna plusieurs princes, entr'autres le comte de Wurtemberg, *Eberhard le Barbu,* qu'il éleva à la dignité de duc dans cette partie de l'Allemagne, à la condition cependant qu'en cas d'extinction de la ligne masculine directe, celui-ci instituerait la maison d'Autriche son héritière. Les États abandonnèrent ce que leurs prétentions avaient de plus exagéré, mais obtinrent que, tous les ans, la diète se rassemblât régulièrement avec de pleins pouvoirs, pour assurer l'exécution des décrets de la chambre impériale, le maintien de la paix publique perpétuelle, pour décider de la guerre au dehors, de l'emploi des deniers publics et le retour à l'Empire de tous les pays conquis ou à conquérir en son nom. C'était un compromis encore; l'Empire d'Allemagne, à la diète de Worms, ne semblait pas moins abandonner sa vieille forme auto-

cratique et féodale du moyen âge, pour revêtir celle d'une sorte de monarchie constitutionnelle moderne, où le pouvoir du chef de l'Empire était désormais avantageusement contrebalancé par les droits de tous les Etats. C'était un mélange de monarchie et de confédération oligarchique. L'Allemagne pourrait gagner par cette constitution libérale l'unité que d'autres Etats acquéraient alors par l'établissement du pouvoir absolu des rois.

A tout prendre, c'était un heureux commencement de règne. L'empereur et ses sujets avaient fait preuve de bonne volonté. La fortune elle-même semblait sourire à Maximilien; quelques mois après la diète de Worms, il réunissait par la mort de son oncle du Tyrol, tous les États de la maison d'Autriche sous son pouvoir; appliquant au mariage de ses enfants la politique que son père avait inaugurée pour lui-même, il mariait son fils, l'archiduc Philippe le Beau, avec la princesse espagnole, Jeanne, fille de Ferdinand le Catholique, d'Aragon, et d'Isabelle de Castille ; et de rapides extinctions, dans cette royale famille, paraissaient bientôt ouvrir au midi de l'Europe à la maison helvétique de Habsbourg des perspectives auxquelles elle n'avait jamais pu songer. Cependant, pour l'avenir de l'Allemagne, les résolutions prises à la diète de Worms étaient présentement d'une plus grande importance ; il s'agissait, avant tout, d'éprouver par la pratique la valeur de ses nouvelles institutions.

Quelques obstacles s'opposaient à leur rapide et franche création. Un certain nombre d'États qui n'avaient point pris part aux délibérations de la diète ne se croyaient point liés par ses résolutions ; l'impôt déplaisait particulièrement à la petite noblesse, qui était, à la différence de l'Angleterre, exclue totalement des diètes. Enfin, toute la pratique de cette constitution reposait sur la bonne volonté de Maximi-

lien ; et, comme ces institutions portaient surtout atteinte à ses droits, on n'y pouvait pas beaucoup compter. Le 3 novembre de l'année 1495, la chambre impériale s'ouvrit ; et le 21 février suivant, à ciel découvert, près de Francfort-sur-le-Mein, elle fit le premier usage de sa prérogative. Cependant l'empereur paralysa bientôt son action en lui enlevant le président qu'il lui avait d'abord donné. Chose plus grave, l'empereur n'ayant point donné l'exemple de lever dans ses Etats le *denier général*, nul ne s'empressait de commencer et, par là, l'organisation de la justice et celle de l'armée restaient en suspens. Quand il s'agit de fournir des subsides à l'empire, dit Froissard, les princes allemands sont ou malades ou hors d'état de venir en aide à l'empereur. A la première diète qui suivit celle de Worms, à Francfort, il ne vint personne. La nouvelle de la sortie des Français d'Italie par la bataille de Fornoue, quoique ne conjurant pas tout danger de ce côté pour l'Empire, refroidissait les esprits en calmant les inquiétudes nationales. Mais, les diètes annuelles avaient mission de tenir la main à l'exécution des décrets rendus pour le plus grand bien de l'Empire, et Maximilien ne manquait pas de les convoquer. Dans une lettre circulaire (21 mai 1496), il conjura encore les princes de l'aider à arracher aux Français l'Italie qui sans cela serait perdue pour les Allemands, et il insista surtout sur la levée du denier commun, sans lequel il ne pouvait y avoir ni ordre au dedans ni succès au dehors.

A la diète de Lindau, sur le lac de Constance (1496), un des personnages les plus importants de l'Empire, Berthold, archevêque-électeur de Mayence, comte de Henneberg, parut satisfait des concessions faites et, désireux peut-être de jouer un rôle dans ces tentatives nouvelles, il se montra prêt à les seconder. Il ne cacha point la douleur

avec laquelle il voyait la décadence de l'Empire : « Le roi « de Bohême, dit-il, était autrefois un prince d'empire, non « content de s'en détacher, il lui a ravi la Moravie et la Silé- « sie. La Prusse, la Livonie, ne nous appartiennent plus ; per- « sonne ne s'en soucie ; chacun tire à soi, sans se préoccuper « du reste. On a fait les ordonnances de Worms pour remédier « à ce mal, mais la confiance manque pour les exécuter. » De son côté le président de la chambre impériale vint se plaindre que les membres de ce tribunal n'avaient pas reçu leur traitement et que l'empereur n'avait touché qu'une partie des subsides. Remplacer les anciens impôts régaliens, qui étaient tombés des mains des empereurs dans celles des Etats, par un impôt général, pesant indistinctement sur tous les sujets de l'Empire, organiser, à la place du service féodal tombé en désuétude, une force armée permanente mise par tous à la disposition du chef de l'Allemagne, ce n'était pas seulement maintenir la dignité, l'autorité de l'empereur, c'était sauver l'unité nationale en grand péril. Ce n'était rien encore que les pays non allemands se séparassent de l'empire, mais quel danger si les pays allemands eux-mêmes commençaient à s'en détacher !

Sous l'inspiration de Henneberg, partisan d'une organisation demi-féodale et demi-monarchique, la diète de Lindau assura pour quelque temps les traitements des membres de la chambre impériale qui fut transportée de Francfort à Worms, ordonna rigoureusement la levée du denier commun et vota un subside pour l'empereur. Appelé par Ludovic le More, Maximilien passa en Italie avec l'argent qu'on lui donna et celui qu'on lui promit ; mais il y parut plutôt en aventurier qu'en empereur. Arrivé à Milan à la tête de quelques soldats, il déclara Pise libre, par inimitié contre Florence, arriva par Gênes dans cette ville, y remplaça les

armoiries fleurdelisées de France par l'aigle impériale, jeta la statue de Charles VIII dans l'Arno, assiégea Livourne, mais, coupé de la mer, eut grand'peine à regagner l'Allemagne après avoir reconnu l'indifférence des alliés italiens qui, assurés maintenant que Charles VIII ne reviendrait pas, se gardèrent cette fois, de garder ce nouvel étranger dans la péninsule. Cet insuccès eut une fâcheuse influence sur la tentative faite pour améliorer les institutions allemandes.

La diète de Fribourg-en-Brisgau en 1498 fut plus orageuse et mit plus à découvert les dissidences entre l'empereur et les Etats. Le traité, par lequel le nouveau roi de France Louis XII venait d'obtenir du duc des Pays-Bas, Philippe le Beau, pour quelques places, la renonciation, sa vie durant, aux provinces de Bourgogne, ajoutait un amer désappointement à la honte que Maximilien avait recueillie de sa première expédition en Italie. Par les prétentions qu'il apportait à la couronne de France sur le Milanais même, Louis XII menaçait encore de bien plus près la maison d'Autriche et l'Empire. Maximilien annonça cette fois à la diète qu'il ne venait point prendre des conseils, mais déclarer la guerre à la France, décidé à la faire même s'il n'obtenait ni un homme ni un écu : « Trahi par les Lombards, dit-il, je suis abandonné des Allemands. Mais je ne veux point me laisser lier les pieds et les mains et accrocher à un clou, comme à Worms. Je ne me dois pas seulement à l'Empire, je me dois à ma maison. Plutôt que de forfaire à mes devoirs, je briserai cette couronne sous mes pieds. » — « Votre Majesté, répondit l'archevêque de Mayence, aime à nous parler par paraboles comme le Christ aux petits enfants. » Il apaisa l'empereur en faisant verser le produit du denier commun déjà en parti réuni, et en activant la levée du

reste que devraient désormais avancer des juifs de Nuremberg, Worms et Francfort. En retour, il obtint de l'empereur que la chambre impériale, pour l'exécution de ses jugements aurait le droit de requérir les princes les plus voisins, quand elle ne pourrait attendre la réunion de la diète. C'était un commencement de démembrement de la puissance exécutive de l'empereur. Les États paraissaient toujours bien plus préoccupés de la situation intérieure de l'Allemagne, Maximilien, de sa situation extérieure. Les premiers prétendaient faire régner avant tout l'ordre et le droit dans l'Empire, mais surtout augmenter leur puissance ; ils étaient plus réfléchis, plus pacifiques, plus économes ; ils ne manquaient point d'égoïsme ; l'empereur voulait surtout maintenir au dehors la dignité de l'Empire, comme ses prédécesseurs du moyen âge, la puissance de sa maison, comme ses ancêtres ; il était plus généreux, plus patriote, plus belliqueux, mais plus prodigue et plus aventureux. Les uns cherchaient à limiter, à contenir l'empereur ; Maximilien aurait voulu entraîner les Etats à sa suite pour retrouver dans quelques succès retentissants son pouvoir perdu.

## § II. — Guerre malheureuse au dehors

Pour cette fois cependant, les Etats, sous le coup du succès de la France, cédèrent aux désirs de guerre de l'empereur contre elle. La revendication de la Bourgogne par Maximilien leur paraissait juste et les prétentions de Louis XII sur le Milanais, dangereuses. L'Allemagne vit cependant avec regret et crainte son empereur aller se heurter un peu à la légère, et à peine soutenu, contre la frontière française

du nord. La guerre en effet ne lui fut point heureuse. Tandis que Maximilien s'embourbait dans les plaines détrempées de pluie et au milieu des fleuves débordés de la Champagne, le duc Charles de Gueldre, dépossédé par Charles le Téméraire et poussé sous main par Louis XII, se remua derrière lui. Heureux de ce prétexte, l'empereur se retourna contre ce nouvel ennemi sur le territoire de l'Empire; mais, les Suisses, excités sous main par l'or français, lui donnèrent encore plus d'affaires sur les bras.

La Confédération helvétique n'avait jamais été bien d'accord avec sa voisine, la ligue souabe; les paysans des cantons avaient eu déjà maille à partir avec cette ligue d'acier, ainsi appelaient-ils cette union dans laquelle les chevaliers, les seigneurs, avaient le haut pas. La tentative d'organisation de l'Allemagne, la création du tribunal suprême de justice, l'établissement d'un impôt commun, avait posé assez nettement cette question redoutable: la Suisse fait-elle encore partie de l'Empire. La diète de Fribourg avait décidé qu'il était urgent de faire rentrer dans l'obéissance les puissantes villes de la Confédération qui portaient l'aigle impériale dans leurs écussons. Les confédérés avaient répondu négativement, d'une façon au moins implicite, en refusant de se soumettre à ces institutions nouvelles et en restant les alliés de la France à laquelle ils fournissaient des soldats, même en temps de guerre de l'Allemagne contre celle-ci. La situation était donc déjà bien difficile et bien tendue, quand de petits démêlés entre le Tyrol autrichien et les ligues grises, entre la ville de Constance et le canton de Thurgovie, firent éclater la guerre. Sans déclaration de guerre ni délibérations prises, Souabes et Suisses, par l'effet d'une animosité de voisins, avaient immédiatement couru aux armes et la lutte s'étendait

sur toute la lisière des sources du grand fleuve du Rhin au coude brusque qu'il fait vers Bâle. Le duc de Wurtemberg à la tête des Souabes avait juré d'allumer un incendie qui s'élèverait si haut que le seigneur ramènerait de crainte ses pieds sous lui. Mais les Suisses rendirent aux Souabes ravages pour ravages. Maximilien parut en personne sur le théâtre de la guerre, avec le duc de Wurtemberg et quelques princes, après avoir fait une trêve en Gueldre ; il fut encore moins heureux. Il méditait, avec les premiers chevaliers souabes, à Lindau sur le lac de Constance, une triple attaque contre la Suisse. Mais ceux qu'il avait amenés déclarèrent en route qu'ils ne se souciaient point d'exposer leur honneur dans une lutte contre des paysans et des bergers. Laissé avec ses ressources personnelles, Maximilien, après avoir jeté son gantelet de fer à l'un des seigneurs qui le quittait, vit son avant-garde surprise à Dorneck et presque détruite par les Suisses. Les contingents des villes souabes ne se pressèrent pas d'arriver pour réparer cet échec. Maximilien, furieux et ne voulant plus « mener des Suisses contre des Suisses », préféra laisser à la Confédération suisse le district de Thurgovie et la déclarer soutraite à la juridiction et aux impôts de l'Empire ; première séparation par acte authentique et officiel, de la Suisse et de l'Allemagne. La Suisse se détachait de l'Empire sous Maximilien, comme la Silésie, la Moravie, la Prusse, à la frontière orientale, l'avaient fait sous Frédéric III. Pendant cette guerre malheureuse, le roi de France Louis XII avait profité des occupations multipliées de Maximilien pour s'emparer presque sans coup férir du Milanais, autre territoire sur lequel l'Empire avait gardé ses prétentions. C'était une double atteinte portée dans la même année à l'unité de l'Allemagne et à la dignité de

l'Empire, au moment même où l'on s'était préoccupé de fortifier l'une et l'autre.

### § III. — Conseil de régence et conseil aulique

Une guerre heureuse eût favorisé le développement, l'affermissement des nouvelles institutions que le règne de Maximilien avait inaugurées en Allemagne; une guerre malheureuse les compromit. On s'en aperçut à la diète d'Augsbourg de l'année 1500. La lettre de convocation de l'empereur était plus violente encore que la dernière fois. Elle fut mal accueillie. Au fond, ce que voulait un certain nombre de princes, c'était le dépouiller de son autorité et s'emparer du pouvoir. Ils s'y prirent adroitement. Comme Maximilien tenait surtout à avoir une armée, ils parurent le satisfaire en votant l'organisation militaire de l'Allemagne pour six ans et le recrutement d'un homme soldé par quatre cents dans chaque paroisse et de cavaliers fournis par les princes; sous prétexte d'une croisade contre les Turcs, une nouvelle caisse de guerre devait être formée et dix mille florins votés pour la chambre impériale. Mais, en revanche, la diète demanda, cette fois d'une manière ferme, l'érection, sous le nom de *conseil de régence*, de cette institution politique de gouvernement que les États avaient si souvent rêvée et qui devait les faire participer au gouvernement de l'Empire. Le collège des électeurs y était représenté le plus largement; ils étaient six; un prince ecclésiastique et un laïque, un représentant de l'Autriche, un de la Bourgogne, deux prélats non princes, deux représentants des villes, six représentants des six cercles alors institués por-

taient les conseillers à vingt. La diète désignait six princes ecclésiastiques et six laïques, les villes n'en étaient pas exclues, et avaient leurs représentants auprès de deux des princes laïques et ecclésiastiques ; mais ils étaient en grande minorité. Ce conseil aurait de grandes prérogatives. Responsable envers l'empereur, il était investi sous sa présidence ou celle de son vicaire ou gouverneur général, du pouvoir de nommer les membres de la chambre impériale, de statuer sur toutes les choses de la paix et de la guerre intérieures et extérieures, d'établir une monnaie unique, de percevoir les contributions dont il rendrait compte à la diète, de convoquer les États en diète, de donner des instructions au grand chef militaire, aux capitaines d'empire qui lui jureraient fidélité. Ce conseil de régence d'empire (*Reichsregiment*) entrait en réalité en partage de l'autorité impériale.

Cette nouvelle alliance de la monarchie avec l'oligarchie princière, dans une institution d'empire, quoique conclue dans d'assez mauvaises conditions, n'eût pas été un mal, si elle avait été faite et pratiquée avec sincérité et franchise. Mais il n'en fut rien. L'empereur, les États, n'avaient songé qu'à leurs intérêts dans ces compromis : dans la pratique, au lieu de tenter de s'allier, de s'unir, ils ne furent occupés qu'à se contrarier, à empiéter sur leurs droits réciproques, et tout échoua misérablement. La diète d'Augsbourg séparée, le conseil de régence (*régiment*) fonctionne seul du 16 septembre 1500 à février 1501. L'affaire principale était celle du Milanais. Le conseil envoie à Louis XII une ambassade, au nom *sacri romani imperii electorum, ceterorumque principum*. L'ambassade n'obtint qu'une suspension d'armes. Louis XII renvoie au conseil une ambassade, pour demander l'investiture impériale du Milanais. Mais,

l'empereur se croit dépossédé et veut dissoudre le conseil. De février à juillet 1501, un nouveau conseil, dit renforcé, et composé de tous les États ayant voix, par roulement, se dispute encore avec l'empereur au sujet du Milanais. Le troisième acte de cette comédie dura jusqu'en septembre, où le conseil renvoie l'affaire à une diète qui ne se rassemble pas. On se plaignait de part et d'autre. Quelques princes du conseil de régence, écrivait un conseiller de l'empereur, sont vraiment possédés d'un méchant esprit. Plusieurs, et entre autres le palatin Philippe, faisaient alliance avec Louis XII contre l'empereur. Maximilien, qui agissait assez ordinairement par boutades, traita directement avec Louis XII et consentit (13 octobre) à lui donner l'investiture du Milanais. Enfin, il crut mieux faire et organiser plus aisément l'Allemagne en se passant des États, pour que ceux-ci ne parvinssent ni à lever le denier commun ni à organiser l'armée d'empire.

Maximilien avait menacé plusieurs fois les diètes de ne plus se soucier de l'Empire. Il étendit les attributions politiques judiciaires du conseil particulier, créé par lui dans ses Etats héréditaires, et en fit un tribunal d'empire (*Reichsgericht*) qui, en 1502, sous le nom de *conseil aulique*, devient cour de justice et conseil de gouvernement impérial au lieu et place du tribunal et du conseil créés avec l'assentiment des États. « Comme roi des Romains, il n'éprouvait que des déboires, disait-il; il voulait agir enfin comme prince autrichien, » sans songer que c'était la puissance du prince surtout qui compromettait l'autorité de l'empereur. Avant le grand interrègne, les empereurs en effet n'avaient pas réussi à constituer l'Empire parce que, obligés à leur avènement de se démettre de leurs duchés, ils n'y avaient point assez

de possessions territoriales; après le grand interrègne, la maison d'Autriche allait peut-être échouer dans la même tâche parce qu'elle y possédait trop.

Les électeurs allemands, comme les plus importants des États, répondirent à l'agression de l'empereur, en concluant la même année à Gelnhausen une alliance solennelle, par laquelle ils s'engageaient à voter dans les diètes comme un seul homme et à s'opposer toujours, unanimement, à tout empêchement ou nouveauté dangereuse de la part de la couronne. Les institutions nationales à peine essayées, le conseil de régence non constitué, la chambre impériale sans juges parce qu'il n'y avait pas d'argent, tout fut suspendu; le désordre séculaire reprit comme de plus belle. Le chef reconnu de l'opposition des États, l'archevêque Berthold, accusa l'empereur de tout le mal. Maximilien lui renvoya accusation pour accusation. « Tout le monde sait, écrit l'empereur, que nous avons convoqué plusieurs diètes à nos frais et essayé d'établir l'ordre et la justice et de relever l'Empire: nous n'avons jamais rien obtenu. La régence d'empire et la chambre impériale, après mille promesses mensongères, n'ont pu être organisées. » On parla de déposer, en 1503, après dix ans de règne, un prince sur qui on avait fondé de si grandes espérances. On ne parlait de rien moins pour le remplacer que du roi très chrétien Louis XII, qui prodiguait l'or aux électeurs. Le comte palatin du Rhin y poussait. Une visite que Maximilien fit un matin à la comtesse palatine dans un de ses châteaux, aurait conjuré ce danger; les agréments de son commerce familier auraient sauvé la couronne. Il n'eût peut-être pas été si facile d'ailleurs de déposer le chef de la maison d'Autriche. S'il avait contre lui les électeurs, il avait pour lui la plupart des princes inférieurs, ecclésiastiques ou laïques,

surtout ceux de Mecklembourg, de Poméranie au nord, de Hesse, de Wurtemberg, etc., au midi, que le collège électoral cherchait trop à effacer dans l'organisation nouvelle qu'il cherchait à donner à l'Empire.

Il y avait là les éléments de toute une politique qui pouvait permettre à Maximilien de soutenir son autorité à l'intérieur. L'affaire de la succession de Bavière-Landshut, qui occupa toute l'Allemagne en 1504, la lui indiqua suffisamment.

Le duc Georges le Riche avait laissé ses États, contrairement au droit de l'Empire, à son gendre et petit-neveu, Robert du Palatinat, deuxième fils de l'électeur, aux dépens de ses cousins-germains, Albert et Wolfgang, de la branche bavaroise de Munich, et il avait demandé en faveur de celui qu'il désignait le secours des rois de France, de Hongrie et de Bohême. En l'absence du conseil de régence et de la chambre de justice suspendus, Maximilien, investi de tout pouvoir, s'était prononcé, après avoir revendiqué en son nom quelques possessions, en faveur des princes Bavarois, et se vit aussitôt soutenu contre l'électeur palatin par les secours du Brandebourg, de la Hesse, du Wurtemberg et des villes Souabes. La Bavière fut ravagée. Maximilien rencontra, dans les environs de Ratisbonne, le palatin et les troupes du roi de Bohême : il les écrasa dans un combat où il fut blessé et fit merveille. Sa victoire fut chantée en latin et en allemand. Le vieux comte palatin, Philippe, qui avait songé à déposer l'empereur, fut obligé de se contenter pour ses petits-fils, son second fils étant mort dans l'année, du petit territoire du nouveau palatinat au-delà du Danube, et de laisser la plus grande partie de la succession de Landshut à partager entre les princes Bavarois, l'empereur et ses alliés.

Maximilien vit aisément dans les diètes suivantes, combien cette affaire l'avait relevé aux yeux des électeurs, en montrant de quelles ressources il pouvait disposer. En 1505, son adversaire l'archevêque de Mayence étant mort, il propose lui-même un conseil de régence. Malheureusement, empereur et États, par l'expérience des conflits précédents désespéraient de pouvoir jamais s'entendre pour organiser l'Empire. Le nouveau projet de conseil de régence élaboré par l'empereur, qui voulait lui adjoindre quatre maréchaux chargés de maintenir la paix dans les quatre principales régions de l'Allemagne, et prétendait établir un impôt par tête, ne réussit point. C'était contraire au principe de la *territorialité* si cher aux Allemands. D'ailleurs, échauffé par les succès qu'il venait de remporter dans sa petite guerre de Bavière, par ses poètes qui le voyaient déjà anéantir les armées turques et reprendre Constantinople, il ne roulait plus dans sa tête que de vastes projets, qui n'allaient à rien moins qu'à rendre à l'Empire la domination de l'Europe, perdue au moyen âge. L'expectative de l'héritage du royaume de Hongrie, le bonheur inespéré de son fils Philippe le Beau, qui, à défaut de tout autre héritier, se trouvait, après la mort d'Isabelle de Castille, investi, au nom de son fils, de la régence de ce royaume et, faisant ainsi prendre pied jusqu'en Espagne à la maison d'Autriche, lui donnait dans cette puissance un appui contre la France, encourageaient, toutes ses espérances La diète de Cologne, qui refusa et l'établissement de troupes permanentes et même le denier commun, tenta de ramener l'empereur au sentiment de la réalité. Elle ne lui accorda qu'un premier secours de 4,000 hommes, qui lui permit de repousser le comte Charles d'Egmont du duché de Gueldre dont il voulait s'emparer, et de forcer les Hon-

grois, à la suite d'une petite expédition, à rester fidèles au traité de succession à ce royaume déjà consenti en sa faveur par Vladislas. Mais c'était surtout, comme au commencement de son règne, dans cette Italie où il n'avait pas encore pu mettre le pied qu'il comptait relever sa fortune.

### § IV. — Impuissance au dedans et au dehors

Tous les peuples voisins prenaient alors pied, les Espagnols à Naples, Louis XII à Milan, dans cette Italie qui semblait l'apanage séculaire de l'Empire. Louis XII particulièrement avait offensé tout récemment Maximilien dans ses prétentions impériales et dans sa politique matrimoniale, en formant une ligue avec les Vénitiens et le pape contre lui, après en avoir reçu l'investiture du Milanais, et en donnant au duc François d'Angoulême, son successeur désigné, sa fille Claude, qu'il avait d'abord promise à l'un des petits-fils de Maximilien. A la diète de Constance (1507), ouverte aux portes de l'Italie, où Louis XII s'emparait alors de Gênes, Maximilien déclara qu'il ne voulait plus comme un simple chevalier s'occuper de vétilles, mais, comme il convenait à un empereur, des grands intérêts de l'Europe et des droits impériaux. « Le roi de France, ajouta-t-il, veut ravir aux Allemands la couronne impériale qui est la plus haute souveraineté du monde, la gloire et la suprême parure de notre nation. Si vos forces s'unissent aux miennes, nous renverrons les Français chez eux et nous traverserons l'Italie en vainqueurs. » Rétablir la puissance allemande en Italie, tel était son but. Ce premier pas fait, il espérait, dupe de la même erreur que ses pré-

décesseurs du moyen âge, être d'autant plus facilement maître en Allemagne.

Quelques poètes de cour, gibelins enthousiastes du vieux temps, excitaient cet empereur, chevalier et poète, dans des vers latins et allemands, qui prouvent au moins que l'opinion populaire ne lui manquait peut-être pas. L'un d'eux, Ulrich de Hutten, représente l'Italie, les cheveux et les vêtements en désordre, « aux genoux de son seigneur et « maître, l'empereur, implorant de son époux, la punition « du Gaulois, de l'Ibérien, barbares qui s'arrachent ses fa- « veurs, et dont le premier, le plus insolent, n'a pas même « de respect, dans son incontinence, pour ses filles bien- « aimées ». L'empereur était trop bon chevalier pour ne pas écouter ces prières, il croyait d'ailleurs avec le poète que c'était à lui seul, « à César, maître de la terre comme « Dieu l'est du ciel, souverain des mortels comme Jupiter « l'est des dieux, à dompter la péninsule. Cela ne regardait « ni l'avare Espagne, ni la vaniteuse Gaule. La Germanie « y suffirait bien, dès que les Alpes Tyroliennes verse- « raient comme un torrent dans la vallée du Pô, le cavalier « franconien, le chasseur de la Hesse, le Westphalien à la « taille gigantesque, le Saxon qu'une pointe de vin rend « invincible et tous les guerriers que nourrissent la marche « poissonneuse, la Thuringe fertile et les bords de l'Océan « germanique. Jamais l'Allemagne n'avait eu un chef si « digne de la conduire à cette conquête ; à la fois chef et « soldat, celui qui avait soumis les Belges indomptés, « chassé Corvin de son patrimoine, poussé ses cavaliers « vers la Seine et cherché les Suisses dans leurs mon- « tagnes, saurait bien délivrer et soumettre l'Italie. » Maximilien pensait que le moment était venu pour lui de prendre, bon gré mal gré, à Rome ou ailleurs, de la main

du pape ou sans le pape, cette couronne impériale, talisman de ses devanciers, dont la prise de possession devait lui communiquer leur toute-puissance.

Les États ne se montrèrent point si enthousiastes à la diète de Constance (1507); malgré un long et éloquent discours de l'empereur, ils ne consentirent à lui fournir qu'un secours de 3,000 cavaliers et 5,000 fantassins, ce qui était modeste pour l'accomplissement de ses vastes projets. En retour, ils obtinrent le rétablissement de la chambre impériale, avec la faculté d'en payer eux-mêmes les membres et de soumettre ses décisions au contrôle annuel de la diète ; et ils gardèrent entre leurs mains la disposition de cette force militaire et de cet impôt, en l'assurant par la tenue faite par eux d'un *registre matricule* où se trouvaient consignées les ressources en hommes et en biens de chaque État, et qui a donné son nom à l'institution militaire et financière de l'Allemagne.

Il est curieux de suivre, dans les mots comme dans les choses, l'opposition de l'empereur et de l'Allemagne, et les progrès de l'indépendance et de l'autonomie des États sur l'autorité du César germanique. A ses rêves du moyen âge, on répond par des inventions d'administration moderne que les États seuls pratiquent. L'impôt, le recrutement nouveau qui avaient d'abord paru devoir se réaliser sous forme impériale et au nom du chef de l'Empire dans le denier ou la levée générale, finissent, en effet, par ne se pratiquer que par la main et au nom des États qui consentent, il est vrai, à les mettre au service de l'empereur. Tandis que Maximilien encore une fois poursuit l'ombre de la domination universelle de l'empire, les États atteignent la réalité, l'indépendance: Maximilien le sent bien. Pour obtenir 6,000 Suisses de la Confédération, il la déclare dans la même

diète soustraite à l'impôt d'hommes et d'argent du registre matricule, comme à la juridiction de la chambre impériale; il prend ses soldats à sa solde au lieu de demander leurs services; pour conquérir un pays italien à l'empire, il renonce, en son nom, à un pays allemand.

Le 2 février 1508, Maximilien s'arrête à *Trente* avant de descendre en Italie; il s'arrête pour prendre dans une cérémonie plus guerrière que religieuse, avec l'assentiment du légat du pape, le titre d'empereur élu. Singulier et tout moderne exemple donné par le dernier roi allemand du moyen âge! le premier, Maximilien croit pouvoir prendre la première couronne temporelle de la chrétienté avant la consécration du pouvoir spirituel. Il ne prétend point enlever au pape le droit de le consacrer à Rome où il veut aller. Ce n'en est pas moins une révolution; l'empereur élu est un souverain national, allemand, non universel. Maximilien le proclame lui-même en faisant revivre le titre de *rex Germaniæ*. Un poète, tout gibelin et sans préoccupations religieuses encore, va le dire tout à l'heure. « Maximilien tient ses droits de Dieu qui a dicté son choix aux électeurs; il n'a pas besoin de plier le genou devant le pontife romain pour en revêtir les insignes. » L'audacieux empereur arrivait cependant avec une mince armée; on y comptait quelques chevaliers de renom: le prince Rodolphe d'Anhalt, Georges de Frundsberg et Jacques de Ems, sorte de condottieri allemands sans lesquels l'empereur ou les princes ne pouvaient guère enrôler de soldats; l'artillerie de Maximilien était perfectionnée; outre la lance et l'épée, on voyait sur les épaules robustes de ces hommes plus grands même que les Suisses mainte arquebuse, qu'on appuyait encore pour s'en servir sur des piquets en forme de fourches.

Mais, si bonne qu'elle fût, l'armée était loin d'avoir pour l'Italie les périls du torrent dont avait parlé le poète. Les registres matricules étaient longs à reviser ; beaucoup d'États n'avaient pas envoyé leurs contingents. Retenue par l'argent de France, la Confédération suisse n'envoyait pas tous les mercenaires qu'elle avait promis et seulement encore sous la condition de ne pas servir contre les Français. Maximilien lui-même ne savait pas trop qui il devait attaquer; les Vénitiens lui semblaient indignes de l'occuper, les Français étaient bien puissants; l'aigle impériale cherchait sa proie. « On s'attendait en Allemagne, dit Machiavel, à quelque chose de considérable, » de la part de Maximilien. Il disait lui-même qu'il ferait tout ce qu'il voudrait sans avoir besoin du pape ni des Suisses. Mais les soldats allemands, l'argent promis par les Italiens, n'arrivaient pas. Avec plus de modestie Maximilien annonça qu'il voulait seulement, comme ses devanciers, prendre pacifiquement à Rome la couronne qui lui était due et, pour hâter la venue des contingents allemands, laissant 9,000 hommes en Italie, il allait repasser les Alpes quand il trouva devant lui à Cadore les Vénitiens maîtres des passages et commandés par le condottiere italien Barthelemy d'Alviano. Effrayés, les Allemands mirent au milieu d'eux leurs femmes et leurs enfants pour s'ouvrir un passage; mais, après une lutte de trois heures, ayant perdu mille hommes, ils se rendirent en partie ; avec les débris de son armée, Maximilien, au lieu de prendre pied dans la plaine, repassa les glaciers.

« L'empereur, avait dit Machiavel, accomplira quelque chose de très honorable pour lui ou perdra son crédit jusqu'en Autriche même. » C'est la seconde alternative qui se réalisa. Hors de lui, Maximilien confus revint en Allemagne.

Dans une lettre justificative, il rejeta son insuccès sur les États qui n'avaient point tenu leurs promesses (1509) et assembla en toute hâte une diète à Worms où il parut tout armé, la cuirasse sur la poitrine, et demanda vengeance de l'injure faite à sa personne et à l'empire. Les poètes impériaux ne manquèrent pas de prodiguer l'injure à « cette « grenouille orgueilleuse des lagunes qui, pour avoir adopté « la peau du lion et pris des ailes, osait de ses palais de « marbre poser ses pattes sur les Alpes de Trente ». Les États, profitant de la déconfiture impériale répondirent aux demandes de l'empereur et aux sollicitations de ses poètes par des griefs. Le roi avait, disaient-ils, signé des traités, fait des conventions sans leur assentiment. Ne voyant pas les avantages que l'expédition avait procurés à l'empire, ils se refusèrent à fournir des subsides auxquels, disaient-ils, ils n'étaient point obligés. Les villes, qui n'approuvaient pas la guerre contre Venise, se plaignirent particulièrement de n'avoir point d'assesseurs dans la Chambre impériale tandis qu'elles contribuaient le plus largement à la payer. Il ne servit de rien à Maximilien de faire alliance à Cambrai contre la malheureuse Venise, objet alors de l'animadversion de tous les souverains, avec le pape Jules II, l'Espagne et la France ; la diète ne pardonna pas à l'empereur d'avoir signé aussi cette alliance sans lui faire part de ses conditions. Il trouva, il est vrai, assez de ressources dans ses États héréditaires pour avoir 15,000 hommes. A son approche les villes de Padoue et de Vérone ouvrirent leurs portes. Plus heureux Louis XII, sans les Allemands, remporte la victoire d'Agnadello ; Venise frappée au cœur en est réduite presque à ses murailles ; chacun des alliés prend sa part de la proie abattue. Maximilien seul n'est pas à même de faire valoir utilement ses prétentions.

Sous les murs de Padoue retombée au pouvoir des Vénitiens, il redemanda des secours à l'Allemagne. En 1509, il passe une armée allemande en revue avec joie : « Ni les Welches, dit-il, ni aucune autre nation, ne pouvait sous le rapport militaire se comparer aux Allemands. » Il dirige lui-même le bombardement de Padoue; la ville résiste. Les secours n'arrivent point à Maximilien. Les villes allemandes surtout ne voyaient point tomber avec plaisir cette ville libre et commerçante, par où elles recevaient alors leurs marchandises du Levant. Maximilien recommence ses plaintes; mais la diète allemande, ne se préoccupant, comme disait Maximilien, « ni de l'honneur de l'empire ni de l'honneur de l'empereur » n'accorde cette fois à Maximilien ni un homme, ni un écu. « En Allemagne, dit l'empereur, les princes et les sujets n'ont pas la même manière de voir que les autres nations où l'on est persuadé que l'honneur et la gloire du souverain rejaillissent sur tous les citoyens. » La guerre change de face. Jules II, se jouant de ses alliés, reprend avec le roi d'Espagne le parti de Venise contre Louis XII. Maximilien ne change pas ; mais les États ne changent non plus aux diètes de Trêves et de Cologne (1512). Le maigre secours qu'elles envoient n'empêche pas Maximilien de jouer un rôle ridicule au milieu de toutes ces complications. Tandis qu'il menace Jules II du conciliabule de Pise rassemblé à son instigation et à celle de Louis XII, et qu'il met en gage, ses revenus, ses châteaux, ses domaines, les Français battent les troupes pontificales et espagnoles à Ravennes (1512). Maximilien, que Jules II appelait un « *infantem nudum*, une bête, *unam bestiam*, plus fait pour être mené que pour mener les autres et avec lequel on ne pouvait rien faire, la honte de l'empire, » espérant mieux, fait défection à son tour à son allié; pour frapper

au moins un coup contre la France, il entre dans la ligue de Malines, faite par le pape avec l'Angleterre; et lui, le restaurateur de l'empire, il se met comme à la solde de l'Angleterre. A la tête des Lansquenets, il a l'honneur de voir fuir en Flandre à Guinegate, les gendarmes français (1513) et le plaisir de les traiter de lièvres éperonés ; mais, pendant ce temps, les Suisses, devenus les soldats du pape à la place des Français chassés, installent dans le duché de Milan, malgré le mauvais vouloir impérial, Maximilien Sforza, fils du dernier duc. Les poètes gibelins crient à la trahison contre ces alliés, contre ces puissances qui disposent de ce qui ne leur appartenait point, comptant sans César; ils insultent les Italiens.

« Mobilis Italia est, nobilis ante fuit ! »

ils invectivent Jules II, « ce singulier successeur du Christ, qui poussait la république chrétienne à déchirer ses entrailles de ses propres mains, qui jetait dans le Tibre les clefs de saint Pierre, armait le Gaulois contre le Germain, l'Ibérien contre l'Italien ; inexcusable guerre allumée sous les yeux des Turcs ! »

Jules II meurt et Maximilien dégoûté d'un pouvoir qui ne lui avait valu que des mécomptes, conçoit, assure-t-on sur un passage d'une lettre écrite par lui peu sérieusement d'ailleurs, à sa sœur Marguerite, l'étonnante idée d'échanger la couronne du Saint-Empire contre la tiare pontificale, à la mort de ce pape qui, à la tête des États de l'Église, avait obtenu bien plus de succès politiques et militaires que « son brillant rival. » Cependant, le successeur de Louis XII, François Ier, inflige à l'empereur, en 1515, une plus grande perte en conquérant le Milanais par la

bataille de Marignan. Le nouveau pape, Léon X, passe encore, avec la fortune, de l'alliance de l'empereur à celle du roi de France. Le vieil empereur découragé, désabusé de tout, apprend que des lansquenets et des reîtres étaient à Marignan dans l'armée française. Les poètes désabusés eux-mêmes n'auront plus qu'à adresser des reproches à l'Italie, « épouse infidèle de l'empire, toujours prête, à la voix d'un pontife, à refaire et à défaire leur antique union. » Ils ne sauront excuser Maximilien de son impuissance qu'en répétant que « depuis que l'Allemagne reconnaît plusieurs rois, l'empire déchu n'est plus qu'un vain mot ». Aux guerres d'Italie, la France, l'Espagne ont gagné jusqu'ici chacune leur part ; le vieux maître de l'Italie seul a perdu.

Le politique le plus fin et le plus profond de l'Italie à cette époque, patriote intéressé aux échecs de l'empire, Machiavel [1], en a parfaitement pénétré et décrit les causes. Non seulement il connaît à fond cet empereur pour lequel les Allemands ont quelque indulgence ; mais il connaît cette Allemagne où, dans chaque État, les princes, entourés de légistes que les petits détestent, brisent les coutumes et les droits particuliers, au grand désespoir des comtes, des chevaliers et des villes. Sans doute, la puissance de l'Allemagne, sa nombreuse population, ses forces, ses richesses le frappent autant qu'un autre ; mais il en est moins dupe que personne. Il voit dans la richesse et la bonne constitution des villes libres et impériales le nerf de tout l'empire ; mais il sait que, contentes de la liberté dont elles jouissent et peu soucieuses de leur agrandisse-

[1] *Œuvres de Machiavel. Tableau de l'Allemagne. Instruction sur les affaires de l'Allemagne et sur l'empereur.*

ment, elles sont peu tentées d'aider même leur souverain à s'assurer ce qu'elles dédaignent pour elles-mêmes. Les divisions qui existent entre les États ecclésiastiques et les États laïcs, entre un prince et un autre, une ville et une autre, entre les princes et leurs sujets, et dans l'intérieur des villes, ne sont pas encore pour lui les obstacles les plus insurmontables à l'union de tout l'empire dont l'empereur avait si grand besoin; c'est l'opposition radicale des intérêts entre l'empereur, les princes et les villes. « S'il n'y a plus de prince, dit-il, qui puisse ou ose comme autrefois s'opposer tout seul aux desseins de l'empereur, il n'en est pas qui ne puisse ou n'ose refuser de lui prêter appui dans le besoin; moyen plus aisé et plus efficace de le réduire à l'impuissance. Si l'empereur, protecteur, soutien naturel des villes impériales, abaisse par leur moyen les princes, ses plus puissants ennemis, il ne peut cependant compter sur elles pour les dompter; car elles savent très bien que Maximilien, s'il parvenait, comme Louis XI, à soumettre tous ses princes n'aurait plus ensuite qu'à leur enlever leur propre liberté. La puissance de l'empire est donc considérable mais l'empereur en peut difficilement tirer parti. La puissance de l'Allemagne est grande, elle n'est point formidable. »

Les plaintes douloureuses que Maximilien adresse à ses chers Allemands, comme il les appelle, aux princes qui conspirent avec l'étranger, avec la France, aux lansquenets qui vont la servir pour de l'argent, confirment les réflexions politiques de l'écrivain italien; dans un adieu adressé aux troupes qui l'avaient suivi dans une de ses expéditions, il leur disait avec cette conviction de cœur qui explique bien l'affection que sa présence au moins inspirait: « Allemands courageux et forts, comment trouverais-je

le chemin de vos cœurs? Je ne m'adresse pas à vous en ma qualité de souverain; mon autorité est celle de Dieu. Si vous n'avez pas souci de moi, pensez à l'honneur de la nation, car vous êtes des lansquenets, non des Suisses; m'en voulez-vous si fort parce que, pendant quelque temps, je n'ai pu m'acquitter envers vous. Moi, je n'ai épargné ni mes biens, ni mes fatigues, ni ma vie. Chers Allemands, loyaux lansquenets, vous n'êtes pas de ceux qui ne combattent que par intérêt. Soyez hommes, je vous abandonnerai ma vaisselle d'argent, mes joyaux, mes meubles, de bon cœur. N'abandonnez pas votre maître! votre empereur! » Inutiles paroles, l'empire n'était plus!

Ce n'eût pas été un grand mal que l'empire n'eût pas atteint, par l'établissement du despotisme et l'anéantissement des libertés particulières, une unité, une puissance redoutables à ses voisins, si des institutions intérieures libres lui eussent assuré l'une et l'autre, sans péril pour personne. Mais l'Allemagne s'éloignait toujours du but qu'elle paraissait poursuivre. Pendant les malheureuses guerres de Maximilien au dehors, les deux diètes de Trèves et de Cologne (1512), firent quelque chose. Maximilien obtint, en principe au moins, le conseil aulique qu'il désirait, pour l'assister dans le gouvernement, convoquer les diètes et maintenir les États dans le devoir. La diète vota même, mais dans d'infimes proportions, le denier commun. Elle fit davantage en étendant et en utilisant l'institution des cercles déjà inaugurée sous le règne précédent. Ce fut un pas sérieux dans cette voie d'organisation monarchique-fédérative poursuivie alors comme l'idéal politique de l'Allemagne.

On conserva tels qu'ils avaient été constitués d'abord les trois cercles qui comprenaient la plus vieille et la plus centrale partie de la commune patrie, maintenant la moins

considérable, quoique la plus nationale, le cercle de Franconie, avec les maisons de Baireuth et d'Anspach, la vieille ville de Nuremberg, les évêchés de Bamberg et de Wurtzbourg; le cercle de Souabe, avec son duché de Wurtemberg, son margraviat de Bade et ses trente-deux villes impériales dont Augsbourg, Constance et Donauwerth ; le cercle de Bavière, avec la maison princière de Bavière, l'archevêché de Salzbourg, quelques évêchés et la seule ville importante de Ratisbonne. On agrandit considérablement celui du Haut-Rhin qui compta, avec le Palatinat du Rhin, le landgraviat de Hesse, les villes impériales de Worms, Spire, Francfort, les évêchés de Strasbourg, de Bâle, de Worms, avec des pays qui, tels que la Franche-Comté, la Lorraine, penchaient vers la France; le cercle du Bas-Rhin qui comprit les trois grands électorats ecclésiastiques ; celui de Westphalie le plus divisé de tous avec ses districts de Juliers, de Clèves, de Berg, son comté d'Oldenbourg et ses nombreux évêchés, de Munster, Paderborn, Osnabruck, Minden, etc.; enfin les deux cercles de Haute et Basse-Saxe, le premier composé principalement des deux grands duchés-électorats de Saxe et de Brandebourg et du duché de Poméranie ; le second, des petits duchés de Brunswick, de Lunebourg, de Holstein, de Mecklembourg mais des grands archevêchés de Magdebourg et de Brême et des grosses villes libres de Hambourg, de Lubeck, de Goslar, etc. La diète créa enfin, comme pour comprendre la maison d'Autriche dans l'empire, les deux cercles les plus excentriques mais les plus considérables d'Autriche et de Bourgogne; le premier comprenant toutes les possessions méridionales de Maximilien, de l'Adriatique au Jura, et le second couvrant de ses quatre duchés, de huit comtés et de nombreuses

seigneuries, les cours inférieurs, les embouchures du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut et presque tous les rivages de la mer du Nord, c'est-à-dire la Hollande et la Belgique actuelles.

Ces circonscriptions, dans la pensée de la diète, n'étaient plus seulement judiciaires, administratives, mais militaires; elles ne devaient pas servir seulement à régulariser, à proportionner, en groupant les différents États de l'Allemagne, le choix des membres de la haute Chambre de justice ou du conseil de régence, mais encore le recrutement, l'emploi de la force armée, pour l'exécution des arrêts de la justice ou des volontés du gouvernement de l'empire. Un capitaine, assisté de deux conseillers, devait être choisi par les États de chacun des cercles et mis à leur tête pour commander au besoin leur force militaire. Maximilien aurait voulu davantage; il demandait un capitaine général de tous les cercles pour que toutes les armées de l'empire pussent au besoin être réunies dans une seule main. Mais qui nommerait le chef revêtu d'une pareille puissance? Qui disposerait d'une telle dignité? La diète ou l'empereur? L'éternel conflit renaissait toujours à chaque question nouvelle. On fut obligé de renoncer à créer une institution toute nationale qui eût réuni en un faisceau toutes les forces de l'Allemagne et lui eût assuré l'unité la plus désirable, celle du commandement militaire. Heureux encore l'empire, si chaque cercle en particulier se fût constitué aussi vite que l'institution en fût votée. Mais les mêmes causes qui avaient mis obstacle à la réalisation pratique de la *chambre impériale* et du *conseil de régence* retardèrent encore l'établissement régulier, effectif des cercles, qui n'eut lieu qu'assez longtemps après la mort de Maximilien, en 1522.

Ce qui paralysait tout, c'est que l'empereur était en même temps prince autrichien ; prince et empereur, éveillant d'autant plus le soupçon, l'opposition, qu'il était prince plus puissant, et se faisait empereur plus ambitieux. Malgré ses idées féodales et chevaleresques, Maximilien n'oubliait jamais qu'il était le successeur de Rodolphe de Habsbourg; et les États qui n'étaient point dupes de ses rêves du moyen âge surveillaient d'autant plus ce fondateur d'une maison royale toute moderne. Dans cette situation, comment l'empereur et les États seraient-ils parvenus à s'entendre ? On saisit tous les embarras de l'empereur et du chef de la maison d'Autriche dans sa conduite avec les princes allemands. Maximilien avait à la fois dépouillé, dans leur guerre de succession, la maison palatine et la maison de Bavière; aussi soutenait-il contre elles, le duc de Wurtemberg, alors le jeune Ulrich, prince fougueux, en lutte à la fois avec ses chevaliers, avec la ligue Souabe, avec ses voisins. Au nord il assurait (1511) à la maison de Clèves par un mariage la succession de Berg et de Juliers, qui aurait dû revenir à celle de Saxe, afin de n'avoir point celle-ci trop voisine de ses possessions du cercle de Bourgogne. C'était s'attaquer à forte partie que d'indisposer le chef de cette maison, Frédéric le Sage, alors le prince le plus considéré de l'Allemagne, le plus puissant par lui-même, par son frère l'archevêque de Magdebourg et d'autres alliances encore. Pour le tenir en échec, Maximilien favorisait ses voisins contre lui ; il lui enlève la tutelle de la Hesse qui lui revenait, en déclarant majeur à quatorze ans le jeune landgrave, Philippe ; il pousse deux fils de son plus redoutable voisin, le vieux margrave de Brandebourg, Joachim, l'un à la grand'maîtrise de l'ordre de Prusse, l'autre au grand archevêché de Mayence et fait ainsi des Hohenzollern au nord la maison

prépondérante. Mais lui-même, il compromettait bientôt cette alliance pour s'assurer encore par de nouvelles précautions le retour de la Bohême et de la Hongrie à sa famille. Il ne pouvait en effet espérer plaire au nouveau grand-maître de l'ordre en donnant au fils de Vladislas, roi de Bohême et de Hongrie, sa petite-fille Marie, en retour de sa fille Anne à l'un de ses petits-fils, prince d'Espagne, surtout en confirmant, en faveur du frère de Vladislas, Sigismond de Pologne, le traité de Thorn qui reconnaissait la Prusse comme vassale de ce roi et sanctionnait la perte d'une ville et d'une marche, comme Dantzick, non seulement pour l'ordre Teutonique, mais pour l'empire. Ainsi se contrariait elle-même cette politique de famille, qui, conçue à Vienne et allant prendre ses moyens en Espagne, touchait aux Bouches du Rhône et aux sources de la Vistule.

### § V. — Impuissance et anarchie.

Au milieu de ces inconstances, de ces rivalités continuelles, si aucune institution centrale, nationale, ne pouvait s'affermir, que devenait la paix publique, *perpétuelle*, décrétée au commencement du règne de Maximilien? Elle fut plus compromise que jamais. L'empereur demandait beaucoup, les États accordaient peu. « Ils ne veulent faire, dit un pamphlet contemporain, aucun sacrifice à l'empire, à la sécurité du pays, à l'établissement de la justice. » On s'arrachait mutuellement quelques concessions et on y renonçait en détail; on avançait ou reculait; les ancien-

nes institutions tombaient, les nouvelles ne s'édifiaient point. Ce n'était plus le vieil empire féodal ; ce n'était pas encore une monarchie fédérative, et cet état de transition qui mettait en question tous les droits et rendait douteux tous les devoirs, favorisait chez les grands l'esprit d'usurpation, chez les petits l'esprit de révolte, chez tous l'habitude de la violence, et contribuait à entretenir, par la lutte de tous contre tous, l'anarchie en Allemagne quand elle tendait à disparaître dans l'intérieur des autres États de l'Europe. Le vœu exprimé dans chaque diète : « Que chaque membre de l'empire jouît de la paix et de l'intégrité de ses droits ; » était le vœu le plus général et le moins accompli.

Il se passait en petit dans chaque État, dans chaque province, dans chaque coin de l'Allemagne, ce qui avait lieu en grand dans l'empire. Les princes qui voulaient constituer, dans leurs domaines aussi, une sorte d'unité politique, administrative, pour en faire de vrais petits États, créer des tribunaux, une force militaire à eux, rencontraient dans leurs seigneurs, leurs villes, leurs paysans quelquefois, la même résistance qu'ils opposaient à l'empereur ; leurs petites diètes provinciales, quand il y en avait, présentaient les mêmes luttes, les mêmes résultats que les grandes diètes impériales. Faute de s'entendre pour fixer leurs droits et leurs devoirs, les souverains et les sujets s'en tenaient le plus souvent à l'usurpation et à la résistance, quand n'intervenaient pas de petits recez ou de petits traités, qui étaient comme autant de trêves dans la lutte. Ici cependant, commençait à se constituer, à se fixer davantage une sorte de droit ou de coutume traditionnelle qui faisait le régime particulier du pays, tantôt plus despotique, tantôt plus libre, avec plus ou moins de part faite

aux chevaliers ou aux villes par le souverain, selon les circonstances un certain mouvement de concentration, d'unité de pouvoir, que l'empereur ne pouvait réaliser en Allemagne, à l'exemple des autres souverains d'Europe, quand l'empereur qu'ils contrecarraient au-dessus d'eux, ne parvenait à les faire échouer au-dessous, en favorisant la petite noblesse ou les villes qui, jetées au milieu de leurs territoires particuliers, ne relevaient souvent que de lui.

La classe le plus remuante, la plus indisciplinée était celle de la petite noblesse, des seigneurs châtelains, ou chevaliers toujours si nombreux en Allemagne. Qu'ils relevassent d'un empereur ou d'un prince, ils ne se soumettaient pas plus à la haute Chambre impériale qu'à la petite cour de justice constituée par leurs seigneurs. Armés de pied en cap, montés sur leurs destriers, ils refusaient de payer tout impôt, d'obéir à toute autorité. Continuant à chevaucher sur la grande route ou le long de la lisière du bois, ils attendaient leur ennemi, guettaient le convoi de marchandises; après victoire, enfouissaient dans les donjons ou dans les caves de leur château situé sur la crête de la montagne leurs prisonniers ou leur butin. Pour mieux résister aux princes dont les arrêts voulaient les atteindre, aux villes qui prétendaient les punir, ils se liguaient entre eux aussi comme « compagnons du bonheur et de la victoire » pour la conservation de leurs privilèges. Nobles brigands de grande route, quelques-uns gagnaient ainsi une certaine notoriété, devenaient une puissance dans l'empire. « Bonne chance, » s'écriait le fameux Goetz de Berlichingen à la main de fer, rendu illustre par la poésie de Goethe, en voyant une troupe de loups envahir une étable. Il faillit une fois avec ses compagnons pénétrer dans

la bonne ville de Nuremberg, où il se serait conduit comme le loup dans une étable. Dans sa guerre contre l'électeur archevêque de Mayence, il disait lui-même : « En une seule nuit j'ai incendié trois bourgades. » Frantz de Sickingen, un autre de ces chevaliers, en guerre avec la ville de Worms, empêcha pendant deux ans la foire de cette ville. La chambre impériale les mettait vainement au ban de l'empire. On les redoutait, les princes les ménageait ; personne ne voulait se charger d'exécuter contre eux ce jugement. L'empereur lui-même, Maximilien, traitait presque avec eux comme avec une puissance.

Les grosses et riches villes allemandes étaient les plus attaquées, les plus enviées partout ; ce n'étaient point seulement les chevaliers, mais les princes, laïcs ou ecclésiastiques qui en auraient fait volontiers leur proie. Mais elles se défendaient par leur bonne constitution, par leur économie, par l'industrie, la simplicité et les saines mœurs mêmes de leurs citoyens. Sans prétentions politiques, sans éclat comme en Italie, les villes, en Allemagne, simples communes et non républiques, jouissaient souvent d'autant de liberté et de plus de tranquillité que les républiques d'au-delà des Alpes. Elles ne prodiguaient point leur argent dans de fastueux monuments, à l'exception peut-être des églises et des maisons de ville ; mais elles avaient toujours des provisions de guerre et de bouche, pour un an. Leurs plus riches citoyens, au rapport de Machiavel, sans luxe à leur table ou dans leur maison, se contentaient en toute saison d'un repas frugal et en hiver d'un poêle bien chauffé ; leurs plaisirs aux jours de fête consistaient à aller s'exercer à la pique, à l'arc, aux bombardes mêmes, qui bordaient leurs remparts. Quelques-uns de ces bourgeois, comme les Fugger par exemple à Augsbourg, enrichis par le commerce d'Italie,

étaient les banquiers de l'empereur et du pape ; tout à l'heure ils feront presque une élection impériale. Il y avait encore bien, entre les différentes classes des citadins, quelques rivalités intérieures ; en voyant venir au-devant de lui les bourgeois d'une ville impériale divisée en trois ordres : « Voilà, disait Maximilien, trois espèces de paysans sur un fumier. » Les citoyens des villes allemandes se querellaient moins cependant entre eux que les différentes espèces de nobles dans l'empire, et ils défendaient très bien leur fumier. Les querelles intérieures du siècle précédent entre les patriciens, les marchands, les artisans, s'étaient bien apaisés, sans qu'ils eussent été obligés de recourir si fréquemment aux combats, aux proscriptions, ou à l'intervention d'un maître voisin. Sans constitutions bien savantes, ils avaient quelques simples et modestes institutions municipales, des bourgmestres, des maires, des juges, des conseils, où tous étaient plus ou moins représentés et qui leur suffisaient. La trahison de leurs magistrats était rare et, quand elle arrivait, elle était sévèrement punie. Aussi les villes, loin de craindre les petits chevaliers, qu'elles faisaient pendre quand elles les attrapaient, bravaient les rois, comme Lubeck qui allait dans Elseneur brûler les flottes du roi de Danemark, Jean II. C'est par ses modestes traditions et grâce à ses saines vertus que l'Allemagne se distinguait au milieu des grandes monarchies des nations européennes et qu'elle dût de garder si longtemps des villes libres qui n'ont récemment succombé que sous les usurpations du nouvel empire allemand contemporain.

C'était sur les paysans des campagnes moins bien défendus que retombait tout le poids des exigences soit impériales, soit princières, soit châtelaines et surtout du désordre et des misères de l'empire. Rien d'étonnant

qu'il y eût alors une sourde effervescence dans cette classe, la plus malheureuse et la plus opprimée de l'Allemagne. L'expérience des paysans suisses qui s'étaient rendus libres, aussi bien que les villes, était un sujet de tentation. A l'autre bout de l'Allemagne, au nord, les paysans frisons moins heureux étaient tombés peu à peu sous les attaques incessantes des seigneurs ou évêques voisins. Ceux du Dithmarsche cependant résistaient encore; cédés par Frédéric III au roi de Danemark, ils n'avaient point encore consenti à se laisser vendre, tondre comme un troupeau; et, en 1515 encore, sous la conduite d'un simple paysan, Wolf Isabrand, et d'une héroïne inspirée, Telfe, ils mettaient en fuite la chevalerie et l'infanterie du roi de Danemark aux cris de: « gare aux soldats, voilà le paysan; mort à l'homme, merci aux chevaux; » et, libres, ils restaient comme une ruine des anciens temps au milieu des forteresses toutes neuves de la servitude frisonne. Ce désir de l'affranchissement et cet enthousiasme mystique ne manquaient pas aux paysans du reste de l'Allemagne. Au commencement du siècle, on avait été obligé de poursuivre et d'exterminer par le fer et le feu la terrible association du Sabot (Bundschuhe) dont la conspiration contre la noblesse comprenait toute l'Alsace. Le feu mal éteint se rallumait en Souabe au cri de Notre-Dame, et au nom du pauvre Kuntz, mots de ralliement populaires et mystiques dans cette fermentation enthousiaste de la liberté et de la misère.

Les dernières années du règne de Maximilien ne reproduisent que trop fidèlement et d'une manière plus flagrante le caractère des premières, c'est-à-dire l'impuissance de l'empire et le désarroi de l'Allemagne. On voit encore Maximilien une fois en Italie, après la victoire de la France

en Lombardie à Marignan. Jaloux de cette gloire, Maximilien arrive sous les murs de la ville de Milan occupée par les Français ; il menace de la raser comme autrefois l'avait fait Barberousse. Milan est couvert par le célèbre connétable de Bourbon; et l'empereur, de crainte de rester en gage entre les mains des Suisses qu'il avait amenés et qu'il ne pouvait payer, s'esquive et repasse les Alpes à grand'-peine. « L'entreprise a si mal réussi, dit un écrivain du temps, que l'expédition de Rome et le couronnement sont devenus maintenant imposssibles. »

Sous le coup des nouveaux progrès faits alors par les Turcs en Orient, le pape Léon X, les rois de France et d'Espagne convient l'empereur à un Congrès, à Cambrai, en 1517. Maximilien se montre le plus ardent. « Une croisade, dit-il, est plus que jamais un devoir imprescriptible qui s'impose à tous les chrétiens. » A son instigation, le pape Léon X, au concile de Latran, proclame une croisade générale. Déjà vieux, près de sa fin, n'ayant pas perdu encore ou ses illusions ou l'espoir de tromper, Maximilien réunit une diète en 1518 et y convie un légat du pape; comme à la première qu'il ouvrît, il demande une armée, un impôt pour cette sainte et utile entreprise. « La plus grande espérance de la chrétienté, disait-il dans sa lettre de convocation, repose sur la nation allemande; montrez l'obéissance que vous nous devez et ne donnez sujet ni au Saint-Empire ni à la chrétienté de vous accuser d'avoir fait obstacle à la grande chose qui se prépare. » Tout le monde était sincère en demandant une croisade. Les succès du sultan Selim, qui, après la Syrie, avait conquis l'Égypte, et menaçait Tunis et Alger en Afrique, produisaient en Europe une recrudescence de crainte. Toutes les frontières de l'Allemagne étaient ébranlées par les incursions des janissaires et des spahis ;

les flottes ottomanes menaçaient les côtes de l'Italie et y débarquaient des pirates à Otrante et aux embouchures de l'Isonso.

Léon X était d'accord avec l'empereur. Ils demandaient un homme par cinquante feux et la dîme de tous les biens. Le Saint-Empire et le Saint-Siège se rapprochaient dans une œuvre commune ; le légat Caiètano était venu tout exprès solliciter la générosité et réveiller l'enthousiasme. « La religion et l'humanité, dit-il, se jettent en suppliantes aux pieds de l'Allemagne ; tous les yeux sont fixés sur l'aigle de Maximilien. Le salut du monde ne peut venir que de l'empereur. » Toute cette éloquence fut perdue à la diète. Aussitôt qu'il fut question d'impôt, les membres de la diète et les conseillers de l'empereur recommencèrent leurs querelles à propos de la Chambre impériale et du conseil de régence et leurs plaintes contre les désordres de l'empire ; ils ne s'entendirent que pour renouveler les griefs de l'empire et de l'Allemagne contre le Saint-Siège. Pour en finir, les membres de la diète demandèrent à en référer, les députés des villes à leurs concitoyens, les princes eux-mêmes à leurs sujets. On leur rappela les pertes de l'Allemagne sur ses frontières, sa misère au dedans ; ils en appelèrent à la miséricorde du Dieu tout-puissant.

Ce dernier échec de la puissance impériale, à la diète d'Augsbourg, excita différents sentiments qui se font jour dans les écrits ou pamphlets du temps nés à propos de cette diète même. Beaucoup, mettant à couvert l'institution impériale et la personne de Maximilien, accusent la diète, « singulière assemblée d'hommes d'armes et d'hommes de robe où l'on se conduit comme dans un camp, où quelques-uns seulement, à l'air austère et grave, parés du titre de docteur, tiennent le langage de la raison mais ne peuvent

se faire écouter des autres qui ne sont jamais à jeun. « Plutôt que d'attaquer l'empereur ils s'en prennent aux princes. » « Anathème aux princes, dit un d'eux, ils ne veulent faire aucun sacrifice à l'empire, à la sécurité du pays, au maintien de la justice. Le désordre renaîtra, la révolte redressera la tête, ils seront engloutis par le torrent. Leurs domaines seront démembrés et en premier lieu ceux du clergé. Allez, princes ! votre ruine et votre perte sont inévitables. » « Ce qui manque, dit le pamphlétaire Hutten, à « l'Allemagne, c'est l'unité ; son mal secret c'est un désir « effréné d'indépendance. Personne ne veut plus obéir; « l'empereur, impuissant à rétablir la paix, est méprisé, et « l'empire ruiné par l'égoïsme dépérit. Chacun de ses « membres est fort cependant; Bavarois, Saxon, Franco« nien, noble, chevalier, vilain, tous sont braves; mais ils « semblent n'avoir de courage que pour se déchirer entre « eux, d'union que pour piller et ruiner le pauvre et le petit « dont la patience enfin se lasse. » Mais ce qui est alors comme une annonce de la révolution prochaine, les écrivains contemporains tournent toute la verve de leur colère et l'amertume de leurs plaisanteries contre l'allié de l'empereur ou plutôt le séducteur dont ils disent Maximilien dupe, contre le pape Léon X. « C'est lui, selon cet écrit, qui a « trompé l'empereur, pendant tout son règne, en l'entraî« nant dans des entreprises dangereuses; c'est lui qui l'a « réduit à l'impuissance. Pourquoi le légat vient-il donc « encore parler de dîme aux Allemands? L'Allemagne est« elle mieux gouvernée, plus puissante, depuis qu'elle « envoie ses ânes qui plient sous le poids porter son or au« delà des Alpes. On veut combattre l'infidèle; qu'on ne « s'y trompe point ce n'est pas à Constantinople, en Asie, « c'est à Rome qu'il faut l'aller chercher. Mais on tremble

« sous la menace des foudres pontificales; que ne craint-on « la colère du Christ et non celle du Florentin? »

L'Allemagne avait vu avec douleur échouer, par la faute des États et de l'empereur, toutes les tentatives de réformes politiques faites sous Maximilien pour remédier à l'anarchie politique qui la divisait et la condamnait à l'impuissance; mais elle se rappelait avec plus de dépit encore l'échec des tentatives de réformes ecclésiastiques faites par les conciles et par l'empire sous son prédécesseur Frédéric III; c'était ce ressentiment peut-être qui était le plus menaçant pour l'avenir. Ce n'est pas sans raison que peu de temps avant de mourir Maximilien I[er] répétait: « il n'y a plus de joie pour moi sur la terre; pauvre Allemagne » !

On trouve, chose remarquable, au milieu des plaintes dont sont remplis les histoires et les écrits du temps, peu de récriminations contre l'empereur Maximilien lui-même. L'Allemagne a conservé pour lui jusqu'à la fin l'indulgence avec laquelle elle l'avait accueilli. Il avait une grande qualité que tous les Allemands admiraient, sans la partager. Il était bon et sincère Allemand. « Allemand je suis, disait-il, allemand je pense, allemand j'agis, allemand je reste. » C'était un patriote, avec une pointe d'ironie cependant comme lorsqu'il recevait les moines érémitains qui venaient lui parler de croisades : « Je croyais, leur dit-il, que vous veniez assister à mes funérailles. » Avec cela, il touche à tout sans rien faire; il court partout sans arriver à rien; il passe sa vie à dresser des troupes, à perfectionner son artillerie, et n'a jamais une armée; il veut tout régler en Allemagne et ne réalise que l'anarchie ; il épouse toutes les causes et toutes les héritières et ne produit rien de grand. Vie pleine pour l'empire et l'empereur d'une amère dérision dont il

semble avoir le secret. Il travaille lui-même à sa biographie politique sous le nom de roi sage (Weisskœnig). Mais une des productions poétiques qu'on lui attribue est aussi un pèlerinage armé allégorique (Theuerdank), entrepris avec un caractère résolu et une ferme confiance en Dieu au milieu des épreuves et des difficultés de toute sorte pour conquérir sa fiancée, Marie de Bourgogne, dans le royaume de l'honneur. Parmi les aventures qu'il rencontre sur son chemin, il en est une qui rappelle assez bien le caractère de son règne. Arrivé près d'une meule à polir, il y pose la pointe de son soulier à la poulaine ; le moulin tourne ; peu s'en faut que le pied, la jambe, l'empereur tout entier ne soit entraîné, broyé dans la formidable machine. Maximilien fut heureux de n'être point victime de son désir légitime mais périlleux de mettre d'accord dans une constitution les éléments discordants de l'empire et de s'immiscer dans les dangereuses complications des affaires de l'Europe.

Mais le prince autrichien, le chef de la famille, sort plus prospère et plus puissant que jamais de l'épreuve impériale. Il pouvait se rappeler le temps où, chassé de l'Autriche par les Hongrois, il était prisonnier des Flamands à Bruges. Maintenant, il avait non seulement reconquis, soumis ses États patrimoniaux ; mais il les avait rattachés plus étroitement à l'Allemagne. Impuissant empereur, il pesait cependant comme prince de tout le poids de son patrimoine dans l'empire ; il menaçait encore bien plus l'Europe entière par l'un de ses petits-fils Charles, déjà roi de Castille, et par l'autre, Ferdinand, marié avec l'héritière de la Hongrie et de la Bohême. La tentative de monarchie universelle faite par la maison d'Autriche, après sa mort, vient de là.

Maximilien est en effet le vrai fondateur de la maison d'Autriche avec l'importance et la proportion qu'elle prend

alors dans l'Europe moderne. Le petit nom de Habsbourg ne convient plus à ces souverains qui, tout à l'heure, vont menacer l'indépendance de l'Europe. Si Maximilien est le premier empereur allemand des temps modernes, il est le dernier empereur du moyen âge ; car il est placé sur la limite de ces deux mondes. C'est pourquoi de son temps on ne savait trop que penser de son règne ; sa vie était comme une énigme. « Pendant toute sa vie, nous dit Fleurange « dans son naïf langage, il avait fait mener un coffre après « lui ; et pensait-on qu'il fût plein d'argent ou de lettres « ou de quelque chose d'important. Et, à la mort dudit « empereur, fut trouvé, chose fort étrange, que ce n'était là « que la sépulture où il voulait être ensépulturé. » Ce personnage original tient encore un peu de la légende, on ne pouvait de son temps saisir son dernier mot ; il songeait toujours à la mort, avec une participation fébrile à toutes les affaires de son temps ; et, raillé si fort par la destinée, il semblait avoir conscience que de son vivant il menait en croupe, comme un héros de ballade, le moyen âge allemand et le Saint-Empire germanique qui devaient descendre avec lui dans le tombeau. On croirait volontiers que le célèbre dessin d'Albert Durer représentant le chevalier, la mort et la figure ironique du démon, a été fait en pensant à lui.

---

# LIVRE XVII

# LA RENAISSANCE AVANT LA RÉFORME

---

« Un siècle se couche, un siècle se lève, dit Schiller. Une nouvelle vie fleurit sur des ruines. » Les ruines que laissait le siècle précédent étaient celles du Saint-Empire et du Saint-Siège. Ils existaient encore de nom; mais ils n'avaient plus de puissance. La chrétienté, l'Allemagne surtout n'attendaient plus d'eux un remède à leurs maux. Depuis un siècle, une série de papes, plus princes temporels que pasteurs universels, et trois empereurs d'une dynastie nouvelle, Albert II, Frédéric III, Maximilien, avaient laissé l'Allemagne à l'anarchie morale et religieuse. Il fallait qu'un esprit nouveau soufflât sur ces ruines pour les ranimer.

On a souvent répété, en parlant d'une manière trop étroite de la réforme, que l'homme de la Renaissance, Érasme, en avait pondu les œufs et que Luther les avait couvés. C'était exprimer d'une manière pittoresque que la renaissance des lettres avait enfanté la Réforme de l'Église. Érasme effrayé des conséquences qui sortaient de ses principes a dit, non

sans quelque raison que ses œufs avaient été changés. Il n'en est pas moins vrai que ce qu'on a appelé la *Réforme* tira en partie ses forces de la Renaissance.

A dire le vrai, sans figure, Renaissance et Réforme sont les deux côtés d'une même évolution ; et si l'on risque de ne pas contenter tout le monde en disant que la *Réforme* pourrait aussi bien s'appeler, au commencement du moins, une Renaissance de la foi, personne ne contredira que ce qu'on désigne sous le nom de *Renaissance* ne soit aussi une réforme des méthodes, des études, des lettres, des arts, et que l'une et l'autre, associées aux événements politiques du temps, n'aient déterminé alors les changements les plus importants dans la constitution des gouvernements et de la société du XVIe siècle. Seulement le nom charmant de *Renaissance* convient plus à la floraison nouvelle des lettres et des Arts de la fin du XVe et du commencement du XVIe siècles, comme le nom, plus austère et plus morose, de *Réforme*, qualifie mieux les âpres disputes sur les arguties du dogme ou sur les règlements de la discipline et les cérémonies du culte. Pour le mot redoutable de Révolution, il caractérisera toujours surtout les effets de ces interventions politiques, parties d'en haut ou d'en bas, qui tranchent violemment pour un temps, plus qu'elles ne résolvent, les difficultés que se posent l'esprit et la conscience des hommes ou qui naissent des tragiques conflits de leurs passions et de leurs intérêts. C'est pourquoi, après avoir fait connaître l'état politique de l'Allemagne sous ses empereurs du XVe siècle et avant de passer à l'histoire de l'évolution religieuse de Luther, il faut voir ce que fut en Allemagne la Renaissance des lettres. La Réforme tentée prématurément par Jean Huss, dans un coin de l'empire, n'avait point réussi dans l'Allemagne à peu près dépourvue alors d'universités, parce

qu'elle n'y était point préparée. La Renaissance des lettres enfante les universités en Allemagne, au XVe siècle, et la Réforme en sort au seizième.

## I

Les universités allemandes. — Les imprimeries. — Les Scolastiques et les Humanistes. — La littérature populaire : la *nef des fous* et les *farces du Carnaval.* — L'art nouveau : Pierre Vischer et Albert Durer.

Il faut remarquer, à l'origine, cette différence bien grande entre la Renaissance italienne et la Renaissance allemande, que la première est née dans l'atmosphère des cours, à Rome sous les papes, à Florence, sous les Médicis. La Renaissance allemande est née dans les universités. C'est ce qui fait surtout la différence de leur caractère.

On se représente ordinairement l'Allemagne, avant la Réforme et le XVIe siècle, comme une nation encore barbare, complètement illettrée. Rien de moins conforme à la vérité. Près de deux siècles avant que, dans la marche de Brandebourg où, dit alors un contemporain, « on ne songeait qu'à manger, à boire et à paresser, » la ville de Berlin vit commencer son université aujourd'hui si florissante et si fière, la vieille Allemagne commençait à compter, dans ses différentes principautés et dans quelques-unes de ses villes les plus prospères et même les plus humbles, grâce à des fondations récentes, jusqu'à seize universités, pourvues de maîtres très divers et fréquentées par une nombreuse population d'étudiants.

Aux universités de Prague, de Vienne, d'Heidelberg, de Cologne, de Leipsick, d'Erfurth, de Rostock sur les rives de la Baltique, érigées à la fin du XIVe siècle, s'ajoutaient,

grâce aux libéralités de l'Église, des princes, des nobles ou de riches bourgeois, aux dotations, aux revenus dont on les comblait, dans l'espace de cinquante années, au xv^e siècle, les universités de Greifswald, aussi sur les bords de la Baltique, de Bâle, de Fribourg en Brisgau, d'Ingoldstadt en Bavière, de Trèves, de Mayence, de Tubingue en Wurtemberg, 1477, de Wittemberg en Saxe, 1502, de Francfort-sur-l'Oder en 1506. Les fondateurs étaient heureux, disait l'un d'eux dans son acte de fondation, « d'ouvrir ces sources de la vie, dont l'eau vivifiante se répandrait sur toute la terre pour y porter la fécondité du savoir et la bénédiction de la saine sagesse, à la plus grande joie des générations nouvelles et à la gloire de ce qu'il y a dans l'humanité de plus élevé et de plus sublime » ; et ces universités, sans répondre complètement à ce pompeux programme, préludaient cependant, par leur vie déjà intense, par leur activité souvent fiévreuse et par la place qu'elles commençaient à prendre dans la société de ce temps, au rôle populaire qu'elles ont depuis joué, à l'influence qu'elles ont exercée, à l'éclat qu'elles ont jeté, à plusieurs époques de l'histoire de la civilisation allemande.

Corporations toutes puissantes et reconnues, fondées et grandies avec le concours et l'entente de l'Église et des puissances séculières, mais indépendantes, se donnant elles-mêmes leurs statuts, régies et administrées par elles-mêmes, avec leur juridiction propre, leur inviolabilité, leurs privilèges, leurs exemptions d'impôts, leurs ressources personnelles, elles avaient la liberté qui fait la vie ; et elles devaient leurs rapides succès à ce moment unique et privilégié, rare dans la vie des peuples, où une abondante et pleine floraison suit la propagation d'une plante nouvelle sur un terrain encore vierge et favorable. Les plus petites

comptaient jusqu'à huit cents, les plus grandes jusqu'à deux mille écoliers. Population turbulente, de tout âge, venue de tous les points de l'horizon, à Rostock et à Greifswald, des pays Scandinaves ; à Cologne, de l'Angleterre et de l'Écosse ; à Vienne et à Ingoldstadt, de la Pologne, de la Hongrie, d'Italie, ces jeunes recrues de la science, partagées en *nations*, ou groupées, les Allemands surtout, les plus nombreux, en *sociétés d'archers* ou de *bacchanales* vivant, pour la plupart du temps, d'aumônes, étudiant souvent sans livres, dévorant, la bouche béante et les yeux fixes, les paroles du maître, transportaient tumultuairement de ville en ville et d'école en école leur intelligence neuve, leur curiosité insatiable et leur bruyante activité.

Non seulement les écoles de haut enseignement, les universités ne manquaient pas en Allemagne, au xv<sup>e</sup> siècle ; mais les établissements d'instruction moyenne et les écoles pour enseigner la lecture et l'écriture aux enfants, garçons et filles, même dans les petites villes et les villages des régions les plus reculées de l'Allemagne, étaient nombreuses. S'il faut en croire une chanson allemande du temps, les écoliers allaient avec leurs maîtres chercher dans les bois les verges pour les fouetter et ils les rapportaient avec des couronnes de fleurs sur leurs têtes, en répétant gaiement qu'elles leur feraient sur le dos plus de bien que de mal. Une gravure sur bois d'Albert Durer, en 1510, nous représente l'instituteur du temps la main droite armée d'une baguette, la gauche posée sur un livre ouvert et les bambins curieux assis sur des escabots, le col tendu et l'encrier pendu à la ceinture.

Le « secret merveilleux », — « l'art divin », — « l'art allemand », comme on disait alors, l'imprimerie, « cette institutrice de tous les arts », répandue et divulguée depuis

1462, était venue comme à point, en multipliant les livres d'une façon inespérée, répondre au besoin d'instruction dont témoignait la création de ces universités. Au moment où l'on désignait encore sous le nom de « frères allemands » ceux qui colportaient leur art à l'étranger, on ne s'étonnera pas que l'Allemagne comptât en l'année 1500 plus de mille imprimeries. La riche ville de Cologne, « la Rome allemande » avec ses belles églises, ses dix-neuf paroisses, ses cent chapelles, ses vingt-trois couvents et ses deux mille étudiants, en avait vingt et une; Nuremberg, « la perle de l'Allemagne », l'entrepôt de son commerce, « son caravansérail des arts et métiers », en avait vingt-cinq dont celle des Koburger réunissait vingt presses et cent ouvriers. Il suffit de rappeler dans la « reine du Haut-Rhin », à Bâle, les maîtres Jean Amerbach et surtout Jean Froben qui s'y est fait plus qu'un renom d'imprimeur. Il y avait des imprimeries privées jusque dans les châteaux, dans les couvents, dans les maisons riches qui tenaient à posséder cet objet d'utilité et de luxe à la mode. Aussi la ville de Francfort-sur-le-Mein ouvrait-elle, au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, sa foire aux livres, pour fournir aux bibliothèques qui se multipliaient de toutes parts et même à l'exportation qui était très considérable : « Nous autres Allemands, » disait le savant Wimpheling, dans son *Traité de l'art de l'imprimerie en* 1503, « nous dominons le marché intellectuel de l'Europe cultivée, » et, il prétendait que les produits de ses compatriotes n'avaient noblement en vue que « l'honneur de Dieu, le salut des âmes et l'instruction des peuples. »

Il faut avouer cependant, en constatant cette activité des universités allemandes et cette production hâtive d'éditions et de livres, que l'intelligence robuste et attardée de la

vieille Germanie, semblable à ces bûcherons et mineurs inhabiles et mal armés, qui pratiquaient à l'aventure des éclaircies dans les sombres futaies de la forêt hercynienne ou fouillaient son sol pour y trouver des métaux précieux, s'avançait comme à tâtons et avait peine à se débrouiller dans le fourré souvent inextricable et les ténèbres à peine éclaircies des sciences anciennes et nouvelles qu'on offrait à ses débuts.

Les universités allemandes, filles de l'Église, comme celle de Paris, établissements ecclésiastiques avant tout, s'ouvraient, en effet, à un moment critique et intéressant dans l'histoire de la culture de l'esprit humain. La grande science du moyen âge, la théologie, la science alors par excellence et le premier des *arts,* comme source de toute vérité, après avoir subordonné la philosophie et traité les autres sciences de servantes, périssait d'épuisement, comme toute chose qui a fait son temps. Elle avait jeté un vif éclat et produit les plus célèbres docteurs comme les Scott, les Bonaventure, les Thomas d'Aquin ; elle avait intéressé, agité, ravi, éclairé des générations successives (celles-ci le croyaient du moins) ; et maintenant, elle finissait dans des disputes de mots, dans des subtilités, des distinctions suscitées par les doctrines alors passionnantes, aujourd'hui fort refroidies, des *nominalistes* et des *réalistes ;* et elle n'offrait plus aux esprits dégoûtés que des maîtres dégénérés, inintelligents de ce qu'on leur avait enseigné, et des résumés et manuels de doctrines rebutants par leur sécheresse même. La théologie avait disparu, avec la philosophie, dans ce qu'on appelait la scolastique ; elle avait été la lumière ; elle n'était plus que les ténèbres. Et, juste à point, l'étude de l'antiquité grecque et latine, longtemps négligée, quelquefois même condamnée, mais tout à coup ravivée par les

Hellènes fugitifs de Constantinople, ramenait au grand jour de la popularité les philosophes, les historiens, les poètes de Rome et d'Athènes et, en souriant à la jeunesse d'une fraîche nouveauté, la ravissait dans des régions plus vivantes de la pensée et de l'art.

Quelques-uns des enfants les plus intelligents de la Germanie, en effet, poussés par l'esprit d'aventure et de curiosité, avaient franchi les Alpes, à la suite des lansquenets et des reîtres et avaient rapporté de l'Italie, où la tradition antique n'avait jamais été complètement interrompue, avec la connaissance des langues et des chefs-d'œuvre de l'antiquité, de nouvelles méthodes de pure raison, dans la recherche de la vérité, et des idées plus humaines, parce qu'elles s'inspiraient davantage de la vie de la nature et du sentiment du réel. Sans vouloir ranimer, dans le crépuscule du soir du moyen âge ou du matin de la Renaissance, les ombres savantes de ce temps, bien oubliées aujourd'hui, qui se plaisaient dans la nuit ou recherchaient le jour, comment ne pas mentionner ces *Frères Hiéronymites* ou *de la vie commune*, institut fondé dans les Pays-Bas, qui, les premiers, en Allemagne, associèrent l'étude de la littérature ancienne à celle de la scolastique, créèrent des écoles nouvelles à Deventer, à Zwoll, et demandèrent place pour leur enseignement nouveau et pour leurs disciples à côté des abréviateurs du dernier des *Nominalistes* Okkam dont le nom même ne disait plus rien? Parmi ces disciples devenus bientôt de jeunes maîtres, un Agricola de Groningue était bientôt regardé par ses contemporains allemands comme un Virgile, et, ce qui était peut-être plus sérieux, apprécié en Italie comme un latiniste habile. De la Frise, le mouvement passait en Westphalie. Là un Alexandre Hegius, la lumière de l'école de Deventer, vanté

par Érasme, donnait pour base à l'enseignement de la jeunesse cette étude des classiques anciens aujourd'hui si attaquée chez nous ; un Rodolphe Lange (*Langius*), à l'école de Munster, enseignait le premier l'art de faire des vers latins et créait la pédagogie, qu'on a récemment remise en vogue après en avoir fait sans le savoir ; enfin un Louis Drigenberg, apôtre ambulant des nouvelles études, allait jusqu'en Alsace, à Schelestadt, fonder des écoles classiques. Tous les trois, bons Westphaliens ! « Il n'y a qu'eux, » disait Érasme de ces robustes ancêtres des érudits allemands d'aujourd'hui, « il n'y a qu'eux pour la patience au travail, pour la fidélité, la sagesse et la simplicité. » On les trouvait partout, comme, en Italie, les Florentins, qui ne réunissaient pas à un degré égal toutes ces qualités. Ouvriers de la première heure, pères de la Renaissance allemande, à côté des enseignements du latin d'Eglise et de la scolastique du moyen âge, tous traitaient de sujets plus humains (*humaniora*), d'où leur vint à eux et à leurs élèves l'appellation très significative alors d'*humanistes* et aux connaissances qu'ils répandaient le beau nom, aujourd'hui démodé, d'*humanités*, qui a servi longtemps à désigner ce qui constituait l'éducation vraiment libérale, la plus propre à former l'homme, en proposant à ses actions un idéal de raison et de justice humaine, en l'initiant aux grandes et aux nobles pensées de l'esprit ou aux imaginations charmantes de la nature et de la vie réelle.

Parmi les objets *plus humains* d'études que favorisa la Renaissance en Allemagne, il faut citer d'abord le droit romain qui avait fleuri depuis longtemps en Italie grâce à l'université de Bologne. Cette étude est introduite en 1490 dans l'université de Fribourg par Ulrich Sasius, en 1494 à Bâle, à Vienne en 1495, à Heidelberg en 1498, etc. ; les

*juristes*, les *romanistes* qui se multiplient, pénètrent bientôt dans les cours des princes, remplissent leurs conseils et détrônent le vieux droit germanique des *Miroirs de Saxe et de Souabe* ou d'autres recueils traditionnels de coutumes ; et leur influence pousse à l'évolution politique et sociale qui concentre alors le pouvoir entre les mains des princes laïcs, surtout sur leurs territoires. Sans doute cet enseignement pouvait avoir pour résultat de restaurer ou de fortifier l'autorité impériale en Allemagne et son affranchissement de la papauté et de l'Église ; mais comme les plus récents empereurs n'avaient pas su réellement la faire passer en pratique dans des institutions d'empire, les princes, favorisés par le courant des choses, l'avaient fait tourner tout à fait à leur profit, aux dépens de l'indépendance des comtes, de la petite noblesse terrienne, des paysans et quelquefois même des villes, malgré leurs réclamations. D'après les maximes des nouveaux docteurs, dit Wimpheling, le prince est tout, le peuple n'est rien ; le peuple doit se borner à obéir, à payer les impôts et à faire corvée ; non seulement il est tenu à l'obéissance envers le prince, mais encore envers ses agents qui l'exploitent et le tiennent en tutelle. C'est ce qui explique les violentes attaques que l'on trouve contre eux dans des pamphlets où leur avidité, leur tyrannie sont comparées au brigandage des chevaliers sur les grandes routes.

La Renaissance en Allemagne tint cependant de bonne heure du tempérament national quelque chose de particulier et d'original qui la distingue de celle de l'Italie et qui devait la faire aboutir à la Réforme.

Du livre si ample et si divers de l'antiquité grecque et romaine, à ses différentes époques, les Italiens avaient feuilleté de préférence les pages païennes. Ils s'étaient étroi-

tement attachés aux philosophes, aux historiens qui les entraînaient dans le domaine de la raison pure ou de la vie pratique ; ils s'étaient mis plus souvent encore, sous le même climat, à l'école des plus séduisants poètes et ils inclinaient assez volontiers avec eux à l'incrédulité et à l'épicurisme, sans se donner la peine d'ailleurs de les réduire en théorie. Plus instruits, plus policés, artistes de nature, ils avaient surtout cherché dans les anciens de parfaits modèles littéraires ou d'agréables passe-temps. Sans doute Nicolas Machiavel recherchait dans les anciens, pour ses compatriotes, les principes d'une régénération politique et militaire ; le tribun et prophète Jérôme Savonarole avait prétendu trouver dans l'Ancien-Testament le secret d'une réforme morale et, après avoir fait un jour un autodafé des livres et des images des païens, il avait fini sur le bûcher ; mais les Italiens de la Renaissance goûtaient en général les joies de l'esprit et de la vie, dans un accord tacite, rarement troublé, avec une Église éclairée et bienveillante, et sous des princes qui, protecteurs et complices de leurs goûts et de leurs plaisirs, dérobaient la main du tyran sous le manteau de Mécène.

Esprits plus neufs, plus lourds et plus méditatifs, sous leur ciel épais et brumeux, les Allemands de la Renaissance tournaient volontiers davantage la page chrétienne et même judaïque de l'antiquité ramenée au jour. « Les païens, » disait l'un d'eux, « ou ne connaissaient point le but de la vie ou l'entrevoyaient si obscurément, comme à travers un nuage, qu'ils en discouraient plus qu'ils n'en étaient convaincus. » Aussi, à côté de ceux qui prenaient l'antiquité par le côté païen, qui lisaient ou éditaient les profanes, il n'en manquait pas pour s'attacher au contraire aux écrivains chrétiens, grecs ou latins, des premiers siècles ou

même aux rares auteurs anciens qui avaient traité des sciences de la nature. Les uns, à leurs risques et périls, commentaient les textes, les doctrines des Pères de l'Église et revenaient même à la Bible; ils comparaient les fortes croyances, les mœurs pures des premiers chrétiens avec les enseignements, les pratiques du jour et avec les défaillances de l'Église de ce temps; ils scrutaient les origines profondes, obscures, de la religion et semblaient, soit vouloir éprouver la foi imposée par l'autorité aux sources mêmes de la révélation, soit rechercher une méthode supérieure pour éclairer d'une nouvelle lumière la vie morale. Les autres, tâtonnant encore d'une main mal assurée dans les ténèbres et trébuchant quelquefois, interrogeaient curieusement les mystères de la nature et tâchaient de pénétrer et d'atteindre les causes, la raison cachée, l'essence de l'être et de ses phénomènes. Sous les yeux d'une Église moins éclairée et plus croyante, jusque-là maîtresse sans rivale des choses de la foi et de l'éducation morale, la Renaissance en Allemagne se ferait-elle aussi aisément sa place que celle de l'Italie, dans les cadres de la société politique et ecclésiastique de ce temps? On pouvait se le demander en voyant l'essor hardi que prenaient déjà en tous sens quelques-uns des lettrés ou savants allemands de la fin du xv<sup>e</sup> et du commencement du xvi<sup>e</sup> siècle.

Gentilhomme de bonne naissance, entré dans l'Église, comme les puinés de la noblesse, pour y prendre un haut rang, un Jean Camerarius, de la maison de Dalberg, curateur de l'université d'Heidelberg et fondateur dans cette ville de la célèbre bibliothèque palatine, évêque de la vieille et impériale ville de Worms, présidait une *Société* littéraire dite *rhénane,* pour l'étude des littératures sacrées et profanes. Sa maison était jusqu'à sa mort, en 1503, dans

la contrée, le rendez-vous des humanistes et des savants qui, détachés du formalisme de la scolastique du xiv[e] siècle, étaient animés du même esprit novateur ou voués au même culte. S'il faut s'en rapporter à une savante histoire littéraire de ce temps, ceux-ci ne dédaignaient même pas, « la nuit venue, fatigués par leurs travaux, de jouer, danser, rire avec des femmes et de souper et boire largement selon l'habitude invétérée des Allemands, même érudits ». On a beau être humaniste, savant et même évêque, on aime à varier ses plaisirs. Le dominicain si connu de son temps sous le nom de Trithemius, Jean de Trithéim, sur la Moselle, est resté plus célèbre. Il faisait de son couvent de Spanheim dont il était abbé, une véritable académie savante pourvue d'une bibliothèque de mille volumes qu'il ouvrait à tout le monde. Les moines de son couvent étaient de vrais humanistes. On ne dit pas que Jean de Tritheim y ménageât pour eux les passe-temps que l'évêque de Worms permettait aux membres de la *Société rhénane*. Lui-même, théologien, philosophe, historien, mathématicien, astronome et physicien, une sorte de Pic de la Mirandole germain, il faisait surtout de la lecture de la Bible le fondement des études religieuses, sans éviter pour cela cependant, quand il s'aventurait dans le domaine des sciences, le renom d'un enchanteur, d'un conjurateur d'esprits, d'un évocateur des morts et d'un partisan de la magie noire. Plus raisonnable et plus pratique dans ses tentatives pour pénétrer les mystères jusque-là insondables de la nature, était Jean Muller, bien plus connu alors de l'Europe entière sous le nom de *Regiomontamus*. Dans la ville de Nuremberg, il réformait l'enseignement des mathématiques et de l'astronomie, redressait l'horloge de la ville, améliorait l'astrolabe, fondait un observatoire, écrivait des traités sur les miroirs ardents et la

pesanteur, créait un atelier pour la fabrication des instruments de mathématiques, un cabinet de chimie, une imprimerie, une cartographie. Après avoir donné l'impulsion à l'étude des sciences, nommé évêque de Ratisbonne, il était appelé à réformer le calendrier par le pape Sixte IV, à Rome où il mourut.

Mais il y avait des précurseurs plus voisins de la révolution future. A Fribourg-en-Brisgau, maître Whimpheling, qu'on appelait « l'éducateur de l'Allemagne », ne se contentait pas de proscrire le latin scolastique comme un jargon barbare ; il tirait de graves leçons pour son temps de l'explication de saint Jérôme. Soupçonnant aussi que l'étude des lettres pouvait ne pas être inutile à la politique, il recherchait patriotiquement, dans un plan d'histoire générale de l'Allemagne, les causes de la décadence alors véritable de l'empire germanique, vantait les belles qualités de l'empereur Maximilien Ier, le plus Allemand des empereurs, grand-père de Charles-Quint, et gourmandait l'esprit de désunion et de révolte ainsi que les mauvaises mœurs des princes de son temps. Enfin, esprit plus curieux encore, mais plus chimérique, celui qui allait se faire bientôt dans les universités et les écoles un nom plus retentissant, l'infatigable Reuchlin, à Bâle, à Heidelberg, à Tubingen, étendait à tout sa dévorante activité. Après avoir édité un dictionnaire latin et rapporté d'Italie la connaissance du grec, il apprenait lui-même l'hébreu, la langue, disait-il, « dans laquelle Dieu a parlé aux hommes, » pour remonter à la source de toute chose. Traducteur de quelques morceaux d'Homère, des discours de Démosthène, il faisait représenter, dans la maison de l'évêque de Worms, une comédie dans laquelle, à la manière du romain Térence, il mettait en scène un astrologue charlatan avec un avocat intrigant

et, en même temps, il trouvait dans l'étude des Pères un nouvel *art de prêcher* dont il écrivait un traité ; toujours plus hardi, auteur d'une grammaire et d'un dictionnaire hébraïque, sur la foi de la science kabbalistique et de la combinaison des lettres, remontant de symbole en symbole, du monde visible au monde invisible, du verbe qu'on balbutie au Verbe ineffable, dans son *de verbo mirifico*, pour connaître le grand Être, il s'égarait dans les mystères de la science occulte où avait sombré la foi de Pic de la Mirandole et il arrivait à une sorte de théosophie supernaturelle.

Tous, tant qu'ils fussent, novateurs dans les lettres sacrées et profanes, explorateurs aventureux des secrets de la nature, humanistes, hellénistes, latinistes, poètes, térenciens, mathématiciens, kabbalistes, alchimistes, sacrés ou profanes, sérieux ou légers, ils prétendaient renouveler les méthodes surannées ou vieillies de l'éducation de la jeunesse, en remontrer aux maîtres et concourir à la réformation de la discipline et des mœurs en même temps que des méthodes. Persuadés qu'ils travaillaient à régénérer leur patrie par les lettres, pensant avec les anciens, raisonnant avec eux, écrivant leurs langues, ayant honte de la barbarie germaine, presque d'eux-mêmes, ils n'appelaient plus l'Allemagne leur patrie, le *Deutschland*, que la *Germanie;* ils n'étaient plus des *Teutons*, mais des *Germains*. Après leurs pensées et leur langage, ils travestissaient leur nom en latin ou mieux encore en grec. Reuchlin, par exemple, tenait du grec le nom de *Capnion*, comme plus tard, le disciple de Luther, Schwarzerd, s'appellera *Melanchton* et comme, avant lui, Didier ou Desiderius, le philosophe de Rotterdam, a pris le nom d'Érasme. C'est la recette qui les sauve de la barbarie et qui, comme dans le roman ancien, fait un homme de l'âne d'Apulée.

Cet esprit de rénovation s'accentuait encore quand, échappant à ces innocentes fantaisies, il passait des universités et des écoles dans l'Église, dans le monde, et se dérobait aux mystères de la langue latine et savante pour passer dans la langue nationale et vulgaire. Voici que, dans la chaire, en opposition aux prédicateurs qui empruntaient leurs sermons à des manuels tout faits et commodes sur les *sept plaies* du Christ ou les *sept douleurs* de la vierge Marie, sur les dix commandements, ou encore, à ces récits rien moins même que légendaires où l'imagination bizarre du moyen âge avait dans une intention pieuse travesti la simplicité évangélique, les disciples des novateurs, laissant là les vieux modèles, puisent dans leurs souvenirs et dans leurs études des arguments plus pénétrants et des formes plus nouvelles, s'adressent à la raison plus qu'aux raisonnements et aux sentiments plus qu'aux pratiques. Prédicateur attitré pendant trente ans à Strasbourg, dont il était, disait-on, « la trompette retentissante », le fameux Geiler de Kaisersberg, pour ne citer que lui, répète avec tendresse que « la joie propre de l'homme, c'est l'homme » ; il s'inspire de saint Chrysostome, de saint Bernard, ne craint point de mêler le profane au sacré et, élevant la Bible au-dessus de tous les docteurs, il rappelle les fidèles des oraisons apprises et des génuflexions machinales à « la foi intelligente qui fait tout », et il mérite l'honneur d'être enterré sous la chaire d'où il s'était fait si longtemps entendre.

Hardiesse plus grande encore, dans la littérature populaire ! Un secrétaire du conseil des syndics de la même ville, Sébastien Brandt, à la fois juriste et poète, saisissant le côté politique, populaire et social du conflit, et sachant en exprimer les misères avec une ironique mélancolie, ras-

semble ce monde agité et ahuri sous le vent des doctrines les plus contraires, dans son poème satirique de la *Nef des fous* (Narrenschiff). Dans la mesure au compas qu'il prend de l'étendue de l'empire de la Folie, il fait entrer Rome qui « sous ses rois et ses empereurs dominait ce monde et qui le perd sous les successeurs de Pierre » ; en énumérant toutes les variétés des folies humaines, il regrette d'y comprendre les évêques sous leurs mitres à côté des princes sous leurs armets, et les moines avec leur haire et leur capuchon à côté des âniers, et il craint bien, « si Dieu n'y veille, que sa nef, exposée en pleine mer à tous les vents ne sombre bientôt et que tout ne soit perdu, âmes, corps et biens ; ce ne sera pas grand dommage ! Déjà le soleil et la lune diminuent : la nuit étend son ombre. » C'est une satire si vive, si originale et encore aujourd'hui si instructive pour la connaissance des mœurs du temps, que Geiler de Kaisersberg, qui n'épargnait pas les grands, ne craignait pas d'y prendre souvent le texte de ses sermons, parce qu'il y voyait, disait-il, « du vin généreux servi dans « une coupe artistement travaillée ».

Enfin, il n'y avait pas jusqu'aux divertissements populaires où le retentissement de la querelle ne se fît entendre. Le peuple n'avait plus goût aux mystères qui représentaient pendant les grandes fêtes, au parvis des églises, sur la place du marché ou ailleurs, les épisodes dramatiques de la Passion, la lutte de l'Antichrist et de l'empereur, le jugement dernier. Il courait plutôt et stationnait des heures entières aux grossières farces et soties composées et représentées par des auteurs et des troupes ambulantes qui, se transportant de ville en ville, tentaient quelquefois d'accaparer, de laïciser aussi les mystères et donnaient, au ciel, assez souvent le jugement dernier à

présider au diable chargé de sévir contre les moines ou, sur terre, d'induire la prétendue papesse Jeanne à jouer son rôle à scandale. Le plus goûté de ces auteurs et chefs de troupes, à cette époque, est le poète armorial et débiteur de bons mots Jean Rosenplüt de Nuremberg. Dans ses *farces de Carnaval* (Fastnachtspielen), sur ses tréteaux, le paysan vaniteux, le juif avare, le soldat bravache, l'étudiant libertin et le marchand trompeur, y provoquent moins le gros rire ou les huées que le moine Berchthold bâtonné pour ses incartades ou le gros archevêque plus souvent assis à table qu'à genoux à l'église, ou enfourchant son destrier pour aller à la chasse au lieu de courir sus aux Sarrasins.

Quelques-unes des cinquante-quatre compositions dramatiques ou dialogues de ce fécond *prince de la sotie* allemande, ne sont pas encore aujourd'hui sans sel. Le dialogue *du pape, du cardinal et des évêques*, donne une idée, qui n'est pas du tout sans vérité, de l'état de ce qu'on appelait alors encore le *saint empire romain germanique*. Un bon et honnête *chevalier*, chose rare, adresse au *pape*, comme à qui de droit, les plaintes du bas peuple qui, dans l'anarchie alors endémique de l'Allemagne, n'a ni paix ni trêve, et est pressuré et houspillé par tous les grands ; il accuse en particulier les seigneurs évêques qui, au lieu de morigéner les princes séculiers, comme ils le devraient, font bande avec eux pour le malheur du pauvre monde. Un *évêque*, qui paraît sous sa mitre d'acier avec sa crosse surmontée d'un fer de lance, admonesté et menacé d'être déposé par le pape, s'excuse de porter armure et de guerroyer ; c'est pour se défendre et garder ses honneurs contre les séculiers qui l'attaquent et veulent le dépouiller. Un *cardinal* alors avise un *sire roi* pour lui

rappeler de faire maintenir à chacun son droit par les comtes et magistrats qui en sont chargés. Le *roi* défère ceux-ci à l'empereur; ils attestent Dieu qu'ils aiment la justice, mais qu'ils sont chassés de leurs tribunaux par les princes et les ducs. L'empereur s'en prend aux ducs et princes qui ne l'ont pas averti. Mais bien obligés sont-ils, ducs ou princes, de ménager et de s'attacher les chevaliers et les hommes d'armes qui seuls les soutiennent ! Que l'empereur laisse donc Dieu gouverner; les paysans et les villes deviendraient trop riches, si on les laissait en paix. Vainement le *porte-glaive* de l'empereur intervient auprès de celui-ci et lui rappelle qu'on ne s'enrichit que par la paix et qu'en parcourant l'empire il n'y a vu qu'anarchie et misère. Un vrai *chevalier*, détrousseur de grands chemins, s'écrie qu'il faut à chacun sa part; sa part à lui c'est la guerre. Le paysan, dit-il, veut faire comme le bourgeois et le bourgeois comme le gentilhomme; si les chevaliers n'avaient le droit de guerre, les autres lui monteraient dessus ; les chevaliers vivent de la selle et de l'éperon. Lors, le *fou*, personnage indispensable de ces représentations, s'adressant aux bourgeois, aux paysans, aux étudiants, son public habituel : « La noblesse, dit-il, ne sait que chasser et rober, frapper d'estoc et de taille, jouer, boire et courtiser les femmes ; croyez-moi,

N'acquittez oncques dîme ou taille,
Ne lui payez ni sou ni maille. »

Le mauvais *chevalier* veut laisser mourir de faim, éventrer ou jeter à l'eau ce fâcheux. La moralité de la pièce, il faut la chercher dans une autre, intitulée : *Le Grand-Turc*. C'était là alors, il y a quatre siècles, il est vrai, entre

la prise de Constantinople et Soliman le Grand, la terreur de l'Europe et surtout des masses. Le tabarin allemand, Rosenplüt, fait venir à Nuremberg, la ville allemande par excellence, le grand turc qui veut sermonner les bourgeois pour les plaintes que les marchands et les paysans lui ont adressées contre les nobles, voleurs de grande route, et les évêques simoniaques : — « Écoutez, leur prêche le grand turc, ce ne sont pas là vos seuls ennemis ; vous avez des faux monnayeurs, des juifs usuriers, des juges prévaricateurs, des princes tyranniques et des prêtres séducteurs. » L'empereur, le pape, les évêques réclament. Mais les bourgeois de Nuremberg donnent raison au grand turc ; ils le reconduisent avec honneur et lui demandent sa protection quand il reviendra comme empereur en Allemagne.

La satire la plus hardie et la plus sanglante, en langue vulgaire, contre l'Église, part d'un membre de l'Église même, d'un moine franciscain, comme la Réforme devait venir d'un moine augustin. Thomas Murner, né à Strasbourg en 1474, était docteur en théologie et en droit ; couronné poète par l'empereur Maximilien, il avait promené partout, à Paris, à Prague, à Vienne, à Cracovie, à Bologne, à Venise, à Berne, à Bâle, à Trèves, sa vie vagabonde, ses mœurs mauvaises, son humeur sarcastique, son savoir douteux ; professeur, prêcheur, éditeur, viveur, il ne s'était tenu nulle part et s'était fait chasser un peu de partout, pour ses mauvais propos et ses actions viles, quand il jeta le fruit avancé et amer d'une expérience personnelle acquise dans les universités, l'Église et le monde, avec une verve effrontée, violente, cynique, dans sa *Conjuration des fous* (Narrenverchwœrung) et sa *Confrérie des vauriens* (Schelmenzunft). « Les clercs eux-mêmes, selon lui, bafouent ce qu'ils enseigent comme une doctrine divine ; les enfants de

la noblesse ne se ruent dans l'Église que parce que les bénéfices y sont gras et pour y devenir la honte du culte. Il leur suffit, pour y entrer, de savoir étriller les ânes, nettoyer l'écurie et marmonner le latin sans le comprendre; et alors, munis d'une abbaye ou d'un évêché, ils tondent le troupeau jusqu'à la peau, ils vendent les messes, les indulgences, les pardons et élèvent les dîmes, le tout, pour faire chanter matine, hurler le service divin par leurs meutes et lancer ensuite leurs chevaux à travers la moisson jaunissante du pauvre paysan. » Et Murner continuera ainsi, jusqu'à ce qu'il trouve une nouvelle veine et un autre gagne-pain, et morde et déchire celui qui, un peu plus tard, voulut réformer tout ce qu'il attaquait.

On comprend que ces nouveautés, faites pour attirer la curiosité de la jeunesse avide même du scandale et tournée toujours du côté du Levant, dussent dérouter les habitudes prises, effrayer la timidité ou pousser à bout la patience des vieux maîtres des universités et de l'Église. Quels étaient ces écrivains, ces poètes païens, au nom desquels on prétendait réformer la langue pour ainsi dire consacrée par l'Église? Quelle était cette science nouvelle qui se dressait à côté de la scolastique, opposait ses enseignements à ceux de l'école, de la tradition, pour lui dérober ses élèves, son crédit; et pourquoi entretenir le commun peuple des choses de l'empire et de l'Église qu'il devait ignorer? Les recteurs, doyens des universités, choisis parmi les *maîtres des sentences*, parmi les vieux lecteurs, souvent même dans les autorités ecclésiastiques, les moines, autrefois gardiens de la science, copistes assidus des manuscrits et maintenant trop souvent livrés à l'ignorance et à la paresse, ne croyaient-ils pas la foi elle-même attaquée dans leurs méthodes, dans leurs démonstrations toutes

faites, appuyées par les autorités les plus respectables, et l'empire et l'Église même compromis dans ceux qui les soutenaient. Ils condamnaient donc les auteurs païens qui séduisaient la jeunesse, comme des agents de pestilence ; redoutant le paganisme lui-même à travers les poètes qui l'avaient chanté, ils s'opposaient à l'introduction des livres dangereux qui le recommandaient ; ils s'efforçaient de barrer le passage à ceux qui en propageaient l'admiration et le culte. Les Pères mêmes de l'Église ou les grands docteurs du moyen âge, qu'on prétendait mettre en regard des derniers scolastiques et dont on opposait les doctrines et les enseignements d'autrefois à ceux alors en usage, trouvaient-ils davantage grâce devant eux ? Non pas. Cette théologie nouvelle ou renouvelée leur semblait irréligion, comme les écrivains profanes leur semblaient paganisme ; et combien plus ces soties irrévérencieuses et ces satires éhontées qui traînaient dans la boue tout ce qui était respectable et sacré !

A quelles extrémités pouvait aboutir, dans un pays encore neuf, chez une race au caractère entier et disputeur, cette lutte toujours âpre dans les écoles, entre le nouveau et l'ancien, entre l'en avant et l'en arrière, entre le progrès et la routine ? On pouvait l'entrevoir déjà dans les scènes qui se passaient au fond des universités. Dans celle d'Ingoldstadt, animé d'un esprit tout conservateur, un Georges Zingel, élu trente-trois fois doyen de la Faculté de théologie, portait contre tous les poètes latins un arrêt de proscription qui ne respectait, parmi les anciens, que Prudence et, parmi les modernes, un je ne sais quel Baptiste de Mantoue, général des Carmes, qu'il préférait à Virgile. Deux jeunes poètes, adeptes des nouvelles études, un Conrad Celtes, qui avait parcouru en épicurien de lettres toutes les universités

allemandes, et un Hermann de Busch, qui chantait la sainte Cologne dans la langue d'Ovide, avec force souvenirs mythologiques, grands buveurs d'ailleurs, essayent d'introduire l'explication des orateurs et des poètes anciens aux universités nouvelles de Leipsick et de Greifswald ; ils en sont ignominieusement chassés. En revanche, dans l'université de Fribourg, Ulrich Sasius, le prince des juristes, grand ennemi des avocats et des rabulistes, tient avec éloquence et avec clarté l'enseignement du droit qu'il réforme ; et, à Tubingen, en Wurtemberg, en dépit du nominaliste Gabriel Biel, cet abréviateur d'Okkam, qui défendait au moins la vieille scolastique contre les nouveautés théologiques, l'humaniste et le poète un peu libertin Henri Bebel rallie ses élèves au drapeau de la Renaissance.

Les princes allemands en général ne paraissaient point redouter la tempête. Sans être des Médicis, quelques-uns d'entre eux même prêtent main-forte aux innovations et aux novateurs. C'est en première ligne, l'empereur Maximilien I[er], prince instruit et esprit ouvert dans les lettres, les sciences, les arts. De riches municipalités comme celles de Nuremberg et d'Augsbourg suivent son exemple. Princes et villes, non seulement forcent les portes des universités ou créent de nouvelles chaires pour les novateurs, mais ils prennent leurs conseillers ou leurs magistrats parmi leurs élèves les plus distingués. L'université de Vienne, sous Maximilien, avait son âge d'or. Grâce à lui, elle comptait plus de cent maîtres habiles pour le temps et rivalisait avec celle de Paris. Malgré l'opposition du recteur Herkmann de Franconie, défenseur entêté des vieilles méthodes, Maximilien y attirait Conrad Celtes après sa déconfiture de Leipsick. Poète et historien, appartenant aux humanités par la conception antique et naturaliste qu'il

apportait dans son enseignement, Celtes exposait le premier, à Vienne, une histoire universelle, y éditait des documents de l'histoire du moyen âge, enrichissait la bibliothèque impériale, dirigeait un collège laïc nouveau, ouvert aux jeunes humanistes qui donnaient des espérances, et fondait la *Société littéraire* du Danube qui était une véritable académie pour toute la contrée.

L'empereur Maximilien étendait sa protection au-delà même de ses domaines autrichiens. Les érudits, les savants et les poètes, il les appelait ses amis ; il anoblissait Reuchlin. La ville de Nuremberg possédait un vrai Mécène pour les lettres et les arts, celui qu'on appelait un prince dans le monde savant, Bilibald Pirkheimer, non seulement historien et orateur, mais juriste et homme d'État, dont la maison, rendez-vous de toute la riche bourgeoisie de la ville, était pleine de livres et d'objets d'art. Maximilien en fait son compagnon dans ses conseils diplomatiques et ses expéditions guerrières. Le célèbre Conrad Peutinger d'Augsbourg, connu pour la carte de l'empire romain qui porte son nom, secrétaire et président du Sénat de sa ville natale où il avait, dans un couvent de Bénédictins, une riche bibliothèque, un cabinet de médailles et une imprimerie, était chargé par lui de missions politiques importantes; c'est avec lui que l'empereur dresse le plan de ce colossal tombeau, un des derniers spécimens du vieil art allemand, dont l'ensemble et les figures de métal, au nombre de cinquante-six, presque toutes de grandeur naturelle, représentent les ancêtres de Maximilien ou les personnages les plus remarquables de leur temps et produisent un effet si stupéfiant sur ceux qui le contemplent à Innspruck.

Tout se tient, rien ne va jamais seul. L'art aussi en Allemagne, en même temps qu'il produisait ce dernier type,

prenait un essor nouveau et exprimait avec plus de vivacité encore, cette rencontre régénératrice de l'esprit païen et du sentiment chrétien, du profane et du sacré, de l'humain et du divin, du réel et de l'idéal qui fait le caractère de la Renaissance allemande. Sans doute l'architecture, qui dépendait par tradition des maîtres et compagnons de l'ordre organisé des francs-maçons, avec leurs principales loges à Strasbourg, à Cologne, à Vienne et à Berne, avec leurs tournées d'apprentissage et leurs épreuves, reproduisait encore, en le perfectionnant, dans les nombreuses églises de ce temps, à Francfort, à Fribourg, en Alsace, le type hiératique et sacré de l'art gothique en l'appropriant même aux hôtels de ville, aux loges des corporations, aux hôtels des riches ; la sculpture et la statuaire même, auxquelles les églises servaient de cadres pour les chemins de croix, les calvaires, les assomptions, les jugements derniers, les baptistères, les autels, les tabernacles, les reliquaires qui étaient des monuments à scènes et à personnages, se consacraient en général à la représentation de l'histoire sacrée et surtout de la Passion, comme en témoigne le Christ détaché de la croix de Martin Schœngauer à Munich, pour le salut et l'édification des âmes. Ces sujets sont reproduits le plus souvent par les associations des peintres et verriers sur les murailles et surtout aux fenêtres des cathédrales, comme à Cologne aux cinq fenêtres de la nef du côté nord, et aux vitraux des dômes de Fribourg, d'Ulm et de Nuremberg.

La peinture jusque sur les devantures des maisons et la statuaire en plein air ne négligeaient pas non plus l'ornementation des rues et des places, par exemple dans la fameuse fontaine de Nuremberg qui fut repeinte deux fois. Déjà dans ces productions les scènes de la nature et du

monde vivant, les forêts, les fleurs, les combats, les chasses, les conteurs apparaissent dans les bas-reliefs des châteaux et même des églises; et la satire émergeant se répand aussi dans l'art. Elle sculpte, elle représente dans la pierre et les vitraux des cathédrales, des prédicateurs à oreilles d'âne, des moines-renards qui prêchent des poules; le diable, vêtu en ermite, vient, sur les tapisseries, avec un gros chapelet, tenter Jésus au désert. Mais deux artistes novateurs de Nuremberg, l'un Peter Vischer, fondeur en cuivre, et l'autre Albert Durer, à la fois dessinateur, statuaire, graveur, mêlent et concilient surtout les souvenirs et l'inspiration de l'antiquité païenne avec les traditions de l'art hiératique et chrétien.

Pierre Vischer à Nuremberg, dans le tombeau monumental et tout en bronze de saint Sebald qui ne pèse pas moins de 158 quintaux, groupe les héros de l'antiquité païenne et du judaïsme, mêlés à des enfants qui jouent avec des lions ou qui se bercent dans les calices des fleurs au pied du cercueil d'argent du saint; et les prophètes de l'Ancien-Testament et les apôtres du Nouveau soutiennent le temple monumental dont l'enfant Jésus couronne le sommet. L'histoire passée et la nature vivante s'y rencontrent. L'artiste lui-même, dans sa tenue de fondeur, y figure avec son tablier de cuir, son marteau, son chapeau et sa barbe épaisse, ainsi que ses cinq fils.

Avec bien plus de liberté, d'étendue et de profondeur, Albert Durer, dans ses dessins reproduits sur des planches de bois et des feuilles de cuivre qui étaient alors à la peinture ce que l'imprimerie était aux manuscrits, fait entrer tous les éléments que lui fournissent l'histoire, la mythologie, la satire, l'allégorie et le symbolisme le plus idéal. Parmi ses œuvres qui représentent le plus le développement intel-

lectuel de cette époque, ne faut-il pas citer : *le Chevalier, la Mort* et *le Diable* de 1513, *le Saint-Jérôme* et *la Mélancolie* de 1514, qui s'expliquent l'un l'autre ? Ici, dans une gorge sombre, étroite et creuse, *le Chevalier*, sous sa brillante armure, chevauche sur le sol inculte et pierreux; près de lui *la Mort*, la tête ceinte d'une couronne tressée de serpents, lui montre en grimaçant le cadran des heures; et *le Diable*, plus hideux encore, armé d'une lance crochue, étend vers lui ses griffes. Impassible, sans regarder à droite et à gauche, *le Chevalier* va tranquillement son chemin ; sa conscience le soutient. Là, dans un cabinet bien aménagé et où l'ordre règne, *saint Jérôme*, assis devant un pupitre, écrit; le plein jour pénètre à travers les vitres arrondis de la fenêtre et répand une riche lumière ; dans un rayon de soleil un lion étendu sommeille, les yeux demi-clos, aux pieds du saint et, à côté de lui, un chien couché dort d'un profond sommeil. Aucun effort de l'esprit, aucun bruit du monde ne paraissent troubler la sereine paix de l'âme que reflète la belle et expressive tête du Père de l'Église. C'est pour répandre cette paix au dehors qu'il continue le travail qui l'absorbe et le béatifie. Sur la troisième planche, une femme ailée, la couronne du martyre autour du front, le menton appuyé sur la main gauche, tenant de la droite un livre et un compas, est accroupie au bord de la mer. A ses pieds s'étend épuisé un levrier maigre. Les instruments de mathématique, de chimie, sont dispersés en désordre sous la lumière blafarde d'une comète. Le visage de *La Mélancolie*, ensevelie dans ses pensées, exprime l'angoisse et son regard se perd dans l'infini. Sur la limite de deux âges, *le Chevalier* exprime la sécurité de la conscience pure qui fortifie ; *saint-Jérôme* symbolise la foi qui tranquillise l'âme ; *la Mélancolie* représente bien la témérité

généreuse de l'esprit nouveau qui cherche par ses seules forces l'énigme de la vie et de la nature et qui souffre de ne point la trouver. Mais l'artiste qui était bien de son temps adoucit la triste impression de sa troisième œuvre en faisant briller l'arc-en-ciel sur la vaste mer, comme un symbole d'espérance et de paix.

## II

### Le philosophe Érasme avant Luther; un pamphlet macaronique

On craint d'être banal quand on dit qu'un homme surtout représente et résume ordinairement toute une époque et que, pour la bien faire connaître et éclairer, c'est cet homme surtout qu'il faut étudier et mettre en lumière. Si le docteur Martin Luther représente bien la Réforme, parce qu'il y a joué le rôle le plus considérable, Érasme représente le mieux la Renaissance allemande qui l'a précédé. On l'appelle le vrai prince et coryphée de la Renaissance; on le qualifie assez justement de *philosophe*, pour signaler en lui la recherche libre et rationnelle de la vérité qui, à la fin du xv[e] et au commencement du xvi[e] siècle, agitait les universités et le monde lettré, mais déchaînait aussi déjà le scepticisme dans un grand nombre d'esprits.

#### Jeunesse et rôle d'Érasme

Né, vers 1564, à Rotterdam, d'une faute qui précipita son père dans un couvent, condamna sa mère à l'abandon et le

fit orphelin à l'âge de quatorze ans, Érasme tomba entre les mains d'oncles et de tuteurs avides et infidèles qui le jetèrent dans un couvent pour s'en débarrasser. Amené là, moitié par force, moitié par séduction, jusqu'au noviciat et aux vœux perpétuels, quand l'esprit nouveau de la Renaissance pénétrait même jusqu'au fond des cloîtres, l'adolescent, avec la vivacité et la précocité rares de son esprit et le ressentiment des circonstances et des souvenirs de ses premières années, semblait réunir tout ce qui devait lui inspirer le goût de la liberté des études et de la vie en même temps qu'une rancune passionnée contre ces murs qui enfermaient sa jeunesse et contre ces vœux qui enchaînaient sa vie. Signalé de bonne heure, pour ses progrès dans les lettres par un des patriarches de la Renaissance, Agricola de Groningue, il préférait au marmonnement des prières pendant les offices de la nuit, la lecture à la dérobée des poètes anciens qui souriaient alors à tous d'une fraîche nouveauté, et à la promenade et à la conversation avec les frères dans les longs et étroits corridors, la rêverie solitaire et inquiète qui de la cellule l'emportait dans le tumulte du monde.

Aussi, quand la protection d'un bon évêque le fit passer de la règle du couvent à la liberté relative de l'Église séculière, il alla étudier à Paris, « la seule ville du monde où l'on trouvât des moines savants, des théologiens peu disputeurs et des magistrats amis de la justice, » à l'université de Louvain, plus maussade, à celle plus avenante d'Oxford, dans la gaie Angleterre où il se fit de bons amis, entre autres Thomas Morus et où, avec les muses, il lutina « les nymphes enjouées et accortes ». Quand il eut appris, par un travail acharné, tout ce qu'on enseignait alors de latin et de grec, de littérature ancienne et même de la bonne théologie que,

disait-il, il ne dédaignait pas, clerc encore d'habit, mais laïc d'esprit, il se refusa à prendre une cure, un bénéfice, comme bien d'autres faisaient alors ; épris seulement du savoir et de la passion de communiquer et de répandre sa science et ses idées par la parole et par la plume, il vécut d'abord au gré des préceptorats ou des imprimeries, et, grâce à des protecteurs dont il pouvait toujours changer, sans s'asservir à une chaîne perpétuelle ; le premier peut-être, il tenta l'expérience toujours rude, parfois alors humiliante, souvent aussi féconde, de la vie d'homme de lettres et, du même coup, il y gagna, avec une certaine aisance, à la fin de ses jours, l'immortalité.

Jeté à tout risque dans le monde, « ce grand couvent », sous l'habit de prêtre séculier qu'il obtint même un jour la permission de quitter, spirituel et aimable, sachant se pousser et capable d'entregent, quoique caractère difficile, précepteur dans de riches maisons ou favori de grands seigneurs, correcteur, éditeur et auteur dans des imprimeries qui étaient en même temps des bibliothèques, souvent sur la grande route, ne tenant longtemps nulle part, pour garder son indépendance, aimant les plaisirs faciles, sans s'y asservir non plus, profitant de toutes les occasions d'augmenter et de répandre ses connaissances, d'étudier la vie sous toutes ses faces, Érasme méritait, par ses services ou même par ses éloges, force cadeaux ou pensions qu'on ne lui payait pas toujours et achetait des livres qu'il perdait quelquefois. Ainsi, ni clerc ni laïc, souffreteux de sa personne, frileux et ne pouvant supporter l'odeur du poêle, de grand appétit, sauf pour le poisson dont la vue le faisait défaillir, et rebelle au vin dont la couleur cependant brillait pour lui comme l'escarboucle, vivant encore plus par l'esprit, une flamme qui tremblait à tous les vents mais qui

jetait toujours des étincelles, il écrivait sur tous les sujets : théologie, philosophie, pédagogie, politique ; il éditait, commentait, traduisait les œuvres les plus diverses, sacrées et profanes. Grand causeur et grand écriveur aussi, en correspondance avec tous les princes, tous les savants et lettrés de son temps, il est le premier en Europe qui, avec une aussi grande puissance, ait répandu autant d'idées, de connaissances, de sentiments divers et nouveaux, et contribué autant à instruire, à éclairer son temps et, par son exemple, à séculariser le savoir et les lettres, l'enseignement et la morale. Rôle alors tout nouveau, auquel, avec une puissance de travail inouïe, une volonté ardente et persistante, une étendue et une diversité de connaissances extraordinaires, Érasme consacrait une langue un peu pompeuse et abstraite, mais abondante et facile dont il était complètement maître, la latine, une raison souple et pénétrante quoique plus étendue que profonde, et cette variété de tons, dans l'art d'écrire, qui passe par tous les degrés, depuis la raison éloquente jusqu'à la plaisanterie légère et à la mordante ironie. C'est ce qui a fait de lui, un moment, l'homme universel, admiré ou redouté, suivi avec enthousiasme ou attaqué avec violence, celui qu'on a appelé le Voltaire du XVIe siècle.

### L'œuvre d'Érasme

Triple et une à la fois est l'œuvre d'Érasme. Il répand à pleines mains la connaissance des écrivains classiques, qu'il aime d'un amour de néophyte, par ses éditions, ses traductions, ses commentaires ; et il en exprime dans de petits traités populaires le suc et la moelle. Il ramène

l'étude du christianisme des spéculations abstraites et raffinées, où la scolastique finissante l'avait amenée, à la méditation des ouvrages des Pères et des textes mêmes de l'Ecriture qu'il édite et explique également; et il s'efforce, en associant et en conciliant ces deux directions, d'arracher les générations nouvelles à la vieille méthode du moyen âge et de les entraîner à sa suite dans une voie nouvelle et, selon lui, plus chrétienne et libérale. C'est à une éducation moderne qu'il convie l'esprit humain.

Pour faire goûter l'antiquité classique, Érasme ne se contente pas de donner de faciles et un peu libres traductions latines, soit du tragique Euripide, de l'orateur Isocrate, de Xénophon, du satirique Lucien, ou d'éditer le moraliste Sénèque et l'historien Suétone. Dans ses dialogues vifs et spirituels, imités de Platon, dirigés contre les scolastiques et intitulés les *Anti barbares,* il plaide la cause des lettres païennes dont il veut faire la meilleure préparation à l'intelligence des vérités chrétiennes. Ses *Adages,* recueil de proverbes, de maximes, de sentences, « étincelles de la sagesse antique, si saintes, disait-il, qu'elles semblaient inspirées de l'esprit divin, » résument, sous une forme brève et claire, toute la raison des anciens, appropriée aux circonstances et aux besoins de la vie pratique. Le français Guillaume Budé disait alors que c'était « l'arsenal de Minerve, le jardin d'Alcinoüs ».

Érasme ne prétend pas mettre par là, comme disaient ses ennemis, les enseignements des écrivains païens au-dessus ou à la place de ceux du christianisme. Seulement, son livre de la *Méthode de la vraie théologie,* vise à arracher celle-ci aux gloses, aux définitions, aux arguties scolastiques des derniers successeurs de l'*Ange de l'École* ou du *Docteur subtil,* pour la remettre à l'étude des documents

primitifs, originaux, du christianisme lui-même. Il en donne l'exemple par ses travaux sur saint Jérôme, saint Basile, saint Augustin, sur les psaumes, et par son édition du texte grec des Évangiles, mise en regard de la Vulgate seule répandue alors.

Sa préoccupation surtout c'est de faire pour la théologie ce que Socrate a voulu faire pour la philosophie : la forcer à redescendre sur la terre. Dans son *Manuel du chrétien*, à travers l'allégorie, la figure, les récits légendaires, les mots, il s'efforce d'arriver au sens, à l'idée, à l'esprit des choses, à dégager la religion, la morale chrétienne, des cérémonies, des pratiques, des dévotions extérieures, dont le moyen âge avait surchargé le culte, et à élever le chrétien au-dessus de ce qu'il voit et de ce qu'il touche. Autres temps, autres besoins! A l'éducation scolastique qui avait fait des clercs ou des chevaliers, il cherche à substituer une sorte de philosophie qui ferait, au XVI^e siècle, un honnête homme, un citoyen utile en même temps qu'un chrétien.

Pour Érasme, c'était se créer un nouveau diocèse sans limites dont il se faisait par la parole et par les livres non seulement l'évêque, mais le directeur. On le voit bien dans ses opuscules, ses dialogues ou *colloques*, où il descend dans les détails mêmes de l'éducation et de la vie et semble vouloir disputer l'instruction et la direction des âmes à l'Église et surtout aux ordres religieux. Fils de l'amour et célibataire forcé, il défend la famille contre les excès assez grands alors de l'ascétisme chrétien et contre la propagande ardente des couvents. Dans un de ses dialogues un jeune homme cherche à détourner du cloître une jeune fille dont il voudrait faire une bonne mère de famille. « Vous voulez être chaste et pauvre ; qui vous empêche

d'exercer ces vertus chez vous? » La jeune fille, qui a vu dans ses rêves des nonnettes fraîches et roses, des anges auxquels il ne manque que les àiles, franchit la grille et bientôt se repent ; elle pleure et veut sortir à tout prix, heureuse de ne perdre que la dot qu'elle a dû apporter. Erasme attaque encore plus vivement les couvents d'hommes trop nombreux alors en effet, leurs richesses, leur corruption trop rèelle, l'ignorance, la paresse dans laquelle beaucoup, sinon tous, étaient tombés. Dénoncer la mendicité opulente de certains ordres, mesurer la profondeur de la besace de leurs moines quêteurs, soulever leur capuchon pour voir si les vices n'avaient pas remplacé les vertus d'autrefois, il n'y avait là rien de bien neuf. Érasme semble viser plus haut et plus loin. Il veut restituer à la famille son rôle dans l'éducation. Ni le père ni la mère surtout ne doivent abandonner à d'autres ce soin délicat. Il veut même, pour cela, que la femme soit instruite à l'égal de l'homme, qu'on lui mette la Bible en main et qu'elle en remontre à monsieur l'abbé. Savante et chrétienne, la femme sera épouse plus aimée, mère plus éclairée, plus respectable. Érasme, comme on dirait aujourd'hui, veut laïciser l'éducation.

A l'œuvre, admirez l'habileté du novateur. Quelque sujet que traite Érasme, il n'affirme rien, il ne nie rien; il critique. Il ne fait pas de ruines; il cherche, il laisse voir ses doutes; il n'élève pas un nouveau système contre l'ancien. Sa critique a des limites et sa raillerie s'arrête à temps. Il fait des travaux d'approche, il pratique des mines souterraines; il ne fait pas un siège en règle. Érasme tourne autour de l'arche sainte de l'Église; il la frôle, la côtoie, au risque de l'écorner, mais il ne la renverse pas. Qu'on ne l'attaque point cependant; car alors, dans la chaleur de la

lutte, il ébrèche, il enfonce plus avant. Ses ennemis lui reprochent de recommander la lecture des païens qui jurent par les *dieux immortels* et ne savent rien du péché originel. Est-ce qu'un théologien fameux n'a pas écrit : « Qu'un évêque ne lise pas les livres des gentils. De quel droit donc, Érasme, ce païen, ouvre-t-il d'une main sacrilège la porte du sanctuaire et touche-t-il au Nouveau-Testament! O ciel! ô terre! un homme qui corrige les Évangiles, les fautes de Dieu ! » — « Eh! répond Érasme, les païens ont poussé à un si haut point les études libérales, pour qu'elles nous soient utiles et non pour que nous en fassions un objet de dédain! Haïssons les erreurs des païens, mais tirons parti des vérités qu'ils ont connues. » Et, prenant alors l'offensive, il accuse l'Église du moyen âge d'avoir étouffé le vrai christianisme sous des superstitions parasites, sous des inventions grossières, des pratiques, des cérémonies vides, dont les moines, autrefois ouvriers de civilisation, ont fait maintenant des instruments d'abaissement intellectuel et de servilisme moral et politique.

Là est, selon Érasme, le paganisme qu'on lui reproche; et, dans l'ardeur de la polémique, il ne respecte plus toujours la discipline établie, l'autorité reçue, la tradition acceptée et la puissance du clergé. « Pourquoi se confesser à un moine et non pas à Dieu dans son cœur? En lui seul il faut avoir confiance », a dit saint Cyprien. La Bible, pour Érasme déjà, voilà le livre par excellence. N'a-t-on pas introduit aussi du paganisme dans les usages chrétiens? « Pourquoi invoquer la *Vierge des marins*, l'appeler le « Port de salut, l'Étoile de la mer » et lui donner le rôle de Vénus qui, sans être vierge, était aussi protectrice des mariniers? Pourquoi invoquer les saints ou plutôt les marchander! Quelle valeur ont les amulettes, les reliques, ce

gagne-pain des moines, les miracles contemporains que le peuple perce à jour et les pèlerinages qui donneraient à croire que Dieu n'est pas partout. » En homme qui a failli être lapidé pour avoir mangé du poulet dans le carême, Érasme voit une loi d'hygiène humaine dans l'interdiction des viandes pendant certains jours de la semaine. Voilà la polémique qui commence à devenir inquiétante, à inspirer des doutes aux lettrés et à ébranler la foi chez les simples, sans cependant dérober encore le terrain sous leurs pas.

### Cosmopolitisme d'Érasme. — L'éloge de la folie

En quelques années Érasme avait conquis une réputation européenne. Vrai cosmopolite, par sa langue, il excitait partout l'admiration ou le scandale. Parmi ses puissants protecteurs, l'archevêque de Cantorbéry l'attire en Angleterre et lui fait une rente de 20,000 livres sterling. On l'appelle, en 1504, dans les Pays-Bas, pour y prononcer l'éloge du nouveau gouverneur Philippe le Beau, fils de Ferdinand le Catholique; il le compare à Hercule pour la force, à Philippe de Macédoine pour la prudence, à Alexandre pour le courage, et il en reçoit en présent cinquante belles pièces d'or. Mais, d'autre part, il en est qu'Érasme inquiète et qui commencent à récriminer. Quel est cet esprit turbulent dont la parole et l'exemple troublent les consciences? L'Eglise allait-elle être obligée de partager avec les laïcs, avec les païens, l'éducation de la jeunesse ?

Une protection toute puissante serait bien utile à un tel novateur. Dans cette vue Érasme compose un petit traité pour l'éducation d'un prince ; il l'adresse au gouverneur

des Pays-Bas, où il y avait alors à élever deux jeunes princes, Charles d'Autriche, plus tard Charles-Quint, et son frère Ferdinand, petit-fils de Ferdinand le Catholique, roi d'Espagne, et de l'empereur d'Allemagne Maximilien Ier. Au milieu des préceptes moraux destinés à éloigner de la jeunesse d'un prince les flatteurs et les corrupteurs, l'auteur dresse un programme d'éducation qui offre un habile mélange de sentiments chrétiens et d'idées antiques. Il recommande à la lecture du prince les biographies de Plutarque, à sa méditation le traité des *Devoirs* de Cicéron, la *Politique* d'Aristote. L'histoire, moins chargée de noms, de dates et de généalogies, mais vivifiée surtout par la peinture des personnages, par l'exemple des grandes actions, et éclairée par cette logique intime des causes et des effets qui explique la succession des événements, voilà sa vraie maîtresse. La Renaissance voudrait disputer à l'Eglise même l'éducation des princes. La tactique est habile. A cet esprit curieux, indépendant, hardi, dont la réputation était déjà bruyante, la cour des Pays-Bas préfère un homme vertueux et un savant modeste, Adrien d'Utrecht, qui devint plus tard, grâce à Charles-Quint, son élève, le pape Adrien VI.

Érasme part, en 1506, pour l'Italie et pour Rome. On sait l'étonnement, presque le scandale que l'Italie brillante, lettrée et sceptique du XVIe siècle causait trop souvent aux natures froides, sobres et contenues du Nord. Érasme n'y échappe point. Cette intelligence souple, étendue, compréhensive, en associant le sacré et le profane, faisait à chacun sa part; elle ne les confondait pas. Le voilà qui tombe du pays de la barbarie scolastique en plein paganisme, comme s'il passait de la voûte surbaissée du sombre cloître de Louvain sous le portique noyé dans la lumière du

temple de Pœstum. Il entend tout à coup prendre à témoin les *dieux immortels* et voit sortir du même bloc un Moïse et un Satyre, un Christ et un Endymion et du même pinceau une Sainte Vierge et une Vénus. Les cardinaux ne veulent plus lire le latin de saint Jérôme, pour ne pas gâter leur langage cicéronien, et ils dissertent savamment sur l'âme des bêtes et des hommes. La philosophie ancienne coule à pleins bords. Aristote et Platon ont leurs écoles rivales; mais Épicure règne sur tous les cœurs. L'équilibre, aux yeux de l'homme du Nord était rompu au profit des païens. Et puis, quel spectacle! le pape Jules II, prince temporel est un conquérant, un César, qui entre dans les villes, le glaive temporel en main, par la brèche; les cardinaux, grands seigneurs ou beaux esprits sous la pourpre, poussent leur fortune, remplissent les ambassades et bâtissent des palais. Tout ce monde romain qu'Erasme voit passer, après une victoire guerrière de Jules II, sous les arcs de triomphe de Bologne et de Rome, mène de front les affaires de la religion et de la guerre, le gouvernement des âmes et celui des beaux-arts. Offusqué, choqué de ce brillant spectacle, mal à l'aise même au milieu des avances et des caresses faciles de la cour pontificale, l'homme du Nord adresse, dit-on, au guerrier Jules II, un *éloge de la paix*. Le pontife lui donne audience, le complimente sur la grâce de ses pensées et le tour élégant de son style, mais il le renvoie à ses livres et à ses commentaires; et Érasme, en effet, plus effaré que satisfait, plus ébloui qu'édifié, s'enfuit à Venise dans la riche bibliothèque et dans l'imprimerie savante et active d'Alde Manuce, où, pendant deux ans, occupé et heureux comme un homme qui ne vit que dans les livres et par les livres, il compose ou édite ses ouvrages nouveaux qui vont répandre, plus loin encore, sa réputation et ses

idées. C'est en 1509, dans le cours du voyage qui devait le ramener dans le Nord, que notre philosophe, ayant perdu la bibliothèque dont il était toujours accompagné, écrit au jour le jour, pour se distraire, sur des feuilles volantes, l'ouvrage qui le rend tout à fait populaire et recommande encore aujourd'hui son nom à la postérité distraite et mondaine, l'*Éloge de la folie*. Que de villes, de contrées, d'hommes, de mœurs diverses n'avait-il pas vus ; combien étudié de livres et sondé de doctrines ! Le monde lui était connu ; il croit pouvoir, en spectateur déçu et sceptique, en dépeindre les défauts et les travers et essayer de le corriger en le raillant.

*La folie*, l'idiotisme, qui naissent des misères de la barbarie, de la grossièreté des mœurs, des vices de l'ignorance, de l'abâtardissement des corps et des esprits, était certainement une des plaies dont le moyen âge exposait le plus fréquemment le spectacle hideux, bien fait pour exciter le rire convulsif, impitoyable et amer. Les portails, les saillies, les niches des cathédrales, aux XIV[e] et XV[e] siècles, se couvraient d'images grimaçantes, de monstres repoussants, de scènes burlesques ou terribles où s'étalaient toutes les folies, toutes les maladies morales et physiques des époques malheureuses et mauvaises. Parmi ses cérémonies populaires, l'Église avait sa fête des fous, sa fête des ânes qui, à certains jours, comme un mystère honteux et terrible, poussait jusque dans le sanctuaire, près de l'autel du plus sublime et du plus glorieux Mort, ses cris sauvages et mimait ses hideuses contorsions. Point de souverain, petit ou grand, qui n'eut alors, à sa cour, ses fous pour lui rappeler les misères qu'il ne connaissait pas ou lui dire les vérités que la flatterie rampante ne fait pas entendre ! Louis XII, alors roi de France, avait deux nains,

deux fous célèbres qu'il transmit, avec la royauté, parmi ses biens meubles, à son successeur François Ier. *La Nef des fous*, de Sébastien Brandt, avait déjà dépeint dans un poème burlesque ce monde bariolé de la sagesse devenue folie et de la folie érigée en sagesse, pour le plaisir de ses compatriotes. C'est surtout ce vin allemand du Rhin qu'Érasme, pour tout le monde lettré, s'avise de faire pétiller dans l'eau limpide de son latin de la Renaissance, en écrivant l'*Éloge de la folie.*

La folie, née hors mariage, de Plutus et de la jeunesse, aux îles fortunées, voilà la reine du monde! Escortée de l'Ignorance, de l'Ivresse, de la Volupté, de l'Ambition, elle dispense à chacun le bonheur qu'il envie et règne ainsi sur l'univers. Jusqu'où ne s'étend pas son empire? Qui peut se flatter de ne pas compter parmi ses sujets! Fous, les soldats, les hommes d'armes, les capitaines! Ils s'entr'égorgent pour un homme qu'ils ne connaissent point ou pour un vain son qu'ils appellent la gloire. Fous, les marchands! Ils s'étiolent dans leur arrière-boutique ou s'égarent aux extrémités du monde, pour assurer quelques écus à leur vieillesse rachitique et édentée. Fous, les astrologues! Ils mesurent la distance de la terre au soleil, recherchent la cause des vents et des orages et ne peuvent faire une lieue sans fatigue ou porter remède au dérangement de leurs entrailles. Fous, les poètes! Ils font miroiter des mots ou alterner des sons au bout de leurs vers et se querellent les uns les autres quand leur ventre crie la faim. Fous, les théologiens, mais fous dangereux! Ils regardent avec dédain les autres mortels; tout bardés de définitions magistrales, de propositions implicites et explicites, de conclusions et de corollaires, ils recherchent par quels canaux le péché originel a infecté le genre humain, et ce que c'est

qu'*ubiquité, formalité, eccéité, quiddité* et le reste. Fous, les moines! Ils rivalisent de couleurs, de coupes de vêtements et de momeries, restent comme des éponges au fond de leur cloître ou, comme des ânes, braient des psaumes qu'ils ne comprennent pas. « Arrière, s'écrie Jésus, quels sont ces nouveaux pharisiens! Je ne connais que ma loi et aucun n'en parle. J'ai promis, en langage clair et sans paraboles, l'héritage de mon Père aux œuvres de foi et de charité, et non à des capuchons, à de petites oraisons, à des abstinences. Vous vous croyez plus saints que moi! allez dans le paradis de Mahomet, ou bâtissez-vous-en un autre si vous préférez vos institutions aux miennes. » Jésus a beau parler. Les fidèles dupés, au lieu de leurs bonnes œuvres, comptent le nombre des prières qu'ils ont faites par jours, par semaines, par années, par lustres et additionnent les indulgences, les pardons qu'ils ont achetés, pour s'assurer de l'entrée du paradis, le plus tard possible!

Ne tombent point sous l'empire de la folie les princes de la terre, temporels et spirituels, les rois et les empereurs, les archevêques et les papes! Ceux-là, Érasme les ménage ou plutôt les accable de son ironie. Bien fous, en effet, seraient ces rois, s'ils connaissaient les lois, se souciaient du bien public, méprisaient les voluptés et s'acquittaient de la royauté comme d'une fonction sérieuse. Dieu soit loué! Les courtisans et les flatteurs les préservent de cette folie; ils les entraînent à la chasse, aux guerres inutiles ou injustes qu'ils disent glorieuses, ou les endorment dans les plaisirs. Pour les soins du gouvernement, c'est l'affaire de leurs ministres, qui les abandonnent à leurs commis, et ceux-ci à leurs palefreniers. Mais les souverains pontifes, les papes au moins, sont peut-être assez fous pour suivre la loi de Dieu et pour renoncer au monde afin de le mieux

corriger! Oh! saint Pierre et saint Paul sont là pour les soulager de leurs travaux; leur Sainteté, leur Béatitude se contentent, sur le théâtre de leurs cérémonies, de donner les bénédictions et de lancer l'anathème. N'est-ce pas assez! Faire des miracles? le temps en est passé! Instruire le peuple? cela donne de la peine! Expliquer l'Écriture Sainte, c'est l'affaire de l'école! Prier, c'est perdre du temps! Pleurer, c'est bon pour les femmelettes! Vivre dans la pauvreté, c'est s'exposer au mépris. « La croix c'est le gibet. » Et d'ailleurs, les soins de la religion, les papes les ont bel et bien remis aux cardinaux, et les cardinaux aux évêques, et les évêques aux curés, et les curés aux diacres, et les séculiers aux réguliers, et les franciscains aux dominicains et ceux-ci aux chartreux qui les ont remis aux exorcistes et aux portiers? Et c'est ainsi que la Folie a pris le gouvernail du monde et le garde.

Imprimé bientôt à vingt-sept éditions et traduit dans toutes les langues, le livre fit retentir dans toute l'Europe les grelots de la folie et, sur le dos du monde qui finissait, souhaita la bienvenue à celui qui allait venir. Ce que le style apprêté et abstrait d'Érasme laissait encore à deviner des mœurs, des costumes, des couleurs, des gestes et des plaies de la folie, le célèbre Holbein le mit en relief de son dessin vigoureux et la gravure, aussi multipliée que le livre, donna à contempler, comme dans la danse macabre qui est aussi de ce temps, cette foule de têtes couronnées, mitrées, encapuchonnées, ces cuirasses et ces camails, ces épées et ces crosses, ces hommes et ces bêtes, ces rires et ces pleurs, ces gambades et ces grimaces, à une foule même illettrée qui ne l'oublia plus.

Érasme n'avait-il pas aussi, comme disait Léon X, un grain de cette folie dont il décrivait le règne? C'était alors

un homme de quarante-neuf ans environ, maigre, souffreteux, déjà usé par la maladie et par le travail, l'œil mobile et perçant, le nez effilé, la bouche ironique, toujours enfoui dans des fourrures et la tête couverte d'un bonnet de loutre. Mais, dans ce corps qui digérait à peine les aliments et qu'il fallait défendre contre toutes les incommodités et les intempéries des saisons, la flamme était toujours la même. Elle emportait son esprit à toutes les audaces, tandis que son corps laissait trembloter sa volonté pusillanime à tous les vents menaçants. Il rêvait le repos et le bonheur partout et il ne savait se fixer nulle part. Comme beaucoup d'écrivains de ce temps qu'on trouve toujours errants de ville en ville et qui ne choisissent que sur le tard une résidence durable, il n'avait pour patrie que la république des lettres. De 1510 à 1520, ce grand cosmopolite est au comble de la gloire. Pas de souverain qui ne lui offrît pour le garder chez lui des dignités, des pensions. Le roi Henri VIII le retient deux ans en Angleterre où il devient le favori des universités d'Oxford et de Cambridge. Mais le climat d'Angleterre est bien froid. Quand Léon X monte sur le Saint-Siège, Érasme pense à se fixer à Rome et écrit au nouveau pape. Celui-ci le recommande au roi d'Angleterre, ce dont il n'avait pas besoin, et, un peu plus tard, lui offrira, dit-on, un chapeau de cardinal. Mais c'est là un poids bien lourd pour la tête d'Érasme ; il n'est pas si fou. Le roi de France, François I^er^, et le jeune Charles d'Autriche, alors seulement roi d'Espagne, se disputent la gloire de le posséder. La France le tente ; c'était une vieille connaissance ; elle lui plaît pour la liberté de ses mœurs. Mais il avait querelle avec la Sorbonne, toujours disputeuse et revêche. Le climat chaud de l'Espagne lui fait peur et plus peur encore l'Inquisition. Dans son pays, l'université de Louvain se reproche d'avoir réchauffé ce serpent

dans son sein. Charles d'Autriche se pare enfin du nom d'Érasme, en lui conférant le titre de conseiller, avec une pension de 400 florins, sans l'obliger à la résidence.

Malgré les fatigues des déménagements, Érasme va de ville en ville, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Suisse. Ces voyages le fatiguent sans doute, mais ce sont autant de triomphes. Arrive-t-il, les bonnes grosses villes envoient pour le recevoir des députés ; les poètes lui adressent des vers ; les beaux esprits lui débitent de longues harangues comme à un prince ; les érudits viennent admirer leur maître ; les princes, les évêques mêmes le comblent de présents ou le proclament le plus érudit de l'Allemagne, « son Cicéron, son étoile, son ornement ». L'un de ses adorateurs en voudrait faire un Dieu. A défaut d'encens on lui offre ces banquets interminables, « ces mangeries et beuveries » tout allemandes auxquelles Érasme fait mauvais estomac mais bon visage. C'est un malin vieillard ; il coquette avec tout le monde, avec les souverains et avec les peuples. L'âge venant, il se fixera enfin dans la ville de Bâle. Il y a là un imprimeur intelligent, savant, généreux, le célèbre Froben, et une imprimerie ; c'est la vraie ruche où aime à vivre, à travailler, à régner cette abeille de la Renaissance européenne. Bâle, d'ailleurs, alors « la résidence des muses », est à portée de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, les trois pays où s'agitent les destinées du monde intellectuel ; et, en même temps, c'est une ville allemande. Or, si Érasme appartient à une nationalité particulière, dans un temps où maîtres, écoliers, humanistes, érudits, lettrés de toutes les universités, formaient en Europe une sorte de nation, de république cosmopolite, cet européen, ce latinisant, universel par l'esprit, par la langue et le rôle, est un allemand pour la patience et l'érudition. De Bâle, comme

plus tard un autre roi de l'opinion, au XVIII^e siècle, de Kehl ou de Ferney, Érasme sera-t-il à portée d'exercer sa domination sur le monde.

Avec un peu de courage ou d'ambition de gouverner les hommes, souverain intellectuel de l'Allemagne, Érasme aurait pu être l'auteur d'une révolution plus philosophique, plus aristocratique que celle qui suivit. Mais la prudence est sa qualité maîtresse. Il n'est pas seulement un ami de la vérité, mais un ami du repos ; il n'a pas seulement la philosophie de l'esprit, mais aussi celle de la pratique. Si l'on suspecte sa foi, il se justifie avec une pointe d'ironie ; il s'explique, il commente, il embarrasse ses adversaires, sans les foudroyer. Maître de lui, il a souci de sa paix, de ses loisirs que troubleraient le tracas des grandes affaires et le tumulte des passions populaires. C'est pour le travail qu'il est fait. Il aime à voir au-dessous de lui la mêlée, à l'exciter même, mais non à descendre dans la lice. A lui d'écrire des feuilles volantes ou de lourds *in-folios ;* mais, tonner du haut de la chaire ou fulgurer de son cabinet n'est pas son fait. Une imprimerie voilà son milieu ; non une église, une assemblée. Dans sa correspondance surtout, aimable, caressant et flatteur, fertile en demi-mots et en réticences, il plie, il ménage, il manège. Il s'accommode, concilie, concède. Il n'abandonne point son terrain, mais il se dérobe, il assure sa retraite ; habile à diriger, à avancer, à reculer, à jouer sa partie, il a choisi une position inexpugnable. S'il se sert de la raison, c'est pour chercher la vérité et en faire hommage à la foi.

## Le docteur Reuchlin et les dominicains. — L'antisémitisme

Mais quand on sème le grain, on ne prévoit pas toujours quelle sera la récolte ; et, dans une révolution, qui donne le plus fort branle n'est pas toujours capable de l'arrêter. En Allemagne, ces querelles d'écoles, dans les nouvelles universités, prenaient un caractère de gravité et presque de fureur fort alarmant. L'Italie avait son souverain intellectuel, Léon X. François I^er et la Sorbonne, en France ; Henri VIII, et les deux grandes universités d'Oxford et de Cambridge en Angleterre, conservaient encore la direction des esprits. En Allemagne, où la papauté n'était pas aimée, où l'Empire était faible, les partisans des anciennes méthodes et ceux des nouvelles études semblaient combattre pour la vie, surtout aux bords animés du Rhin.

Là, dans la ville de Cologne, l'université était la citadelle de la scolastique. Un Westphalien, du nom d'Ortuinus Gratius, un Arnold, natif de la ville de Tongres, y tenaient ferme le drapeau de la Mystique. Le prieur de l'ordre redoutable des dominicains, Jacques Hogstraten, leur prêtait main-forte. Mais, des universités voisines, et d'Erfurth surtout, la guerre aux scolastiques était sans trêve comme sans pitié. Cette ville se piquait d'être « le lieu de naissance de Minerve » ; un certain Crotus Rubianus y voulait substituer le culte des muses à celui de la scolastique. Adorateur des poètes païens, il chantait dans le rythme et avec des figures tirées d'Ovide les rapports de Jésus et de Madeleine et il disait que la messe était une comédie. Plus grave, un Mutianus faisait dériver le christianisme des sources grecques et latines autant qu'hébraïques et il révélait, sous les légendes

et les pratiques du culte, comme aux mystères d'Éleusis, une doctrine secrète ! Enfin, tandis que, se disant « fils de Bacchus et de Vénus », les poètes de langue latine ou vulgaire qui appartenaient à la *Société rhénane*, un Eoban Hesse, un Murner, agaçaient de la pointe de leurs vers l'ignorance monacale ou la routine scolastique, dès 1512, des théologiens novateurs, un Pellican, un Capito, un Œcolampade qu'on trouvera plus tard parmi les disciples du Réformateur, ne ménageaient point la discipline et discutaient déjà quelques points du dogme. Armes sérieuses de la science, traits d'ironie, caricatures même, répandues par la gravure, tout était bon dans cette guerre nouvelle. Et ces novateurs comptaient déjà avec eux quelques membres du clergé. Bien mieux, ils accaparaient les faveurs, les pensions des princes et des villes, ils devenaient leurs ministres, leurs conseillers. Ils entouraient l'empereur Maximilien ; ils étaient au pouvoir.

L'ordre des dominicains, depuis longtemps, cherchait une occasion de combattre l'esprit nouveau, quand celle-ci se présenta d'elle-même. On n'était pas précisément d'accord dans les universités sur la mesure à apporter dans l'étude de la littérature hébraïque. Le docteur Reuchlin, en latin *Capnion*, par exemple, compétent dans la matière, la trouvait nécessaire pour la connaissance même du christianisme. Mais un certain Pfefferkorn, juif récemment converti, professeur à l'université de Cologne, déclarait dangereux pour le christianisme lui-même quelques ouvrages de cette littérature, comme par exemple les *Commentaires du Talmud* et la *Kabbale* qui, par l'enseignement d'une sorte de magie, menaient aux sciences occultes !

Or, il existait à cette époque, comme presque toujours en Allemagne, une haine latente contre les Juifs, manieurs d'ar-

gent et grands usuriers. Un Français du temps disait, en 1497 « que la haine contre les Juifs en Allemagne était si générale que les hommes les plus paisibles ne pouvaient entendre prononcer leur nom sans entrer en colère ». Ce n'était pas à cause de leur religion, mais parce qu'ils pratiquaient l'usure : « Cela ne l'étonnerait point, ajoutait-il, qu'une persécution éclatât tout à coup contre eux. » Toujours est-il que, à cette époque, dans l'espace de vingt ans, les Juifs étaient expulsés de près de vingt villes considérables comme Wurtzbourg, Nuremberg, Heilbronn et de pays entiers comme le diocèse de Mayence, le Mecklembourg et le Wurtemberg, où les princes profitaient de l'occasion, soit pour prendre les dépouilles laissées par eux, soit pour leur vendre la permission du retour.

C'était soulever une question populaire. Jacques Hogstraten, croyant trouver un appui dans les passions de la foule, demandait donc la saisie et la destruction de livres hébreux tels que le *Talmud* et la *Kabbale*, contraires à la foi; et il proposait qu'on recherchât en quoi les Israélites d'alors s'éloignaient de l'Ancien-Testament. On ne pourrait ramener les Juifs, selon lui, au christianisme, qu'en détruisant ces livres et les obliger à exercer des métiers, comme les autres Allemands, qu'en leur interdisant l'usure. Le procès fait aux livres hébreux était un commencement de persécution contre les personnes. Saisi de la question, le conseil impérial l'avait renvoyée à une commission de savants parmi lesquels se trouvait le docteur Reuchlin. Sur les conseils de celui-ci, la commission avait proposé de détruire les livres qui avaient rapport aux sciences occultes, à la sorcellerie, mais de conserver ceux dont la science pouvait tirer parti, comme le *Talmud* et la *Kabbale;* et il avait recommandé surtout la tolérance pour les personnes. Il y

avait à la fois libéralité et courage, de la part des humanistes, à prendre parti contre la haine populaire et l'avidité des princes. Mais, c'en était trop ; le prieur des dominicains, trouvant l'occasion bonne, attaque l'avocat des Juifs. Reuchlin répond. Les scolastiques, les humanistes prennent fait et cause pour leurs saints. La querelle s'envenime. Une guerre de libelles commence ; des torrents d'injures, selon l'habitude de ce temps, sont échangés entre Cologne d'une part, Heidelberg et la *Société rhénane* de l'autre. Reuchlin n'est plus qu'un fauteur des Juifs ; Pfefferkorn, qu'un âne, un dragon à la queue empoisonnée. L'empereur veut étouffer l'affaire ; il ordonne le silence aux deux partis ; c'était trop tard. Hogstraten cite Reuchlin comme hérétique à comparaître devant son tribunal. Blâmé par son archevêque, il persiste et en appelle fièrement aux principales universités et au pape lui-même.

C'était, disait Mutianus, « le combat des ténèbres et de la lumière, » c'est-à-dire de la scolastique et de la Renaissance, de l'autorité et de la liberté, en matière de science et d'enseignement. Jacques Hogstraten et ses amis avaient résolu de vaincre ou de périr. Il faudrait voir enfin si les théologiens, les moines, n'avaient pas la science et la foi comme un dépôt, pour les dispenser selon leur mesure au vulgaire. Arrière ces païens maudits qui parent leurs impiétés de grâces séductrices et d'attraits menteurs ! Arrière surtout ces théologiens sans titres officiels et sans grades, frottés de grec et d'hébreu, qui prétendent réformer l'Église latine et laïciser la foi, la théologie, au risque de judaïser. Quoi ! l'enseignement de la religion serait enlevé au sanctuaire, livré aux disputes, aux passions du monde ! Les Reuchlinistes, comme on les appelait, n'étaient pas en reste. L'étude, la discussion des livres sacrés ou profanes étaient-

elles donc interdites aux fidèles ? Y avait-il nécessairement du côté du clergé la science et l'autorité ; du côté des laïcs l'ignorance, la soumission ? Non ! point de domaine spirituel réservé, point de noblesse d'institution, pour la possession, la distribution de la foi et de la science, ces biens de l'esprit! Hogstraten, au fort de la lutte, condamne au feu les livres du docteur hébraïsant, et, malgré l'appel de Reuchlin au pape, il les fait brûler audacieusement sur la place de Cologne.

Tout le monde lettré se partage. D'un côté, l'inquisiteur Hogstraten. les professeurs de Cologne, les universités de Paris, d'Erfurth, de Mayence, de Louvain, la plupart des doyens des facultés de théologie, maîtres des sentences, logiciens, lecteurs sur la Bible, bacheliers en les sept arts, dominicains, franciscains, chartreux, décidés à conserver l'autorité de l'Église en matière de science, la supériorité de la théologie sur les autres facultés, la domination du clergé sur les consciences. De l'autre, l'empereur Maximilien lui-même, le cardinal de Gurck, son ministre, plusieurs princes allemands, treize abbés, trente-cinq villes, puis la foule des humanistes, poètes, juristes, écrivains, voués à la cause de l'émancipation de la pensée et de la liberté de la science.

La cour de Rome était fort embarrassée. Protectrice des lettres en Italie, elle n'était point disposée à les condamner en Allemagne ; mais elle devait des ménagements aux dominicains. Érasme, autre pouvoir spirituel, n'était pas moins empêché. Le voici contraint à se déclarer ouvertement, à prendre parti. Des sphères élevées des lettres, le conflit est tombé dans la foule universitaire. La cour pontificale nomme une commission pour examiner l'affaire. Érasme, sans se prononcer ouvertement, adresse indirecte-

ment, en manière de parenthèse, et au nom des lettres, une recommandation pour Reuchlin au cardinal de Saint-Georges, non sans exciter par cette tiédeur le mécontentement des combattants. La chose en était là quand, tout à coup, ce procès s'instruit avec éclat par-devant l'opinion publique.

### Les lettres des *obscurantins*

Dès l'année 1514 et jusqu'à l'année 1516, on voit circuler sans interruption sur les bords du Rhin et bientôt d'un pays à l'autre, d'une université à l'autre, tantôt manuscrites, tantôt imprimées, des lettres nombreuses, hardies et cyniques trop souvent, sur cette grande querelle qui divisait le monde universitaire et clérical, sur les adversaires et les partisans de Reuchlin, sur la scolastique, sur les *humanités*, sur l'intolérance, la liberté en matière d'études, sur l'ancienne et la nouvelle théologie et, par surcroît, sur les personnages engagés dans la querelle. Et ces lettres se répandent avec cette rapidité qu'explique la fréquence des voyages des hommes de ce temps qui, marchands, moines ou étudiants, prêts à se charger de toute commission, allaient d'universités en universités, de couvents en couvents, reçus, hébergés partout, et faisaient un service sinon aussi régulier, au moins aussi actif et aussi zelé que la meilleure des postes.

Maître Ortuinus Gratius, devenu l'un des plus fermes soutiens de la Faculté de théologie de Cologne, avait eu sous sa direction un grand nombre de jeunes étudiants. C'étaient ses anciens élèves, dispersés maintenant en Allemagne, en Italie, les uns moines, les autres visant une cure, ceux-ci

poursuivant leurs études ailleurs, ceux-là voyageant pour voir du pays qui adressaient de toute part leurs lettres à leur ancien maître. Tous humbles encore, *Obscurs*, à côté de cet illustre personnage, ils prenaient la liberté de lui écrire pour lui prouver leur reconnaissance ou pour profiter encore de ses doctes leçons et de ses sages conseils. Difficultés étymologiques, distinctions de l'école, obscurités de la théologie, cas délicats de conscience, tentations, chutes de la chair, ils soumettaient tout au savoir et à l'expérience d'Ortuinus Gratius. Ce ne sont pas toujours des conseils qu'ils demandent, des confessions qu'ils se risquent à faire. Témoins, acteurs dans cette grande lutte qui divisait l'Allemagne, ils instruisent leur ancien maître de tout ce qui se dit ou de tout ce qui se trame aux différentes universités. Ils lui font part de leurs propres sentiments, des discussions qu'ils ont à soutenir et ils l'assurent de leur inaltérable dévouement à la bonne cause. Au sortir des écoles théologiques, jetés dans un monde tout nouveau, exposés aux railleries des *humanistes*, au mépris des *poètes*, effrayés de tout ce qu'ils voient et entendent, ils se font l'écho des bruits, des scandales, des accusations portées contre la moralité, contre la science d'Ortuinus, de Hogstraten, de Pfefferkorn, des dominicains; ils s'enquièrent avec une anxiété naïve de l'authenticité de ces bruits, et ils se répandent en injures contre Reuchlin et ses partisans, en faisant des vœux pour le triomphe de la théologie et l'extirpation de tous les hérétiques et de toutes les nouveautés dangereuses.

Le style des lettres même convenait au sujet. Il était simple, sans apprêt, ainsi que l'avouent humblement leurs obscurs auteurs, ennemi surtout des vanités de la mode nouvelle. C'était une sorte de latin macaronique qui était

une première moquerie mais qui mettait les choses à la portée de tous ceux qui, de près ou de loin, s'étaient frottés aux universités. Parfois, ils risquent de poétiques essais en l'honneur de la théologie et de ses partisans, pour faire plaisir à maître Arnold de Tongres qui se pique de poésie, mais ils ont bien soin d'avertir qu'ils ne savent pas les règles de la métrique profane et qu'ils se contentent de rimer selon la vieille coutume. Ils vont au fond des choses, et ne s'arrêtant point à l'écorce, ils pénètrent jusqu'à la noix.

Écoutons-les, sur la rivalité des humanistes et des théologiens, sur la vénérable latinité du moyen âge et sur l'insolente latinité du jour, sur le mérite des poésies ecclésiastiques et des poésies séculières. Ils proscrivent en général la lecture des anciens poètes « de par Aristote, qui assure dans sa métaphysique que les poètes sont des menteurs. Est-il besoin de prouver que ces poètes n'inventent que des faussetés? L'un parle d'un fleuve qui roule du sable d'or; un autre, un grec, parle d'une ville assiégée dix ans par ses compatriotes et prise seulement après qu'un cheval se fût mêlé de prophétiser, comme si ce privilège n'avait pas été réservé au seul âne de Balaam. » S'ils permettent l'explication des auteurs profanes, c'est à la condition seulement qu'elle soit réservée à ceux qui savent les entendre comme il faut. « Hommes charnels, les séculiers ne saisissent que le sens naturel, littéral, historique; le côté allégorique, spirituel, leur échappe complètement. Sous la fable, ils ne savent surprendre le symbole, ainsi que faisait Thomas de Valleis, qui, dans son livre sur les *Métamorphoses d'Ovide*, voyait dans « Diane entourée de ses nymphes » la figure de la Vierge Marie; dans « Cadmus à la recherche de sa sœur », celle de Jésus-Christ et de

l'Église ; tout cela parce qu'il sait commenter les choses, *allegorice et spiritualiter*. Mais les obscurs correspondants d'Ortuinus n'y peuvent rien. Le nouveau latin les déborde de toute part ; et les poètes « simples compagnons qui ne sont passés maîtres en aucune faculté », non contents de les supplanter partout, les bafouent. Leurs lettres, en montrant aux prises les humanistes et les clercs, constatent partout la défaite des derniers; elles semblent souvent une longue et moqueuse oraison funèbre du moyen âge condamné par les juristes, exécuté par les poètes, et porté en terre au milieu des sarcasmes et des éclats de rire de tous.

Le célèbre Ortuinus Gratius, « maître ès arts, philosophe, théologien et même plus s'il l'eût voulu », reçoit de toutes les villes d'Allemagne les lamentations des moqués, des battus, des mourants. « Cette ribaudaille, lui écrit-on, à savoir la nouvelle faculté des poètes et des juristes, s'accroît de jour en jour et pullule dans toutes les villes et provinces de l'empire : ils attirent à eux les jeunes gens innocents, en décriant les *sept arts* et ils font tomber les anciennes Facultés. On ne voit plus, comme autrefois, les étudiants se promener ayant sous le bras d'excellents livres, comme le *Petrus Hispanus*, ou les *Parva logicalia ;* ils veulent tous entendre, expliquer Virgile et Pline, et ils courent à l'enseignement des poètes. Aussi combien d'universités dépérissent ! Au dire d'un ancien maître, il y avait quelques années auparavant encore deux mille étudiants à Leipzick, autant à Cologne ; maintenant il n'y en a pas un pareil nombre dans les deux universités réunies. C'est à Vienne qu'on va, depuis que le poète Vadian a succédé au vieil Herkmann de Franconie. Ailleurs, les anciens maîtres ont disette de pensionnaires et de commensaux.

Rien d'étonnant! les jeunes gens, méprisant les titres de bacheliers, licenciés ès arts, négligent de prendre ces grades. De retour dans leur patrie, ils répondent à leurs parents qui leur demandent ce qu'ils sont: Rien; ils ont étudié en poésie! mais les familles, ne sachant ce que c'est, mécontentes, ne veulent plus perdre leur argent à envoyer leurs fils aux universités. » Aussi, quelle est maintenant l'immoralité, l'incrédulité de la jeunesse! Un correspondant d'Ortuinus, sorti depuis peu des mains des théologiens de Cologne, se repent d'avoir quitté cette ville pour aller étudier à Mayence. A Cologne, au moins, les hommes étaient dévots et volontiers allaient à l'église et le dimanche au sermon. A Mayence, c'est bien différent: les étudiants ne font point la révérence aux maîtres; les maîtres ne surveillent point les écoliers et ne portent point capuchon. On n'entend des uns et des autres que paroles de scandale: l'un prétend que la tunique de Trèves n'est point la tunique véritable de Jésus-Christ, et que les corps des trois rois mages de la châsse de Cologne sont ceux de trois paysans de Westphalie; l'autre médit des frères prêcheurs, traite Hogstraten d'inquisiteur maudit et voit dans son église l'*Ecclesiam malignantium* de l'Écriture.

On a reconnu les fameuses lettres, les *Epistolæ obscurorum virorum*, dont on a comparé l'effet, à la veille de la Réforme, à celui que produisit le *Mariage de Figaro*, à la la fin du XVIII[e] siècle, à la veille de la Révolution. Les documents du temps témoignent du succès de la mystification. Érasme parle de la joie avec laquelle les premières lettres furent reçues par des moines franciscains et dominicains de la Grande-Bretagne et du Brabant qui, les prenant au sérieux, les croyaient écrites en faveur d'Ortuinus et des moines. Il cite un prieur des dominicains qui fit

emplette d'un grand nombre d'exemplaires pour en faire des cadeaux. Sur les bords du Rhin, la méprise n'était pas possible. La justesse du coup porte la fureur dans le camp des théologiens et des frères. Ortuinus Gratius jette feu et flammes dans les *Lamentations des hommes obscurs*. Il menace de sa colère l'imprimeur, ainsi que l'auteur ou les auteurs de ces lettres scandaleuses, et il pousse Hogstraten à demander à Rome, contre elles, une sentence d'interdit. La colère d'Ortuinus ne pouvait qu'encourager ses correspondants à exploiter cette veine. Les lettres recommencent à circuler pour paraître réunies un peu plus tard, en 1517.

Le nom d'*Obscuri viri* fait d'abord l'objet des nouvelles lettres. L'un des auteurs prétend que les correspondants ont suivi le précepte de l'humilité évangélique, parce que la grâce divine ne se communique jamais qu'aux humbles et aux simples ; un autre, profond théologien, met en avant des raisons plus mystiques, tirées des prophètes Job et Michée. Le premier n'enseigne-t-il pas que Dieu ne révèle ses profondeurs qu'aux ténèbres (*revelat profunda tenebris*) et le second, que la lumière du Seigneur n'apparaît qu'au milieu de l'obscurité (*in tenebris dominus lux mea est*). A défaut d'Ortuinus Gratius, un poète répond un peu plus tard à la question, en faisant le portrait de « l'Ignorance, personnage hébété et obèse, ami de l'obscurité, qui nourrit les hommes de ténèbres dans une profonde nuit. » Et il dépeint « cette cohorte ennemie des dieux, privée de la lumière, et qui ne se produit point au grand jour ! » On reconnaît dans les partisans de l'illustre Ortuinus, les ennemis de la science, que la diffusion des lumières offusque et effraie, et qui cherchent leur appui dans les autorités établies, ceux qui méritaient alors les noms d'*Obscurantins*, ou d'*Obscurantistes*.

Après ces premières plaisanteries, les lettres des correspondants semblent serrer de plus près les choses. Les unes, datées encore de l'Allemagne, représentent la lutte de la théologie nouvelle et de la théologie scolastique. Les autres, datées de l'Italie, traitent de l'affaire de Reuchlin et des intrigues d'Hogstraten à Rome, pour obtenir la condamnation du docteur.

Si l'esprit d'innovation, introduit dans l'étude des lettres, avait soulevé tant de crainte et de réclamations, quelle tempête devait-il exciter en pénétrant dans le sanctuaire même de la théologie : « Ce n'était point assez qu'il y eût un latin séculier, des poètes séculiers; voici naître à son tour une théologie laïque, c'est-à-dire l'hérésie. De prétendus docteurs, qui ne sont gradés dans aucune *Faculté des arts*, qui ne savent rien du *Livre des Sentences* et de la *Somme théologique*, qui ne sont ni albertistes, ni scottistes, ni occamistes, ni thomistes, s'avisent de traiter des choses de la religion, à leur mode, comme si ce n'était point matière subtile que les mondains ne peuvent comprendre. Aussi, il ne s'agit plus de savoir si la matière est l'être en acte ou en puissance, si l'essence et l'existence sont distinctes, si Dieu est dans le prédicament, ou s'il n'y est pas. Au lieu de cela, un certain Érasme, à Bâle, petit homme qui ne peut pas en savoir bien long, a écrit un livre des *Proverbes ;* le besoin, je vous le demande, après les proverbes de Salomon. Le voilà maintenant qui invente un Nouveau-Testament grec, comme si l'on avait affaire de cette langue hérétique que personne n'entend. A Stuttgard, en voici d'une autre ! Reuchlin, le plus entêté de tous ces hérétiques, a écrit un livre intitulé : *De la Kabbale.* On ne sait ce que c'est ; mais cela ne doit renfermer rien de bon. Le livre est hérissé d'hébreu et de grec ! Il ne se fonde point sur saint Bonaventure, mais

sur un certain Pythagore, nécromancien : c'est tout dire. La très sainte théologie n'a rien à apprendre des Grecs et des Hébreux. L'inspiration du Saint-Esprit vaut bien mieux. »

Les lettres qui instruisent Ortuinus des sentiments de l'Allemagne sur l'affaire de Reuchlin et des débats du procès à Rome, ne sont pas les moins curieuses. Nous y apprenons que tous les orateurs, poètes et juristes, sous le nom de Reuchlinistes, ont formé une ligue pour défendre leur chef *qui hebraïce vocatur Capnion*. Tout le clan des humanistes (*totus ordo*) en est. A leur tête se trouvent Crotus Rubianus, d'Erfurth, et un jeune chevalier poète, bientôt plus célèbre, Hutten, tous les deux auteurs de la mystification. Dans la revue que les Obscurantins font de leurs ennemis, on voit figurer tous les humanistes en renom. Ils citent l'imprimeur Froben « dont la maison à Bâle est pleine d'hérétiques ». Mais ils ne savent trop que penser d'Érasme ; car avant tout, disent-ils, Érasme est pour lui, *Erasmus est homo pro se*.

En parlant de l'instruction et du procès de l'affaire, les auteurs des lettres n'épargent même guère la cour de Rome sur laquelle ils comptaient cependant. Le prieur des dominicains Hogstraten avait pris le bon parti, nous disent-ils. Il s'était rendu en personne à Rome, les poches bien garnies, « car le pape, fort peu théologien (Léon X), était aussi une manière d'humaniste et de poète auquel il ne fallait pas beaucoup se fier ; et il était bon de s'assurer la bienveillance de la curie et des cardinaux. » Le prieur des dominicains va en effet à Rome. Il ne s'agissait pas tant encore pour lui de Reuchlin que des Juifs ; et il ne le cachait pas ; car il était de ceux qui soutenaient le plus haut qu'il fallait forcer les Juifs à assister aux sermons chrétiens, leur

interdire absolument l'usure et les contraindre à d'honnêtes métiers. Et ce n'était pas là un propos en l'air ; un prince ecclésiastique allemand, éclairé cependant, l'archevêque de Mayence, Albert de Brandebourg, pensait à former une ligue des princes et des villes pour l'expulsion définitive des Juifs du territoire allemand. Il ne faut pas oublier cet élément qui communiquait à l'affaire encore plus d'importance et de passion.

Déjà, aux deux cardinaux Dominico Grimani et de Santo-Eusebio, chargés de l'instruction du procès, Jacques Hogstraten avait fait adjoindre le cardinal de Santa-Croce, protecteur de l'ordre des dominicains. Mais voici qu'un docteur, chargé par la cour pontificale de constater la fidélité de la traduction latine faite par Pfefferkorn des passages de Reuchlin incriminés d'hérésie, constate plus de deux cents contre-sens formels. Reuchlin écrit un livre contre les faussaires et les calomniateurs de Cologne. Il les accuse de vouloir tirer seulement de l'argent des Juifs en menaçant leurs livres et leurs personnes. Un cri d'effroi s'élève à Cologne. L'autorité des maîtres est perdue. Déjà le prieur des dominicains devient à Rome l'objet de la risée publique. « Les Italiens s'étonnent que les frères inspirent tant de confiance et de terreur au-delà des monts. On laisse Hogstraten sans ressources. L'argent qu'il avait apporté d'abord est épuisé par les premiers banquets donnés aux cardinaux et par les gratifications aux référendaires. Il faut que l'ordre des dominicains se fasse adjuger la distribution des indulgences qui doivent être promulguées, afin que leurs profits servent à abattre la puissance des Reuchlinistes. Les Juifs, dont Reuchlin est le défenseur, s'y entendent bien mieux ; ils n'épargent point l'argent pour séduire la cour pontificale et se sauver. »

Pour cette cause ou pour une autre, Jacques Hogstraten, après avoir obtenu du pape la nomination d'une commission nouvelle composée de dix-huit personnages, cardinaux évêques, référendaires, docteurs, allait être condamné. Dix des commissaires avaient déjà voté contre lui, lorsque le *magister sacri palatii* obtient du pape un sursis (*mandatum de supersedendo*). Ce moyen terme tire la cour pontificale d'embarras, en faisant entrevoir une condamnation dont la honte est épargnée aux dominicains ; mais il mécontente les deux partis : Reuchlin, persuadé que la rancune des dominicains, n'ayant pu l'atteindre vivant, le poursuivra mort ; et Hogstraten qui, si l'on en croit le correspondant d'Ortuinus, affiche, sur la porte d'une église, un appel à un concile général et, de retour à Cologne, menace l'Église d'un schisme.

## Le triomphe de Capnion et de la Renaissance

Cette première lutte entre l'autorité ecclésiastique et la liberté de la science n'est-elle pas une sorte de préface de la Réforme ? Deux ans plus tard, Luther dira que l'occasion seule de s'enrôler parmi les Reuchlinistes lui a manqué ; le crédit du grand maître des hérétiques en Allemagne, est ébranlé. La Renaissance découvre, met à nu, sous le respect pour la tradition, l'esprit de routine et l'ignorance ; sous les dehors de la religion, l'égoïsme de l'intérêt ; sous la sévérité de la répression, le relâchement des mœurs. Elle accoutume les esprits à envisager de près ce qu'ils n'osaient regarder, à approcher plus familièrement ce qui les avait toujours tenus à distance ; elle les éveille, les enhardit, les dispose à de plus grandes luttes.

Attentive à condamner des excès qui pouvaient entraîner trop loin, la cour pontificale, en refusant aux dominicains la condamnation de Reuchlin, publie en 1517, pour les consoler, le bref qui condamne les *Epistolæ obscurorum virorum*. Il était un peu tard. Depuis deux ans l'un des auteurs des lettres des obscurantins avait écrit son *Triumphus Capnionis*, dans l'année 1517. C'est le cri de triomphe de la Renaissance allemande.

Le docteur Reuchlin, alors le vrai représentant de cette Renaissance, y fait son entrée triomphale dans la ville de Cologne. La vieille forteresse allemande de la théologie a été obligée de capituler. Toute la population de Cologne agitant des branches de lauriers, vieillards, enfants même, se précipite au-devant de ce vainqueur nouveau dans les combats de la science, afin de lui rendre des honneurs dignes de lui ; quelques jeunes étudiants ouvrent la marche triomphale et portent au milieu de livres monastiques, de haire, de bulles et d'indulgences, les dieux des vaincus, vaincus eux-mêmes : la Superstition, au visage triste, inquiet et pusillanime, lève les mains au ciel, prête à tout croire et n'examinant rien ; la Barbarie inculte et rebelle, les vêtements en lambeaux, la chevelure en désordre, dresse dédaigneusement sa tête, où dort une langue de plomb ; l'Ignorance, avec son front qui fuit, mollement étendue dans son inertie, glorieuse de son obésité, légère et vantarde, privée d'oreilles et d'yeux, parle toujours et erre au hasard ; enfin l'Envie, maigre et sans sommeil, nourrie de fiel, l'œil oblique et taché de sang, toujours prête à nuire aux bons, aiguise ses dents en silence ! Les vaincus enchaînés, suivent les dieux, dévorant leur humiliation, rongeant leurs fers, cachant sous leurs capuchons leur colère mal étouffée : c'est toute la cohorte des Obscurantins. Au

premier rang, Hogstraten semble encore vomir le feu par la bouche ; on reconnaît celui qui n'avait d'autre argument que le feu. Voulez-vous écrire sur la théologie ? au feu ! Dire vrai ? au feu ! Faux ? au feu ! Agir bien ? au feu ! Mal ? au feu ! Le feu, il le jette par les yeux, il le respire et s'en nourrit encore. »

*Igneus est totus, vorat ignem, vescitur igni.*

« Après lui viennent Arnold de Tongres, le faussaire, Ortuinus Gratius, qui essaye de cacher sa méchanceté sous les oripeaux de sa poésie, Pfefferkorn, le juif, qui s'est fait chrétien pour éviter d'être pendu par les siens ; enfin toute la gent ennemie des études et des lettres, conduite maintenant aux plus affreux supplices du Tartare. Mais, le vainqueur s'avance, traîné sur un char attelé de bœufs, une branche de laurier dans une main, un livre dans l'autre, le visage serein. C'est lui qui a osé le premier descendre dans l'arène et affronter l'Ignorance et la Superstition, lui dont le courage égale la science, lui que l'Allemagne peut opposer avec confiance aux plus belles gloires de l'Italie. « Réjouissez-vous amis ; le bandeau de l'Ignorance tombe, l'Allemagne ouvre les yeux ; le règne des théologistes est fini. Un pontife savant a honte de leurs sottises ; les études fleurissent : saint Jérôme est ressuscité ; une lumière nouvelle éclaire l'Évangile. Courage, humanistes et poètes ; et vous, ennemis de la lumière, pendez-vous ; *laqueum sumite, theologistæ !*

A voir dans Érasme et dans ce pamphlet ce scepticisme hardi et ironique qui annonce le XVIII^e siècle, comment penser que la théologie d'un moine révolté, qualifiée par notre philosophe « de plus obscure et plus ardue que l'an-

cienne », ferait aboutir bientôt la *Renaissance* à la *Réforme ?*

Maintenant l'ébranlement était donné, les lettres inoffensives en Italie et protégées par l'Église, avaient attaqué en Allemagne une institution de l'Église. Les esprits éveillés, enhardis, étaient préparés à entreprendre ou à supporter de plus grandes choses. Reuchlin, sans le vouloir, sans le savoir a préparé le terrain à Luther; le moine Augustin lui-même qui appellera Érasme son précurseur a dit aussi: que l'occasion seule de s'enrôler parmi les Reuchlinistes lui avait manqué.

Un des auteurs des *Epistolæ obscurorum virorum*, après avoir célébré en vers latins le triomphe de Reuchlin, ajoute avec enthousiasme: « Réjouissez-vous, amis, le bandeau « de l'Ignorance tombe, l'Allemagne ouvre les yeux, le « règne des théologistes est fini ; les études fleurissent et « les génies; ô siècle, ô lettres, c'est une joie de vivre. » Ce n'était cependant pas le triomphe de la liberté, de l'esprit humain, trop jeune encore, assez mal avisé d'ailleurs en Italie où il aboutissait, bientôt, à un scepticisme littéraire qui compromit sa nationalité, et fourvoyé déjà en Allemagne, malgré Érasme et Reuchlin, dans le juvénile éclat des *Epistolæ obscurorum*, que le XVIe siècle devait inaugurer. La Renaissance des lettres semblait annoncer un instant, sous l'ironie ménagée de quelques Italiens et le cynisme hardi de quelques Allemands, ce que le XVIIIe siècle osa avec tant de hardiesse contre la décadence et les abus de l'Église, mais aussi avec tant de légèreté, d'imprudence et d'injustice contre le christianisme même, quand un homme surtout, vint, qui, sans se préoccuper du libre examen, qu'on voit trop en jeu dans ce siècle, entraîna l'activité des esprits et les besoins des âmes sur un autre terrain, chrétien

encore, mit entre le moyen-âge et le scepticisme du XVIII[e] siècle toute la distance du protestantisme, et donna ainsi à la doctrine spiritualiste le temps de naître obscurément et de grandir entre des excès contraires, en tenant compte de la philosophie ancienne et de la morale chrétienne, pour essayer de les remplacer au XIX[e] siècle.

Érasme avait entendu retentir les éclats de cette querelle qui était la sienne, et tout en se tenant un peu loin des coups échangés, avait parfois été atteint des deux côtés. Il avait regretté la violence des dominicains, mais condamné les excès de leurs adversaires. Pour lui, c'était le combat de la superstition et de l'incrédulité, deux extrêmes qu'il redoutait également. Était-ce servir la cause de la religion que de vouloir proscrire les belles lettres et les bonnes études par la censure et par la terreur? Etait-ce servir les progrès de la raison que d'user de telles armes et de prendre de pareilles revanches. Quand le prieur des dominicains, Hogstraten, poursuivit encore la vieillesse de Reuchlin, au milieu de luttes plus terribles, il prit avec éclat sa défense. Quand Reuchlin mourut, il lui décerna l'apothéose, le mit au rang des saints, le compara aux apôtres, le loua d'avoir comme eux reçu le don des langues. Il se défendit lui-même en le célébrant.

Mais une bien autre tempête éclatait en Allemagne et la remuait dans ses profondeurs. D'autres, comme on le dît bientôt, couvaient les œufs qu'Érasme avait pondus. Le fils d'un paysan saxon transportait dans la religion même la lutte que l'enfant d'un bourgeois de Rotterdam avait commencée dans les lettres; le terrain de la bataille était changé. Une théologie nouvelle ou renouvelée se dressait tout à coup dans une petite ville allemande contre la foi romaine, le dogme était atteint, les fondements mêmes de l'édifice

catholique ébranlés, et l'émotion passait du public des universités au peuple des villes et des campagnes. Il ne s'agissait plus de ce que les lettrés devaient lire, étudier, mais de ce que le peuple devait croire et pratiquer. On ne voyait plus école contre école, mais église contre église. La querelle de Reuchlin et des dominicains de Cologne n'avait été que la préface d'un conflit plus terrible, d'une vraie révolution. Le restaurateur de l'antiquité et de l'Évangile était dépassé, débordé. Les lettres cédaient la place à la religion, la Renaissance à la Réforme, Érasme à Luther.

---

## LIVRE XVIII

# LUTHER ET LA THÉOLOGIE

---

Une réforme de l'Église et de la société politique, dans laquelle elle se développait, avait été tentée par Jean Huss, mais dans un pays trop étroit, trop excentrique pour qu'elle pût réussir dans la chrétienté. L'Allemagne elle-même, que son état politique, littéraire, semblait y préparer, avait repoussé les Hussites comme des hérétiques, des ennemis; et les nouveaux empereurs de la maison d'Autriche, Albert II, Frédéric III, Maximilien, occupés des soins que réclamait leur puissance patrimoniale, avaient laissé aller les choses, sans souci du devoir qui semblait imposé à celui qui portait le titre de chef du saint Empire romain, de prendre en main la cause de la réforme de l'Église alors corrompue et en décadence. C'était cependant en Allemagne qu'allait éclater avec le plus de force la puissance de l'explosion révolutionnaire qui devait remuer tout le XVI^e siècle dans ses profondeurs. Une université de fondation récente, voisine de celle de Prague, devait en être

aussi le foyer; un clerc sorti aussi de l'Église, l'interprète; et c'était une tradition ancienne dans le christianisme, une interprétation de la doctrine évangélique qui remontait à saint Paul, à saint Augustin et à la secte des Albigeois pour arriver jusqu'à Wiklif et à Jean Huss, que les novateurs allaient invoquer pour ébranler l'Église romaine et la hiérarchie établie. Les grands réformateurs du XVIe siècle, Luther, Zwingle, Calvin ne sont que des disciples, des continuateurs, mais plus puissants; le terrain était préparé, les aliments de l'incendie tous prêts, la révolution mûre, en Allemagne surtout. Luther n'avait qu'à paraître.

## I

### Jeunesse catholique de Luther, ses méditations théologiques

Une famille de paysans de Mœra ou Mœrke, petit village perdu dans les hauteurs de la forêt de Thuringe, émigrait, pour chercher sinon une vie plus facile au moins plus de labeur et de ressources, au pays boisé des mines de Mansfeld quand Martin Luther naquit en route, à Eisleben, de Jean, son père, et de Grœthe, sa mère, sur la place du Marché, le 10 novembre 1483. L'enfant vif, remuant et revêche, grandit à l'air libre et fortifiant de ces montagnes, sous la crainte de ses parents, rudes gens qui revenaient du travail, le père avec la hache et la pioche de bûcheron sur les épaules, la mère avec du bois sur le dos, et tous deux sous la crainte de Dieu. Une fois, sa mère le battit jusqu'au sang pour une noisette dérobée ; son père était si dur pour l'enfant que celui-ci n'osait l'approcher; le maître

de l'école de Mansfeld, tenu à donner l'enseignement religieux où on l'envoya, le fouetta quinze fois dans une matinée. Le Dieu dont ce maître et le curé du village lui parlèrent était un Dieu sévère qui menaçait les désobéissants de tous les tourments de l'enfer, et qui se laissait difficilement fléchir même par le repentir, à cette époque de vie difficile et dure. A l'âge de quatorze ans, le jeune Martin partit pour l'école des Franciscains de Magdebourg et ensuite pour celle d'Eisenach un peu plus avancée dans les voies nouvelles. Sans ressources, sans recommandations, confié à la charité des bonnes âmes, il mendia, quêta de porte en porte, *panem propter Deum,* et chanta des Noëls pour exciter la pitié et la dévotion.

La révolution intellectuelle qui agitait les sommités littéraires de l'Allemagne ne pénétrait pas encore dans les lieux écartés, comme Eisenach. Le vieux Donat, le grammairien du moyen âge, et, pour les autres arts, les misérables abrégés d'alors, quelque teinture aussi de l'enseignement nouveau de la poésie latine, apportée là par un certain Jean Trebonius, servirent à l'instruction secondaire du jeune Martin. La religion, il continua à l'apprendre dans les extraits et récits légendaires dont l'imagination enfantine du moyen âge ou la pédanterie de la scolastique avait illustré les livres de prières et avec les rosaires composés pour chaque saint, pour chacune des douleurs de la Vierge Marie, des plaies du Christ ou des onze mille Vierges de Cologne, avec toutes les pratiques, invocation des saints, adoration des reliques, pèlerinages, etc. etc., qui étaient alors en honneur dans l'éducation populaire.

La Vierge Marie, le cœur de l'indivisible Trinité, se montrait encore alors, disait-on, dans le diocèse de Constance, l'année même où l'on retrouvait sous l'autel de Trèves, en

1512, la fameuse tunique sans couture. Des miracles se faisaient encore, assurait-on, au tombeau de saint Bruno en Misnie. Les bourgeois de la vieille et impériale Nuremberg venaient de porter à leur hauteur actuelle les tours de Saint-Sebald leur vénérable et saint patron. Un des portails de la maîtresse cathédrale de Strasbourg et le chœur de la charmante église gothique de Fribourg-en-Brisgau étaient alors achevés. L'art chrétien, dans les derniers temps du gothique flamboyant, au milieu de la luxuriante végétation des broderies et des feuillages qui ornaient les portails, les arceaux, les voûtes, les corniches des cathédrales, multipliait par la main de Schaffner ou de Martin Schœn, en les sculptant en pierre, en bois ou en métal, tous les actes de la vie des saints et surtout les événements miraculeux de la vie de la Vierge, ses joies, ses angoisses, le salut des anges, son voyage sur la montagne, sa délivrance sans douleur comme sa conception sans péché et son ascension. On voyait là, aux portiques des cathédrales, avec les représentations du paradis ou de l'enfer le commentaire imagé de tout ce qu'on trouvait longuement raconté dans les livres de théologie et de piété de ce temps. C'était la bible imagée des humbles et des ignorants.

Une bonne âme d'Eisenach, Ursule Cotta, la Sunamite du futur Élisée, comme on l'appela plus tard, assura au jeune Martin le pain de chaque jour et le couvert, le mit à même d'apprendre la musique qu'il aima avec passion, de jouer du luth au milieu de ses études, et ouvrit son cœur endurci par les premières atteintes de la vie à la tendresse, à la mysticité qui étaient alors un des traits de l'âme allemande, ordinairement rude et pratique. Son père, un peu plus à son aise, ayant chez lui deux fourneaux de forge, l'envoya, à l'âge de dix-huit ans, en 1502, à l'université d'Erfurth,

pour y suivre l'étude du droit qui menait souvent à la considération et à la fortune, dans ce pays litigieux, tout rempli de petites principautés rivales et hérissé de contestations. Dans cette ville située plus au couchant, du côté du Rhin, il tomba entre les deux courants d'études qui se disputaient alors les jeunes esprits.

Sans goût pour Jodocus, un thomiste qui ne jurait que par Aristote, encore le roi de l'école, et n'exceptant de son horreur pour les scolastiques que le nominaliste Okkam, en revanche, il s'attacha à Emser, un élève de Reuchlin, qui lui expliquait Cicéron et Virgile, et surtout à l'enseignement d'un moine Augustin qui lui fit goûter les œuvres du grand docteur qui présidait à son ordre et vantait le courage du bohémien Jean Huss, qu'il appelait tout haut un martyr. Imagination ardente et caractère à la fois indépendant et timoré, commençant chacune de ses journées de travail par la prière, mais capricieux, dans ses préférences et ses travaux, étudiant moins le droit que tout le reste, Martin passait ses loisirs dans la bibliothèque d'Erfurth. Au milieu de lectures singulièrement mêlées, il revint souvent à la Bible déjà publiée et traduite, quoiqu'on en ait dit, mais alors peu recommandée surtout aux laïcs. Le cantique d'Anne, consacrant son fils Samuel, pour tous les jours de sa vie, à l'Éternel, fit impression sur lui. L'histoire de ce peuple choisi de Dieu et vivant sous sa verge impitoyable devint la lecture favorite de cette âme toujours tremblante devant l'autorité du maître. Passé bachelier en philosophie, maître ès arts, au reste gai compagnon pour tous ses camarades, au moment où le maître forgeron de Mansfeld espérait le voir entrer dans une carrière lucrative, Martin tout à coup entra au couvent par où il devait arriver aux orages.

Plus préoccupé d'études mystiques que juridiques, le jeune Martin se souciait plus de son salut éternel que des besoins de la vie présente. S'il voulait être fort, c'était contre Satan, encore l'épouvante des âmes de ce temps. Malade, la crainte de n'être pas prêt à mourir augmentait sa fièvre. Bien portant, l'effervescence de la jeunesse lui suggérait des visions, des tentations qui prenaient corps et le terrifiaient sous forme d'apparitions sataniques. Un jour, un de ses jeunes amis est assassiné ; s'il était mort lui aussi Martin dans l'état où il savait Alexis ? Les ardeurs et les tristesses, les emportements et les langueurs, qui font le tourment et le charme d'une jeunesse forte et passionnée, tenaient chez lui, de sa nature et de son temps, un alliage de violences, de superstitions et de mysticité aujourd'hui presque inconnues. Un jour, de retour d'une visite à Mansfeld, qui avait ravivé les premières impressions de son enfance, il s'était égaré aux environs montueux et boisés d'Erfurth, dans une de ces promenades solitaires, agitées, rêveuses, que connaît la vingtième année ; un orage éclate tout à coup, le tonnerre gronde, s'approche ; l'éclair déchire la nue, la foudre tombe à ses pieds; il invoque Sainte Anne, le nom de la mère de Samuel; et « tout enveloppé des angoisses et de l'épouvante de la mort », il fait vœu de se consacrer à Dieu. Le lendemain, après un repas gai encore avec ses amis, il frappe à la porte d'un couvent des Ermites de Saint-Augustin. Quelques-uns de ses professeurs, de ses amis, une lettre assez rude de son père essayèrent de l'y relancer, de l'ébranler ; il persista ; il appartenait à l'Église.

Entré au couvent avec l'âpre désir d'y faire son salut, Martin Luther était cependant de la génération nouvelle ; il était venu avec un Virgile et un Plaute sous le bras: un poète rêveur

et un mordant satirique qui convenaient à son génie. Il s'astreignit à toutes les obligations du noviciat : ouvrir la porte, balayer, mendier, à toutes les observances, à toutes les mortifications. « Si jamais moine avait pu gagner le ciel par la moinerie, dit-il, à coup sûr il l'aurait gagné. » Il croyait alors à la justification du pécheur par les œuvres ; mais, quoi qu'il fît cependant lui-même, ou à quelque obligation religieuse qu'il se soumît, il ne se croyait pas rassuré s'il n'apaisait pas les remords de sa conscience. Il ne doutait pas de l'autorité de l'Église, ni de ses commandements, ni de l'infaillibilité pontificale. « Il eut renié, disait-il volontiers, ceux qui n'y croyaient point. » Mais, en même temps, il continuait avec fièvre ses études tournées vers la théologie ; il reprenait la Bible, la feuilletait, retournait, méditait, commençait à apprendre le grec et l'hébreu pour la mieux comprendre, lisait les œuvres de Pierre d'Ailly, de Gerson. Il en oubliait quelquefois le boire et le manger, ratrappant la nuit les pratiques et les oraisons souvent omises, et s'exerçant dans la campagne à prêcher les paysans qu'il groupait autour de lui. Consacré prêtre, il dit en tremblant, pâle comme la mort, sa première messe. Ces rudes labeurs d'une vie de méditation, d'abstinence, de pratiques, sous la justice de Dieu, n'apaisaient point chez lui les tentations et les tourments de l'esprit et de la chair. « Mon Dieu, s'écriait-il, comme dans le psaume, pourquoi m'as-tu délaissé ! Je suis pourtant juste et innocent. » Délire du sang qui bouillonne, de l'esprit qui fermente, « aiguillon de Satan qui *frappe des poings* » ! Un jour, qu'on lisait l'évangile où Jésus chasse le démon du corps d'un muet, Martin tombe à genoux en criant d'un ton lamentable : *Ce n'est pas moi ! Ce n'est pas moi !* Toujours humblement docile à la

foi qui lui était imposée et voulant cependant se rendre compte, souvent absous de ses doutes et de ses péchés, et cependant toujours remordu par ses péchés et ses doutes, au point d'en venir à haïr, à détester, à injurier ce Dieu vengeur du péché, qui ne lui laissait point de trêve. Plusieurs fois ses compagnons du cloître l'entendirent s'écrier avec douleur: « Mes péchés ! Mes péchés ! » On pénétrait de force dans sa cellule pour le réconforter, et on le trouvait haletant, exténué, évanoui; il fallait le faire revenir, le calmer avec les chants et le son de la harpe qu'il aimait comme autrefois Saül.

Un jour le vicaire général de l'Ordre des Augustins à qui il confiait ses misères du couvent, parmi les réconforts et les consolations qu'il cherchait à apporter à cette âme angoissée, l'exhorta à moins se tourmenter de ses péchés et à croire davantage à la miséricorde, à la grâce de Dieu et à apprendre surtout à aimer celui qui l'avait aimé le premier, en se sacrifiant pour lui; et il le renvoya encore aux épîtres de saint Paul et aux livres de saint Augustin. « Ce n'est pas Dieu, lui dit-il, qui est irrité contre toi; c'est toi qui es irrité contre lui. La pénitence commence par l'amour de Dieu et de sa justice. » Ce fut pour le jeune prêtre, nous dit-il plus tard, un trait de lumière; il se mit à méditer avec confiance, avec espoir, les *Épitres aux Romains, aux Éphésiens ;* les *Actes des Apôtres*, et, lisant avec sa passion plus qu'avec sa raison, se jetant dans un autre extrême, il se prit à regarder toutes les œuvres de l'homme comme entachées, par son origine même, de péché, et lui-même comme incapable du bien par ses propres forces.

La foi en Jésus, la foi qui donne l'amour, lui parut seule pouvoir rendre l'homme capable d'œuvres vertueuses et par conséquent de le rendre juste, de le *justifier ;* mais

c'était pour lui une *justification* toute de grâce et de miséricorde ; l'homme n'y avait pas droit par ses propres œuvres, par ses mérites; c'était un effet gratuit de la bonté divine. La justice de Dieu n'était plus sa colère, mais sa miséricorde. Il sembla à Luther, nous dit-il, qu'il entrait en paradis. « Les paroles du Christ jouaient autour de lui, en lui souriant au lieu de l'épouvanter. » Sa conscience timorée était sur le chemin de la doctrine de la grâce, et il s'y avança davantage tous les jours au gré de son imagination mobile et passionnée. Il puisait une vie nouvelle dans ce nouvel évangile, comme il l'appelait, vers 1508, quand le vicaire général Staupitz, en même temps doyen de l'université de Wittemberg dans la Saxe, l'y appela pour lui confier une chaire de philosophie, quoiqu'il y fût peu propre et l'attacher comme prédicateur à l'église des Augustins. La prédication c'était la vocation même de Luther : « Je n'y tiendrai pas trois mois » dit-il pour se défendre ! « A la bonne heure, » dit Staupitz, « Dieu a aussi besoin là-haut d'hommes dévoués et habiles. »

Le vicaire général avait deviné ce qu'il fallait à cette âme ardente et inquiète : la vie active, occupée, la lutte. Dieu, disait Luther plus tard, « me donna alors par ses chers anges une grande consolation : celle de combattre et d'écrire. » L'université de Wittemberg était d'ailleurs comme le théâtre prédestiné du nouveau docteur. Fondée, en 1502, par Frédéric le Sage, sous l'invocation de saint Augustin et avec le concours des moines de cet ordre, elle n'avait pas seulement pour doyen de théologie le vicaire général Staupitz, mais Martin Paulich, partisan des nouvelles études, et, disait-on, disciple de saint Augustin. Nouvelle vie et bien remplie pour Luther; esprit original, il enseigne et il prêche, et partout il remue et étonne. Il s'éloigne sur son pupitre et

dans la chaire de la voie battue ; docteur en philosophie il attaque avec ironie la vieille scolastique ; prédicateur, il insiste, selon ses dernières méditations, plus sur la foi du pécheur et la miséricorde de Dieu, pour le salut, que sur les œuvres et pratiques recommandées par l'Église ; cœur passionné, il accompagne le tout de ces mouvements éloquents de la passion que donnent les orages intérieurs ; on sent que cet homme pénètre jusqu'au cœur de la noix et à la moelle des os. Les écoliers affluent en nombre à Wittemberg : c'est un nouveau Jean Tauler. Il procède de saint Augustin ; il met la foi, l'amour au-dessus des pratiques, l'esprit au-dessus de la lettre ; « le juste vit de sa foi. »

En l'année 1512, Jean Staupitz envoya ce jeune homme, avide de voir et d'apprendre, à Rome ou règnait alors le pape Jules II ; c'était pour les affaires du couvent. Mais on pouvait être sûr que cette imagination exaltée, inquiète, rapporterait autre chose de l'Italie qu'une décision pontificale. Le moine allait donc voir la mère féconde des lettres, et surtout cette Rome, trois fois sainte, qui était la pierre angulaire de l'édifice catholique, cette maison de salut, ce successeur de l'apôtre, qui tenait les clefs du trésor incomparable des mérites de Jésus-Christ, interprète de sa parole et dispensateur de sa grâce.

On sait l'effet produit alors par les raffinements d'une société cultivée, d'une civilisation corrompue, toute cette exposition du paganisme antique tout à coup ressuscité, sur les hommes du nord, simples, pauvres, austères, qui venaient alors souvent en Italie puiser aux sources de l'érudition nouvelle et du savoir, ou retremper leur foi douteuse aux fontaines apostoliques du Vatican. Dans la Rome du XVIe siècle, ils ne retrouvaient plus ni la Rome républicaine de Tite-Live, ni la Rome chrétienne des Catacombes !

« J'ai vu, » disait l'un d'eux, « les murailles à moitié détruites de la ville ausonienne où Dieu se vend avec tout ce qui est sacré ; j'ai vu le grand pontife et le sacré collège, la longue suite des princes cardinaux et la tourbe inutile des scribes, cavalcade caparaçonnée de pourpre flottante ; j'ai vu ceux qui commettent le mal et ceux qui le souffrent, vivant dans l'orgie, jouant les Curius, et ceux qui négligent de dissimuler leur mauvaise vie, riant des bonnes mœurs et sifflant les gens honnêtes ; toute cette populace de Romaines, je ne dirai pas de Romains, abîmée dans le lucre et les obscènes plaisirs. Le magicien Simon y pourchasse l'apôtre Pierre, et les matériaux amassés sur la place de la future église, qui sort à peine de terre, émigrent vers les palais luxueux qui s'achèvent. Après les Curius, les Pompée, les Métellus, après les Pierre et les Paul, voilà ce que Rome renferme. Cesse, ami, de vouloir visiter la sainte ville. Où fut Rome, il n'est plus rien de romain. »

Cette impression fut celle du pauvre et passionné moine de Wittemberg. Reçu dans un splendide couvent de Milan qui jouissait de 36,000 ducats de revenu, assis à des tables de marbre richement servies, il demande pourquoi on n'y fait pas maigre le vendredi. Accoutumé à se nourrir de pain noir et de hareng salé, à méditer des heures entières sur un passage de saint Paul, il trouve les repas des prêtres italiens trop longs et leurs messes trop courtes. Il entend de la bouche des clercs, des moines, des conversations licencieuses, des blasphèmes qui le font trembler, et surprend des mœurs qui sont comme des blasphèmes à la nature. On lui conte, sur la malignité du climat et des Italiens, des contes fantastiques auxquels il ajoute foi. A Rome où il arrive malade et fiévreux, même surprise, même scandale ! Jules II est bien aussi, pour lui, « ce guerrier recouvert d'une

armure et la barbe et la chevelure hérissées, achetant la terre par la fraude et vendant le ciel qu'il ne possède pas. » Au milieu des dieux et des déesses rendus au plein jour de la Renaissance dans Rome, Luther visite les églises; et lui, qui prêche du haut d'une chaire de bois mal jointe et dans une chapelle aux murailles lézardées et sans toiture, vraie crèche de Bethléem, il est choqué de voir le marbre briller aux chapiteaux des colonnes, les peintures étaler leurs formes humaines et charnelles aux murailles et l'or éclater au plafond des basiliques. En montant, comme le plus fidèle des croyants, pour gagner une indulgence, l'escalier de Pilate miraculeusement transporté à Rome, il croit entendre au fond de son cœur une voix qui lui crie déjà : « Le juste vit de sa foi. »

Sans doute, il y avait au fond de ces impressions communes aux visiteurs de Rome, venus des froides et grossières contrées du Nord, et particulièrement de l'Allemagne, une secrète et instinctive aversion de la pauvreté contre la richesse, de la barbarie contre la civilisation, une rancune des vieilles rivalités de l'empire allemand du moyen âge contre l'Italie et contre la papauté, enfin l'inintelligence des secours que l'Église romaine pouvait emprunter aux arts pour agir sur des âmes qui donnaient moins de prise à un texte de la Bible ou à un sermon sur la grâce. Toujours est-il que Luther revint à Wittemberg encore moins confiant pour sa propre édification dans les secours de l'Église que dans ceux de la Bible, dans les pratiques extérieures, dans les œuvres, que dans la grâce, dans le chef visible de l'Église, que dans son chef invisible lui-même. « S'il y a un enfer, répéta-t-il, Rome est bâtie dessus. C'est l'abîme d'où sortent tous les péchés. » Et plus tard il ajoute : « Pour cent mille florins, je ne voudrais pas ne pas avoir vu Rome.

Je serais dans l'inquiétude d'avoir fait tort au pape. » Le cœur de Luther ressentait déjà contre ce qu'il avait cru, vénéré, une sourde colère.

Appelé, à son retour, de l'enseignement de la philosophie qu'il n'aimait pas, à celui de la théologie, Luther se défend, se plaint, hésite et accepte enfin ; singulier mélange d'audace et de timidité, d'ardents désirs et de minutieux scrupules. Fait docteur en la Bible, *doctor biblicus*, il abandonne alors Aristote « ce maître endiablé », saint Thomas, « ce jongleur », études finies, pour se plonger dans l'étude pure de la Bible. On eût dit qu'il n'avait passé par l'enseignement de la scolastique que pour la détruire. Il s'établit dans la Bible, pour la relever, fait même bientôt école et entraîne à sa suite ceux qui l'approchent. Rien de terrible comme l'homme d'un seul livre : *Timeo hominem unius libri*. Des querelles éclatent autour de lui, celle des scolastiques et des humanistes. Il s'y intéresse, sans y prendre part. L'occasion lui a manqué, dira-t-il plus tard. En réalité, c'est le goût, la volonté ; son cœur n'est point là. Un homme domine encore le siècle, Érasme. Luther le lit, lui écrit. Mais il ne s'enrôle pas sous ce maître. « Je lis Érasme, » écrit-il, « mais il perd de jour en jour de son crédit sur moi. Je crains qu'il ne rende pas de grands services à la doctrine de Jésus-Christ. » Cédant cependant à sa timidité ordinaire vis-à-vis des puissants, il dit lui-même qu'il cache ce sentiment. Luther est un novateur théologien. C'est le *doctor biblicus;* il ne s'enrôle que sous le Christ. Ses déclamations populaires recueillies alors et qu'on a réunies plus tard font suivre comme pas à pas la marche de son esprit qui recule de la théologie du moyen âge aux Pères, à Jésus-Christ, et l'évolution de sa conscience qui, du sentiment de la faillibilité originelle de l'homme, arrive à douter déjà de la puis-

sance de sa liberté, et à ne croire, à n'avoir recours qu'en la grâce.

C'est là le vrai et pur évangile, pour Luther, le point cardinal, le commencement de toute vraie réforme. « Les pontifes et les prêtres qui ne s'en préoccupent point ne sont point comptés parmi les pasteurs, mais parmi les loups. Devant Dieu ce sont des idoles et non des ministres de Jésus. » La sagesse de la croix, voilà le seul texte que Luther prêche et veut voir prêcher[1]. L'Église s'attachait, on le sait, aux bonnes œuvres, même aux pratiques. Luther ne trouve déjà bonnes que la justice, la sagesse qui viennent de la grâce.

« La justice ne consiste pas, dit-il, dans les œuvres de l'homme, mais dans la foi. L'homme ne peut avoir par lui-même une pensée, une volonté bonne. Dans l'homme où il n'y a point de volonté règne la volonté de Dieu, qui est la meilleure de toutes[2]. Par lui-même l'homme serait incapable d'accomplir la loi. Mais l'Évangile apporte au désespéré les secours et le remède. « Venez à moi, dit le Seigneur, vous « tous qui êtes accablés, je vous relèverai. » Vous étiez incapables de satisfaire à la loi; mais, voici le Christ qui a satisfait à la loi. Il n'est plus nécessaire de l'accomplir, mais seulement de s'attacher à celui qui l'a accomplie. Jésus, voilà la justice, la sanctification, la rédemption. » C'est bien là, même déjà bien exagérée, la doctrine de saint Paul, la foi qui abolit la loi, la grâce qui sanctifie les œuvres et qui seule justifie : *Fides impetrat quod lex imperat.*

Déjà quelques-uns des disciples de Luther allaient plus loin, et il les applaudissait. L'un d'eux, Feldkirchen, soutient, dans une thèse, que la volonté de l'homme n'est pas

[1] *Declamations populares in decalogum.*
[2] *Ibid. annis* 1513, 1514, 1516, *opera latina*, 1, p. 57, 235, etc.

libre, mais esclave, esclave de son propre gré. Et ce n'était pas une école seulement que le *docteur biblique* fondait à Wittemberg, c'était une direction qu'il donnait, une influence active qu'il exerçait autour de lui. En 1516, il est chargé, à la place du vicaire général des Augustins, de visiter quarante couvents de la Misnie et de la Thuringe. Pendant cette tournée, il inspire, il réforme, il destitue et nomme les prieurs, il gourmande, il réconforte et console. « Ne vous attachez pas à Aristote, dit-il, ni aux docteurs d'une philosophie trompeuse, lisez assidûment la parole de Dieu. Ne cherchez pas votre salut dans vos forces et dans vos bonnes œuvres, mais dans les mérites du Christ et dans la grâce. » Pasteur et prédicateur, directeur des études, vicaire du prieur, lecteur de saint Paul, commentateur des Psaumes, orateur à table, il parle et il prêche, il discute et il dirige, il s'agite et agite, dans toute la joie de la vie et de l'action. En juillet 1517, il va prêcher à Leipzick, à la cour du duc Georges de Saxe où il passionne et divise les esprits. Quelques dominicains qui se trouvaient là, s'inquiètent, s'irritent, le défient; il accepte le combat et, de retour à Wittemberg, au mois d'août, malgré la peste qu'il ne veut pas fuir, il propose de soutenir dans une thèse que « la liberté est incapable de faire le bien comme le mal, puisqu'elle n'est pas libre, et que l'excellente, l'unique préparation à la grâce c'est l'élection et la prédestination éternelle de Dieu ». Il envoie sa thèse à Erfurth, à Heidelberg, à Ingolstadt, aux principales universités de l'Allemagne. Puissant agitateur qui se démenait dans les limites de l'Église, avant la lutte, et à qui il ne manquait qu'une occasion pour en sortir. L'occasion se présenta.

## II

### Les indulgences

On s'est étonné, à tort, que la grande querelle qui a divisé la chrétienté ait éclaté à propos d'une vente d'indulgences promulguée en Saxe, novembre 1517, par le pape Léon X, pour l'édification de Saint-Pierre de Rome, et indécemment faite à travers l'Allemagne par un moine effronté, comme si ce n'était pas la même cause qui avait suscité Jean Huss. Mais, à y regarder de près, n'était-ce pas attaquer l'édifice catholique tout entier que de s'en prendre au pouvoir qu'exerçait l'Eglise de remettre les péchés et de relever l'homme de ses fautes par les pratiques qu'elle avait instituées depuis des siècles. Il n'est pas besoin d'être très grand clerc pour s'en rendre compte.

Ce qui avait fait la puissance de la papauté et de l'Église au moyen âge, c'est la position dominante que le dogme lui avait faite dans la société. Mis en possession, par la doctrine catholique et la foi des fidèles, de renouveler, dans la messe et d'une manière invisible, le sacrifice accompli une fois visiblement sur le Calvaire, et de faire participer par la communion tous les croyants au bénéfice de cette grande Hostie, le sacerdoce était devenu le véritable médiateur entre le ciel et la terre, entre Dieu et l'homme. *Sacerdos constituitur medius inter Deum et populum*, dit saint Thomas d'Aquin. Dépositaire et dispensatrice de ce trésor de miséricorde et de grâce, qui avait coulé à flots par les plaies du Sauveur et par celles des martyrs, des saints, comment l'Église ne serait-elle pas devenue la Maîtresse des âmes ; comment n'eût-elle point fait la loi à cette humanité qu'elle proclamait déchue et à laquelle elle ouvrait les portes

du ciel? Sans doute, on pouvait admirer cette sublime association de secours mutuels entre le monde visible et le monde invisible, entre les vivants et les morts, les pécheurs et les saints, et l'imputation aux vertus et aux volontés indigentes des uns, de la surabondance des mérites des autres. Mais, pour l'Église en possession de cette richesse, ce pouvoir n'était-il pas difficile et délicat à exercer ? Placé comme entre le ciel et la terre, le sacerdoce ne devait-il pas se garder de trop élever ni de trop abaisser sa mission toute de grâces, s'il voulait continuer à agir sur l'humanité qui lui était soumise. Faite pour mener au ciel, sans doute il ne fallait pas que l'Église se perdît dans les hauteurs idéales où l'on ne pouvait la suivre; mais il était encore plus à craindre que, en conservant des attaches trop étroites trop intimes avec la terre, avec la chair, elle ne perdît l'esprit de son institution et n'eût plus le ciel en vue.

Ainsi, dans la dispensation du trésor des mérites de Jésus-Christ, ne devait-elle, ni décourager la faiblesse par une parcimonie trop rigoureuse, ni encourager le mal par une coupable complaisance. Ce qu'elle devait redouter surtout, c'était de faire servir sa mission divine à ses intérêts mondains et d'exploiter le ciel au profit de ses ambitions et de ses passions terrestres. Or, à cette époque, l'Église, après avoir gouverné de haut le monde par ses vertus, ne s'étaitelle pas abaissée jusqu'à lui pour l'exploiter ou le tyranniser mieux encore ? En affirmant plus haut que jamais dans leurs décrets l'infaillibilité de l'Église, et prêts à la défendre par l'inquisition dominicaine, un Alexandre VI, un Jules II, un Léon X, chacun, mêlant leurs passions, la politique et les nouveautés humaines aux choses religieuses, n'avaient-ils pas fait trop souvent du gouvernement spirituel un instrument d'ambition, de cupidité ou de luxe.

A la suite, toute l'Eglise, maîtresse et propriétaire de tant de biens, en Allemagne et ailleurs, ne s'était-elle point aussi trop engagée dans les intérêts mondains aux dépens des spirituels! Et, dans le gouvernement spirituel même, après avoir augmenté le trésor de Jésus, des miracles de la Vierge, des vertus surérogatoires des saints et des martyrs, pour avoir à dispenser de plus grandes richesses de miséricorde et d'indulgence, pour les prodiguer non seulement à la pénitence et au repentir sincères, mais à des pratiques trop faciles, à des confessions fréquentes, à des pèlerinages, à des jeûnes, à des indulgences, ne compromettait-elle pas alors son pouvoir, en même temps que la moralité des âmes qui étaient commises à sa garde. En un mot, l'administration du culte, la loi n'étouffait-elle point la religion et la foi elle-même? c'est ce que des écrivains catholiques même ont reconnu, ce que l'Eglise aussi a avoué en essayant de se réformer plus tard au concile de Trente.

Un excès engendre ordinairement un autre excès, dans un sens contraire. Dans la pratique même de la foi, l'Eglise devenait matérielle, séculière, vénale. Elle se mettait à la place de la religion spirituelle, pure, désintéressée. Comment s'étonner que quelques âmes pieuses ou outrecuidantes, et en même temps timorées, mystiquement éprises surtout de l'idée du sacrifice fait bénévolement par un Dieu de son propre Fils pour racheter l'humanité déchue, préférassent devoir leur salut à cette grâce même et non à ses dispensateurs, à Jésus et non à ses serviteurs, à la foi et non à la loi?

Or, tandis que l'Église élevait l'édifice de sa puissance, constituait son culte, rendait ses décrets ou canons, établissait ses pratiques, et faisait, sous l'inspiration de

l'Esprit Saint dont elle croyait avoir conservé le privilège, l'humanité même à son image, cette direction particulière, discrète, qui attendait le salut du Sauveur et non des hommes, de la grâce et non des œuvres, avait transmis de siècle en siècle dans le christianisme comme une protestation latente mais toujours redoutable contre la puissance croissante de la tradition victorieuse. Commencée par saint Paul qui était venu détruire la loi et les pratiques en lesquelles les anciens Juifs mettaient trop de confiance, pour annoncer que c'est la foi qui sauve; continuée par saint Augustin dans le livre où il développe la pensée de Paul, que c'est la lettre qui tue et l'esprit qui vivifie, cette protestation contre l'excès des observances pieuses et le matérialisme d'une sorte de justice extérieure qui ne change pas le cœur, avait eu au moyen âge pour interprètes, après les Albigeois en France, Wicklif en Angleterre et Jean Huss en Bohême. Elle se réveillait plus puissante alors que jamais à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de la lecture de la Bible et des Pères de la primitive Église et par réaction contre la sécularisation corruptrice de l'Église de ce temps. Jean de Wesalia, le théologien d'Erfurth, qui était mort en 1482 dans les cachots de l'Inquisition pour avoir loué Jésus-Christ et méprisé le pape et les conciles; Jean Wessel, « la lumière du monde, » qui disait : « celui-là se justifie qui croit et espère en la bonne nouvelle; » et, à cette époque même, Capito et Œcolampade, théologiens novateurs des bords du Rhin, attaquaient déjà vivement dans leurs sermons quelques-unes des pratiques de l'Eglise.

Et, quel abus plus grand de la part de l'Église que de prodiguer aveuglément et à la légère la précieuse richesse qu'elle avait à sa disposition, au risque de relâcher la volonté par une facilité compromettante, et de livrer surtout ce

trésor divin de sacrifices, de dévouements, de vertus, trésor spirituel entre tous, au prix de la richesse terrestre et mondaine, et d'ouvrir le ciel, non plus aux justes, mais aux riches ! Voilà ce qui pouvait paraître la dernière, la plus scandaleuse des sécularisations, à une époque où l'on accusait surtout l'Eglise de tourner au siècle, de n'être plus qu'une institution politique et séculière. Et voilà comment attaquer les indulgences, c'était attaquer le tout.

La promulgation d'une vente d'indulgence, pour l'édification de Saint-Pierre de Rome dans la capitale de la chrétienté, dans la résidence du pape, n'avait rien en soi d'insolite, d'extraordinaire. Mais, depuis le commencement de ce siècle, on s'était accoutumé aussi à voir, dans les pontifes les plus récents, des princes séculiers et pas toujours des meilleurs, des plus pacifiques. Ils avaient des États, les agrandissaient, les défendaient, attaquaient leurs voisins et entretenaient une cour qui ne se contentait pas toujours d'être riche et brillante. Le prétexte des indulgences, du salut des fidèles, ne cachait il pas un vrai système d'impôts, de taxes, destinés à augmenter surtout la puissance et l'éclat du prince romain ? Le roi d'Angleterre Henri VIII, alors très attaché à l'Eglise, et le cardinal Ximénès, ministre de Ferdinand le Catholique, François Ier, qui avait eu à combattre Léon X, mais dont on ne peut contester l'orthodoxie, arrêtèrent chez eux par des motifs politiques la vente des indulgences, sans que la cour de Rome songeât à réclamer. Mais l'empire, dans l'Allemagne, était bien faible comme pouvoir central, et Maximilien Ier, comme souverain, plus faible encore. Les *concordats* de Vienne, qui avaient, en 1448, remplacé la *Pragmatique* de Mayence, livraient sans défense aux abus romains l'Allemagne tout entière. Un moment, Maximilien, qui se plaignait de voir le pape tirer de

l'Allemagne dix fois plus d'argent que lui-même, avait eu l'idée de profiter du concile de Pise réuni sous Jules II, en 1511, pour porter remède à cet état de choses. Il avait été impuissant là comme dans tout le reste.

La papauté, dans cette naïve et grossière Allemagne, si mal défendue, croyait donc encore avoir table ouverte. Les vieilles luttes de l'empire contre Rome, elle les avait oubliées; elle avait oublié que Pie III, quelques années auparavant, sur le point de retirer les concessions faites aux Hussites, avait été arrêté par la crainte du renouvellement de la guerre. Trop confiante dans ces princes d'Église, archevêques, électeurs, évêques, abbés, qui possédaient près des deux tiers de l'Allemagne, dans ces princes laïcs faibles ou jaloux de l'empereur, dans ce peuple qui peinait et payait toujours, elle avait conservé ses anciens errements. L'an 1515 déjà, un moine dominicain, Arcimbold, avait parcouru les Pays-Bas, la Bourgogne, les provinces rhénanes, et il avait rapporté à Rome d'honnêtes profits mais bientôt épuisés. Léon X, en 1516, s'en prit à l'Allemagne elle-même et cette fois s'en repentit.

Il y avait alors à Mayence, pour archevêque électeur, un prince de la maison de Brandebourg, du nom d'Albert, frère du margrave de Brandebourg lui-même, l'un des princes les plus puissants de l'Allemagne du nord-est. Il était âgé de vingt-quatre ans, spirituel, libéral, mais léger et dissipateur; il connaissait les abus de l'Eglise que son chapelain et confesseur Capiton lui glissait dans l'oreille; mais il était peu disposé à y porter remède. Récemment élu, et si jeune, il devait à la cour de Rome 45,000 thalers. C'était le prix du pallium, insigne de la charge qu'il avait reçue de Léon X, somme considérable pour le temps et pour le pays électoral! Le pape Léon X lui fit proposer un

moyen de s'acquitter aisément en faisant en commun la vente des indulgences. On traita avec de riches banquiers d'Augsbourg, les Fugger, qui prirent l'indulgence à ferme et en avancèrent déjà les produits probables à Mayence et à Rome. Il fallait un agent habile et sûr. On avisa un certain Tetzel, dominicain, inquisiteur de la *méchanceté hérétique,* qui avait déjà composé un traité sur la matière. Il avait la théorie, le talent de l'emploi. Il laissait un peu plus à désirer pour la prudence pratique.

Tetzel réussit d'abord. Le cortège indulgencier, avec la croix et la bannière, parcourut l'Allemagne de ville en ville, la bulle pontificale de grâce et de pardon portée respectueusement sur un coussin de velours. A son arrivée tout le clergé, prêtres, moines, nonnes, écoliers, compagnons des métiers, campagnards, arrivaient au son des cloches, au bruit de la musique. « On eût dit que Dieu même faisait son entrée »[1]. Tetzel apportait au moins le pardon de tous les péchés, il est vrai, après confession, communion et contrition, le droit de choisir un confesseur, la participation à toutes les œuvres, à tous les mérites de l'Église, la délivrance des âmes des parents en purgatoire. « Oyez, disait-il, écoutez les morts, au milieu du feu, qui vous crient : pitié, miséricorde ! Accourez, pécheurs, n'aurez-vous point pitié de vos parents, pitié de vous-mêmes. Le ciel est ouvert, et pour une faible aumône, vous refuseriez d'y faire entrer vos parents, d'y entrer vous-mêmes. » On était moins choqué de ces scènes de tréteaux que nous ne pourrions le croire aujourd'hui quoique cependant le goût commençât déjà à se raffiner. Quels spectacles fantasques, grotesques, accompagnés de cris et de grimaces, l'Église ne

[1] *Laischer's reformationis acten.*, I, p. 48. — *Tetzelii sermo secundus.*

donnait-elle pas encore alors elle-même dans ses mystères et jusque dans ses fêtes, en plein sanctuaire, à certains jours. Les bonnes âmes ébahies, tentées, accouraient, donnaient selon leurs moyens, et, confessées, s'en retournaient plus légères. On se scandalisait parfois seulement de voir Tetzel et les siens s'ébattre ensuite à la taverne voisine. Tetzel arriva ainsi en Basse-Allemagne, dans l'électorat de Brandebourg, jusqu'à Francfort-sur-l'Oder, une ville où florissait une université récemment fondée sous le patronage et avec le concours des dominicains. C'était sur la frontière de la Saxe à quelques milles de l'augustinienne Wittemberg. « Je ferai un trou dans le tambour de Tetzel », s'écria, à cette nouvelle, le docteur de la grâce et de la Bible, Martin Luther!

Le docteur de la grâce était certainement en Allemagne celui qui pouvait être le plus vivement blessé par ces scandales de la pénitence. Sans doute, il y avait rivalité entre les dominicains et les augustins, rivalité d'ordre, rivalité de capuchon. Mais la doctrine de la justification gratuite n'était-elle pas bien l'antipode du trafic des pardons ? Avant Luther, Érasme et d'autres encore, en même temps que lui, théologiens ou clercs, Capito, Æcolampade, sur les bords du Rhin, le curé de Zurich, Zwingle, qui devint le réformateur de la Suisse, s'étaient élevés aussi contre les indulgences. Mais Luther y arrivait le plus logiquement, le plus irrésistiblement de tous. Nul doute qu'il n'y eût aussi en lui cet amour de la dispute qui était alors familier aux écoles, et cette ardeur du sang qui pousse en avant. Il le disait lui-même : « Je suis un jeune docteur, sorti récemment de la forge, ardent et joyeux dans la parole du Seigneur. » Toutes les circonstances concouraient. L'électeur de Saxe, le fondateur de l'Université de Wittemberg,

Frédéric le Sage, prince pieux et éclairé, fait chevalier du Saint-Sépulcre, dans un pèlerinage à Jérusalem, avait récemment fait venir de nombreuses reliques de saints pour en sanctifier l'église collégiale qu'il avait relevée; mais il aimait l'Écriture et la méditait ; il avait interdit à Tetzel l'entrée de son électorat. Mais ce prince n'outrepassait-il pas ses pouvoirs, en se mêlant de choses religieuses? Luther vint défendre son maître.

Ce fut d'abord par un sermon prononcé en octobre sur l'indulgence et sur la grâce que Luther commença. Il voulait, en diligent pasteur, avertir son troupeau. « Le péché dit-il, dans ce premier sermon, ne se remet pas, mais se répare ; » et il faisait briller la pure lumière de la grâce d'en haut, au milieu des ténèbres trompeuses des vendeurs d'indulgences[1]. Mais bientôt, après avoir écrit à son évêque et à l'archevêque de Mayence, le 31 octobre, 1517, il affiche, à la porte de l'église de Tous-les-Saints, en promettant de les soutenir envers et contre tous, par des raisons tirées des Écritures, ces quatre-vingt-quinze propositions qui commencèrent la grande lutte[2]. Dans ces propositions, Luther, sans nier la doctrine des indulgences, en réduit singulièrement l'efficacité. « L'indulgence, pour lui encore, est bonne, si l'on n'y met pas toute sa confiance; rien de plus nuisible si elle diminue la piété. La repentance perpétuelle, intérieure, mortifiante et féconde, voilà la vraie réparation. Luther a soin de distinguer le pape Léon des effrontés marchands de pardon, pour lesquels il réserve ses colères. Il définit et limite cependant le pouvoir du pape dans la matière. « Le pape, dit-il, ne peut ni ne veut remettre aucune autre peine que celles qu'il a imposées conformément à ses canons ; il

[1] *Sermon von ablass und der Gnade.* Reinhard, t. I.
[2] *Prop. Luth.*, 1, 2, 3, 5, 36, 37, 38, 62.

n'ôte pas le péché en lui-même, il ne prononce pas l'abolition de la peine que la seule vraie repentance mérite. Sans doute il n'y avait là, semblait-il, que des subtilités, des distinctions scolastiques. « Il ne faut pas mépriser, disait-il, la distribution et le pardon du pape; mais son pardon n'est qu'une déclaration du pardon de Dieu. » Mais la forme chez Luther était violente, et l'audace des paroles déjà grande. « Espérer être sauvé par ces indulgences, c'est une espérance de néant, quand le pape lui-même y mettrait son âme en gage. Le pape a plus grand besoin de prières que d'argent quand il envoie ses prédicateurs. » La hardiesse de la doctrine perce aussi. On peut deviner déjà qu'elle élèvera autel contre autel et que le schisme peut sortir d'un point si minime en apparence : « Chaque chrétien, disait-il, mort ou « vivant, a part à tous les biens du Christ ou de l'Église, par « le don de Dieu et sans lettre d'indulgence. » Voilà l'homme qui veut s'abreuver, sans médiateur et sans dispensateur, à la source de l'infinie miséricorde divine, et avoir part de lui même au céleste trésor. Mais l'Église ne risquait-elle pas de descendre alors de cette région supérieure, entre le ciel et la terre, à laquelle la théologie du moyen âge l'avait guindée?

« Le secours et les prières de l'Église ne dépendent, disait « Luther, que de la volonté et du bon plaisir de Dieu ; le « véritable et précieux trésor de l'Église est le saint évan- « gile de la gloire et de la grâce divine. » Une autorité plus sacrée apparaissait ainsi au-dessus de l'Église établie.

Comment s'étonner, ainsi que Myconius le raconte, que en quinze jours, ces thèses fussent répandues dans toute l'Allemagne, et que, en un mois, elles arrivassent aux limites de la chrétienté, comme si les anges mêmes en eussent été les messagers. Depuis les conciles de Pise, de Cons-

tance, de Bâle, et la réforme avortée, il n'y avait qu'une voix dans la chrétienté contre la corruption de l'Église. Mais, en Allemagne, particulièrement, le terrain était tout préparé, dans les universités, où les querelles des humanistes et des dominicains avaient déjà aiguisé les armes des opposants contre Rome et contre l'Église. Ce débat avait bien ému, bien remué. Après tout, c'était cependant l'affaire des docteurs, des savants, des écoliers. Mais il s'agissait de bien autre chose ici. Cela touchait aux intérêts de l'autre monde et de celui-ci, au salut et à la bourse. Les grands et les petits, les princes et les peuples ouvraient les oreilles. Dans les cours, dans les universités, dans les villes, jusque dans les campagnes, on s'arracha les thèses de Luther. Quoi ! Cette Église riche, brillante, corrompue, avait usurpé le pouvoir de remettre les péchés, qui vient gratuitement de Dieu. Un savant docteur l'assure, la Bible à la main. Quoi ! l'empereur, les princes, les évêques n'avaient point arrêté ces exacteurs romains qui venaient, sous tous les prétextes, prélever le plus pur du travail du pauvre ; et un pauvre clerc, un docteur, auquel son seigneur envoyait tous les ans sa robe de bure, l'avait osé ; et cela par arguments théologiques, au nom de Dieu ; et non seulement un clerc, un docteur, mais un moine, un mendiant. C'était merveille. « Le monde entier, dit Érasme, lui applaudit. » Il y eut écho partout dans le monde universitaire, à Erfurth, à Heidelberg, à Nuremberg, à Augsbourg. » Je crois que le jeu va commencer contre les prêtres, écrivit l'empereur Maximilien à Frédéric le Sage ; gardez bien votre moine, « il pourra nous être utile ».

## III

### Lutte de Luther contre Tetzel, les théologiens et les légats romains. — Dispute de Leipsick

L'université de Francfort-sur-l'Oder releva le gant. Le doyen, Conrad Wimpina, conféra les titres de licencié et docteur en théologie à Jean Tetzel qui se déclara prêt à soutenir contre tout venant cent-dix-neuf contre-propositions. « Pour les indulgences, il distingua entre la satisfaction due par le pécheur et sa justification qui ne pouvait être due qu'aux mérites du Christ. Le pape pouvait opérer la première, sinon la seconde. Les indulgences n'absolvaient pas du péché, mais des peines temporelles encourues. » La différence alors n'était plus bien grande. Mais Tetzel, au-delà de cette querelle d'école, avait bien compris que la doctrine de Luther n'allait à rien moins qu'à ébranler l'autorité du pape, seul alors arbitre des choses de la foi, au-dessus de l'Église universelle, et à lui substituer l'autorité de l'Écriture interprétée au gré de chacun. C'est pourquo il s'attaqua encore plus à l'homme qu'à la doctrine; et opposant la parole même du pape au pauvre moine, il traita d'hérétique téméraire, blasphémateur et calomniateur, celui qui osait blâmer les actes pontificaux. C'était changer habilement le terrain, transporter la querelle des obscures subtilités de la théologie au grand jour d'une lutte entre le pape et un pauvre moine, entre l'autorité et la liberté. Excités par leurs maîtres, les étudiants de Francfort jettent aussitôt au feu les thèses du moine augustin. En Allemagne, les dominicains prennent parti pour Tetzel. Enfin, Jacques Hogs-

traten, de Cologne, prieur des dominicains, grand maître de la *maligne hérésie*, croyant voir là une belle occasion de prendre sa revanche de l'affaire de Reuchlin, dénonce l'hérésiarque aux autorités ecclésiastiques et séculières.

Martin Luther fut d'abord atterré des proportions inouïes que l'affaire avait prises. « S'il avait prévu cela, il y a des choses qu'il eut omises, et d'autres qu'il aurait plus sûrement affirmées. Il n'aimait pas cette gloire, le chant lui paraissait trop haut pour les paroles. » Son supérieur, l'évêque de Brandebourg, ne blâmait pas ses thèses au fond, mais il le suppliait, par amour pour la paix, de ne pas écrire sur ce sujet. L'électeur de Saxe, Frédéric, homme prudent, craignait de voir son université compromise par cette témérité. Dans son ordre, Luther surprenait les expressions d'une timidité naturelle ou de craintes intéressées. Seul, dans l'Église, en face du pape qui avait fait trembler les peuples et les rois, il tombait dans des abattements et des désespoirs qui se trahissaient par ses lettres souvent contradictoires. Mais, des lettres d'adhésion nombreuses ne lui manquaient pas non plus ; et puis, cette doctrine, c'était son œuvre, sa foi, toute sa vie. Il avait aussi l'orgueil de l'esprit et du cœur. Il l'avoue presque et s'en défend fièrement. « Si l'humilité elle-même, dit-il, voulait hasarder quelque nouveauté, ses adversaires crieraient à l'orgueil. Jésus n'a-t-il pas été traité d'orgueilleux contempteur de la sagesse du temps ? » Si ses adversaires s'étaient tu, Luther nous dit qu'il n'aurait peut-être pas recommencé. Mais on l'avait malmené ; il rendit coup pour coup. En signant dans une lettre à Jean Lange, Luther *eleutherius*, Luther libérateur, il envenima la querelle. Les étudiants de Wittemberg l'envenimèrent encore davantage, pour répondre aux étudiants de Francfort, en brûlant les thèses de Tetzel. Un

combat, un duel théologique avec son adversaire pouvait seul satisfaire Luther.

« S'il y a, disait-il, quelque inquisiteur qui prétende « mâcher du fer et faire sauter en l'air du rocher, je lui « fais savoir qu'il y a un sauf-conduit pour se rendre à « Wittemberg, portes ouvertes, table et logement assurés, « grâce à la générosité de sa magnificence le duc électeur « de Saxe; moi, le docteur Martin Luther, étant prêt à répondre ; » mais, en même temps, fils encore obéissant de l'Église, n'ayant pas la pensée d'être une occasion de déchirement et de schisme, dans une lettre au pape, il proteste de sa soumission. « Saint Père, je me jette à vos pieds ; « donnez la vie ou la mort, approuvez, désapprouvez, « absolvez, condamnez, je reconnais votre voix pour la « voix du Christ qui parle en vous. »

A la cour de Rome, on ne s'était pas inquiété d'abord ; « Jalousies de moines, » avait dit négligemment Léon X, et il aurait même ajouté : « ce docteur Martin est un beau génie. » L'ébranlement de l'Allemagne tirait Rome de cette quiétude. Le premier, Sylvestre Prierio, maître du sacré palais et senateur romain, exprima la pensée du Saint-Siège sur les thèses de Luther. C'était, comme on disait, un ardent thomiste : il opposa magistralement à Luther l'infaillibilité pontificale, établie par les arguments de l'école. « Quiconque, dit-il, ne s'appuie pas sur la doctrine de l'Eglise romaine et du pontife romain, comme sur la règle infaillible de la foi, dont l'Écriture Sainte elle-même tire sa force et son autorité, est un hérétique ; » et il ne ménagea pas les malveillances et les insultes à Luther. On ne pouvait rompre plus droit en visière. Luther ne recula pas cette fois, malgré ses tremblements, il répondit avec saint Paul :

« Si quelqu'un vous annonce un autre Évangile que celui

que nous vous avons annoncé, quand ce serait nous-même ou un ange du ciel, qu'il soit anathème! » L'autorité infaillible et la libre interprétation, le pape et la Bible, interprétée par Luther, étaient déjà en présence. Toute l'Allemagne fut aux prises et retentit de la querelle, pendant l'année 1518. Le savant Reuchlin et le juif Pfefferkorn avaient agité, divisé le monde universitaire et clérical. L'objet nouveau du discord était autrement émouvant et populaire. Un docteur et chancelier de l'université d'Ingoldstadt, dans la Bavière, aussi renommé dans le midi que Luther dans le nord, Jean Eck, prit parti pour le pape. C'était un ancien ami de Luther, un théologien distingué ; il accusa le docteur de Wittemberg d'être atteint de l'hérésie bohémienne. Le midi et le nord se dressèrent l'un contre l'autre. Les thèses se croisèrent, sous les noms les plus bizarres, *astérisques* contre *obélisques, conclusions* contre *propositions*, sans compter les injures, qui étaient le langage du temps, et les noms échangés d'âne, de porc, de théologastre, de minotaure, de rhadamantotaure. Luther n'était jamais en reste. « Dieu, « s'écriait Érasme, a donné aux hommes un médecin qui « tranche dans les chairs, parce que sans lui la maladie « serait devenue incurable. »

Luther avançait en effet au milieu de la lutte et par la lutte, laissant, dit-il, les choses qui sont derrière lui pour que ses adversaires aboient contre elles, et poursuivant celles qui sont devant lui pour qu'ils aboient contre celles-ci à leur tour. « Le pape est un homme qui peut faillir, dit-il, Dieu est la vérité qui ne faillit pas. » Et il affirma plus nettement que jamais sa doctrine, en distinguant la rémission de la peine qui est au pouvoir de l'Église, de celle de la faute qui ne dépend que de Dieu. « La rémission de la faute, dit-il, n'est au pouvoir ni du pape, ni de l'évêque, ni

du prêtre; elle repose uniquement sur la parole du Christ et sur la foi en lui. » Mais il a suffi que Jean Eck ait prononcé le nom de bohémien, pour que Jacques Hogstraten requierre déjà contre l'hérétique la peine du feu. « Meurtrier en délire, répond Luther, as-tu soif de mon sang? Mon plus sincère désir est que tu te gardes bien de m'appeler chrétien et que tu me traites d'hérétique. Crois-tu m'effrayer! si l'on me tue, le Christ vit; le Christ, mon seigneur, est le seigneur de tous. » Et Luther allait prêcher hardiment à Erfurth et jusqu'auprès du Rhin, à Heidelberg où il enlevait, ravissait ses auditeurs, entre autres un dominicain lui-même, Bucer, qui devait être plus tard le réformateur de Strasbourg.

La cour de Rome, pour étouffer l'affaire, nomma une commission. Malheureusement, on lui donna pour président Sylvestre Prierio déjà juge et partie. La commission cita le moine récalcitrant à comparaître à Rome. Luther écrivait alors ses *Résolutions*, où il cherchait à apporter la plus grande modération, mais où il maintenait fermement son dire, après y avoir affirmé sa foi. « Je ne m'embarrasse pas, disait-il, de ce qui plaît ou déplaît au pape. C'est un homme, comme les autres hommes. Je m'étonne de la simplicité de ceux qui disent que les deux glaives de l'Évangile représentent l'un, le pouvoir spirituel, et l'autre le temporel. Oui, le pape tient un glaive de fer et il l'offre ainsi à la chrétienté comme un tyran, mais non comme un père. Dieu irrité nous a livrés au glaive que nous avons voulu, et nous a retiré celui que nous avons dédaigné. » Il avait des paroles doucereuses pour Léon X, ce pontife aimable et bienveillant. « Mais le siècle, disait-il, ne mérite plus que des Alexandre VI ou des Jules II, » et il ajoutait: « Je dirai les choses hardiment. L'Église a besoin d'une *réformation*. Mais elle ne peut être l'œuvre ni d'un seul

homme comme le pape, ni de beaucoup d'hommes comme les cardinaux; ce doit être celle du monde entier ou plutôt de Dieu seul! » Le mot était prononcé; la querelle grandissait en effet en importance. Luther ne s'en prenait plus aux indulgences, mais à l'Église, au pape lui-même. L'empereur Maximilien, l'électeur de Saxe, et quelques princes, obtinrent que Luther vînt se défendre devant le légat du pape, cardinal Caïetano de Vio, envoyé alors auprès d'une diète qui devait se tenir à la fin de l'année, dans la bonne ville libre et impériale d'Augsbourg en Bavière. C'était faire de la cause de Luther une affaire d'empire, au milieu de l'Allemagne effervescente. « S'il rentre en lui-même, écrivait Léon X, et demande grâce, nous vous donnons le pouvoir de le recevoir dans notre Sainte Mère l'Église. S'il refuse, invoquez le bras de notre fils en Jésus-Christ, l'empereur Maximilien. »

L'empereur Maximilien avait réuni cette diète à deux fins, d'abord pour obtenir des princes l'élection de son petit-fils Charles d'Autriche, fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, déjà roi d'Espagne et de Naples, comme roi des Romains, ensuite pour lever, en effet, de concert avec le pape, la dîme et le vingtième des biens destinés à la guerre contre les Ottomans, qui, sous le sultan Selim, après la conquête de l'Égypte, menaçaient les frontières de la chrétienté. On profiterait de la réunion pour examiner l'affaire de Luther. Mais des désaccords entre le pape et l'empereur pouvaient éclater dans cette diète.

Sur la question d'élection, si l'un pensait achever tout ce qu'il avait fait pour sa maison en assurant l'empire à son petit-fils Charles, l'autre craignait pour l'Italie et la papauté une si grande puissance; si la cour de Rome était prête à sacrifier Luther, l'empereur, à l'instigation de ses conseil-

liers et de quelques princes, n'y était pas aussi disposé. Pape et empereur n'étaient pas éloignés de s'entendre pour tirer de l'argent de l'Allemagne. Mais ce fut justement sur ce point qu'avec étonnement ils trouvèrent la diète, c'est-à-dire les princes et les députés des bonnes villes, tout à fait récalcitrants et prêts à mal recevoir surtout le légat de la cour de Rome.

Luther ne représentait qu'un côté de l'opposition de l'Allemagne à la cour de Rome et ce côté ne paraissait pas même des plus importants. La querelle des humanistes contre les dominicains faisait encore beaucoup de bruit et ceux-ci hésitaient à confondre leur cause avec celle d'un moine même récalcitrant. « Il s'est élevé récemment, » disait l'un deux, « à Wittemberg, une vive querelle entre les moines. Les uns défendent, les autres attaquent les indulgences pontificales. Des deux côtés on combat avec véhémence ; on vocifère, on écrit, on vend propositions, corollaires, conclusions. J'ai répondu à l'un d'eux qui m'a mis au courant du débat : « Frères, usez-vous, dévorez-vous les uns les autres[1]. » Si les lettrés s'intéressaient aux études, les âmes pieuses ou simples aux indulgences, les grands, les puissants, à la politique, princes et députés des villes, élargissant la question, trouvaient de plus en plus lourd le joug que la papauté, avec ses exactions et ses abus de toutes sortes, faisait peser sur l'Allemagne entière. Ils prêtaient moins l'oreille aux arguties sur les indulgences qu'aux attaques de certains pamphlets contre le pouvoir que Rome s'arrogeait dans l'empire ; et la publication faite alors par un certain chevalier poète du fameux écrit de Laurent Valla[2], contre *la fausse donation de Constantin au*

[1] Hutt, *Op.*, t. II, p. 428.
[2] Hutt, t. II, 401.

*Saint-Siège*, base historique sur laquelle la papauté prétendait faire reposer ses droits à la possession d'une partie de l'Italie, même à la domination de l'Occident, intéressait plus les États de l'Allemagne que les discussions sur la grâce et les œuvres. C'est ce que fit éclater surtout la présence du légat du pape à la diète d'Augsbourg, en 1518.

Le cardinal Caïetano était entré jeune dans l'ordre des dominicains; il s'y était fait connaître comme un commentateur zélé et convaincu de saint Thomas. Dans l'Église, il avait soutenu récemment, à Pise et à Milan, que le pape seul avait droit de réunir un concile. Il était devenu ainsi général de l'ordre des dominicains. C'était un homme savant, pur de mœurs; mais il aimait un peu le faste et l'éclat. Il était venu brillamment escorté, dans un équipage princier; à Augsbourg, il campait sous une tente blanche brodée de velours écarlate, et donnait ses audiences dans une robe de chambre de satin cramoisi. Il avait pris au sérieux le dicton de la cour de Rome que « les légats doivent être au-dessus de tous les rois. » Cette manière fastueuse de demander la dîme déplut à la diète. Elle ne se contenta pas, à la presque unanimité, de refuser ce qu'on lui demandait, par cette raison que l'argent du commun peuple n'était que trop souvent sans profit tiré hors de l'Allemagne; elle saisit l'occasion pour s'élever avec force contre les *annales*, contre tous les frais de la chancellerie romaine, les bulles, palliums, contre l'accumulation des bénéfices ecclésiastiques dans des mains étrangères, les violations incessantes des concordats, etc. etc. Mais l'opinion publique, à l'époque de la diète d'Augsbourg, s'exprima encore avec plus de vivacité dans des pamphlets qui, bien qu'avec exagération, nous la font parfaitement connaître.

Dans l'un d'eux intitulé *Inspicientes* (les Spectateurs),

le Soleil et le Phaéton fixent leurs regards sur une ville allemande toute pleine de tumulte, où tout un peuple d'hommes d'armes et d'hommes de robe va, vient, s'assemble, se disperse, boit à pleins verres et discute longuement au milieu du bruit. C'est l'assemblée des princes et des députés de l'Allemagne, à Augsbourg. Ils paraissent ne pas se conduire autrement au conseil que sur le champ de bataille, car on en voit seulement quelques-uns à l'air austère et grave, parés du titre de docteurs, tenir le langage de la raison et ils ne sont écoutés que lorsque les autres sont à jeun.

Mais, voici une pompeuse procession de personnages vêtus de pourpre et d'hermine que la foule suit à longs flots. Le légat Caïetano marche en tête; son visage, ses yeux, son port, tout en lui annonce l'onction et la piété. D'où vient donc cependant que le peuple le regarde de travers? C'est que le légat est encore venu demander la dîme des biens d'Allemagne et que le troupeau se lasse enfin d'avoir un pasteur qui ne songe qu'à faire tondre ses brebis et non à les faire paître. Aussi Caïetano a-t-il l'air d'un enfant à qui l'on a ôté le pain de dessous la dent. Il est venu les poches grosses d'indulgences et de dispenses; pour la première fois, il s'en retournera la bourse vide. Voilà qui remplira bien d'effroi les Romains. Ils n'auraient jamais attendu cela des Allemands, ces barbares, comme ils disent.

« Le peuple le plus pur et le plus fort a cependant été livré ainsi à merci, jusqu'à ce jour à la faiblesse et à la ruse de l'autre ; et il n'est pas encore bien sûr que le légat Caïetano se résigne et n'invente pas quelque supercherie nouvelle pour tromper la bonne foi de l'Allemagne. L'état des choses ne s'y prête que trop. L'empereur n'ins-

pire plus ni respect, ni crainte; la diète, selon son habitude, passe des mois à délibérer sans jamais rien conclure. Les princes, ennemis de l'obéissance, veulent gouverner et s'en montrent incapables; héréditaires et électifs, laïcs et clercs se jalousent et se font la guerre. Au-dessous d'eux se regardent avec la même haine, la chevalerie dans les campagnes et la bourgeoisie dans les villes; l'une encore rude, brave et pauvre, isolée, dispersée dans ses châteaux selon la vieille coutume germaine, mais fidèle gardienne de l'antique loyauté, ennemie des mœurs étrangères, toute occupée de chasse et de guerre, souvent même de brigandage; l'autre molle, paresseuse, enrichie, ramassée dans un même espace entouré de murs, infidèle à la vieille simplicité qui proscrivait les denrées exotiques et l'or étranger. »

« Mais le plus grand mal de l'Allemagne, c'est le nombre, la richesse, l'influence, la corruption du clergé, naturel allié de Rome contre ses rivaux. Il y a presque autant de pasteurs que de brebis, et plus de la moitié de l'Allemagne leur appartient. Tandis que les frères, chevilles ouvrières de la tyrannie, enchantent la simplicité du peuple, se rendent maîtres par la confession de sa conscience, et, par l'absolution de sa bourse, les chefs de l'Église, archevêques, évêques et abbés, oisifs, efféminés, au sommet de la hiérarchie, oublieux de leurs devoirs et de leur mission sainte, sacrifient à leurs dieux nouveaux : la gourmandise et la volupté. Pour que l'Allemagne redevienne une et forte, il faut qu'elle amende ses mœurs et que le clergé donne l'exemple. »

Arrivé à cette conclusion, Hutten termine par une hardie bouffonnerie de Fastnachtspiel. Le légat, ayant aperçu le Soleil, à la faveur d'une éclaircie de nuages, a fait un crime au dieu de ne lui avoir point ménagé, en Allemagne, une

température semblable à celle de l'Italie. Le Soleil prétexte l'indiscrétion des astrologues, le désir officieux de ne point éclairer les intrigues pontificales; puis, le légat se montrant peu satisfait, il s'étonne qu'un homme ose lui commander. Caïetano objecte son pouvoir qui embrasse le ciel et la terre ; sur un doute du Soleil qui refuse cette puissance à un mortel, il prépare ses foudres et, sur une raillerie du dieu, l'excommunie *ipso facto*. Phaéton, furieux, reprend les rênes en prodiguant l'insulte au légat et prédit à Rome une révolte de l'Allemagne et à Caïetano une fuite honteuse.

Le dialogue *Inspicientes* est, comme on le voit, pour l'état politique à peu près ce que fut pour l'état littéraire de l'Allemagne la satire des *Epistolæ obscurorum virorum*. La toute-puissance de l'Église, ses usurpations dans tous les sens, paraissent aussi à charge à l'humaniste qu'au patriote allemand. C'est là qu'il voit le mal de l'Allemagne, celui auquel il faut apporter le plus prompt remède. Ses lettres sont plus explicites encore que ses écrits. « Si l'Allemagne veut m'écouter, écrit-il au comte de Nuenar (avril 1518), en lui rappelant les persécutions contre Reuchlin et les exigences du Saint-Siège : avant de commencer contre les Turcs une guerre aujourd'hui nécessaire, elle portera d'abord remède à ce mal intestin. Car à quoi bon arrêter l'ambition des Ottomans qui nous menacent au dehors, si nous conservons chez nous cet ennemi. »

Auprès de ces attaques véhémentes qui avaient des échos dans la diète, les opinions théologiques dont le docteur Luther venait répondre devant le légat du pape à Augsbourg semblaient de bien peu d'importance. L'entrevue du cardinal romain et du docteur de Wittemberg, pendant les débats de la diète, montre cependant quelle part la théo-

logie devait prendre dans le formidable concert d'opposition qui s'élevait en Allemagne contre Rome.

Caïetano avait ordre d'obtenir la rétractation du moine ou de le faire appréhender au corps, sous peine d'interdit, pour l'amener à Rome. Le proviseur des cordeliers avait dit à Luther avant son départ : « Vous trouverez à Augsbourg de subtils antagonistes, je crains que vous ne puissiez défendre contre eux votre cause. Ils vous jetteront au feu. » Aussi, chemin faisant, avait-il été en proie à cette mobilité qui lui était innée et qui se peint si bien dans ses lettres; tantôt abattu, tantôt bravant ses ennemis, véritable jouet de la tempête. Arrivé dans la ville, il fut réconforté par la visite de Conrad Peutinger, le célèbre conseiller de l'empereur, des premiers magistrats de la ville, même de quelques chanoines et de quelques religieux. Quelques habitants le prièrent de prendre la parole et de prêcher. Il s'y refusa avant d'avoir vu le légat. Le cardinal qui pouvait lire à Augsbourg les pamphlets écrits contre lui et entendre même les invectives de la populace, avant d'affronter Luther, en diplomate habile, fit escarmoucher autour du terrible ergoteur, par un de ses affidés, Sierra Longa. Celui-ci avertit le docteur que Son Éminence ne venait point à Augsbourg pour argumenter avec un simple moine, mais pour le recevoir à pénitence, et le renvoyer avec les bénédictions pontificales. Luther s'attendait à être éclairé, réfuté, convaincu. « Est-ce que tu t'imagines, reprit Sierra Longa, que Sa Grâce l'Électeur prendra les armes et s'exposera pour toi à perdre le pays qu'il a reçu de ses pères? — Dieu m'en garde. — Abandonné de tous, où te réfugieras-tu donc ? — Sous le ciel ! »

Arrivé en présence du légat, Luther se prosterna à ses pieds : « Très digne Père, dit-il, je viens à vous comme un

fils soumis, disposé à me faire instruire. » Mais le cardinal croyait dangereux de compromettre dans une discussion l'infaillibilité pontificale. Il chercha à prendre le moine par la douceur, la bienveillance, à l'amener ainsi amiablement à se rétracter. Luther l'entraîna peu à peu à un commencement de discussion. Mais il était difficile de s'entendre. L'un ne produisait que des textes tirés de l'Écriture. L'autre répondait avec des canons, des décrétales. Luther résistait à cette autorité. « Mais le pape n'a-t-il donc pas pouvoir sur toute chose, reprit Caïetano? — Sur tout, répartit Luther, excepté sur l'Écriture. — Je ne suis point venu pour discuter avec toi, dit enfin le cardinal, rétracte-toi ou sois prêt à subir les peines que tu as méritées. » A la seconde entrevue, le légat essaya de la discussion, cita avec autorité, et comme sans appel, les décrets pontificaux, parla longtemps, laissant à peine à son adversaire le temps de répondre. Luther se débattait sous cette parole vive et ce ton de commandement; il ne parvenait que de temps à autre à jeter en frémissant quelques textes de la Bible ou quelque citation des Pères. Les deux adversaires étaient mal à l'aise. « Cet homme, disait le légat, a « dans la tête des yeux profonds et d'étonnantes spécula- « tions. » Poussé à bout, il s'écria enfin : « Si tu restes, rétracte-toi, ou ne viens plus. » Luther profita de l'occasion et sortit sans prononcer un mot. La résistance de ce moine à un cardinal de l'Église romaine était cependant un fait plus grave que les plus violentes diatribes contre la papauté. C'était un combat corps à corps entre les deux doctrines; et les deux personnes en jeu lui donnaient un intérêt dramatique plus fait pour frapper les esprits que l'échange des plus violents arguments. Le surlendemain, après quelques pourparlers inutiles, Luther fit affi-

cher sur les portes de l'église d'Augsbourg un solennel appel *du pape mal informé au pape mieux informé* et, favorisé par les magistrats d'Augsbourg, il sortit de grand matin de la ville et, à peine habillé, trouva un cheval qui lui avait été préparé exprès et prit à la hâte, comme un fugitif, le chemin de Wittemberg. En confondant sa résistance particulière avec celle de l'Allemagne, il n'en avait pas moins lié sa cause à celle même de son pays; et le docteur biblique allait bientôt, sans s'en douter, devenir, pendant quelque temps, le chef de l'opinion nationale, le plus ardent contre Rome et le plus puissant, parce qu'il prétendait opposer la parole de Dieu à celle de l'Église.

Luther rentra en effet comme en triomphe dans Wittemberg; le peuple, les étudiants, tous les jours plus nombreux, accoururent au-devant de lui. Il se retrouva entouré de ses amis : le conseiller intime même de l'électeur, Georges Spalatin, homme éclairé, qui servait de lien entre son maître et le docteur; le vieux Staupitz, toujours plein de tendresse et parfois d'effroi pour son ancien élève ; un théologien ardent et passionné, toujours en avant, Carlostadt ; enfin un jeune professeur, élève chéri du vieux Reuchlin, plus savant et plus sage qu'on ne l'est ordinairement à son âge, Philippe Melanchton qui venait d'être appelé à l'université, pour y enseigner le grec, et dont Luther s'éprit d'une affection toute paternelle. Groupés autour de Luther, inspirés par lui, ils s'efforcèrent, en feuilletant la Bible et les Pères, de soutenir aussi par leurs écrits tout ce que cet audacieux génie leur avait inspiré. « A l'université de Wittemberg, écrit alors Luther, nous sommes actifs comme les fourmis. » La ville devenait le foyer, la capitale de la Réforme ; mais la parole de Luther n'appartenait plus seulement à lui, à ses

amis, à ses élèves ; jetée au vent, elle appartenait à la tempête.

L'appel de Luther du pape mal informé au pape mieux informé était un défi que la cour de Rome avait relevé en écrivant à l'empereur Maximilien et à l'électeur Frédéric le Sage, pour se faire livrer le fugitif. Mécontent du pape qui avait contribué à empêcher l'élection de son petit-fils, Maximilien répondit évasivement, protestant de son dévouement ; et il prit un malin plaisir à rappeler les plaintes et griefs du peuple allemand, les maladresses de la cour de Rome dans l'affaire de Reuchlin et dans celle de Luther, les progrès des novateurs dans la faveur des princes. L'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, était fort embarrassé. Il avait à ménager contre Maximilien la cour de Rome. Mais il s'était pris d'un goût assez vif pour Luther. L'université de Wittemberg, qui lui était chère, implorait sa protection. Érasme, encore l'oracle du temps, lui écrivait en sa faveur : « Il convient à ta sagesse de ne pas permettre que, sous ton règne, un innocent soit abandonné à l'impiété sous prétexte de piété. » L'électeur hésita. Il parut retirer sa main de la tête de Luther, puis l'étendre de nouveau sur lui. Le docteur biblique ne savait aussi que résoudre ; s'il devait rester ou partir ; mais où porter ses pas ? « Le pauvre n'a rien à craindre, disait-il, car il n'a rien à perdre. Pour ce corps chétif, ils abrègeront peut être sa vie d'une heure ou deux. » Et une autre fois : « Enfin, j'ai retroussé ma robe, ceint mes reins, et suis prêt à partir, comme Abraham, sans savoir où j'irai. » En attendant, pour ébranler l'autorité du Saint-Siège qui s'était mis en travers de la grâce, aidé de Melanchton, Luther commentait l'*Épître de saint Paul* aux Galates ; il tournait et retournait les canons et les décrétales des papes et s'écriait avec espoir et avec effroi : « J'y trouve le Christ

tellement altéré et crucifié, que je ne sais trop, je vous le dis à l'oreille, si le pape n'est pas l'Antichrist lui-même ou l'apôtre de l'Antichrist. » Et bientôt, quoi qu'il retienne encore sa colère, à cause de l'électeur de Saxe et de l'université de Wittemberg, il ne doute plus. « Le pape, dit-il, a substitué sa grâce à la grâce divine. Il s'est mis à la place du Christ ; c'est pourquoi il l'appelle hardiment l'Antichrist. » Et cependant il ne se sentait pas sans angoisses en se séparant de l'Église : « Hérétique, non, je ne le serai jamais. Mais quoi, ne serait-ce pas devenir hérétique que de rétracter la foi qui m'a fait chrétien [1]. »

La mort de l'empereur Maximilien, le 5 janvier 1519, tira l'électeur Frédéric le Sage et Luther de leurs incertitudes. Selon les lois de l'empire, Frédéric devenait régent, pendant l'intérim, et devait présider aux opérations de l'élection nouvelle. La cour de Rome sentait la nécessité de ménager ce prince alors tout-puissant et Frédéric aimait à ménager Luther. Le pape avait envoyé en Saxe un de ses chambellans, Charles de Miltitz, de race saxonne, homme d'esprit, vaniteux, bon vivant, fait pour plaire à ses compatriotes, avec mission d'offrir à Frédéric le Sage le présent mystique d'une rose d'or qu'on ne donnait qu'aux souverains et, selon l'occasion, d'agir de sévérité ou de douceur envers le moine augustin. Miltitz, ayant flairé les dispositions de l'Allemagne, s'attabla avec Luther, le cajola, le flatta, plaisanta avec lui, l'adoucit, le gagna un instant. « Je le déclare en présence de Dieu et des hommes, écrivit Luther au pape (3 mars), je n'ai jamais voulu, je ne veux point nuire à la puissance de l'Église romaine ni à celle de Votre Sainteté. Je reconnais que rien dans le ciel ni sur la terre ne peut être

[1] Luth., *Ep*, 159, 193, 195.

mis au-dessus de Votre Sainteté, si ce n'est Jésus, le Seigneur de tous. »

Mais, dans la vacance de l'empire, la parole, l'action était aux ardents, aux docteurs. Or, il y avait dans le midi de l'Allemagne, à l'université toute scolastique d'Ingoldstadt, un docteur, Jean Eck, qui avait déjà eu maille à partir avec le docteur de Wittemberg et que les succès de celui-ci empêchaient de dormir. Il avait échangé des arguments et des injures avec Carlostadt, un disciple, et avait obtenu de se mesurer avec lui dans un débat théologique. Mais cela ne lui suffisait pas. C'était au maître qu'il voulait avoir affaire. Il brûlait d'éprouver la bière bavaroise contre la bière saxonne. Sous couleur de poser ses thèses contre Carlostadt, il publia tout à coup une attaque à fond contre les doctrines de Luther, sans le nommer. Le docteur biblique n'y tint pas : « Les hommes faisaient de vains projets, s'écrie-t-il, mais le Seigneur s'est réveillé pour juger les peuples. Dieu ne me conduit pas ; il me pousse, il m'enlève. Je ne suis pas maître de moi. Je voudrais vivre dans le repos, mais je suis lancé au milieu des troubles et des tempêtes. Dieu règne, il sait ce qu'il veut faire sortir de cette tragédie. » Et se retournant vers son adversaire Jean Eck, avec l'ardeur du lutteur et la violence grossière de langage qui est toute de ce temps: « A moi Eck, homme fort, ceins ton épée, sophiste frauduleux, superbe et braillard, mangeur de paille, tu veux me commettre en public et me vouer aux fureurs pontificales ; je te fournirai l'occasion de triompher de la Saxe et de la Misnie et d'être à jamais appelé glorieux et juste. » Les prudents, le conseiller Spalatin entre autres voulurent l'arrêter. « O mon pauvre Spalatin, il m'est impossible de parler avec Eck de l'Écriture et de l'Église sans irriter ce monstre. N'espère jamais me voir en repos à moins

que je ne renonce à la théologie. Rome brûle du désir de me perdre, et moi, je me morfonds à me moquer d'elle. Le monde s'agite et chancelle. Dieu sait ce qui en arrivera. Veuille son Eternité avoir pitié de nous. »

Les assemblées, les tournois théologiques même étaient une coutume du moyen âge. L'Eglise n'en avait pas toujours banni la discussion. Sur ce terrain avait vécu à ses risques et périls la liberté de la parole. Ainsi s'étaient élaborées des croyances, des doctrines ; ainsi étaient nées et avaient succombé les hérésies. Le duc de Saxe, Georges, cousin et rival de l'électeur, comptait sur le triomphe de celui qui avait déjà désarçonné tant d'adversaires en Hongrie, en Lombardie, en Autriche; il avait offert avec plaisir Leipsick, sa capitale, et son palais ducal de Pleissembourg pour champclos. Jean Eck y arriva le premier, 21 juin, avec ses amis et fut reçu avec joie et acclamation par le curé, les docteurs et les moines de la ville. Luther vint ensuite avec Carlostadt, Mélanchton, traîné dans un carosse découvert, avec une escorte d'étudiants de Wittemberg, armés de piques et de hallebardes, la mine haute et provocante. La discussion sur laquelle toute l'Allemagne avait les yeux fixés, et dont plusieurs secrétaires recueillirent tous les détails, eut lieu d'abord entre Carlostadt et Jean Eck, puis entre celui-ci et Martin Luther, au milieu de l'agitation brûlante de la ville même [1]. Pour comprendre jusqu'où la discussion poussa Martin Luther, il faut rappeler qu'il reçut en octobre 1519 deux lettres de prêtres bohémiens qui le félicitaient d'être pour l'Allemagne ce que Jean Huss avait été pour la Bohême et de ne pas craindre d'être traité d'hérétique. Il avait été

[1] *Disput. excell. theolog. Joh. Ecc. et D. Mart. Luth. quæ Lipsiæ cœpta fuit.* IV. D. Jul. ann. 1519. *Op. Luth. Jen. l.*, 23.

effrayé d'abord de cette comparaison et de ses conséquences possibles. Mais, dans l'ardeur de la lutte, il passa outre.

Dans la grande salle du palais ducal où une estrade était réservée au duc et à sa cour, deux chaires étaient disposées aux extrémités, au bas des pupitres pour les secrétaires. Chaque matin les adversaires arrivèrent avec leurs acolytes. Le duc et sa cour ne manquèrent à aucune séance, et la foule facilement émue, souvent interrompante, remplit toujours la salle. Il n'y eut qu'une sorte de passe d'armes préliminaire entre Carlostadt et le docteur d'Ingoldstadt. Il s'agissait des indulgences, de la grâce divine, de la liberté humaine. Carlostadt était souvent à court; il s'égarait dans ses colères, se démontait. « Docteur, disait Jean Eck à celui-ci qui ne trouvait plus ses papiers, vous manquez de mémoire. » Pour lui, adroit et subtil, se rapprochant de son adversaire par ses concessions, il s'appropriait son opinion pour la tourner contre lui, accommodait la grâce avec la liberté humaine, selon l'école, et triomphait aisément de son adversaire dérouté et hors de lui.

Là lutte devint plus sérieuse et toute dramatique quand Luther entra en scène. Les deux adversaires s'entreprirent encore sur les mêmes questions; mais, comme ils étaient ramenés presque toujours à discuter l'autorité pontificale en matière de doctrine, ils se livrèrent sur ce point capital à une argumentation en règle, et débattirent à fond le caractère, les origines divines ou humaines et les fondements historiques de la suprématie romaine. Eck, logicien exercé, savait avancer, reculer, dans la discussion, comme il allait et venait dans sa chaire; il attirait Luther sur son terrain, l'étourdissait de sa voix puissante et autoritaire, et le prenait parfois tout à coup au défaut des prémisses et de la conclusion, pour le pourfendre d'un argument vainqueur.

Moins rompu à la lutte, le moine augustin n'avait ni autant d'art, ni autant de souplesse; il faisait des fautes, tombait, mais se relevait tout à coup comme un lion. Il procédait par élans, par effusion, par éclairs, et lançait avec ironie et colère les citations bibliques et les plaisanteries acerbes, les apologues pittoresques et les enthousiastes improvisations qui faisaient perdre au thomiste ergoteur tout le terrain qu'il avait gagné. En écoutant le docteur Eck, on admirait, on était ébahi; en écoutant Luther, on était intéressé, ému, remué, parfois amusé. Jean Eck eut beau jeu à prouver en fait l'autorité pontificale en matière de foi dans les siècles les plus récents et au moyen âge; il connaissait évidemment mieux le droit canon et l'histoire pontificale que Luther ; il le faisait donc reculer de siècle en siècle et l'accula aux premiers temps de l'Église.

L'agitation croissait dans la ville avec l'animation de la dispute. On faisait de la théologie dans les maisons, dans les hôtelleries, dans les tavernes ; chacun y voulait voir vainqueur le champion qu'il aimait. On y criait : *vivat* ou *pereat Luther ; pereat* ou *vivat Tetzel.* Au moment où Luther avait paru faiblir, il reprit l'avantage. Plus familier avec l'histoire des premiers temps, avec l'étude des Pères et des évangiles, il écrasa le moyen âge sous les foudres de l'Église primitive. Décisions des conciles, décrets des papes, rien ne tenait plus pour lui devant les citations des Pères de l'Église grecque et latine, ni l'autorité de Pierre, du pape, devant la parole du Christ. Il fit reconnaître à son adversaire que l'Église grecque, n'ayant jamais été déclarée hérétique, faisait partie de l'Église universelle chrétienne, quoiqu'elle ne dépendît plus du pape. Après avoir noyé ainsi l'Église latine dans l'Église universelle, il admit le pouvoir du pape comme pouvoir humain, mais il lui refusa absolument le

caractère divin. Eck citait les paroles fameuses : « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église. » Personne ne peut admettre, répondit Luther, d'autre fondement que Jésus-Christ, » et il s'écrie : « Quand saint Augustin et tous les Pères et les conciles diraient que l'apôtre est la pierre dont parle le Christ, moi seul je leur résisterais appuyé sur l'autorité de l'Écriture. » Jean Eck avait poussé à bout Luther comme il l'avait voulu et lui réservait le coup avec lequel il comptait finir la discussion. « Mais c'est là, ajoutait-il, suivre les pauvres de Lyon, Wicklif, Jean Huss, hérétiques condamnés. » Ce fut le moment vraiment dramatique de la discussion. Luther se recueillit : — « En effet, dit-il, il y a dans les propositions de Jean Huss, condamnées par le concile de Constance, des pensées toutes chrétiennes et évangéliques. » — Eck se récria : — « Eh quoi, reprit Luther, ne pourrait-on trouver dans saint Augustin quelques-unes des propositions de celui qui a été brûlé à Constance, » et il en rappela plusieurs en ajoutant : « Si c'est là être « hérétique, en effet nous sommes tous hussistes. Saint Paul « et saint Augustin sont hussites ; malheur sur nous qui « avons condamné et brûlé la vérité découverte il y a cent « ans. » — « Ah ! seigneur docteur, interrompit alors Jean Eck, s'il en est ainsi, je ne saurais plus discuter avec un païen et un pharisien. » — « Mais la rage le pousse » s'écria le duc George, set toute l'assemblée émue, effrayée, comme le duc lui-même qui s'agitait sur son estrade, se leva en tumulte et se dispersa. La dispute des deux docteurs avait dégagé de la doctrine de Luther le schisme qui devait diviser la chrétienté.

Eh ! qu'auraient dit les docteurs et les assistants, Martin Luther et Jean Eck, et ceux qui les écoutaient émus et remués, en entendant interpréter de façons si différentes la

parole divine, s'ils avaient pensé qu'un jour l'esprit humain, au nom de la philosophie, douterait de ces mystères du péché originel et de la rédemption qui les faisaient trembler, et que la science, par des arguments philologiques, exégétiques, discuterait, comme une œuvre littéraire et historique, la valeur, l'authenticité du monument sacro-saint devant lequel il leur semblait impossible de ne point s'arrêter ! Et ces générations attentives, passionnées, qui s'apprêtaient à se précipiter les unes sur les autres, l'injure à la bouche et le fer à la main, au nom de Luther et du pape, pour la foi ou pour les œuvres, auraient-elles bouleversé la terre et versé à flots leur propre sang, si elles avaient pensé qu'un jour le souffle du doute tenterait de dissiper ces brouillards de la théologie et de la scolastique, alors tout chargés de foudre, et que la pointe acérée de l'érudition prétendrait crever cette outre si longtemps pleine de tempêtes.

---

# LIVRE XIX

# LA POLITIQUE

## Élection de Charles-Quint (1519). — Luther à la diète de Worms (1521)

### I

### L'Allemagne, l'église allemande à la mort de Maximilien

Quelle que fût l'audace croissante de Martin Luther et l'intérêt que les hommes de ce temps prissent à la théologie, jamais thèses audacieusement avancées et vaillamment soutenues, dans deux petites universités saxonnes, n'eussent produit une révolution semblable à celle qu'elles déchaînèrent en Allemagne et en Europe, si le sol n'eût été préparé, miné à l'avance pour l'explosion ; Luther fit jaillir du fond de la théologie l'étincelle déterminante. Grâce au philosophe Érasme, au docteur Reuchlin, à bien d'autres, dans le monde savant, lettré, dans les universités, on était alors fatigué de la domination de l'Église sur les études, de l'oppression qu'elle faisait peser sur les esprits, et tout prêt à la révolte. On n'attendait qu'une occasion de secouer le joug ; on avait essayé déjà de le faire. L'ingérence séculaire de

l'Église dans les affaires temporelles de l'Allemagne, son union avec l'empereur, la part léonine qu'elle s'était faite aux avantages de la société civile, avaient amené dans la politique le même malaise que dans les lettres. Là aussi, il y avait mécontentement, désir de séparation, instinct de rébellion contre Rome et contre l'Église. Mais la révolte de la conscience devait tout entraîner : la littérature, la politique, et donner à la révolution son caractère dominant: le caractère religieux; parce que la foi, ayant tout envahi, tout pénétré au moyen âge, y était devenue tout l'homme, comme le patriotisme dans l'antiquité était devenu le fond même du Romain. Les causes politiques de la révolution n'en étaient pas moins cependant aussi profondes.

L'union de la papauté et de l'empire, en Allemagne surtout, et leur ambition de réunir l'Europe tout entière sous une double monarchie spirituelle et temporelle, qui embrasserait toute la chrétienté, avait provoqué les plus grands orages. Elle avait mis l'empire et le sacerdoce aux prises, et, bien que leurs luttes même les eussent si considérablement affaiblis, ils en gardaient des souvenirs, des rancunes et des regrets qui rendaient entre eux l'union et la paix plus difficiles encore. Non seulement les successeurs affaiblis des Ottons et des Frédéric avaient vu s'évanouir entre leurs mains la vieille suzeraineté impériale sur la Pologne, sur le royaume d'Arles, sur le Danemark, sur l'Italie, mais ils s'étaient réellement montrés impuissants à faire œuvre de souverains, en constituant solidement, sous leur autorité ferme et tutélaire, la nationalité allemande, comme le faisaient alors les rois de France, d'Angleterre ou d'Espagne, et en lui donnant des institutions conformes à son génie. L'empereur Maximilien, le dernier souverain allemand du moyen âge et le second fondateur de la maison

d'Autriche, qui grandit du moins pendant que l'empire perdait, paraissait avoir mis le comble à cette ambitieuse impuissance.

Empereur besogneux, il avait fait triste figure dans toutes les querelles de son temps, porté partout, en Flandre, en Suisse, en Italie, ses armes émoussées par la pénurie dans laquelle le laissaient impitoyablement ses diètes, perdu l'Italie et laissé à côté de l'Allemagne grandir la Pologne et la France. Ses projets d'institutions politiques ou judiciaires: *conseil de régence, chambre impériale,* organisation des *cercles,* pour l'Allemagne, *conseil aulique,* en Autriche, n'avaient jamais abouti et laissaient l'Allemagne, à peu près comme auparavant, sans direction commune, sans gouvernement véritable et, ce qui était plus grave, sans sécurité intérieure et sans paix publique. Il n'avait pu obtenir pendant tout son règne d'être couronné à Rome, par la main du pape, et n'avait pu ajouter au titre de roi des Romains que celui d'empereur élu. Aussi répétait-il avec amertume qu'il n'avait jamais été trompé si souvent que par la cour de Rome ; il parlait de Jules II et de Léon X. Il avait trouvé, il est vrai, une compensation à ces mécomptes dans son mariage avec Marie de Bourgogne, héritière de Charles le Téméraire, dans celui de son fils Philippe le Beau avec Jeanne la Folle, fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle la Catholique, ainsi que dans les traités qu'il avait faits avec la Hongrie et la Bohême, pour la reversibilité de ces deux couronnes dans sa maison; et il voyait déjà avec orgueil l'aîné de ses petits-fils régner à Bruxelles, à Madrid, à Naples, et l'autre peut-être bientôt à Vienne, à Prague et à Bude. Mais il sentait en même temps que, par là, la maison de Habsbourg devenait plus européenne qu'allemande; et, il ne se dissimulait pas que l'Allemagne, sa patrie, qu'il aimait avec passion, était dis-

posée à prendre d'autant plus de précautions contre une famille que les mariages et les traités avaient rendue trop puissante à son gré.

Ainsi gouvernée, l'Allemagne était dans une situation difficile à définir, mais dont le malaise n'était que trop évident. L'ancienne unité nationale, quoique bien faible, s'était écroulée avec les grands et puissants empereurs ; et cependant, ni les électeurs ni les princes, États, villes, particuliers même, n'avaient ni acquis encore une indépendance complète, ni réglé leurs rapports avec le souverain. L'Allemagne n'était pas encore une confédération d'États, ayant un empereur pour président ; et elle n'était plus un empire. Les sept princes électeurs, qui étaient à la tête des plus puissants États de l'Allemagne, les quatre laïcs, roi de Bohême, comte palatin du Rhin, marquis de Brandebourg, duc de Saxe, et les trois ecclésiastiques, archevêques de Cologne, de Mayence et de Trèves, prétendaient n'être point soumis aux jugements de la *Chambre impériale* ; et ceux même qui n'étaient point électeurs, de puissants seigneurs terriens, comme les ducs de Bavière ou de Wurtemberg au midi, le landgrave de Hesse ou les ducs de Brunswick ou de Lunebourg au nord, et les archevêques ou évêques d'Augsbourg, de Constance, de Munster ou de Brême, et les grosses villes libres et impériales, comme Strasbourg, Lubeck, Brême, et les seigneurs châtelains ou chevaliers, dans leurs donjons et derrière leurs fossés, selon leur pouvoir ou leur fortune, sans contester l'autorité de Maximilien, agissaient avec la même indépendance et bravaient, quand ils le pouvaient, le ban impérial et la maréchaussée des *cercles*. Aussi n'était-ce alors, en Allemagne, que querelles intestines et guerres privées, comme en plein moyen âge : guerre alors du duc de Wurtemberg contre le duc de Ba-

vière qui avait tué l'amant de sa femme, un de ses sujets; guerre du comte palatin avec quelques villes de la ligue de Souabe; guerre de l'archevêque de Worms contre sa ville, etc. etc., sans compter les brigandages des chevaliers sur les grandes routes contre les princes ou contre les villes. Plus d'unité; chacun cherchait son secours en soi ou en son voisin; les villes et les chevaliers avaient plus foi en leurs ligues particulières pour se protéger, que dans le pouvoir impérial. Plus de loi, la force régnait.

Un pamphlet de l'année 1518 ne le dit qu'avec trop de vérité: « L'empereur n'inspire plus ni respect ni crainte. La diète, selon son habitude, passe des mois à délibérer sans jamais rien conclure. Les princes, ennemis de l'obéissance, veulent gouverner et s'en montrent incapables; ils se jalousent et se font la guerre. Au-dessous d'eux, se regardent avec la même haine la chevalerie dans les campagnes et les bourgeois dans les villes; l'une tout occupée de chasses et de guerre, souvent de brigandages; l'autre livrée à l'échange de ses richesses contre celles d'autrui. » Et ce qu'il y avait de pis, dans cette anarchie, c'est que l'Allemagne, ne voulant renoncer ni à la gloire ambitieuse de l'empire ni aux avantages de l'indépendance particulière, se complaisait, malgré ses souffrances, dans cet état, cherchait à le garder, à le perpétuer même, voulant avoir des empereurs, mais des empereurs faibles; incapable de renoncer à cette ombre de pouvoir qui faisait sa gloire et décidée à ne point lui donner une réalité qui aurait coûté à son indépendance! Usé par sa lutte continuelle avec les princes Maximilien était mort, convaincu qu'il n'y avait rien à faire pour remédier à tant de maux.

En désaccord sur les moyens de relever la puissance déchue de l'empire et de sauver l'Allemagne de l'anarchie,

empereur et peuple allemand se rencontraient, à tort ou à raison, pour faire retomber sur la papauté et sur l'Église la cause des désordres et de la faiblesse de leur pays. Ni les empereurs, ni les princes, ni le peuple n'avaient oublié que c'était le Saint-Siège qui avait brisé autrefois le saint empire germanique et usé tous ses grands hommes du moyen âge. Immense service sans doute que la papauté avait rendu à la liberté de l'Europe, mais qui n'empêchait pas l'Allemagne de garder le ressentiment des vieilles défaites et de conserver rancune au puissant adversaire qui lui avait fait perdre l'occasion d'une si haute fortune.

L'oppression morale et financière que Rome faisait peser depuis lors sur l'Allemagne avait toujours entretenu la vivacité de ces plaies. Récemment encore, le roi François Ier, avait obtenu, après la bataille de Marignan, pour la France, un concordat favorable au pouvoir temporel ; Henri VIII, par son légat Wolsey, disposait presque entièrement, avant son schisme déjà, de l'autorité spirituelle en Angleterre; Ferdinand le Catholique prenait la grand'maîtrise des ordres militaires et religieux de l'Espagne; et, en Allemagne, les papes, peu satisfaits d'avoir substitué à la Pragmatique Sanction de Francfort les concordats de Vienne, bien plus favorables à leur pouvoir, avaient repris sur l'Allemagne désunie tout ce qu'ils perdaient dans les pays où le pouvoir monarchique plus fort prenait les intérêts de la nation sous sa tutelle.

Ainsi, en Allemagne, où elle savait toujours faire désirer le couronnement impérial à Rome, où elle pouvait exercer une grande influence même sur l'élection impériale, par sa puissance politique et par la richesse du clergé, la papauté avait changé les *annales* en une taxe fixe et permanente, gardé par des traités particuliers avec chaque prince, et sous

différents prétextes, sous les noms de *réserves, cas, exceptions, expectatives* et autres, la disposition d'un plus grand nombre de bénéfices que partout ailleurs. Le *pallium* y était vendu aux archevêques et évêques et toutes les bulles à un prix exorbitant; les indulgences y avaient toujours été d'un débit facile et lucratif. Et quelle charge onéreuse et fréquente que ces bulles d'institution et ce pallium! Une ville épiscopale était en deuil quand mourait le titulaire de l'évêché. Quelque fût le nouveau seigneur, il commençait par mettre un nouvel impôt pour payer sa dignité. L'archevêque de Mayence avait acheté la sienne 20,000 florins. Malheureuse ville, trois archevêques y étaient morts coup sur coup: 1505, 1508, 1513. L'un d'eux avait pleuré à sa mort, sur ce pauvre peuple qui avait payé, pleuré à son avènement. Et pourquoi tout cet or que l'on supputait avait-il passé au-delà des Alpes? « La chrétienté, disait-on, avait perdu depuis un siècle deux empires, quatorze royaumes, deux cents villes. » Les sueurs de l'Allemagne servaient au luxe de la cour romaine, aux neveux, nièces, favoris des pontifes, ou se dissipaient en monuments fastueux et en entreprises politiques funestes à la chrétienté, et le plus souvent contraires aux intérêts de l'empire.

L'Église allemande elle-même partageait aux yeux de la nation le discrédit de Rome. En possession de près d'un tiers des biens féodaux de l'Allemagne, c'était là qu'elle était le plus riche, qu'elle possédait la plus formidable puissance seigneuriale. Les archevêchés ou abbayes étaient de véritables États. L'importance politique des trois grands archevêques-électeurs du Rhin dépassait de beaucoup leur importance ecclésiastique. L'évêque d'Eichstædt, vertueux prélat, portait une lourde cote de maille et une longue épée bavaroise dont le manche était fait d'un crâne

d'homme. Les possessions ecclésiastiques étaient considérables sur le Rhin; on appelait ce magnifique fleuve la route du grand village sacerdotal. Aussi, se les disputait-on comme des souverainetés séculières. Les barons allemands s'irritaient contre ces étrangers, ces Italiens, qui s'abattaient sur les bénéfices allemands, et se les arrachaient parfois, de vive force, pour en pourvoir leurs cadets, leurs amis, dans la pensée d'agrandir leur influence politique. L'électeur de Brandebourg, par son frère Albert, alors archevêque de Mayence, archevêque de Magdebourg, évêque de Kalberstadt, dominait une partie de l'Allemagne. Ainsi, l'Eglise se trouvait mêlée à toutes les complications politiques, à toutes les querelles des petites principautés germaniques. Ajoutez-y, par suite de privilèges de toutes sortes et de rivalités bien explicables, mille conflits de limites et surtout de juridiction, entre les princes laïcs et les ecclésiastiques, entre les municipalités bourgeoises et les ordres qui ne voulaient point se soumettre aux règlements civils, et vous aurez à peine une idée de ce chaos inextricable de contestations, de querelles et de colères. Pour les délits ou les crimes même de droit commun, tant qu'un clerc était revêtu du caractère sacerdotal, il ne pouvait être dégradé que par l'autorité ecclésiastique. De là l'impunité de maint « malfaiteur tonsuré ». « Le plus grand mal de l'Allemagne, dit encore le pamphlétaire déjà cité, c'est le nombre, la richesse, l'influence, la corruption du clergé. Il y a presque autant de pasteurs que de brebis et plus de la moitié de l'Allemagne leur appartient. Pour que l'Allemagne redevienne une et forte il faut qu'elle amende ses mœurs et que le clergé donne l'exemple. » Expression un peu vive peut-être, mais assez fidèle, de ce qu'un contemporain, dès avant Luther, appelait « le scandale, la

haine, le murmure du peuple allemand contre tout le clergé; *scandalum, odium, murmur populi in omnem clerum* ».

### Election de Charles-Quint (1519)

Dans ces circonstances, jamais on n'avait attendu avec autant d'anxiété le choix que les électeurs avaient à faire, en 1519, du successeur de Maximilien. L'opinion s'était accréditée de bonne heure que ce n'était point assez d'un prince, d'un duc ordinaire, pour faire face aux difficultés extérieures et intérieures de l'empire. Un puissant souverain, qui ajoutât au prestige de son titre les ressources d'États considérables, le pouvait défendre seul contre les Turcs, rétablir l'ordre au dedans, et la prépondérance allemande au dehors. Le roi François I^er^ de France, récemment illustré par la victoire de Marignan, auteur du *concordat*, maître du Milanais, Charles I^er^ roi d'Espagne, roi d'Aragon et de Castille, de Naples, prince des Pays-Bas, étaient les deux souverains qui attiraient surtout les regards. Il fut un instant question du roi d'Angleterre Henri VIII ; celui-ci même y pensa; mais il était trop étranger à l'Allemagne. Homme positif d'ailleurs, ce souverain réfléchit bientôt que la couronne impériale ne lui rendrait pas toutes les peines et tout l'argent qu'il dépenserait pour l'acquérir; « rayon de soleil, disait-il, qui illumine une maison princière, mais ne laisse rien dans la main quand on veut le saisir. » Le roi de France et le roi d'Espagne restèrent seuls concurrents et résolus à tout faire, à tout sacrifier. François était le plus bril-

lant alors des deux. Charles, élevé et guidé par des ministres d'expérience, réfléchi, patient, ferme dans ses résolutions, avisé dans sa conduite, était déjà le plus habile, quoique le plus jeune. Les Allemands ne se dissimulaient pas que le choix d'un de ces souverains pourrait faire courir de bien grands périls à leurs libertés particulières, à leurs privilèges ; mais, dans l'abaissement, dans le désordre où on était tombé, ils paraissaient décidés à faire à la puissance et à la gloire, à la paix de leur patrie elle-même, le sacrifice de leurs intérêts.

Les sept électeurs, trouvant leur intérêt à céder à l'opinion publique qui leur interdisait cette fois le choix d'un empereur condamné à l'impuissance, étaient entrés déjà, en 1518, du vivant de Maximilien, en négociations avec Charles et avec François, qui pourraient d'ailleurs mieux les payer ; car ils avaient surtout souci, de leur intérêt personnel et de leur avidité. A l'exception peut-être d'un seul, ils étaient résolus à tirer le plus de profit possible de leur voix. La couronne impériale, par voie diplomatique, fut donc réellement mise à l'encan. Les deux votes les plus importants étaient ceux de l'archevêque électeur de Mayence, Albert, et du marquis Joachim I[er] de Brandebourg, tous deux frères et résolus à ne point se séparer sur cette importante question, mais surtout à se décider selon les avantages qu'on leur assurerait. Du vivant de Maximilien, ils avaient déjà reçu de l'argent et des promesses des deux mains, mais ils étaient grands marchandeurs. L'archevêque de Trèves, Richard de Greiffenklau, allié du duc de Gueldre, du duc de Lorraine Antoine IV, de Robert duc de Bouillon, penchait vers la France et était gagné à François I[er]. On avait fait briller à ses yeux le titre de chancelier de Gaule et du royaume d'Arles; et il avait reçu 20,000 florins. Il servit de

procurateur, de commissaire et de garantie auprès des autres électeurs. Le roi de Bohême appartenait par les traités précédents à la maison d'Autriche. L'archevêque de Cologne, Hermann de Wied, esprit indécis; le comte palatin Louis V, qui n'était pas encore investi par l'empereur, étaient décidés à se faire acheter, et, recevant déjà de l'argent surtout de Charles, suivraient la majorité. La voix de l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, beau-frère du duc de Lunebourg, oncle du duc de Gueldre, avait une grande force morale, parce qu'on le savait incorruptible. La voix de la Bohême appartenait à un enfant sous la tutelle du roi de Pologne et de la maison d'Autriche, à qui le premier avait promis son vote. Il y avait moins à s'en préoccuper.

Ce fut auprès de la maison de Brandebourg que les deux concurrents firent la principale enchère. Après la mort de Maximilien surtout, l'Allemagne ressembla pendant quelque temps à un marché et à un camp. Les ambassadeurs, les courriers la traversaient, venant de France, des Pays-Bas, d'Espagne, et s'abattaient avec force argent et promesses dans les petites cours. L'amiral Bonnivet et le président au Parlement de Paris, Gaillard, vinrent à Coblentz, chargés des pleins pouvoirs du roi de France. Gaillard, avant de partir voulait promettre de n'employer dans sa mission que des moyens honnêtes: « Ce serait bon, lui dit François Ier, si nous n'avions affaire qu'à des gens d'honneur, mais c'est tout le contraire. » En effet, derrière les plénipotentiaires français marchèrent huit cents archers, portant les espèces sonnantes dans leurs ceinturons et escortant les tonneaux d'or destinés aux électeurs, à leurs conseillers, à leurs juristes, à leurs valets. Ils dirigeaient partout de Coblentz leurs courriers et chargés de pouvoirs. Une fille de Maximilien, Marguerite, qui fit dans cette occasion l'apprentis-

sage de la diplomatie où elle devait être si habile, était de sa personne dans la bonne ville d'Augsbourg, d'où elle travaillait pour son neveu Charles d'Espagne. Accréditée d'ailleurs auprès de la puissante maison de banque des Fugger, par les mains de qui passait tout l'argent qui allait d'Italie en Allemagne, le comte de Nassau, Henri, et le diplomate Amerstorff étaient ses principaux agents. Il ne manquait pas non plus dans les campagnes d'émissaires et de courtiers des deux adversaires qui levaient des lansquenets et des reîtres, pour le cas où l'on aurait besoin de recourir à d'autres moyens.

Parmi les dignités, pensions, charges, alliances, promises aux électeurs, Charles d'Espagne et François Ier se faisaient fort d'avoir pour l'archevêque de Mayence le titre de cardinal légat soit de la Gaule, soit de la Germanie et un quatrième évêché ajouté à ceux qu'il avait déjà. A Joachim, qui se vantait d'être bien *avec les lys* et qui recevait des Autrichiens plus d'argent qu'ils n'en dépensaient pour l'empire, Charles promettait la main d'une princesse espagnole, Catherine d'Aragon, pour son fils, et François Ier celle de Renée, fille de Louis XII. Mais Joachim tenait surtout à la dot et chacun l'augmentait. « Il fallait gorger, dit l'un des diplomates français, ce père de toute avarice. » « Je n'ai jamais vu, écrivait un diplomate autrichien, de gens plus cupides que nos princes ; je veux espérer que, vendant leur honneur pour de l'argent, ils n'achètent pas en même temps la verge avec laquelle eux et leurs biens seront flagellés. » Pour la première fois, l'opinion du pape eut peu de poids dans l'élection. La papauté, en devenant une monarchie temporelle elle-même, avait beaucoup perdu d'influence sur les couronnes temporelles. Léon X, encore sous le coup de la bataille de Marignan, était d'abord pour François Ier. Il

garantit par lettres les promesses de celui-ci aux électeurs. Quand son légat cependant essaya de rappeler à ceux-ci, réunis à Wesel d'abord, qu'une constitution de l'Église, signée de Clément IV, interdisait la réunion sur la même tête de la couronne d'empire avec celle des Deux-Siciles, il fut rudement malmené; on échangea des paroles aigres.

François Ier parut un instant l'emporter. La reine-mère, Louise d'Angoulême, avait déjà commandé la robe dans laquelle elle devait figurer au couronnement, quoiqu'elle eût, disait-elle, peu de confiance dans la bonne foi des électeurs. Le vainqueur de Marignan promettait d'entrer à Constantinople avant trois ans, comme il était entré à Milan. Les deux voix de Brandebourg lui paraissaient acquises et eussent certainement entraîné l'archevêque de Trèves et le palatin. Peut-être François Ier voulut-il ajouter des arguments plus décisifs à ceux qu'il avait déjà employés. Le margrave de Brandebourg et le comte palatin le conseillaient et promettaient de lui prêter main-forte. Une occasion s'offrait : un des princes allemands ses alliés, le comte Ulrich de Wurtemberg, encouragé et payé par lui, attaqua, avec quelques-uns de ses soldats, des Suisses, et son argent, la ligue de Souabe, son ennemie séculaire, alliée d'ailleurs du duc de Bavière; et il s'empara de la petite ville de Reutlingen. Le margrave de Brandebourg gagné alors par François Ier se vantait au landgrave de Hesse de mettre trente mille hommes sur pied. Cette imprudence rappela à l'Allemagne que le roi de France, maître chez lui, avait su plier noblesse et bourgeoisie à une obéissance au pouvoir royal, qui n'était guère de mise en Allemagne. Charles rappela dans ses lettres aux électeurs que, issu du plus noble sang germanique, fils d'empereur, élevé en Allemagne, il était le plus à même de porter secours à la chrétienté

menacée par les Turcs. Le diplomate autrichien Amersdtorf fit un dernier effort sur l'archevêque électeur de Mayence; il essaya sur lui, dans une conférence secrète, de tous les arguments tirés de la nationalité de Charles-Quint et des avantages de l'Allemagne; l'archevêque ne se rendit point; le diplomate lui fit honte de vendre ainsi l'Allemagne à un roi étranger, lui promit toute autorité sur la chambre impériale avec droit d'en nommer le vice-président; l'archevêque, demanda deux millions de plus que n'avait offert François I^er^. « J'ai honte de sa honte, » écrivait le diplomate à son souverain. Il consentit cependant à payer. Albert revint à l'Autriche; il s'engagea, par une lettre du 6 juin 1519, et réussit, à lui rendre aussi la voix de son frère Joachim, auquel on fit entrevoir, outre une dot plus forte pour la fiancée de son fils, la lieutenance peut-être de l'empire. Les chances revinrent à Charles. Le pape Léon s'en aperçut et, fidèle à la politique pontificale, il changea à temps. Il avait dit, le 10 avril encore, qu'il ferait tout pour le roi très chrétien (far ogni cosa en favor del re christiano) et il agissait encore pour lui. Mais, le 24 juin, il envoya aux électeurs, décidés à s'en passer, son consentement pour l'élection du roi de Naples, c'est-à-dire de Charles, à l'empire.

La corruption décida cependant moins l'élection que l'opinion publique qui trouva une singulière expression alors dans la classe commerçante des villes et dans la petite noblesse, la chevalerie des campagnes, où l'on n'envisageait la question que du point de vue national. Charles, prince autrichien, bien que roi d'Espagne, était petit-fils du populaire Maximilien et, s'il ne parlait pas l'allemand, il était plus national que le *welche* François I^er^. Ses possessions autrichiennes étaient le boulevard de l'Allemagne contre les Turcs qui étaient toujours un objet d'effroi; sa

royauté de Naples et de Sicile rappelait le temps où les empereurs, ayant un pied en-deçà et au-delà des Alpes, dominaient Rome et l'Italie ; Charles semblait aux imaginations populaires le plus capable de relever, et au profit de l'Allemagne, cette monarchie universelle, rêve qui faisait à la fois son tourment et sa gloire et auquel elle ne voulait pas renoncer. Les bonnes et riches villes allemandes d'Augsbourg, Ulm, Nuremberg firent donc savoir aux banquiers d'Augsbourg qu'elles et leurs citoyens cesseraient toute relation financière avec eux s'ils garantissaient les promesses, traites et lettres de change du roi François Ier. Les Fugger, en effet, pour conserver leur crédit en Allemagne n'endossèrent que les billets expédiés, par Charles-Quint, d'Anvers et de Malines. Pour les chevaliers, sur les bords du Rhin, ils déclarèrent sans détour aux électeurs réunis à Wesel, qu'ils s'opposeraient à l'élection d'un Welche. Parmi les recruteurs de soldats et gens de guerre de l'Allemagne, le plus puissant alors était Franz de Sickingen, sorte de condottière germain qui avait son manoir, ses châteaux et ses relations entre la Moselle et le Rhin. Il avait à ses ordres plus de six mille cavaliers ou piétons, une bonne et redoutable petite armée ; après s'être fait marchander aussi de part et d'autre quelque temps, il céda au mouvement national, ne voulut plus entendre parler que du roi Charles ; enfin, il prit parti pour les villes de Souabe contre Ulrich de Wurtemberg, partisan de François Ier, le battit dans un engagement, et, sur l'ordre de Marguerite, garda ses soldats, puis revint victorieux et menaçant, au moment où se rassemblait décidément la diète électorale, sous les murs de Francfort, pour faire face aux troupes que François Ier rassemblait aussi sur la frontière de l'empire. Les sept

électeurs votèrent réellement sous la pression de la banque des Fugger et des lances de Sickingen.

Le 28 juin 1519, selon le cérémonial usité, les électeurs, au son de la cloche de la ville, en manteaux d'écarlate, entrèrent dans l'étroite et sombre chapelle du chœur de l'église de Saint-Barthélemy. Tout était décidé à l'avance. Au dernier moment, on avait pensé à sortir de la difficulté en élisant un simple prince allemand et on avait songé à Frédéric de Saxe. Mais celui-ci était âgé, prudent, et savait qu'il n'avait pas assez de puissance pour servir utilement son pays. Il refusa. L'archevêque de Trèves lui-même, ayant à opiner le premier, prononça un discours à l'éloge de l'archiduc Charles d'Autriche, prince de Bourgogne, roi d'Espagne. L'archevêque de Trèves essaya, mais faiblement, de défendre François Ier. On passa au vote ; Charles fut élu. François Ier n'eut pas une voix. Avant de proclamer l'élection, les princes imposèrent seulement aux fondés de pouvoir de Charles une *capitulation,* pour exiger du nouvel empereur l'engagement de n'introduire aucun étranger dans les emplois et dignités de la cour impériale, de ne convoquer aucune diète hors du territoire de l'empire, de ne faire usage que de la langue allemande dans les affaires de son administration, enfin de ne lever aucun homme, aucun impôt, de ne déclarer aucune guerre et de n'introduire aucun soldat étranger en Allemagne, sans le consentement de la diète. Ainsi sortit de l'unanimité des voix électorales cette nouvelle tentative de monarchie universelle qui prit, au XVIe siècle, le nom de Charles-Quint.

## Ulrich de Hutten ; pamphlets politiques

On attendait beaucoup en Allemagne de Charles-Quint, et toutes les espérances, qui s'agitaient autour de son nom, prouvent surabondamment que la nation était dans un état de crise morale et politique dont Luther n'était point l'auteur mais l'une des manifestations, il est vrai, bientôt la plus considérable. Il n'y avait pas longtemps que le pamphlétaire Hutten avait analysé les principales causes de la faiblesse et de l'anarchie de l'Allemagne. « Chose étrange disait-il, c'est la race la plus pure, la plus homogène de l'Europe qui est la plus divisée ; la vraie cause de ce mal, c'est un désir effréné d'indépendance, une haine invétérée de toute soumission. Personne ne veut obéir ; l'empereur est impuissant à rétablir la paix, et l'empire est méprisé. Tous les Allemands sont braves mais ils n'ont de vertus que pour s'entre-déchirer. Ce sont de vigoureux athlètes mais il n'y a pas un soldat parmi eux et l'Allemagne est le champ clos où ils dépensent leurs forces à leur ruine commune, » et il ajoutait : « Il est temps que l'empereur fasse l'unité de la patrie. Les princes ne peuvent rien sans lui ; il ne peut rien sans eux. Pour que l'empire soit fort, il faut qu'il ressemble à la main que les doigts libres mais réunis rendent plus forte et plus adroite. »

Mais le même écrivain qui imprimait un recueil de Lettres d'un publiciste allemand du XIIe siècle sur la querelle des investitures, au temps du pape Grégoire VII [1], semblait donner à ses sentiments nationaux et tout gibelins une ex-

[1] Op. Hutt, III, 545. *De unitate ecclesiæ conservanda et schismate quod fuit inter Henr. IV et Greg. VII.*

pression qui annonçait plus d'intentions belliqueuses contre la papauté que de désir d'établir l'ordre et la paix en Allemagne, en écrivant le panégyrique des vaillants empereurs du moyen âge, ces héros tout nationaux des temps chevaleresques et chrétiens, les Ottons, les Frédéric qui. dans l'intervalle des croisades contre les païens, avaient passé leur règne à guerroyer contre les papes, les Grégoire VII et les Innocent III. « Car depuis, disait-il, que les papes avaient prétendu opposer leurs décrets aux constitutions impériales et distribuer à leur gré les bénéfices ecclésiastiques, donations généreuses de la libéralité de nos ancêtres, ô honte! les Césars germains ont baisé les pieds d'un prêtre de Rome; les Teutons, comme s'ils avaient été vaincus, sont devenus les esclaves des esclaves de la délicatesse et de la débauche; et l'Allemagne a été livrée en pâture à l'Italie. Les empereurs Charles IV, Frédéric III n'avaient-ils pas, en effet, dû traverser l'Italie sans escorte pour recevoir la couronne à Rome et s'en aller le lendemain? Maximilien, qui avait désiré toute sa vie cet honneur, l'avait-il jamais obtenu? Espérons, continuait-il ailleurs, que le nouveau roi ne se laissera pas ainsi jouer et mépriser, lui et son peuple. C'en est trop que la nation allemande, celle à qui on demande le plus, soit, à Rome, la plus bafouée. Oui! laïcs et clercs, nobles et vilains, femmes, enfants, marchands, valets se rient de nous à Rome. Il n'est pas jusqu'aux Juifs, ces esclaves de toute nation, qui ne nous poursuivent de leurs injures. Ce n'est pas à Rome seulement, c'est chez nous que ces Romains nous raillent; en pleine diète d'Augsbourg, le légat Caïetano, en voyant la magnificence de nos princes, clercs et séculiers, ne s'est-il pas écrié : « Les beaux palefreniers que nous avons! » et le romain, le Florentin, ne prétendait-il pas interdire au

petit-fils de Maximilien, parce qu'il avait ceint la couronne de Naples, de devenir notre empereur[1].

« Et qu'est-ce, au dire du pamphlétaire, que Rome, ce caravansérail où l'on trouve des hommes de toute nation, des monnaies de tout genre, des conversations de toutes langues, où l'on ne rencontre que des courtisans, des prêtres et des scribes, où l'on erre au milieu des lieux saints, des vieilles ruines et des maisons suspectes. Eh mais, si le Christ préférait cette ville pour capitale, il la conserverait pure. Ce ne peut être en considération du lieu que Dieu fait choix d'un peuple, mais bien en considération du peuple qu'il fait choix du lieu où il établit sa justice. En Allemagne, la ville de Mayence ou celle de Cologne ne pouvait-elle aussi bien mériter d'être choisie de Dieu pour être la capitale de l'empire, même du Christ. » Et, arrivant à une conclusion qu'on n'attendait pas si tôt: « Il n'est besoin, dit-il, pour opérer cette révolution, de prendre les armes contre Rome qui crierait à l'hérésie. Assez longtemps nous sommes allés nous faire décimer au-delà des Alpes. Mets toi-même la couronne sur ta tête, empereur! Que toute l'Allemagne s'entende, princes, chevaliers, villes, pour se passer de Rome; rendons les élections épiscopales aux chapitres, sans confirmations, sans bulles romaines et sans pallium; réformons-nous nous-mêmes. Il suffira de laisser Rome à la faim, à la peste et aux Turcs qui s'avancent. » Ainsi commencent à poindre, au sein même des passions nationales et politiques, l'idée d'un empire laïc, indépendant de l'Église, d'une Église libre, nationale, allemande, en un mot de la séparation, du schisme et, par conséquent, de la ruine de la hiérarchie et de la monarchie catholique, universelle, du moyen âge.

[1], *Trias rom*, t. III, p. 434. — *Ib*. 432. — *Ib*. p. 491.

Cependant c'était à des arguments tirés du fond même de la théologie chrétienne qu'il était réservé d'ébranler le plus sérieusement cet édifice. C'était un enfant de l'Église, un moine révolté qui devait porter le coup le plus terrible à cette autorité romaine une et triple à la fois, comme la tiare pontificale qui avait si longtemps dominé les esprits, les consciences et les intérêts.

Le vieil Érasme restait encore sur le terrain où il s'était placé. « Il me semble, disait-il, que l'on avance plus par modération politique que par emportement. Ainsi, le Christ a amené le monde sous son obéissance. Il vaut mieux crier contre ceux qui abusent de l'autorité des prêtres que contre les prêtres eux-mêmes. » Mais Érasme était dépassé ; il ne s'agissait plus de lettres, mais de foi ; vainement exprime-t-il avec regret la crainte que Luther ne donne naissance à une nouvelle scolastique plus obscure et plus ardue que l'ancienne. Luther paraît et le culte des lettres pures s'efface devant la passion de la théologie, comme la politique bientôt prendra place à sa suite. La Renaissance littéraire tourne à la Renaissance religieuse. Le jeune Mélanchton, « le petit grec », n'était venu à Wittemberg que pour y enseigner la langue qu'il avait apprise du vieux Reuchlin. Auprès de Luther, il fait tourner sa connaissance du grec à l'étude plus précise de la Bible et des Pères. Après la dispute de Leipsick, il devient fervent théologien. Le premier, il dit que ce sont les Pères qu'il faut commenter avec la Bible et non la Bible avec les Pères. Car la Bible est le fondement, le rocher de la foi. Hors de là, il ne veut rien reconnaître. Le premier, dès la fin de 1519, il sonde déjà le mystère sur lequel repose tout le système de l'Église visible, le mystère de la transubstantiation, et il l'attaque dans son premier livre sur la théologie. Celui qui avait

le courage de l'action et celui qui avait le courage de la méditation s'associaient à la même œuvre. Luther lui-même en marque bien la différence : « Je suis né, dit-il, pour me mettre aux prises sur les champs de bataille avec les partis et les démons. C'est pourquoi mes esprits sont pleins de guerre et de tempête. Il faut que je déracine les souches et les troncs, que je comble les flaques et les bourbiers. Je suis le grossier bûcheron qui doit préparer les voies et égaliser le chemin. Le maître-ès arts, Philippe, s'avance tout doucement. Il cultive et il plante ; il sème et il arrose joyeusement. » Autour d'eux se groupe bientôt toute l'opposition allemande ; mais ils restent théologiens et cela fait leur force dans ce temps.

C'est le chevalier de Hutten, qui nous annoncera l'évolution des intérêts humains autour de la foi nouvelle. Il n'avait d'abord pas plus épargné ses sarcasmes aux augustins et à Luther qu'aux autres moines ; maintenant, il regrette que sa position officielle auprès de l'archevêque de Mayence ne lui permette pas de se déclarer le compagnon du docteur contre le pape. Il le fait bientôt assurer sous main de ses sympathies par le jeune Mélanchton. Tout à l'heure il lui écrira : « Le bruit court que tu es excommunié, Luther. Que tu es grand si cela est vrai ! On me dépeint à Rome comme un de tes partisans. J'ai toujours pensé comme toi. Si l'on croit que nous nous sommes entendus d'avance on se trompe. Quoi qu'il en soit, en toute occurence, je suis à toi ; continuons à travailler à la délivrance de notre patrie ; toi, avec succès, moi, selon mes forces. » Il savait, comme il le disait, son œuvre plus humaine et celle de Luther plus divine. Mais il s'efforçait déjà d'appuyer ses idées politiques d'arguments théologiques, s'essayait à lire la Bible, pour emprunter quelques traits à

ce riche arsenal. Le chevalier-poète tentait de se faire théologien pour mieux ruiner Rome.

### La doctrine luthérienne

On a prêté quelquefois à Luther le dessein d'affranchir scientifiquement l'esprit humain, la raison humaine, de l'autorité, et politiquement l'Allemagne de la suprématie romaine. Erreur! C'est à Hutten, un homme de la Renaissance qu'il faut attribuer cette pensée. Luther surtout est d'abord un moine exclusivement préoccupé de théologie, très peu de littérature et de politique. Il maltraite à la fois et le lettré Érasme et les princes qui ne songent qu'à leurs États; il accuse les uns et les autres d'oublier le Seigneur pour de misérables intérêts. La réforme entre ses mains est un mouvement tout d'abord purement religieux; il veut retourner au christianisme primitif. Luther pratique la liberté d'examen mais sans la revendiquer en théorie, et pour la soumettre à la Bible. Il ne repousse pas l'autorité, il la déplace; mais l'ébranlement de l'autorité dans le domaine de la foi se communique par voie de conséquence au domaine de la politique; et, sans le savoir, sans le vouloir, le théologien Luther affranchit d'autant mieux l'esprit d'examen du servage de la scolastique et le pouvoir politique du joug du droit divin, qu'il ne paraît préoccupé que de délivrer la conscience chrétienne de la servitude de la tradition romaine.

Voyez comment Luther est mené peu à peu à ébranler tout par voie de conséquence. Retombé sur lui-même, après le fameux tournois théologique de Leipsick, où il a reconnu Jean Huss comme son précurseur, rattaché sa doctrine à celle des premiers Pères et déclaré ne reconnaître d'autre

fondement de la foi que la parole évangélique, il voit, dans les chrétientés primitives de l'Orient et de la Grèce, les vrais membres de l'Église universelle. Il ne craint pas de faire cause commune même avec ceux que Rome traite d'hérétiques. Il se reconnaît en eux comme il les reconnaît en lui-même, il prend partout les armes qu'on lui offre. Il lit le livre de Laurent Valla sur la fausse donation de Constantin et s'écrie: « Mais quelles ténèbres, quelle méchanceté! » Il étudie l'histoire de son pays, ses luttes contre la papauté et ses revers, et il s'indigne. Il hésite encore cependant à proclamer le schisme quand de plus ardents déjà, comme Hutten, jettent le cri de guerre: « A vos tentes, Israël; le sort en est jeté! Vive la liberté!» Mais bientôt le paysan de la Thuringe, le bûcheron patriotique s'éveille et s'effarouche plein de colère et dissipe ses scrupules: « Trop de folie déplait aux hommes, écrit-il à Spalatin, mais trop de sagesse déplait à Dieu. On ne peût défendre l'Évangile sans tumulte et sans scandale. La parole de Dieu est une épée, elle est une guerre, elle est une ruine, elle est un scandale, elle est une destruction et, ainsi que le dit le prophète Amos, elle est comme un daim dans le chemin et comme une lionne dans la forêt [1]. »

Le théologien Jean Eck, en revenant à la charge, déchaîna décidément Luther. Après son départ de Leipsick, encouragé par la condamnation lancée par les universités de Cologne et de Louvain contre son adversaire, Eck s'était dirigé sur Rome avec un livre qui tendait à établir l'autorité de la tradition et l'infaillibilité pontificale, pour y demander contre le moine augustin une bulle de condamnation. Les Fugger, banquiers des indulgences, avaient, dit-on, défrayé son voyage en Italie. La commission nommée, désireuse de

[1] Luth. *Epp.* 1, p. 47.

défendre Rome sur toute la ligne, réveillait le procès endormi de Reuchlin et avertissait l'archevêque de Mayence de cesser de couvrir de sa protection le pamphlétaire Hutten. Effrayé, Luther écrivait encore une fois à Léon X, essayant de séparer sa personne de celle de ses prédécesseurs, de la cour, où il était, dit-il, comme Daniel dans la fosse aux lions ou un agneau au milieu des loups. Mais, le 16 juin 1520, après une discussion à laquelle Jean Eck prit part, le sacré collège rédigea la bulle qui devait faire éclater le schisme. Après avoir condamné la doctrine contenue dans ses livres, elle déclare Luther, s'il ne se rétractait dans l'espace de 60 jours, hérétique opiniâtre, retranché comme une branche pourrie du tronc de l'Église, et elle somme toutes les puissances chrétiennes de l'appréhender au corps et de le livrer entre les mains du pape. Le pape, par un grand défaut de tact au moins, adjoignit à son cardinal légat Aléandre, le docteur Eck, pour aviser en Allemagne à l'exécution de la sentence.

Ce fut quand Jean Eck arriva porteur de sa bulle que Luther, pour dévoiler enfin, dit-il, les mystères de l'antichrist publia ses deux fameux livres de la *Captivité de Babylone* et de la *Réforme de l'Église adressée à la noblesse allemande*; ils contiennent l'un l'exposition complète de sa nouvelle doctrine, et l'autre le projet d'organisation de sa nouvelle Eglise, c'est-à-dire toute sa réforme intérieure et extérieure ; et, pour la première fois, après avoir longtemps écrit en latin, parce qu'il voulait seulement avertir les savants et les lettrés, il écrit enfin en langue allemande. Quand la bulle latine arrivait, c'était faire la nation entière juge entre Rome et lui.

Le premier livre exclusivement théologique déduisait toutes les conséquences du fameux principe du salut par

la foi et l'amour. Il commence d'une façon terrible : « Que je le veuille ou non, dit-il, je deviens chaque jour plus habile, poussé que je suis et tenu en haleine par tant de maîtres à la fois. J'ai écrit sur les indulgences, il y a deux ans, mais d'une façon molle qui me fait regretter vivement d'avoir donné mes feuilles au public. Il faut remplacer tout ce que j'ai dit par cette unique proposition : Les indulgences sont des billevesées inventées par les flagorneurs de Rome pour faire perdre la foi aux hommes et s'emparer de leurs biens ; » et, passant à d'autres pratiques du culte, il les attaque au nom de la grâce, telle qu'il la comprend ; pour lui, qui croit la divine miséricorde du Crucifié assurée à ceux qui croient en elle, la messe n'est pas un sacrifice qui se renouvelle chaque jour à la voix du prêtre, pour opérer à sa voix le salut de chacun ; la messe n'est plus qu'une œuvre commémorative. « Prêtres, dit-il, où avez-vous vu que la messe fût un sacrifice ? Jésus s'est offert une seule fois ; il n'a pas voulu que le premier venu pût l'offrir tous les jours. La messe est le souvenir de son sacrifice. Qui sacrifie donne à Dieu. » Donc point de messes privées. La foi étant le point essentiel, suffisant, les œuvres, les pratiques tombent d'elles-mêmes ! Il n'est plus besoin des sacrements institués par l'Église. Luther n'en reconnait plus que trois, auxquels il ôte même le caractère spécial que leur avait donné le culte catholique : Le baptême, qui rend seulement capable de la foi, mais qui ne fait plus le chrétien, et qui ne sauve pas, sans la foi ; la communion qui maintient dans la foi, mais qui ne peut justifier le pécheur ; la pénitence qui peut rendre la grâce si on l'a perdue, mais par le seul fait du repentir et de la grâce, sans confession ni absolution ; « œuvres et pratiques, dit-il, confession, satisfactions, inventions humaines ; tout cela t'abandonnera si tu te reposes sur les vaines pratiques de la superstition humaine. Le salut

n'est-il pas offert à tous ceux qui croient? Quels que soient les péchés de l'homme, s'il croit, il ne peut perdre son salut. La foi seule acquise, les œuvres sont ajoutées par surcroît; aussi est-ce elle qui mérite le salut et non les œuvres qui n'en sont que la conséquence. » Enfin, le salut dépendant exclusivement de la foi, il est ou il n'est pas; partant, point de purgatoire. Luther, pour affranchir la grâce du sacerdoce, limite ou fausse la miséricorde divine. Les invocations à la Vierge et aux Saints sont également inutiles. L'homme est sauvé par la mort de Jésus-Christ. Plus de purgatoire, plus de prières pour les morts, plus de couvents où s'étiole, où se corrompt, une jeunesse inutile. Voilà le premier ouvrage.

Le second ouvrage étend à l'institution du sacerdoce et à la discipline du culte les principes du premier. La créature étant mise directement par la foi en communication avec le créateur, et le salut mis à la portée de l'homme par la grâce, le sacerdoce n'est plus l'intermédiaire entre Dieu et l'homme. Le prêtre n'est plus cet oint du Seigneur que l'ordination rend capable de remettre les péchés et qui ne peut perdre ses grâces supérieures. Il n'a plus le pouvoir d'opérer, pour le salut de chaque homme en particulier, le divin miracle, de créer Dieu pour le sacrifier de nouveau; il perd son caractère indélébile, sa position sublime au-dessus de l'homme. « Les prêtres en sont venus, dit-il, non plus seulement à se croire supérieurs aux laïcs, mais à les regarder comme des chiens, indignes du nom de chrétiens. L'office du prêtre c'est de prêcher. S'il ne prêche pas, il n'est pas plus prêtre qu'un homme en peinture n'est un homme. » La communion sous les deux espèces ne sera donc point un privilège réservé aux seuls prêtres; elle appartient à tous les chrétiens, parce que tous sont égaux entre eux; parce qu'ils sont, ainsi que s'exprime énergiquement Lu-

ther, tous prêtres. « Par là, tombent l'autorité du pape et de la cour de Rome, et tout l'édifice de la hiérarchie. Plus de vœux, plus de cloîtres qui assurent plus directement le salut des âmes. Périsse le célibat qui est une occasion de scandale. « Entre les chrétiens il n'y a que des différences de fonctions, non d'institution ; les clercs ne sont pas dans la société au-dessus des laïcs. Parmi les chrétiens, quelques-uns seulement, particulièrement animés de l'esprit de Dieu, sont choisis par lui pour enseigner les autres, entretenir le culte de sa parole, et plusieurs, en plus petit nombre, pour surveiller ceux-ci, non pour les dominer. » Nous sommes tous ensemble consacrés prêtres par le baptême, comme dit saint Pierre : « Vous êtes tous prêtres et rois. » Voilà le vrai sacerdoce. Pourquoi l'Église a-t-elle accumulé tant de biens? Que l'empereur mette la Bible et un livre de prières entre les mains du pape et qu'il laisse les rois gouverner, punir les méchants et protéger les bons. Le clergé, comme dans la primitive Église, ne doit rien posséder, ni terres, ni fiefs, mais vivre d'aumônes, pour le ramener à la simplicité, à la pureté des premiers temps.

C'était bien là une double révolution, dans le dogme et dans l'Église. Elle enlevait l'âme, sur les ailes du mysticisme le plus hardi au-dessus de la région des œuvres et des pratiques, au risque de la laisser retomber sans les secours que la tradition avait préparés à sa faiblesse ; elle abaissait l'Église, en lui enlevant ce qui avait fait sa puissance et ses périls, au risque de la laisser sans influence sur les consciences et à la merci de l'État. La parole de Luther n'en avait cependant que plus de puissance pour ravir les esprits. Ce qui avait dominé jusqu'alors sur la conscience et dans l'Église, c'était l'autorité. La première parole de liberté devait être saluée avec enthousiasme.

Lettrés et docteurs, qui voyaient dans l'œuvre de Luther la conséquence de leurs études, et ne trouvaient dans l'autorité ecclésiastique que des entraves; moines et nonnes qui sentaient au fond de leurs couvents les chaînes de la discipline; princes laïcs, jaloux des ecclésiastiques, chevaliers ruinés qui convoitaient les richesses du clergé possesseur, bourgeois désireux de se soustraire à la juridiction ecclésiastique; manants à qui la dîme, les impôts étaient lourds et les indulgences coûteuses, tous répondent avec enthousiasme à ce cri de liberté, heureux de croire même leurs motifs égoïstes de haine ou de révolte légitimés par la parole de Dieu.

Tout concorde: le chevalier Ulrich de Hutten lui-même va vers Luther, comme Luther va vers lui. Il se fait théologien, voyant le moine se faire politique; et il s'adresse aussi au peuple allemand dans sa langue: « Je l'ai écrit d'abord en latin, » s'écrie-t-il, dans *sa doléance et exhortation contre les papes*. Je le crie maintenant en allemand à la patrie tout entière [1]: la nation est opprimée, le pays pressuré, les mœurs perdues. O Dieu! rends l'homme plus clairvoyant et la vérité plus visible. Non! non, la véritable Église n'est point à Rome; l'Église c'est l'ensemble de tous les chrétiens. En vain vous fondez ordre sur ordre, comme si l'habit faisait l'homme pieux et non la foi. Le vrai ordre où il n'est point besoin de vêtement particulier, c'est la chrétienté; prendre soin de son âme, voilà la vraie religion, l'incomparable vêtement. Quoi, cet homme que douze valets soulèvent en litière dorée comme un impotent, pour donner la bénédiction, serait le chef de l'Église. Jésus, voilà le chef invisible, le seul, l'éternel! » l'Alle-

[1] Op. Hutten, t. V, p. 59. *Latein ich vor geschrieben habe, letz schrei iches an das Vaterland.*

magne paraît au pamphlétaire, autrefois sceptique et railleur, une nouvelle Judée destinée à renouveler le monde, et l'agitation présente est comme l'annonce d'un grand enfantement, ainsi qu'il arriva avant la naissance de Jésus-Christ. Voilà comme la Renaissance tourne à la Réforme.

C'est là sans doute ce qui donna à Luther le courage alors inouï de répondre par le plus audacieux défi à la bulle de l'Église romaine et de traiter comme de puissance à puissance avec Léon X. Une grande partie de l'Allemagne était avec lui. Il ne tremblait plus et commençait à lancer, avec la fougue d'une rébellion longtemps comprimée et la violence de l'esclave qui brise sa chaîne, les éclats de ses sarcasmes et de ses colères. « Je ne sais rien d'Eck, dit-il alors, si ce n'est qu'il est arrivé avec une longue barbe, une longue bulle et une longue bourse... Quant à sa bulle, c'est le Christ lui-même qui y est condamné »; le pape « c'est le fort chasseur, le Nemrod de l'épiscopat romain. »

Le légat Aléander et le docteur Eck, après avoir traversé les Alpes, faisaient afficher où ils passaient, en Bavière, sur les bords du Rhin, la bulle du pape et livraient aux flammes les thèses et les écrits de Luther, menaçant sa personne du même sort. Glorieux de leurs premiers succès, ils s'en allaient, disant que le pape avait droit sur les rois, et qu'il viendrait bientôt à bout de quelques misérables grammairiens et d'un duc de Saxe. Cependant, en avançant vers le nord-est, les fondés de pouvoir de la papauté s'apercevaient qu'ils arrivaient sur un terrain moins sûr. Le duc de Saxe Frédéric ne voulait pas entendre parler de la bulle; l'archevêque de Magdebourg se refusait à la publier. Mais le fils du paysan de Thuringe, se dressant alors contre le fils des Médicis, parut encore en tête de la résistance. « Le 17 novembre 1520, Martin Luther, augustin, docteur en la Sainte

Écriture, à Wittemberg, en appelait du très saint pape Léon, au concile général de l'Église universelle, qui est au-dessus de lui, et suppliait l'empereur, les électeurs, princes, barons de l'empire, etc., de résister avec lui à la conduite antichrétienne du pape, pour la plus grande gloire de Dieu. » Enfin, le 10 décembre, dans la ville de Wittemberg, comme dans la capitale d'une chrétienté nouvelle, l'université et la population ayant été prévenues à l'avance, le docteur, entouré des professeurs et écoliers de l'université, d'un grand nombre d'adhérents, se dirigea devant la porte de l'Elster. Un bûcher était préparé, les magistrats étaient présents. Luther s'avança dans sa robe de moine, sous son capuchon, et, quand le feu commença à briller, il y jeta la bulle pontificale avec les décrétales en disant au milieu d'un silence solennel: Parce que tu as troublé les saints du Seigneur sois livrée aux flammes éternelles. — « La papauté, disait-il le lendemain, en rendant compte de cet acte audacieux, n'est plus maintenant ce qu'elle était hier et avant-hier. Qu'elle excommunie et brûle mes écrits, qu'elle me tue... Elle n'arrêtera pas ce qui s'avance. Quelque chose de prodigieux est à la porte. » Le schisme était consommé. Luther était aussi puissant que le pape dans une partie de l'Allemagne. Restait l'empereur.

## II

### La diète de Worms (1521)

Après avoir été visiter le roi d'Angleterre Henri VIII, chez lui, et l'avoir reçu à Gravelines sur le continent, pour le bien disposer, dans la prévision d'une guerre possible avec la France, Charles-Quint remontait alors le Rhin pour prendre possession, à Aix-la-Chapelle, de la couronne de roi des Ro-

mains et tenir sa première diète à Worms. Il était âgé de vingt-deux ans. Froid et pâle de figure, grêle de corps, quoiqu'il se tînt passablement à cheval et rompît une lance comme un autre, l'air sérieux, mélancolique même, il ne paraissait pas annoncer encore l'ambitieux et profond politique qu'il devint plus tard, et il ne représentait pas même extérieurement très bien la majesté impériale. Marguerite d'Autriche sa tante était sa conseillère. Guillaume de Croï, seigneur de Chièvres, qui était un modèle de réserve et de prudence pour son élève, était son ministre principal, et après lui Gattinara. Il se faisait lire d'ailleurs assidûment les rapports sur les plus importantes affaires, les examinait avec soin; et quelquefois, il prenait avec rapidité des résolutions qui étonnaient ses conseillers; et celles-ci une fois exprimées, il ne s'en départissait pas.

Déjà, à Bruxelles, cette petite cour bourguignonne, qui se voyait tout à coup chargée des destinées morales et politiques de l'Europe, avait été assaillie de sollicitations et de conseils de toute nature, qui témoignaient de l'agitation produite par la grande affaire du moment. Luther avait fait pour l'empereur et adressé à Sa Majesté un abrégé vif et hardi de son livre de la *Réforme adressée à la Noblesse allemande.* Hutten était parti pour Bruxelles afin de lui remettre deux petits opuscules en guise de leçon d'histoire à l'usage d'un prince pour les circonstances présentes : « *Que les empereurs ont toujours eu le droit de faire ou de déposer les papes ; comment les papes se sont toujours conduits à l'égard des empereurs.* » Le premier livre était plus religieux, le second plus politique. Ils arrivaient à peu près au même résultat : Religieusement, ramener le dogme et la discipline à l'enseignement et à la parole évangélique ; politiquement, affranchir l'empire du droit divin, le sous-

traire à l'humiliant vasselage de Rome, en faire un État tout laïque, fondé sur l'union du souverain avec les États, princes, nobles et villes; séculariser les biens du clergé, en lui assurant d'honorables traitements, pour le ramener à la pureté et à la simplicité des premiers temps et faire ainsi du sacerdoce allemand une Église toute nationale. Il suffisait de l'autorité de l'empereur, croyaient Luther et Hutten, pour opérer cette révolution que le roi Henri VIII fit un peu plus tard en Angleterre. Sa volonté pouvait commencer la régénération du pays, en séparant l'Allemagne de l'Italie, en affranchissant l'empire de Rome. Tout s'opérerait aisément sous l'impulsion impériale; l'intérêt de l'empereur, de l'empire, de la religion, tout concordait.

Mais il n'était pas facile, pour les personnes et pour les écrits, de pénétrer auprès de l'empereur. Deux légats du pape, Caraccioli pour les affaires politiques, Aléander pour celles qui regardaient la religion, enfin Glapion, un moine franciscain, confesseur de Sa Majesté, faisaient bonne garde. « Ne comprends-tu pas, César, » avait dit Hutten, « qu'il s'agit dans tout cela de ta personne, de ton pouvoir. » Il dût quitter Bruxelles sous peine d'être arrêté. A mesure qu'ils s'avançaient en Allemagne, les légats sentaient cependant que le terrain se dérobait sous leurs pas. « L'Allemagne se détache de Rome, disaient ils, les princes se détachent du pape; encore quelques délais, quelques ménagements et il n'y a plus d'espoir. » Aussi s'efforçaient-ils de montrer l'étroite solidarité de l'empire et de la papauté. « Menacer le Saint-Siège, disaient-ils n'est-ce pas menacer le saint empire? Vouloir se séparer de Rome, n'est-ce pas vouloir saper les fondements mêmes de son autorité? Sans la papauté, l'empire n'est rien en Allemagne; protecteur de l'hérésie au nord des Alpes, Charles pourrait-il même garder la

couronne de Ferdinand et d'Isabelle en Espagne et sa domination menacée par les Français en Italie. » A cette époque des grandes ambitions de l'esprit, où chacun croyait pouvoir s'adresser aux souverains, l'homme du siècle, avant Luther, le philosophe Érasme, risqua aussi d'envoyer son avis à l'empereur. C'était celui d'un politique. Il lui conseillait de tenir en respect l'Allemagne par l'Italie, et l'Italie par l'Allemagne, en se servant de l'une et de l'autre, et d'opposer Luther à Rome et Rome à Luther, pour affermir et augmenter sa puissance entre les deux et opérer une réforme de l'Église qui touchât plus aux mœurs et à la discipline. C'était le sentiment du sieur de Chièvres, des conseillers bourguignons du jeune prince, même de son confesseur Glapio. Mais, au milieu des passions en émoi, l'avis était plus facile à donner qu'à suivre.

Par une singulière rencontre, dans un moment d'effervescence toute nationale et religieuse, l'Allemagne s'était justement donné l'empereur non seulement le moins fait pour se préoccuper exclusivement de ses intérêts, de ses sentiments, mais celui qui pouvait en être le plus distrait par la complexité même de sa puissance en Europe. Prince tout cosmopolite, on comprend que Charles-Quint, flamand, autrichien, espagnol, ne pût envisager la situation de l'empire, comme un souverain national, d'un point de vue tout allemand. Mais, il avait bien d'autres obligations qui se jetaient à la traverse. Roi très catholique au-delà des Pyrénées, pouvait-il faillir au catholicisme en Allemagne? Roi de Naples, au midi de l'Italie, suzerain de la Lombardie, sur laquelle il voulait rétablir les droits de l'empire, en expulsant les Français qui, en étaient maîtres en ce moment, il devait ménager, dans Léon X, le pape et le prince italien? Empereur, il était tenu de défendre l'Allemagne et

la chrétienté contre les Turcs ottomans. Souverain d'États éparpillés aux deux extrémités de l'Europe, ayant envers chacun des devoirs spéciaux, soucieux surtout de ne compromettre nulle part son autorité, il ne pouvait avoir d'autre politique que celle de l'intérêt de sa maison et la conservation des couronnes nombreuses et des immenses possessions qu'une fortune heureuse avait mises entre ses mains ! Mais sa tâche réclamait un homme habile ou bien conseillé. Était-ce le cas de celui qui, après s'être fait solennellement couronner à Aix-la-Chapelle, selon l'antique coutume, se rendait à Worms.

### Diète de Worms (1521)

Le 28 janvier 1521, le jeune empereur ouvrit la diète par un discours, où il exaltait la gloire de l'empire qu'il faisait remonter à Charlemagne, et promettait de lui rendre bientôt toute sa puissance. Pour bien comprendre sa conduite, à ce moment, il faut se rappeler que les troubles des *comuneros,* suscités par son avènement en Espagne, étaient à peine apaisés, et que le roi de France, désappointé de son échec en Allemagne, s'apprêtait assez ostensiblement à lui faire la guerre. Pouvait-il se mettre à la fois sur les bras Luther, c'est-à-dire une partie de l'Allemagne, et le pape qui était encore en négociations avec François I<sup>er</sup>. L'empereur se montra donc plein de condescendance pour les désirs des princes réunis en diète, particulièrement en ce qui concernait les affaires politiques. Il acquitta religieusement les promesses qu'il avait faites, paya les dettes de son élection, récompensa ses plus dévoués partisans et mit seulement au ban de l'empire son seul ennemi déclaré, Ulrich de Wittemberg déjà expulsé de ses États par Franz de Sickingen, et il transmit à son frère Ferdinand les duchés autrichiens

avec ses droits sur la Hongrie et la Bohême, pour ne pas trop effrayer. Au dehors, il parut tout animé d'intentions pacifiques qui n'étaient au fond que le désir de ne point se mettre trop d'affaires sur les bras. Ainsi, il ménagea une trêve entre le grand maître de Prusse et le roi de Pologne sur le point d'entrer en guerre, et il céda la souveraineté impériale sur le Holstein à son beau-frère le roi de Danemarck. Mais les intérêts de l'Allemagne étaient-ils bien là?

A l'intérieur, entre la diète et l'empereur, il y avait eu un continuel conflit pour l'exercice du gouvernement, sous Maximilien. La probabilité des fréquentes absences de Charles-Quint, souverain de tant d'États, devait faire encore plus désirer aux électeurs et aux princes d'avoir une plus grande part à la gestion des affaires. Ils demandèrent donc avec instance l'établissement d'un *conseil de régence* qui pût obvier aux inconvénients de l'absence impériale; et Charles-Quint tomba sur ce point d'accord avec eux. Mais le dissentiment commença sur le degré d'autorité dont il fallait investir ce conseil. La diète voulait qu'il eût pleine autorité, l'empereur même présent; Charles-Quint, même pendant son absence, prétendait rendre ses attributions presque insignifiantes. Des nouvelles arrivées du dehors aidèrent à ménager un arrangement. Le roi François Ier avait dit en briguant la couronne impériale: « Nous faisons tous les deux la cour à la même maîtresse, mais le vaincu n'en voudra pas au vainqueur.» Au lieu de cela, le roi de France commençait de tous côtés la guerre contre son rival. Robert de la Marck, vassal de Charles-Quint, mais poussé par François Ier, venait déclarer la guerre à l'empereur en pleine diète, tandis qu'une armée française traversait les Pyrénées pour entrer en Navarre. On fit un compromis pour sauvegarder l'honneur de l'empereur et les intérêts des princes. Com-

posé de vingt-deux conseillers, dont huit à la nomination de l'empereur, le *conseil de régence*, en l'absence de Charles-Quint, eut pouvoir de traiter de toutes les affaires intérieures et extérieures, sauf ratification impériale ; lui présent, ses fonctions durent cesser. Pour l'administration de la justice entre les États et le maintien de la paix publique, la *Chambre impériale* et les *dix cercles* furent maintenus tels qu'ils étaient ; le tribunal seulement et les chefs des cercles reçurent de plus grands pouvoirs et leur traitement fut augmenté et assuré. En retour, la diète accorda à Charles-Quint, pour son expédition de Rome, la levée de 10,000 hommes répartis entre les différents États, d'après un registre matricule qui servit désormais de règle. On négligea seulement de tenir compte des réclamations de la petite noblesse et des villes.

On s'était facilement entendu ainsi, parce que le grand intérêt était maintenant ailleurs. En se faisant des concessions sur les affaires politiques, l'empereur et les princes se réservaient pour la grande affaire religieuse. Là, se donnaient rendez-vous toutes les passions. La cour pontificale, justement effrayée des dispositions de l'Allemagne, était décidée maintenant à agir contre Luther, et les deux légats demandaient purement et simplement l'exécution de la bulle de Léon X. Ils s'agitaient et répandaient l'argent de tous côtés pour réussir. Charles-Quint et ses ministres étaient loin de se faire scrupule de sacrifier un hérétique ; mais ils voulaient au moins par là s'assurer, pour les affaires de France et d'Italie, de l'alliance du pape Léon X. « Comme le pape se conduira envers l'empereur, avait dit une fois au légat le ministre de Charles-Quint, l'empereur se conduira envers lui. S'il nous crée des embarras en Italie, nous lui en créerons en Allemagne. » En même temps qu'il fit enta-

mer, sous la médiation de Henri VIII, mais dans l'intention de le gagner, une conférence de plénipotentiaires à Calais, au sujet des attaques de la France, Charles pressa le pape Léon X de s'entendre avec lui, pour chasser les Français du Milanais, en lui promettant Parme et Plaisance pour prix de son alliance et de sa coopération. Rien ne pouvait être plus dangereux pour Luther et pour la réforme commencée.

Charles-Quint ne pouvait cependant rien contre cette révolution sans l'assentiment de la diète. Dès qu'il exprima la pensée de procéder contre elle, une vive opposition s'éleva contre lui. Le légat Aléander prononça contre le docteur, en pleine diète, un violent réquisitoire qui produisit quelque effet. Mais un prince, le duc Georges, qui n'était point suspect, c'était celui qui avait prêté son palais pour la dispute de Leipsick, y répliqua en laissant la personne du moine, et les opinions théologiques en dehors, par de violentes réclamations contre l'oppression et les abus de la cour de Rome en Allemagne. C'était répondre aux instincts, aux intérêts et flatter les passions de tous. Les princes se mirent en devoir de rédiger à nouveau contre Rome la protestation des *cent griefs* de la nation allemande, qui avaient déjà été faite à la diète d'Augsbourg. Rien de plus vif, de plus hardi n'avait encore été écrit même par les pamphlétaires contre la cour de Rome.

Le franciscain Glapion, qui était un politique, s'agita, dépensa beaucoup de démarches et d'éloquence, même auprès de Frédéric le Sage, pour obtenir que Luther distinguât entre ses attaques et abandonnât les principes théologiques de la *Captivité de Babylone* pour retenir seulement ceux qu'il avait consignés dans son écrit adressé à la *noblesse allemande* et qui étaient tout civils et politiques. Le légat Aléander effrayé, lui-même, écrivit au cardinal Jules

de Médicis de faire quelque chose, de sacrifier les *réserves*, *dispenses* et autres abus, de crainte que la haine de Rome ne vînt en aide à la cause de Luther.

Charles-Quint était embarrassé ; le pape le pressait de montrer enfin que l'unité de l'Église lui était à cœur ; l'Allemagne l'effrayait ; il consulta Frédéric le Sage dont Luther était le sujet. Tout dépendait de ce prince. Homme grave, pieux, de mœurs pures, estimé de tous, il était mécontent qu'on eût procédé avec tant de promptitude contre un de ses sujets. Il avait à cœur son université de Wittemberg, et ne manquait point de goût pour les doctrines de Luther. Désireux de s'éclairer, il avait consulté Érasme. « S'ils en veulent tant à Luther, lui avait répondu le philosophe de Rotterdam, c'est parce qu'il a touché au trésor pontifical et au ventre des moines. » Il avait repoussé avec une certaine vivacité les avances du franciscain Glapion, et demandé pour Luther des juges éclairés et impartiaux qui prononçassent avec équité entre le moine et le pape. Il répondit à l'empereur avec plus de respect, mais non moins de fermeté : « La « parole de Luther a fait maintenant trop de progrès parmi « le commun peuple, pour que sa mort ne soit pas inutile « et même dangereuse. On ne peut le condamner sans l'en- « tendre. » — « Le moine donne ici beaucoup de tablature, écrit un habitant de Francfort, on voudrait le mettre en croix et je crains qu'il n'y échappe pas. Mais il faut prendre garde qu'il ne ressuscite le troisième jour. » L'opinion populaire, en effet, voilà ce dont il fallait tenir compte. Les princes eux-mêmes firent peur à l'empereur des dispositions du commun peuple. Alors, en dépit du légat, Charles-Quint somma décidément « l'honorable, fidèle et pieux docteur Martin Luther « de venir répondre, par-devant la diète impériale, de quel- « ques opinions et doctrines à lui attribuées, » et, pour ce

faire, il lui expédia un sauf-conduit de vingt et un jours, avec promesse de respecter sa personne. En même temps, une commission composée de princes ecclésiastiques et de docteurs, parmi lesquels Glapion, fut nommée pour mener les choses à bonne fin.

Grand fut l'émoi à Wittemberg et en Allemagne quand cette nouvelle arriva. Autour de Luther, ses amis, Carlostadt, Mélanchton, Jonas, Amerstorff, l'avaient à la foi désiré et craint. Maintenant, cédant davantage à l'effroi, ils mettaient devant les yeux de Luther la mort de Jean Huss brûlé vif, malgré la parole de l'empereur Sigismond. « Moïse était seul à la sortie d'Egypte, disait éloquemment le moine, qui était mis par là en vue de tous; Élie était seul, au temps du roi Achab; Ésaü était seul à Jérusalem, Ézechiel, seul à Babylone. Dieu a toujours choisi pour prophètes des personnes basses et méprisées ; une fois même un berger, Amos. Je ne dis pas que je sois un prophète, mais je dis qu'ils doivent craindre parce que je suis seul et qu'ils sont plusieurs. » Luther n'était plus seul; ses livres, ses sermons, multipliés à l'envi par la typographie et répandus par milliers, lui faisaient partout des adhérents qui colportaient et répétaient à leur tour sa parole, qui dans les tavernes, qui dans les universités, qui jusque dans les chaires des Églises. Il revenait à Luther presque autant de lettres de dévouement et d'adhésion qu'il sortait d'opuscules de ses presses ; sa correspondance devenait prodigieuse. Adhésions ferventes et actives! on brûlait la bulle du pape et les décrets pontificaux; pendant le carnaval on jouait, pour les huer, le pape et les cardinaux. Le peintre Lucas Cranach, sous le titre de la *passion du Christ et de l'antichrist* illustrait, pour parler aux yeux du populaire, les magnificences de Rome et les douleurs

du Calvaire. Une partie de l'Allemagne renvoyait déjà à Luther les échos de sa parole.

Luther partit de Wittemberg, le 2 avril, précédé du héraut impérial qui devait le faire respecter, et escorté de quelques amis. Presque en même temps, à Rome, Léon X, pour exercer une pression, avait solennellement prononcé l'excommunication définitive contre lui ; et l'empereur, pour faire quelque chose, avait publié un mandat afin qu'on eut à saisir partout ses livres et opuscules. Tout cela n'était pas très rassurant. Luther avait cependant sur lui le sauf-conduit impérial revêtu du sceau de six électeurs. « Quand il « s'élèverait, dit-il, entre Wittemberg et Worms, un incendie « qui monterait jusqu'au ciel, j'irais au travers me jeter « dans la gueule de Belsébuth, pour lui briser les dents. » Ne point comparaître eût été se condamner lui-même. De Wittemberg à Worms, Luther put, chemin faisant, juger de l'état de l'Allemagne. Ici, la bulle du pape était affichée, proclamée, et Luther à son passage regardé avec colère ou avec effroi ; là, elle était lacérée, couverte de l'indignation des habitants, et Luther, reçu avec enthousiasme, comme un rude combattant de la bonne cause. Dans un couvent on lui présenta le portrait du dominicain d'Italie, Jérôme Savonarole ; il le contempla sans effroi. A Erfurth, où il avait étudié, professeurs, étudiants allèrent à sa rencontre et l'introduisirent au milieu d'eux dans la ville en répétant le chant célèbre dont Luther venait de composer les paroles et la musique : « Une solide forteresse est notre Dieu, une bonne armure et une fine épée.

« Ein fester burg ist unser Gott. »

Le recteur de l'université, Crotus Robianus, le roi des poètes, Eobanus Hessius, lui rendirent visite. Il y visita

avec émotion et mélancolie le couvent des augustins où il avait souffert et où il avait espéré. Il y prêcha sur la foi et sur les œuvres, devant une foule émue et attentive. A Weimar, il tomba malade. C'était Satan, dit-il, qui voulait l'arrêter. Il y reçut une invitation du chevalier de Sickingen qui voulait le recueillir dans son château d'Ebernburg, où le confesseur de Charles-Quint désirait avoir une entrevue avec lui, pour le tenter à son tour. « Je suis mandé à Worms, répondit Luther, il m'y trouvera s'il veut me parler. » Dans cette ville impériale remplie de monde, d'Allemands et d'étrangers, les Espagnols et les Italiens y maugréaient contre l'hérétique ; les Allemands achetaient ses livres, son portrait et le baisaient. Quand il entra, le 16 avril, dans Worms, la foule encombrait les rues, se pressant à sa rencontre, malgré l'heure du repas, et débordait sur les toits. Il était debout, sur une espèce de fourgon avec deux de ses disciples, dans sa robe de moine, le capuchon baissé sur la tête, pâle, amaigri par les veilles, les yeux creux, mais lançant de sombres éclairs sous ses sourcils épais et sa noire et courte chevelure, la bouche forte, une bouche d'orateur, dont la face amincie faisait ressortir la fente longue et ironique. C'était bien l'adversaire de l'Église grasse, opulente, qui allait le juger. Après avoir supporté avec fermeté les regards de la foule, précédé du héraut impérial, il descendit à l'auberge de Saint-Georges, en disant : « Dieu est avec moi. » Le soir, appuyé sur la fenêtre de sa chambre, il joua sur sa flûte un des airs de sa jeunesse. A le voir passer dans les rues de Worms, on n'aurait pas soupçonné l'homme cordial, enjoué, l'éblouissant et aimable causeur qu'il savait être au repos, quand la passion ne déchaînait pas le lion pour la lutte.

Forcés de consentir à la comparution du moine devant la

diète, les légats pontificaux avaient du moins obtenu qu'on ne discuterait point de nouveau avec lui. Après la bulle de Léon X, n'était-ce pas mettre en question l'infaillibilité pontificale? On le sommerait seulement de se rétracter. Evidemdemment les uns, c'étaient les légats, espéraient intimider Luther; les autres, les politiques et même Glapion, voulaient obtenir de lui une distinction entre ses opinions, qui permît à la fois de terminer son affaire et de réformer au moins la discipline en Allemagne. Sa venue était déjà un fait immense. C'était devant un concile qu'avait paru autrefois le bohémien Jean Huss. Le moine augustin, accusé d'hérésie, condamné, excommunié déjà, mais comparaissant devant une diète, c'était une nouveauté terrible. Il s'agissait d'une cause nationale et non de celle d'un individu, d'un simple frère. Luther dut comparaître, le 17, à quatre heures, devant la diète qui se tenait dans l'hôtel de Ville. Il fallut le faire passer par des voies détournées, pour éviter la foule qu'on dut repousser des abords de la place avec des hallebardes.

L'empereur, à la diète, en costume espagnol, avec un camail d'hermine et une toque surmontée d'une plume d'autruche, à ses pieds, les deux nonces, l'un en soutane rouge, l'autre en robe violette, des deux côtés, les électeurs laïcs et ecclésiastiques, puis les princes, les chevaliers dans leur armure, les bourgmestres, les docteurs et les moines de toute couleur, remplissaient la salle; en tout deux cent quatre personnes. Quand le moine entra, toute l'assemblée, sans respect pour le souverain, se leva par un mouvement de curiosité anxieuse. Celui qui n'avait jamais parlé que devant des docteurs ou des écoliers sentit un frisson parcourir tout son corps. Toutes les craintes de sa première jeunesse remontaient à son cœur.

Il passa sa main sur ses yeux humides et son front glacé. L'official de l'archevêque de Trèves prit la parole. « Martin Luther, dit-il, Sa sacrée et invincible Majesté te demande par ma bouche si tu reconnais ces livres, placés sur la table, et il en lut les titres, pour tiens, et si tu veux rétracter ou prétends maintenir les doctrines qui y sont contenues. » Luther hésita, et d'une voix éteinte : « Je reconnais tous ces livres, et ne puis les renier; quant à la doctrine qui y est contenue, comme il s'agit de la parole de Dieu et du salut des âmes, je supplie Sa Majesté de m'accorder ving-quatre heures pour m'expliquer. » Une sourde rumeur accueillit cette demande. On avait réussi. Luther, à qui l'on avait dit de ne parler qu'interrogé par l'official, avait été intimidé.

« Jamais ce moine, dit Charles-Quint avec mépris en se tournant vers un des princes, ne me rendra hérétique. »

Après avoir consulté l'empereur, l'official de Trèves accorda avec un sourire ironique à Luther ce qu'il avait demandé.

Le lendemain, le héraut qui venait chercher Luther pour le conduire de nouveau devant la diète l'entendit, à travers la porte, adresser à Dieu une fervente prière : « O Dieu! disait-il, viens à mon aide contre la sagesse du monde, c'est sa cause et non la mienne que je soutiens. C'est à toi de la défendre. Ce qui est chair est chair. Sois ma défense, mon bouclier, ma forteresse. » Dans le trajet un capitaine de lansquenets lui mit la main sur l'épaule en lui disant : « Moine, tu vas à une bataille qui ferait trembler plus d'un brave ; aie bon courage. » C'était un certain George Frondsberg qui, moins de six ans après, devait marcher avec Bourbon contre la capitale de la chrétienté. Luther entra ; la journée était déjà avancée, la salle était éclairée aux flam-

beaux. « Frère, courage ! » s'écrièrent quelques voix, « ne crains pas ceux qui ne peuvent tuer que le corps et point l'âme. » L'official reprit la parole, en lui demandant cette fois, s'il voulait défendre tous ses livres ou en rétracter quelque chose. On voulait par là lui préparer un moyen d'accommodement. Luther fit observer que ce n'était point la même question que la veille. L'official reprit comme auparavant : « Je fais, dit alors Luther distinctement, trois parts de ces « livres ; la première contient sur le dogme et la doctrine « chrétienne, sur la foi et les œuvres, des opinions dont quel- « ques-unes ont été approuvées par mes adversaires mêmes ; « le pape lui-même dans sa bulle ne les a pas condamnées ; « je leur ferais tort en les rétractant ; la seconde répète contre « la cour de Rome les griefs dont s'est plainte la nation elle- « même, je ne la trahirai pas ; en rétractant ces plaintes, « j'affermirais la tyrannie pontificale ; la troisième est la « partie polémique ; j'ai pu quelquefois y dépasser le but et « porter une ardeur qui ne convenait ni aux choses ni à « ma robe ; mes adversaires m'ont donné cet exemple, « qu'ils me donnent eux-mêmes celui du repentir ; je les « imiterai. » L'official reprit et le somma de déclarer sans distinction ni détour s'il rétractait ou non ce qu'il avait écrit : « Veuillez donc me prouver par des arguments tirés de l'Écriture Sainte ou de la raison que j'ai erré ; sinon je ne saurais me rétracter. Je ne puis pas mieux me défendre, dit-il, qu'en imitant mon Maître qui, frappé par un des serviteurs du grand-prêtre pendant qu'il parlait, se tourna vers lui et lui dit : Si j'ai mal parlé, faites voir ce que j'ai dit de mal ; si j'ai bien parlé, pourquoi me frappez-vous. Le chrétien ne parle pas contre sa conscience. Confondez-moi avec la parole de Dieu et je m'engage à jeter moi-même mes livres au feu. »

On n'avait pas cette fois attendu tant de fermeté. L'official consulta l'empereur, les ministres, quelques prélats, et tenta de nouveau d'amener Luther à faire une distinction entre ses livres. C'est le but qu'auraient voulu atteindre quelques conseillers de l'empereur et princes de l'empire. Si les attaques contre le dogme étaient entièrement condamnables aux yeux de la majorité de la diète, celles contre les prétentions, les exactions du pouvoir pontifical, étaient loin d'avoir pour eux le même caractère. Luther ayant mis sa foi à couvert par une rétractation, on pouvait le prendre pour allié contre la théocratie romaine et la hiérarchie ecclésiastique. L'official fit donc observer à Luther que, parmi ses doctrines, celles qui attaquaient la foi tombaient seules sous l'accusation d'hérésie. Il pouvait les abandonner sans sacrifier les autres qui ne touchaient qu'à la discipline ; le grand hérésiarque Arius lui-même, s'il avait su faire quelque concession, eût-il été rejeté hors de l'Église ? Mais Luther était passé de l'Église intérieure à l'Église extérieure ; ses opinions sur la discipline n'étaient que la conséquence de ses opinions sur la foi. Le moine n'était point un politique ; son opposition dogmatique était justement son originalité dans le grand mouvement de l'Allemagne et sa grande force dans cette révolution. Sacrifier la chair de sa chair, c'était pour Luther se renier, s'affaiblir : « Tout se tient et s'enchaîne, dit-il, dans mes livres ; c'est « une seule et même œuvre : je ne puis la diviser sans « l'anéantir ; est-ce l'œuvre d'homme ? Elle périra ; l'œuvre « de Dieu ? je n'y puis rien moi-même. » Et il se mit, emporté par un de ses élans qui lui étaient habituels, à discuter ; il prêchait, tonnait, quand, sur un ordre de l'empereur, on l'arrêta. L'official reprit et l'engagea une dernière fois, au nom de Sa Majesté, qui savait comment agir vis-à-

vis d'un hérétique endurci, à renoncer à son opiniâtreté : « Je ne puis ni ne veux, dit-il, me rétracter ; ma cons- « cience est prisonnière de la parole de Dieu ; c'est mon « dernier mot; Dieu me soit en aide. » On avait invité Luther, tant que dura ce solennel dialogue, à traduire en latin pour l'empereur et les légats ce qu'il avait dit en allemand ; il le fit d'un ton ferme, délibéré, jusqu'à la fin, ce qui émerveilla fort Frédéric de Saxe son souverain et ses partisans ; quand il eut prononcé son dernier mot, il se retira au milieu des témoignages mêlés de l'étonnement, de la colère, de l'admiration et de la stupeur de l'assemblée.

On garda encore Luther quelques jours à Worms, pour tenter, par obsessions, caresses, menaces ou promesses, de le faire revenir sur sa détermination publique, et d'obtenir surtout de lui la distinction tant désirée par les politiques. L'archevêque de Trèves, le franciscain Glapion, des laïcs même, le margrave de Brandebourg, le conseiller impérial Peutinger allèrent le trouver chez lui. La curiosité en amena beaucoup. On lui proposa de soumettre sa doctrine à un concile. Après avoir comparu devant une diète, il le refusa. Mais Jean Huss n'y avait-il pas paru ? Oui, dit-il, pour être injustement condamné. Il couvrait maintenant de sa défense posthume celui dont il était le successeur. Le jugement de l'empereur, des princes, de la diète fut mis en avant. « Pas d'autre juge, répondit-il, que la parole de Dieu. » Il demeura vainqueur de cette dernière lutte plus dangereuse que l'autre. Cependant on délibérait sur son sort. Le bruit se répandit qu'on allait le condamner, l'appréhender au corps. Il en fut en effet question. Quelques princes réclamèrent. Il faut tenir, dirent-ils, la parole impériale. La diète impériale ne croyait pas avoir cette fois,

comme à Constance, qualité pour soutenir qu'il n'y avait pas de serment vis-à-vis d'un hérétique. On fit et refit plusieurs fois le décret impérial. L'agitation croissait à Worms. Un jour, un soldat espagnol, qui voulait saisir chez un libraire un paquet d'exemplaires de la *Captivité de Babylone* était attaqué par des bourgeois et forcé de s'enfuir; un autre jour, un cavalier espagnol foulait aux pieds un commentaire injurieux de la bulle de Léon X et poursuivait l'épée dans les reins jusque dans sa maison un chevalier allemand qui voulait l'en empêcher. « Dans le palais impérial on trouva une affiche placardée avec ces mots : « Malheur au pays sur lequel règne un enfant. » — « Je vois, s'écriait le chevalier pamphlétaire Hutten, qu'il est ici besoin d'arcs et d'épées, de flèches et de bombardes, puisqu'on ne veut point écouter les raisons ni les paroles; » et, avec quelques-uns de ses compagnons, il guettait aux environs de Worms les prélats romains pour leur faire un mauvais parti, s'il tombait, disaient-ils, un cheveu de la tête de Luther. Cependant, l'électeur de Saxe et quelques autres princes étaient déjà partis. Luther reçut l'ordre lui-même de quitter Worms où sa présence excitait le trouble; muni d'un sauf-conduit de vingt et un jours, il reprit, accompagné du héraut et de ses amis, le chemin qui l'avait amené à Worms.

C'était le 26 avril. Le 8 mai suivant, un traité secret d'alliance, depuis longtemps négocié, était conclu entre le pape Léon X et Charles-Quint contre François Ier. Le sacrifice de Luther en était le prix; car c'était à quelques jours de là, ce 26 mai, que l'empereur présentait aux derniers membres présents à la diète un décret qui mettait Luther condamné par le pape, comme hérétique, au ban de l'empire, avec ordre, à tout prince laïc ou ecclésiastique, de l'appré-

hender au corps après six jours de délai, de détruire tous ses livres, et de ne plus laisser rien paraître désormais sur la théologie sans soumettre l'écrit à une censure. Le décret publié et affiché était même daté du 8 mai, pour complaire à la cour pontificale et comme si toute la diète y avait donné son assentiment. « Les misérables, s'écria Hutten, « le plus ardent et le plus imprudent des amis du moine, « ils l'ont condamné pour sauver leurs bénéfices. Quoi! la « pente du siècle, ce souffle de liberté, ce dégoût du pré- « sent, ce désir général de rénovation ne vous ont point « avertis. Allez donc au-devant du sort qui vous attend; « l'œil de Dieu est sur vous. »

Luther avait été plus modéré, et c'est ce qui avait fait sa force; il s'en repentit peu après : « J'aurais dû leur montrer, disait-il, un autre Élie devant d'autres idoles. » Sur ses vieux jours, plus éclairé, il disait : « J'ai été ferme et modéré à Worms, comme un homme inspiré de Dieu, je ne sais si aujourd'hui je serais ainsi. » Si sa doctrine réussit en Allemagne, et même, plus tard, devint pour le catholicisme une occasion de noble rivalité et de réforme intérieure, il le doit, en effet, à la fermeté et à la modération qu'il avait montrées en cette solennelle occasion. Mais que fût-il advenu d'elle et de l'Allemagne, si Charles-Quint, cédant aux conseils généreux de la jeunesse et à l'avertissement de l'opinion publique, n'avait pas aussi montré la même prudence et la même modération. En pensant à l'effervescence de l'Allemagne et aux conséquences de la mort de Jean Huss, dans un pays aussi éloigné que la Bohême, on est effrayé, à la pensée des troubles que le sang versé eût pu soulever, et stupéfait de l'avenir bien autrement grand peut-être qu'une mort violente aurait réservé à la doctrine d'un martyr. Charles-Quint, sur ses

vieux jours, s'accusait aussi d'avoir été modéré et de n'avoir pas, à Worms, étouffé l'hérésie à son berceau. Illusions d'un vieillard, qui oubliait les impressions vraies de sa jeunesse, et scrupules religieux d'un ambitieux déçu qui aimait à rejeter sur une prétendue faute de sa conscience l'invincible résistance que devait opposer aux rêves audacieux de sa puissance un peuple exaspéré et blessé par une violence qui lui eût paru légitimer tous ses emportements.

Après avoir établi, pour conduire les affaires de l'empire, un *conseil de régence*, à la tête duquel il laissa comme lieutenant son frère Ferdinand, mis en possession de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, pour sa part d'héritage paternel, Charles-Quint repartit pour les Pays-Bas. Il pourvut à l'administration de ce pays en le confiant à l'habileté de sa tante, l'archiduchesse Marguerite ; il prépara, avec le cardinal Wolsey, ministre du roi d'Angleterre, à Bruges, une alliance qui, avec celle déjà conclue avec le pape, formait une coalition contre François Ier avec qui la guerre avait déjà commencé.

Cependant, Luther reprenait, sous l'anathème, la route qu'il avait déjà suivie, prêchant encore, « car il ne pouvait, disait-il, retenir la parole de Dieu ». Il était près de son vieux père et de sa vieille mère, à Eisenach, reposant un instant près de son berceau cette âme qui venait de braver les grands, quand on lança contre lui le ban impérial. Le chevalier de Sickingen, les magistrats de plusieurs cités offraient un asile au proscrit. Quelque prince séculier ou ecclésiastique se préparant à mettre la main sur lui, une fois le sauf-conduit expiré, il continua le chemin de la Saxe et il s'enfonçait dans la forêt de Thuringe, quand on apprit tout à coup qu'il avait disparu. Quatre cavaliers l'avaient,

disait-on, surpris tout à coup et s'étaient perdus avec lui dans l'épaisseur des hautes futaies. A cette nouvelle, l'université de Wittemberg prit le deuil et envoya une députation à Frédéric de Saxe pour avoir des renseignements précis sur le sort de son docteur; le jeune Mélanchton redemanda dans sa chaire, « son ami, son père, l'homme « de Dieu ». Dans le reste de l'Allemagne, une épouvante, suivie bientôt d'une sourde colère, s'empara des esprits. Universitaires, docteurs et moines mêmes, par leurs écrits, par leurs paroles, prêchèrent ouvertement la vengeance du martyr. On voyait s'agiter sur l'Allemagne les brandons du bûcher de Jean Huss : « Il faudra prendre nous-mêmes « et allumer des torches, dit l'archevêque de Mayence, « Albert, pour retrouver le moine et le rendre à ce peuple « furieux. » On allait bientôt voir, en effet, si c'était la cause d'un homme ou celle d'un peuple que l'empereur Charles-Quint avait condamnée dans la ville libre et impériale de Worms; et ce souverain lui-même ne fut pas longtemps à sentir que, en proscrivant une doctrine devenue nationale, il n'avait pas gagné les sympathies de l'Allemagne contre son adversaire politique, le roi de France.

## III

**Luther et le diable à la Wartbourg; conséquences pratiques de la doctrine; la traduction de la Bible; progrès de la doctrine; le libre et le serf arbitre; fin d'Érasme.**

Frédéric le Sage, le duc électeur de Saxe, avait fait enlever par quatre cavaliers masqués le banni de Worms pour

le retenir, prisonnier volontaire, et sous un costume de chevalier, dans la forteresse de Wartbourg. C'était un lieu plein de souvenirs. Les chantres d'amour, les Minnesœnger du moyen âge, au temps de la chevalerie, y avaient raconté les pèlerinages vaillants et pieux des croisés, les passions naïves des châtelains bardés de fer et des nobles dames, le culte de la vierge Marie, et lutté courtoisement entre eux pour remporter le prix de poésie. Sainte Elisabeth de Hongrie, la femme d'Henri Raspon, comte de Thuringe et anti-césar, y avait souffert; chassée par son seigneur brutal et ambitieux, elle avait trouvé son reconfort dans les sentiers et les bruyères de la forêt illuminée par sa foi, dans ce donjon perché sur un sommet haut et boisé qui dominait ce pays d'or.

Luther seul, servi par quelques manants, avec peu de livres, se promenait sous les sombres voûtes du vieux manoir, ou parcourait, sous prétexte de chasse, les sentiers et les clairières où les oiseaux, dit-il, chantaient sur la branche jour et nuit, où les cerfs bramaient et le vent bruissait à travers les branches touffues. Solitude faite pour rafraîchir, reposer une âme tendre ou pour exalter un lutteur tourmenté, un cœur altéré d'action et replié sur lui-même. Mais bientôt, poursuivi par ses souvenirs, par les bruits du monde, les oiseaux et les cerfs ne suffisent point à lui tenir compagnie. La région de l'air, de l'air pur, la région des oiseaux ne pouvait longtemps lui plaire. Il vit bientôt dans la Wartbourg, dans la forêt, un désert, dans sa montagne, un rocher solitaire, une île de Pathmos et, comme saint Jean, avec qui il aimait maintenant à se comparer, il laissa de nouveau déborder sur l'Allemagne sa verve de dispute, de propagande et d'apocalypse. Il recherchait la région des orages.

« Assis tout le jour, écrit déjà le prisonnier, le 12 mai, à Mélanchton, je me mets devant les yeux la figure de l'Église et je vois cette parole du psaume : *Numquid vane constituisti omnes filios hominum?* Dieu ! quel horrible spectre de ta colère que ce règne abominable de l'antichrist de Rome... Quoi ! il ne s'en trouve pas un qui se lève et qui tienne pour Dieu ou qui fasse de soi un rempart à la maison d'Israël, dans ce jour suprême de la colère. Le monstre siège à Rome, au milieu de l'Église et il se proclame Dieu ; les pontifes l'adulent, les sophistes l'encensent. Cependant l'enfer s'épanouit, ouvre sa gueule immense, et moi, je suis assis tout le jour à boire, à manger et à ne rien faire. » Chasse-t-il, Luther est bientôt rassasié de cet exercice ; « il aimerait mieux percer de ses traits et de ses flèches, au lieu des loups, renards, tout le troupeau des impies. Reste-t-il, malade d'oisiveté et de la chair qu'on lui apprête, l'estomac pesant, la bile recuite, il se gourmande de son intempérance, de sa paresse, de son indolence. Est-ce donc que Dieu s'est détourné de lui ? » La nuit, son sang brûle ; sur sa couche inquiète, il cherche le sommeil et ne le trouve point ; « il pousse des cris au milieu du château sombre et désert et retombe comme déchiré, blessé, sanglant ; » heureux, lors que, dans le silence et les ténèbres qui donnent la fièvre à ses yeux et à ses oreilles, un bruit léger comme celui qui s'échappe d'un sac de noisettes secoué dans sa chambre, ou un roulement sourd comme celui de tonneaux précipités par les escaliers, ne le jettent pas hors de son lit. « Est-ce toi, Satan, s'écrie-t-il, eh bien ! soit, » et il se recommande au Seigneur Jésus dont il est écrit : *Omnia subjacentes pedibus ejus.* La Wartbourg et la forêt étaient devenues pour le chevalier déguisé comme le couvent et le jardin d'Erfurth pour le moine augustin ; il y étouffait, se

morfondait ; et Satan, le mauvais ange du moyen âge, le lutin des cloîtres, l'épouvante des imaginations maladives, qui hante les temps de misères morales et physiques, c'est-à-dire pour lui le démon de la théologie, devait relancer Luther jusque-là pour le tenter.

Une imprudence de l'archevêque Albert de Mayence, qui fit de nouveau prêcher les indulgences à Halle, ville de son diocèse, fut l'occasion que saisit Luther. Il prit la plume. Frédéric le Sage voulut l'arrêter et lui fit recommander par son chapelain et son conseiller Spalatin de ne point troubler la paix publique. « L'électeur ne permettra pas, » répondit Luther, que la résistance irritait toujours, « et moi je ne souffrirai pas que l'électeur ne me permette pas d'écrire. Vous ne voulez pas qu'on trouble la paix publique ; pourquoi souffrir, vous, qu'on trouble la paix éternelle de Dieu ! « L'archevêque Albert lui-même tenta, par une lettre assez humble, d'apaiser le courroux du moine. Luther fulmina son écrit *contre la nouvelle idole de Halle ;* et, dès lors, il ne s'arrêta plus. Il apporta même dans ses productions nouvelles, où sa doctrine commençait à prendre corps et à arriver aux conséquences, ainsi que dans ses attaques toujours hardies et dans ses défenses insolentes, une énergie et une variété qu'expliquent la solitude à laquelle il était condamné et la fièvre qui le dévorait.

Luther était surtout un esprit théorique, un logicien emporté par l'imagination et la passion. Il était peu soucieux des effets extérieurs, réels, des conséquences pratiques. Il n'y pensait guère, quand il posait des principes ; et il se trouvait même fort étonné, récalcitrant, lorsque la réalité palpable arrivait à la suite comme une inévitable conclusion. Mais il avait beau faire ; lui-même banni, excommunié, proscrit, à la Wartbourg, il était un effet

vivant de sa théorie, une conséquence douloureuse de sa logique. Hérétique, il n'avait jamais voulu l'être, et maintenant c'était son nom et son fait « Ce qu'il avait souffert la première et la seconde année, dans quel abattement non pas feint et supposé, mais bien véritable ou plutôt dans quel désespoir, il s'était trouvé, » nul ne l'a dit mieux que lui. Il n'avait pas eu le dessein de sortir de l'Église, et elle l'avait rejeté de son sein. Maintenant moine d'habit, sans l'être plus ni de l'esprit ni du cœur, moralement défroqué et toujours sous le froc, ni prêtre, ni laïc, ni dans l'Église ni dans le siècle, honni des uns, admiré des autres, maître, esclave, troublant le monde, sans calmer son cœur, il était devenu une sorte de monstre incompréhensible à lui-même et aux autres, une chose à faire pitié. Aussi, à charge à lui-même, se tourmentait-il sans paix ni trêve, pour sortir, fût-ce par la violence, de cet état impossible, pour déchirer cette robe de Nessus qui le consumait. Et la foi, la foi qui se suffit à elle-même, la foi sans les œuvres, l'avait conduit là ! A elle de l'en tirer encore, en produisant des œuvres à son tour, des œuvres vraies, conséquentes à son principe. La foi l'avait une fois changé, métamorphosé ; qu'elle le change et le métamorphose encore ; l'évolution est incomplète. Elle a refait l'homme intérieur; qu'elle refaçonne sur ce modèle l'homme extérieur, et qu'il renaisse tout à fait, ayant dépouillé le vieillard.

Le moine Luther avait fait des vœux monastiques perpétuels ; il s'était séparé de ce monde, avait fait divorce avec la nature, « lui et tant de pauvres âmes, » pensait-il, pour s'assurer le salut éternel. Pauvres vœux, pauvres œuvres, sans la foi ! Et lui, qui avait la foi suffisante, justifiante, il resterait oisif, glacé, dans ces mômeries humaines ou plutôt anti-humaines, inutile comme le bois mort tombé

de l'arbre de vie. « Instruis-nous, délivre-nous, ô Christ, s'écrie-t-il, établis-nous par ta miséricorde dans la liberté qui nous appartient. Arrière donc ces vœux impies, inventions du diable ; renversons ces couvents, vraies geôles de Satan. Qu'importe que je porte ou que je dépose le capuchon. Est-ce le capuchon qui fait le moine? Je suis un moine et pourtant pas un moine. Non ; je suis une nouvelle créature, non du Pape, mais de Jésus-Christ. Jésus seul et sans intermédiaire est mon évêque, mon abbé, mon prieur, mon seigneur, mon père et mon maître. Je n'en connais pas d'autres. » Et Luther écrit à Spalatin : « Je désirerais fort que Mélanchton prêchât aussi quelque part en public, dans sa ville, aux jours de fête, l'après-midi. Car si nous avons rompu avec toutes les lois humaines et secoué le joug, nous arrêterons-nous à ce que Mélanchton n'est point oint et rasé et à ce qu'il est marié ? Il est véritablement prêtre et il remplit les fonctions du prêtre, à moins que l'office du prêtre ne soit pas l'enseignement de la parole [1]. »

Ainsi tombe, par la protestation personnelle et l'argumentation de Luther, le sacrement de l'ordre, et s'abaisse le mur qui séparait le clerc du laïc, dans deux exemples vivants, parlants, Luther et Mélanchton, qui s'associent par une étroite union du cœur et de l'esprit à la même œuvre. Luther est un laïc et Mélanchton un clerc : mais « il n'y a pas entre les chrétiens de différence d'institution mais de fonctions seulement. Il n'y a qu'un seul ordre qui soit saint et qui rende saint : c'est le christianisme ou la foi. » Ainsi Luther était entraîné par sa situation et par sa théorie sur la grâce. Son cœur agité lui dévoilait, tous les mérites de la grâce, et la grâce résolvait les doutes de son esprit, gué-

[1] *L. Epp. II*, p. 105, *de votis monasticis.*

rissait les plaies de son cœur ; et sa doctrine et sa personne surnageaient emportées par la marée montante d'affranchissement et de délivrance qui débordait de toute part.

Luther cependant avait à peine parlé et déjà un de ses disciples, un pasteur de Kemberg se mariait ; et l'électeur le laissait en paix dans sa cure, malgré les réclamations de l'archevêque de Magdebourg. « J'admire, dit Luther, ce nouvel époux de Kemberg qui ne craint rien et se hâte au milieu du tumulte. » Pour lui, il ne se hâte pas ; dans sa fougue, il ne précipite pas même sa théorie vers ses conséquences pratiques. Après avoir déclaré que les prêtres peuvent se marier et que les mariés peuvent être prêtres, il hésite encore à se prononcer sur le célibat des moines et des religieuses, quand déjà ceux-ci commençaient à ébranler les grilles de leurs couvents. « Si l'ordre sacerdotal, dit-il encore (1er août), institué de Dieu est libre, celui des moines qui ont choisi leur état et se sont offerts à Dieu de plein gré ne l'est pas [1]. » Il n'annule encore que les vœux prématurés. Mais, voici que treize moines de l'ordre même des Augustins, à Wittemberg même, abandonnent leur couvent pour gagner leur vie à la sueur de leur front, l'un d'eux pour se marier peu après ; et l'exemple devient contagieux. « Je veux délivrer les jeunes gens, dit alors Luther, le 11 novembre, des flammes infernales du célibat ; le mariage me semble un paradis, même avec la dernière pauvreté. » Il n'est pas encore cependant sans scrupules et blâme ces sorties tumultueuses de couvent, ces bris de grilles, ces appétits de mariage des défroqués. « Ces bons Wurtembergeois, dit-il, donneront-ils donc des femmes à tous les moines ; ils ne m'en fourreront pas une à moi. » Luther est bien le père de

[1] *L. Epp. II*, p. 34.

l'Allemagne moderne; le premier il crée d'abord un système, une doctrine, une théologie, comme les autres plus tard une symbolique, une philosophie, une théorie politique, pour y conformer leur conduite et ordonner le monde d'après elle .

Poursuivons: Luther banni, excommunié, et, ce qui était pis pour lui, ayant sa conscience de tous les jours, inquiète, agitée, ne peut plus se confesser aux autres ni les confesser, être consolé ni consoler lui-même. Ç'avait été là l'un des refuges de sa jeunesse.. On l'en a privé. Mais qu'en a-t-il besoin? S'il a la foi, il ne perd pas la grâce. Au tribunal de la pénitence, les prêtres, ses ennemis, l'attaquent d'ailleurs, lui, pauvre moine, le font prendre en horreur, refusent l'absolution à ceux qui veulent croire avec lui. Donc, plus de confession auriculaire entre quatre yeux qui se dérobent dans l'ombre; plus de ces tête-à-tête mortels souvent à l'âme et au corps! L'absolution, ce n'est pas le prêtre qui la donne ; la grâce ne tombe-t-elle pas d'en haut, sans intermédiaire humain ? « J'ai de nouveau mordu un bon trou dans la poche des papistes, s'écrie Luther, j'ai attaqué la confession ! Que vais-je devenir désormais, où trouveront-ils assez de soufre et de bois pour mettre en cendres cet hérétique empoisonné ? Mais il n'est pas encore temps ; il faut que, auparavant, je rende encore plus furieuse cette race de vipères et que je mérite loyalement de mourir par eux. »

Luther enfin, pendant quinze années, avait célébré presque tous les jours des messes privées et sanctifié son âme avec le corps et le sang de son Dieu. Maintenant il lui était défendu de s'approcher de l'autel, de faire le sacrifice. Par là surtout, il semblait aux yeux du monde déchu de son caractère de prêtre et condamné à la malédiction. Quoi !

lui qui avait retrouvé la vraie parole, il ne serait plus prêtre! lui qui avait sondé la profondeur, la gloire, la miséricorde gratuite des plaies du Christ, il n'aurait pas part, en vertu d'un arrêt des hommes, au bénéfice de ce sublime rachat! et ces prêtres, ses ennemis, sans foi, sans amour, parce qu'ils ont reçu de l'un d'eux le pouvoir de consacrer, de changer, de transubstantier ce pain, qui devient comme le corps du Christ, et le privilège de boire ce vin comme le sang même du Christ; ces prêtres, par leurs messes privées se garantiraient l'éternel salut et excluraient de l'universelle communion celui qui a tant souffert et tant ressenti d'angoisses! La foi, la passion de Luther se révoltaient à cette idée. Mais, c'était là le point cardinal de la théologie catholique, la clef de voûte de l'édifice sacerdotal. Attaquer le caractère indélébile de l'onction du prêtre, le pouvoir de célébrer, de consacrer le saint sacrifice et de profiter de ce privilège, c'était ruiner toute l'Église. Cependant, cette tentation de violer le sanctuaire, de pénétrer dans le saint des saints et de démasquer l'idolâtrie même, ne viendrait-elle pas de Satan qui voulait jouer un bon tour, soit à Luther, soit au pape? Toujours est-il qu'elle tourmentait, obsédait Luther; la nuit dans ses insomnies et le jour même, quand le soleil baissait, il s'enfonçait, la tête fatiguée de lectures et d'écritures, dans ses fiévreuses méditations. Alors Satan prenait comme une voix et un corps pour le pousser en avant. La trace en est restée dans les propos de table et même dans l'opuscule théologique où il fait sortir dramatiquement d'une dispute avec le diable la réfutation, l'avanie de la doctrine de l'onction du prêtre et de la consécration des espèces, qui pouvait entraîner tout avec elle.

Après tout, la lutte de Dieu et du diable, des anges et des démons, dans le monde invisible et dans le monde visible,

était alors au fond de la doctrine chrétienne. Elle existait comme une croyance et comme un fait dans les récits des évangiles où Jésus chasse les démons, délivre les possédés et donne aussi par sa mort même l'exemple de résister au grand tentateur. L'Église, au moyen âge, avait accepté, propagé cette doctrine ; elle avait su combattre dans les hérésies les grandes menées du diable et poursuivi de toutes manières ses apparitions, même ses malices, dans les possédés et les sorciers, ses martyrs ou ses complices. Dans ce siècle, où la renaissance des études anciennes, l'essor des lettres en Italie n'empêchaient pas des têtes intelligentes et politiques, des sceptiques, comme les Médicis, de croire aux secrets de l'astrologie, de l'alchimie ; la floraison nouvelle de l'Évangile, la réforme de l'Église, n'empêchaient pas l'Allemagne de croire au commerce du monde invisible et du monde visible, à l'indiscrète irruption du surnaturel dans le naturel. Luther était bien du temps et du pays du docteur Faust qui hantait alors les bords du Rhin, colportait les secrets de la magie noire et tentait ou troublait les bonnes âmes. Il croyait sincèrement que la maladie dont il souffrait souvent, des vertiges et autres malaises, n'était point naturelle. Que de personnes de son temps avaient vu, entendu le diable, combien de pauvres âmes désespérées, misérables, convoiteuses, disait-on, s'en étaient allées en croupe sur lui jusqu'en enfer et 'en étaient pas revenues ! Chacun avait son diable, ses tenations, on l'entendait dans ses pensées, on le sentait dans son cœur, dans sa chair, sinon dans son manoir, dans son cloître, dans son laboratoire, sous son chaume. Luther, lui, avait affaire au diable douteur, railleur, disputeur, au diable théologien ; il s'efforçait de le chasser la nuit, même le jour, quand il venait s'asseoir, en lui posant quelques interrogations ironiques, sur sa table. Il lui jetait une fois son en-

crier à la tête, au moins les murailles de la Wartbourg et le gardien qui les montre encore en témoignent. Le diable revenait toujours et le serrait de si près, le jetait dans un tel désespoir qu'il ignorait même s'il y avait un Dieu. « Les tentations de la chair sont encore peu de chose, mais les tentations qui touchent à l'éternité, Dieu vous en garde! car alors on ne sait pas si Dieu est le diable ou si le diable est Dieu. » Pour savoir lequel est lequel, il faut bien que Luther discute avec celui qui le poursuit et l'inquiète.

C'était minuit, Luther le raconte (est-ce convention littéraire ou réalité? peut-être l'un et l'autre). Satan vient réveiller le docteur. — « Tu sais, depuis quinze ans, tu as célébré tous les jours des messes privées; eh! savant docteur, si tu n'avais adoré et fait adorer aux autres que du pain et du vin? — Quoi, n'ai-je pas reçu l'onction, la consécration des mains de l'évêque? — Oui, mais tu n'avais pas alors la foi, la vraie foi; et puis, tu as fait usage pour toi seul du sacrement et tu n'en as pas fait part aux autres; tu as gardé pour toi le meilleur, tandis que le prêtre est établi pour prêcher, confesser la parole de Dieu. Quoi! la cène, comme une viande et comme un breuvage, a été instituée de Jésus-Christ, pour être servie par le prêtre à tous ceux qui communient, et, en en faisant un sacrifice propitiatoire devant Dieu, tu la regardes comme une chose qui t'est propre! Tout le reste des chrétiens ne sait pas même que tu dis la messe, n'apprend rien de toi, ne reçoit rien de toi; et toi seul, dans ton coin, muet et sans rien dire, tu manges seul, tu bois seul, et, ignorant que tu es de la parole de Dieu, moine indigne et sans foi, tu n'es en communication avec personne, et, selon votre coutume, tu vends pour de l'argent, comme une sérieuse chose, ce que tu fais. » Luther se défend, mais faiblement; et Satan qui a connu,

pratiqué, corrompu, trompé, gagné l'Église, les papes, les cardinaux et les docteurs, qui habite en eux et avec eux depuis que la parole de Dieu est prisonnière, le presse d'arguments, le bat et conclut : « Vous n'offrez que du pain et du vin comme les païens ; par un trafic infâme et injurieux à Dieu, vous vendez votre ouvrage aux chrétiens ; serviteurs que vous êtes, non de Dieu, non de Jésus-Christ, mais de votre ventre. » Et Luther est convaincu ; il cesse, dès ce jour, de dire la messe pour lui, et il prêche l'abolition de ces messes privées, dites par le prêtre seul, pour le salut des morts et des vivants. Il faut bien en croire le diable, le familier des papistes ! et voilà comme le réformateur a distingué le diable et Dieu, renversé les termes, mis Dieu de son côté, avec l'hérésie, avec la grâce, et rejeté le diable dans le camp du pape et de l'Église, sa prisonnière. C'est un service que Satan théologien lui a rendu ; il lui en est reconnaissant,

Ayant rompu ainsi tous les liens qui l'attachaient à l'Église, ce moine avait besoin cependant de retomber sur un terrain solide ; il avait abattu l'autorité romaine et il cherchait une autre autorité. C'est pourquoi, en même temps qu'il brisait et renversait, il se cramponnait des mêmes mains au rocher de la Bible, à l'abri même de la parole de Dieu. Malgré les tentations de Satan, il n'était pas, on l'a dit longtemps à tort, l'homme du libre examen, de l'indépendante recherche. Le livre de Dieu, l'Écriture, l'Ancien et le Nouveau Testament, voilà la nouveauté qu'il apporte ou plutôt l'ancienne, la vénérable relique qu'il déterre, veut débarrasser de ses scories et restituer brillante au grand jour. A la tradition orale ou écrite qui s'était perpétuée dans l'Église, il oppose la parole même de Dieu, sa parole écrite ; à l'Église visible il veut substituer l'Église lisible, à son chef

faillible et peccable, son chef infaillible et immaculé, à une vérité changeante, humaine, une vérité immuable, divine, à une sorte de révélation permanente, par l'intermédiaire des pontifes inspirés de l'Esprit-Saint qui est dans l'Église, une révélation faite une fois pour toutes et laissée à tout jamais à l'humanité comme un inépuisable et saint viatique.

Est-ce un progrès? Encore une idée et un mot de notre temps, fort étranger aux préoccupations de Luther! L'œuvre même de Dieu, sa parole vivante et fixée, elle est entre les mains de l'homme. Tout est là pour lui. Est-ce qu'il y a quelque chose au-dessus. N'est-ce pas la loi des lois, le pouvoir des pouvoirs? Le monde en a été longtemps privé. Luther vient la lui rendre et la faire régner sur lui. C'est un révolté, un rebelle, hardi, glorieux, si l'on veut, ce n'est pas un apôtre de la liberté; comment le serait-il, esclave de la grâce! Ce n'est pas non plus un promoteur de progrès, puisqu'il ramène l'humanité en arrière pour la purifier et la retremper aux sources du christianisme. Ceux qui ont cru voir tant de contradictions en lui ne l'ont pas compris. L'humanité s'égarait, corrompue, dans des voies mauvaises. Luther prend la Bible qu'elle avait oubliée et la met devant pour l'arrêter et lui donner le temps de descendre dans sa conscience, de reprendre haleine, et le loisir de s'engager dans une voie meilleure.

Il n'avait été fait jusque-là de la Bible que des traductions grossières, fautives, en langue vulgaire, et elles étaient très peu répandues. La parole même de Dieu était presque oubliée, remplacée par celle du prêtre. Luther lui rendra son autorité pour affaiblir l'autre. La parole de Dieu c'est la vraie communion. Elle ne doit manquer à personne. « Que ce seul livre, s'écrie Luther, soit dans toutes les langues, dans toutes les mains, sous tous les yeux, dans toutes les

oreilles, dans tous les cœurs. » Il donnera donc l'exemple ; il traduira la Bible pour les ignorants, pour les pauvres, qui ne savent pas le latin et qui ont soif et faim de la parole divine, pour ses compatriotes surtout; car il a le sentiment national et il veut « travailler toujours pour ses bons Allemands ». Mais quelle est cette parole de Dieu ; où la prendre sans risquer de se tromper, pour la donner pure. Luther ne croit pas avoir à chercher longtemps. Dieu ne peut l'avoir enviée à sa créature, lui qui s'est sacrifié et qui est mort pour elle. Ce n'est sans doute pas la vulgate, traduction latine qui lui est suspecte parce qu'elle a le patronage de Rome ; mais elle est dans le texte grec et dans le texte hébreux, à n'en pas douter. Luther achève donc d'apprendre le grec et se met à déchiffrer l'hébreu pour s'attaquer aux deux textes originaux. De savoir comment la Bible, l'Ancien Testament et le Nouveau ont été composés, rédigés, mis en ordre, dans quelles circonstances et par quelles mains ; si ces textes grecs ou hébreux sont tous authentiques et de quel temps, si Moïse dans l'Ancien Testament a bien écrit le Pentateuque, si, dans le nouveau, Mathieu a vu ce qu'il raconte, si ce sont bien Luc et Jean qui ont écrit leur évangile, et si tout ce qu'on attribue à saint Paul est bien de lui, Luther ne pose point ces questions indiscrètes, prématurées. Il est bon de respirer pour remonter le cours des temps. Faudrait-il donc reculer encore. Luther arrête son doute, sa recherche devant la Bible ; il ne la franchit pas. Il faut l'admirer, la comprendre, lui obéir, l'interpréter, la commenter si l'on peut. Elle existe, on ne la discute pas.

La langue allemande, à l'époque de développement où elle était arrivée, au XVIe siècle, se prêtait admirablement à l'entreprise de Luther. Elle avait traversé l'âge de la poésie par deux étapes successives, celles des Minne-

sœnger et des Meistersœnger, où, jeune et naïve encore, elle avait pris, dans la bouche des chantres d'amour ou des compagnons chanteurs, avec l'élan et la grâce d'une société guerrière et polie, la force et la simplicité des bonnes mœurs bourgeoises; elle commençait même, dans ses différents dialectes, à se fixer, à se condenser, à se rassembler et à se fondre en une prose unique, forte et souple de jeunesse, de fraîcheur, de crudité, merveilleusement féconde, variée de tours, de tons et de mots, simple et abondante, comme la nature, à la fois rude et tendre, rapprochée de terre et cependant capable d'un essor à la porter aux nues; elle répondait parfaitement, comme la nation allemande elle-même, à la période de civilisation et de langage dans laquelle la plupart des livres de la Bible avaient été conçus, composés et écrits. Les dialectes qui se partageaient encore l'Allemagne, le franconien des dialogues satiriques de Hutten, l'allemanique des déclamations de Murner, et le bavarois des mystères et des comédies du cordonnier de Nuremberg, Hans Sachs, se faisaient des emprunts réciproques, se rapprochaient et formaient une langue commune, surtout par la fusion de la langue de la Haute et celle de la Basse Allemagne. Le dialecte de la Saxe, le plus doux de tous, qui couvrait d'ailleurs, comme la branche principale de la race, la plus grande partie du pays, en devenait l'élément principal. Etait-ce qu'il comptait, avec les Minnesenger thuringiens, l'œuvre législative du miroir de Saxe, les chants des maîtres compagnons de la Misnie, et bien d'autres manifestations encore, les plus glorieux services dans les annales littéraires, ou que l'histoire politique de ce pays rappelait, depuis les Arminius, les Witikind et les Ottons les souvenirs héroïques les plus nationaux, les plus allemands? Toujours est-il qu'il

s'assimilait et ramenait à lui tous les autres. Empereurs, rois, princes, villes impériales, rédigeaient leurs actes publics d'après la chancellerie de Saxe, ce qui ne contribuait pas peu à ramener le dialecte à une langue commune et certaine. Luther lui-même attribue à l'empereur Maximilien et à Frédéric le Sage l'honneur de cette révolution dans la langue.

Ce fut une bonne fortune, pour la Saxe et pour Luther, que celui qui s'était donné mission de régénérer la foi et les mœurs de l'Allemagne et dont la parole enfantait toute une révolution, fut un homme de race et de pays saxons. Une bonne fortune! oui, si ce n'avait été une nécessité ou plutôt une conséquence naturelle des choses. Pour celui qui se rappelle en effet combien, au moyen âge, le droit saxon (sachsenspiegel), à comparer au droit souabe, était plus indépendant, plus gibelin, plus antipapiste, il ne fait pas doute que de toutes les contrées de l'Allemagne, la Saxe ne fût celle d'où pouvait sortir un Luther. S'il parla saxon, c'est qu'un Saxon surtout devait penser comme il pensait, agir comme il agissait; c'est parce qu'il sentait et agissait en fils des vieux Saxons, qu'il avait le bonheur de rencontrer le dialecte le plus étendu et le plus riche, celui qui avait le plus des autres et qui tenait d'eux le plus, par conséquent, le plus parfait et le plus propre à communiquer le plus loin et le mieux sa pensée; et c'est ainsi qu'il associa sa réforme, comme pour la fixer plus profondément dans les intelligences, à un moment important, décisif de l'existence de la langue allemande : celui où elle passait de la poésie à la prose et où elle se généralisait davantage. « Je ne suis point un dialecte particulier, dit lui-même Luther, j'emploie la langue commune de manière à être entendu dans la Haute et la Basse Allemagne. Je parle d'après la chancel-

lerie de Saxe, que tous les États suivent en Allemagne. Aussi est-ce le langage le plus commun. » Et c'est ainsi que la langue saxonne, on pourrait presque dire déjà la langue allemande, au service du vieil esprit saxon recrudescent, et devenue l'instrument de la parole émouvante et de l'action victorieuse de Luther, trouva dans cette révolution une domination, une royauté qui n'appartenaient encore à aucune des provinces allemandes, un règne enfin qui ne fut pas seulement celui de la lettre mais de l'esprit, un empire moral et littéraire, dans le domaine de la Bible et de la langue.

Mais, ce qui fit encore plus peut-être la fortune de l'homme et du dialecte c'est que la Bible fut le livre choisi par Luther, pour être traduit, révélé à la nation allemande, dans le moment critique et suprême où elle se trouvait. Car tout concourt merveilleusement dans les grands événements pour les achever. L'homme, il faut le dire, était fait pour le livre et le livre pour la nation. Avec quelle foi ce moine, altéré de la parole divine, s'approchait-il de la source suprême comme pour la boire à longs traits, se l'assimiler et la répandre ensuite, à la grande édification des autres, après s'être édifié lui-même! Il consultait souvent Mélanchton, d'autres encore sur le sens de quelques mots grecs et hébreux, et l'insuffisance de leurs connaissances à tous a pu laisser dans l'œuvre des infidélités de détails même nombreuses. Mais, pour l'entente générale et pour l'expression, le ton, le tour, Luther traduisait seul ; son intelligence, son amour y étaient tout entiers, et, comme il croyait et sentait, c'était une traduction de génie, bien mieux, une création nouvelle, comme nouvelle était la langue et nouvelle la lecture ; une seconde révélation ! Simple comme un enfant, il racontait avec simplicité la genèse, les voyages et les mœurs des pa-

triarches ; portant la lutte au fond de son cœur, il faisait parler fièrement les pontifes et répondre avec insolence les rebelles et les impies; il souffrait avec Job, soupirait comme le fiancé de la Sunamite, louait dans l'effusion lyrique d'un David, et mêlait sur ses péchés ses larmes à celles du roi prophète ; avec les voyants, il prophétisait; il était tendre, oncteux avec Jésus, impétueux, pressant avec Paul. Il rendait la Bible vivante ; il l'avait vécu.

Livrer la Bible, sortie des presses nouvelles, à une nation à qui l'on avait dit qu'elle était une nouvelle Judée, une terre brûlante destinée à recueillir, à couver la parole de Dieu, refroidie et glacée sous les ailes d'une égoïste marâtre, n'était pas sans péril pour sa rééclosion. L'official de Trèves, de l'école romaine, lors de la diète de Worms, avait dit que la Bible était un texte à toute glose, une étoffe qui se prêtait à tout vêtement, un arsenal où chaque novateur avait pris ses armes; pas une hérésie qui ne fût née de son interprétation. Luther était-il bien sûr de ce qui pouvait maintenant sortir de sa Bible ? lui-même, de la Wartbourg, épiant tous les bruits et saisissant comme un sourd murmure, il disait : « Nous avons eu les prémisses de la victoire et triomphé de la tyrannie papale, mais qui sait ce que prépare Satan toujours mêlé aux enfants de Dieu ? J'ai bien peur que bientôt il n'y ait des troubles qui mènent à leur perte dans toute l'Allemagne, les princes et les magistrats, et qui enveloppent en même temps le clergé tout entier. Je vois le peuple s'agiter de tous côtés, et il a les yeux ouverts. Il ne veut plus, il ne peut plus se laisser opprimer. C'est le Seigneur qui mène tout cela et qui ferme les yeux des puissants sur ces menaçants symptômes. C'est lui qui consommera tout par leur aveuglement et leur violence. Il me semble voir l'Allemagne nager dans le sang. » Luther ne

croyait peut-être pas si bien dire ni que sa prophétie s'accomplirait si tôt.

Il est curieux de voir, à ce renouveau de la Bible, tout se lever à la fois et comme sortir de terre dans un champ bien préparé. Il en est qui reconnaissent en Luther un frère pour la doctrine ; Luther en enfante d'autres subitement à la foi. De près ou de loin, c'est la même révolution. Elle s'opère en 1522 et en 1523 surtout. Wittemberg devient comme une grande école : les écoliers, les professeurs y abondent ; l'imprimerie y prend des proportions inouïes. C'est là que l'Allemagne semble penser et sentir ; mais les échos se répètent partout. L'ordre des Augustins à Magdebourg, à Ratisbonne, à Nuremberg, à Strasbourg, embrasse la doctrine du frère devenu si célèbre et fournit à Anvers les premiers martyrs; l'un d'eux qui allait mourir est sauvé par une femme. Quelques franciscains, malgré leurs supérieurs, veulent prêcher la même foi ou préfèrent sortir de leur couvent. Un dominicain, Martin Bucer, à Strasbourg, sort avec éclat de son ordre, dont le fameux Hogstraten est le prieur, et devient l'évangéliste de la ville; le théologien Capiton, longtemps soupçonné, parce qu'il était au service de l'archevêque de Mayence, et le jeune Œcolampade, à qui ces idées n'étaient point non plus nouvelles, deviennent sur les bords du Rhin les apôtres d'une parole qui était presque la leur. Des prêtres isolés chez eux se mêlent à ce concert qui grandit. L'un d'eux en Suisse, à Zurich, Ulrich Zwingle, qui avait prêché également en 1517 contre les indulgences, est un véritable Luther et commence la réforme suisse au milieu des Alpes. Quelques autorités laïques ou ecclésiastiques essayent de résister. Les clercs ou les moines novateurs, chassés des églises, prêchent sur les places, dans les campagnes, sous les arbres ; et le peuple

accourt. A Worms, on fabrique une chaire mobile qu'on transporte d'un lieu à l'autre aux environs de la ville. Là où les clercs manquent, les laïcs prennent la Bible, la lisent à haute voix, la commentent au milieu de la foule attentive. Le peuple commence à théologiser. Une femme, à Ingolstadt, Argula de Stausen, presque sous les yeux de Jean Eck, offre de soutenir des thèses en faveur de Luther.

Luther, c'est là le signe de son triomphe, s'emparait déjà de l'intelligence même et du cœur de la nation. C'était de la renaissance des lettres que la réforme était sortie ; la réforme à son tour, modifie, façonne les études, inspire à la fois les lettres et les arts. On peut s'en applaudir ou s'en plaindre; le fait n'est pas contestable. Si le monde tourne à la théologie, à la Bible, et s'éloigne de l'antiquité profane, la direction luthérienne en est la cause principale. Luther n'est pas l'ennemi des lettres, il s'en faut; mais il en fait volontiers les servantes de la Bible, comme autrefois la philosophie était la servante de la théologie. Il maintient avec force la nécessité de l'étude des langues, mais surtout comme un instrument pour mieux comprendre l'Écriture. « Quelle utilité, demande-t-on, c'est lui qui parle, à apprendre le latin, le grec, l'hébreu. Nous pouvons bien lire la Bible en allemand. Sans ces langues, répond-il, nous n'eussions pas reçu l'Évangile... Les langues sont le fourreau où se trouve le glaive de l'esprit; elles sont l'écrin où se trouvent les joyaux et, comme parle l'Évangile, les corbeilles où l'on conserve les pains et les poissons qui nourrissent les peuples. » Luther sent et estime merveilleusement le prix des langues anciennes. Mais il a une sorte de faible théologique pour l'hébreu. « Les Grecs, dit-il, comparés aux Hébreux, ont de bien bonnes et agréables paroles, mais ils n'ont point de *sentences*. » C'est la langue

révélée qu'il élève au-dessus des autres; car « les Hébreux boivent à la source, les Grecs au ruisseau, les Latins au bourbier ». Il veut répandre l'instruction comme un fleuve qui féconde tout à l'entour. Les écoles nouvelles, les bibliothèques, il aime à les voir se multiplier et fleurir. « Chers Allemands, dit-il, on dépense annuellement tant d'argent pour des arquebuses, des chemins, des digues. Pourquoi n'en dépenserait-on pas un peu pour donner à la pauvre jeunesse un ou deux maîtres d'école, et même des livres à la portée de tous? La prospérité d'une ville ne consiste pas seulement à assembler de grands trésors, à bâtir de fortes murailles, à élever de belles maisons, à posséder des armes brillantes. Le bien véritable d'une ville, son salut, sa force, c'est de compter beaucoup de citoyens savants, sérieux, honnêtes, et bien élevés. Chers Allemands, ne laissez pas croître la jeunesse, comme la futaie dans la forêt. »

Mais ce n'est pas l'instruction littéraire pour elle-même que Luther prône, encore moins l'instruction scientifique; nous sommes loin de là encore. « La science qui a pour objet la matière, dit-il, est incertaine; car la matière est sans forme, dépourvue de qualités et de propriétés. » Vrai moine, il est encore plein des préjugés de son temps et même des temps antérieurs. « Les médecins qui traitent de nos maladies, comme ayant des causes naturelles, sont des ignorants qui ne connaissent point toute la puissance du démon. » On lui parle d'un nouvel astronome, peut-être Galilée, qui veut prouver que la terre tourne autour du soleil. « Ainsi va le monde, dit-il, pour apporter du nouveau, le sot veut changer tout l'art de l'astronome; mais, comme le dit la Sainte Écriture, Josué commanda au soleil de s'arrêter et non à la terre. » Luther ramène toujours tout à la Bible. « Dieu est à notre porte et il heurte, dit-il;

bienheureux sommes-nous si nous lui ouvrons. La parole divine abonde ; ô chers Allemands, achetez, achetez, tandis que le marché se trouve devant votre maison. La parole de Dieu et sa grâce sont comme une ondée qui tombe et s'évapore[1]. » Le spiritualisme révélé, le mysticisme de l'Évangile paraissent tout nouveaux ; portés sur les ailes de la foi, mais soutenus par la réalité de l'histoire sacrée et autorisés par les sentences et les exemples du livre divin, recommandés par le prédicateur, du haut de sa chaire, et imprégnés de l'harmonie attendrissante des cantiques redits en commun, ils pénètrent l'âme et la renouvellent ; ils retrempent un instant les mœurs, ils rajeunissent l'Allemagne, la chrétienté ! La réforme d'abord est un vrai regain de l'Évangile dans les âmes. La lettre tombe, et les pratiques. L'espoir déploie ses ailes, l'amour et la charité survivent et enfantent des vertus nouvelles : une honnêteté forte, raisonnée et sincère, quoique un peu pédante et bourgeoise, une sociabilité solide sans être ambitieusement fraternelle, une moralité qui s'élève sans perdre terre, une intelligence qui s'étend dans un même horizon, sous l'inspiration de l'Ancien et du Nouveau Testament, un sentiment du beau qui, avec la réalité des chairs, illumine la grâce, mais dans un paysage familier.

La condamnation de la diète de Worms, la prison de la Wartbourg n'avaient donc rien fait que donner peut-être plus de force à Luther et à sa doctrine. La lutte était partout. La plupart des grands princes de l'Église surveillaient sévèrement la foi dans leur diocèse ; mais quelques évêques comme ceux de Bâle, d'Augsbourg et de Bamberg, commençaient à chanceler. Parmi les princes laïcs, les uns

[1] L. opp. w. X., 535. et le *Traité sur l'éducation.*

comme Frédéric le Sage laissaient le champ libre aux novateurs; quelques-uns voulaient les étouffer, la plupart étaient assez indifférents.

C'était là cependant, depuis le départ de Charles-Quint pour l'Espagne, l'affaire qui préoccupait le plus le *conseil de régence* qui siégeait à Nuremberg au centre de l'Allemagne et, en l'absence de l'empereur, avait en main le gouvernement de l'empire. Il était fort embarrassé ; ses résolutions variaient selon que le roulement de la présidence, qui appartenait successivement aux princes laïcs, donnait aux conseillers, qui représentaient les différents princes et les cercles, un président plus ou moins favorable à la réforme. Les princes ecclésiastiques, aussi menacés que le pape, eussent volontiers poussé le *conseil de régence* à la persécution; mais les princes laïcs, quoique divisés sur la question de foi, hésitaient entre le désir de limiter le pouvoir de Rome et la crainte d'ébranler les liens de l'obéissance politique en même temps que ceux de l'obédience religieuse.

Un nouveau pape vertueux et rigide (1522), élève de l'Université de Louvain, si hostile à Luther, mais homme du Nord et convaincu de la nécessité de quelques réformes dans la hiérarchie et la discipline, occupait alors le Saint-Siège. Ayant tenté à Rome de mettre la hache dans les abus, il crut pouvoir obtenir l'exécution de l'édit de Worms et envoya à Nuremberg un légat, Cheregato, pour la demander. Une diète se réunit à cette occasion, à la fin de l'année 1522. Il y eut dans le conseil et dans l'assemblée d'orageux débats. Frédéric le Sage ne permit point qu'on blâmât en sa présence la protection qu'il accordait au proscrit. Aux accusations que les princes ecclésiastiques élevèrent contre les princes traîtres ou indifférents à la foi dans leurs États,

les laïcs répondirent par des récriminations contre la cour de Rome, même contre la puissance et la richesse des prélats de l'Église allemande. L'archiduc d'Autriche, Ferdinand, le frère de Charles-Quint, le margrave de Brandebourg, frère de l'archevêque de Mayence, et le duc de Saxe, George, cousin et rival de l'électeur catholique, étaient, avec les princes ecclésiastiques, les plus ardents contre Luther. Mais Frédéric trouvait dans de plus petits princes, mais nombreux, et dans les députés des villes, des appuis qui prouvaient suffisamment les immenses progrès de la nouvelle doctrine. A Nuremberg même, où se tenait la diète, la municipalité avait refusé de fermer la bouche à un prédicateur luthérien, Osiander, et déclaré même qu'elle s'opposerait à son arrestation. Le légat pontifical, au lieu d'obtenir ce qu'il désirait, ne put empêcher le conseil de régence de préparer et de faire adopter par la diète une décision qui infirmait complètement l'édit de Worms. La diète rappela, en effet, au pape les *concordats* et les *griefs* de la nation allemande, demanda la convocation d'un concile chargé de réformer et d'apaiser la chrétienté, et, en attendant cette réunion, elle s'engagea seulement à ne laisser prêcher que « le vrai et pur évangile interprété avec piété et bonne vo- « lonté, selon la doctrine des écrits approuvés et reçus par « l'Église chrétienne ». Sous cette forme indécise et vague, c'était laisser toute liberté à la nouvelle doctrine. Le légat ne put même obtenir de substituer la dénomination du pontife à celle de l'Église chrétienne. Divisés par leurs intérêts politiques dans l'empire, comment les princes laïcs et ecclésiastiques ne le seraient-ils pas davantage, maintenant qu'il s'agissait de religion?

Mais la doctrine de la grâce, quoi que fît Luther, n'allait pas seulement à changer les croyances de l'esprit et les

cérémonies du culte; dans ses applications, elle s'attaquait aux intérêts matériels, elle ébranlait les bases politiques et sociales d'une société qui reposait sur la confusion la plus complète du pouvoir spirituel et de l'autorité séculière, de la fonction ecclésiastique et de la propriété civile, de l'Église et de l'État. Elle ne se contentait pas d'ouvrir quelques couvents, de marier quelques prêtres, de faire distribuer la communion sous les deux espèces, de remplacer un sacerdoce élevé dans la scolastique par un sacerdoce inspiré de la Bible, et de soustraire les nouveaux croyants à l'autorité de Rome; elle menaçait de dissoudre les éléments mêmes de la constitution séculière de l'empire germanique. Ces couvents, d'où s'échappaient les moines et les religieuses, avaient de grands biens; à qui allaient revenir ces richesses? Les princes, les villes, la petite noblesse n'allaient-ils pas se les disputer comme biens de leurs ancêtres, quoique les nouveaux prédicants les réclamassent pour leur entretien, pour celui des lettres et pour l'éducation des enfants. Les évêques de l'Église ancienne étaient en même temps princes séculiers, propriétaires et souverains de grands domaines, seigneurs et maîtres. Si l'on contestai leur autorité spirituelle, comment reconnaître encore leur pouvoir laïc, leur juridiction, et leur laisser ces biens, ces États qu'ils ne méritaient plus. Voilà la moitié des souverainetés locales de l'Allemagne ébranlées. A qui reviendraient ces domaines? Aux princes laïcs, rivaux des ecclésiastiques pour augmenter leurs États ou pourvoir leurs cadets; au peuple, pour soulager ses misères? Ou bien, ces princes ecclésiastiques, s'ils abandonnaient le pape, pour Luther; si, faisant même plus, mais avec scandale, ils laissaient là leurs mîtres d'évêques, leur pallium pour le haume et la cuirasse; s'ils se mariaient, feraient-ils en même temps passer

leurs biens, leurs domaines sécularisés à leurs enfants? Tant de changements de propriété et d'état ne dérangeraient-ils pas l'équilibre si péniblement établi dans l'empire? L'empereur enfin, qui allait prendre à Rome le sceptre et l'épée pour gouverner l'Allemagne et défendre la foi, pouvait-il voir d'un œil calme s'accomplir une révolution qui ébranlait son pouvoir tout comme celui de Rome qui le consacrait ?

Telles étaient les graves questions sociales et politiques dont Luther ne s'était point douté d'abord et qui commençaient à agiter l'Allemagne.

### Fin d'Erasme

On était, comme on voit, bien loin du temps où le précurseur de la Réforme, Érasme, voulait se contenter de refaire l'instruction de la jeunesse, de corriger les vieilles méthodes de l'enseignement. Voici que la chrétienté se brise en deux, l'orthodoxie est aux prises avec l'hérésie. L'État est troublé comme l'Église ; voici des chevaliers qui s'arment pour s'emparer des biens d'Église, des paysans qui se soulèvent pour redemander leurs biens. Il ne s'agit plus de plaisirs délicats, des joies de l'érudition ou de la malice raffinée. Érasme avait rêvé tout au plus une réforme modérée, paisible, progressive, faite avec l'agrément des princes ; en voici une subite, tumultueuse, populaire et qui n'atteint pas que l'Église. Il faut prendre parti. Ceux-ci l'accusent d'être un papiste et ceux-là un hérétique. Pour le compromettre, on agace toutes ses passions ; les uns lui disent qu'il est jaloux de Luther et les autres qu'il en a peur ; et, de fait, il y a dans son cas un peu de l'un et de l'autre. Pour le décider, les avancés le menaçent de leur colère et de la

perte de sa gloire ; les conservateurs lui promettent des pensions, la pourpre romaine, des indulgences, l'immortalité! Il est assailli des lettres des révolutionnaires et des souverains. — « Tu manques de cœur, Érasme, lui crie Luther, pour combattre le bon combat. » — « Jusques à quand tarderez-vous, Érasme, lui dit le pape Adrien, un de ses anciens condisciples et émules. » Le fait est qu'Érasme n'est pour personne. Il n'est ni du côté des abus, ni du côté des excès, ni pour l'oppression, ni pour la révolte, ni pour la rigueur, ni pour la violence. Il a condamné la vieille théologie ; la nouvelle est-elle meilleure ? Il y a des défauts dans l'Église établie ; mais tout est-il parfait dans celle qui vise à la remplacer. Il dédaigne d'être un séide, il n'a pas la prétention de devenir un apôtre, ni le courage d'être martyr. Au milieu de la bagarre, il serait plutôt, il le dit, capable d'imiter Pierre dans sa faute, que Paul dans sa mort. Où est cette bonne *philosophie chrétienne* à la lumière de laquelle il aurait voulu voir le monde doucement amélioré, épuré ; rêve d'une belle intelligence! il n'avait pas eu pour le réaliser la force et l'ardeur qui, bien qu'avec de l'alliage et au milieu de bouleversements, se rencontrèrent ailleurs ; et maintenant, harcelé de tous côtés, vieux et poursuivi par la goutte et la gravelle, il dépense tout son esprit à se ménager entre tous, pour continuer une œuvre à laquelle on ne s'intéresse plus : la restauration des études sacrées et profanes, son œuvre à lui.

Ne l'accusons pas, le pauvre vieillard, lui qui avait déjà tant lutté, combattu, et qui se voyait en butte aux récriminations de ceux qui étaient venus avant lui et de ceux qui venaient après. Les hommes et même les grands ne représentent jamais qu'un moment des évolutions rapides et changeantes de l'humanité. On accuse Érasme d'égoïsme : *Erasmus est*

*homo pro se*, disait-on. Érasme est Érasme ; et c'est assez pour sa gloire et pour le monde ; un homme entre la Renaissance et la Réforme ; ni païen comme en Italie, ni apôtre comme en Allemagne ; un anneau de cette chaîne logique des idées qui procèdent les unes des autres, comme les générations humaines. Faut-il en vouloir à des générations, qui se succèdent, de ne pas penser, sentir, voir, agir de la même manière ? Les idées, les sentiments, les volontés s'engendrent, se développent, fleurissent, donnent leurs fruits, comme les êtres animés, et se modifient par leur génération même, dans leur liberté personnelle et leur dépendance générale. Pourquoi reprocher à Érasme de ne point retourner à ce qu'il a condamné ; pourquoi l'accuser de n'embrasser pas ce qu'il ne peut comprendre.

La faute d'Érasme fut de ne pas se tenir toujours ferme entre les deux partis, et de chercher enfin avec un peu de précipitation, contre une révolution qui ne l'atteignait pas, un refuge sous les ailes de l'autorité établie. Lui, le défenseur de Reuchlin, ancien ennemi de Hogstraten, il écrit au dernier, maintenant que la hardiesse des innovations théologiques a fait tort au premier et relevé le crédit du second. Il n'avait eu longtemps que des injures pour les universités de Louvain et de Cologne, ces nids d'oiseaux voraces. Elles viennent de condamner les thèses de Luther; Érasme fait sa paix avec elles. Un légat romain, Aleandre, vient en Allemagne pour requérir le bras séculier contre Luther. Érasme va le voir. Si le philosophe fait une nouvelle édition de ses lettres ou de ses adages, il en retranche des éloges qu'il trouve maintenant indiscrets en faveur des novateurs ; enfin c'est à un nouveau pontife, à Adrien, qu'il dédie alors son commentaire sur Arnobe, et il appelle celui-ci le restaurateur de l'Église. On l'annonce déjà : il va écrire contre

Luther, renier ses enfants, se renier lui-même. Rome ne lui prépare-t-elle pas déjà des honneurs, un triomphe, comme au nouveau Camille qui rétablira sa fortune chancelante. Voilà au moins ce que disent les imprudents amis de Luther ; l'un d'eux, un enfant perdu de la Réforme, qui croyait avoir à se plaindre d'Érasme, le décide en lui reprochant aigrement toutes ses versatilités et le jette décidément dans les bras de Rome. « Va, dit-il, franchis la limite fatale. Tu as flotté jusqu'ici entre les deux partis, passe au vainqueur. Ils te l'ont dit : toi seul nous soutenais ; sans toi nous ne serons plus rien. C'est en vain que tu résistes ; leurs applaudissements, leurs flatteries, leurs présents peut-être t'entraînent. Tu es à eux bon gré mal gré, instrument utile entre leurs mains, mais jamais aimé, jamais pardonné ; car si tu combats parmi nos adversaires, tes livres, les meilleurs, sont avec nous. Quoi que tu fasses tu nous a tous suscités. Dans le camp ennemi, encore avec nous, tu combattras contre toi-même, d'autant plus faible et plus à plaindre que tu auras affaire à la meilleure partie de toi et que ton ambition luttera contre ta vertu [1] ».

Dans la défense d'Érasme, on assiste au combat qu'il se livre à lui-même pour franchir ce pas redoutable. Il se défend avec soin du reproche de versatilité et de faiblesse. Il affaiblit d'abord la part qu'il a prise autrefois à la guerre contre l'Église. « Il n'a jamais, dit il, pensé ou écrit sérieusement contre Hogstraten, tout ce que rapportent les universités de Louvain, de Cologne et les frères prêcheurs ; contre ses ennemis, contre Aléandre, l'Église et la papauté, il l'avoue, il a donné des encouragements aux lettres, en louant Reuchlin. Hé bien! il est prêt encore à louer Reuchlin. Dans les luttes des humanistes et des dominicains,

[1] Er. Epp., I, p. 653.

au lieu d'exciter les premiers, il les a toujours engagés à la modération, comme il l'a bien prouvé en arrêtant deux ans la publication du *Triumphus Capnionis*. S'il a pu louer autrefois Luther, il n'a jamais approuvé toutes ses opinions; il a condamné les vices des Romains, les abus de la curie, mais non l'Eglise et la papauté. On a pris des propos de table et quelques lettres écrites dans l'intimité ou sous quelque influence particulière, pour l'expression réelle de la pensée d'Érasme. A table, il s'en confesse, il a le défaut d'aimer à plaisanter et de ne point savoir retenir sa langue [1]. Quant à ses lettres, pour en conclure les opinions de l'écrivain, il faudrait les produire toutes, et tenir compte, pour quelques-unes, des embarras d'un homme qui a une correspondance si étendue et qui est bien obligé d'adapter une chaussure à chaque pied. »

« Des brouillons, dit-il assez cruellement quoique avec quelque vérité, ont cherché à l'entraîner dans la faction de Luther, semblables à ces noyés qui s'attrappent où ils peuvent, au risque d'entraîner avec eux ceux qu'ils saisissent; il a dû faire connaître à Hogstraten, aux universités, à Aléandre, au pape, sa véritable façon de penser. Il n'a jamais aimé le grand inquisiteur; mais, dans l'intérêt de ses études, il n'a point voulu avoir querelle avec lui. D'ailleurs, ne lui est-il plus permis de louer les ordres des mendiants, les universités, parce qu'ils renferment quelques mauvais moines ou quelques ignorants? Autant vaudrait détester la chrétienté, parce qu'il y a de mauvais chrétiens. Il était, il est vrai, fort mal disposé contre le légat Aléandre qui voulait le confondre dans la persécution contre Luther;

[1] L. c , 417. sqq In conviviis aut contabulationibus amicorum nugor quidquid in buccam venit, sæpe liberius quam expedit. Et hoc mihi vitium et maximum, etc. etc.

mais, il a eu avec lui un entretien de trois heures, dans lequel il s'est lavé de tout reproche d'hérésie, de toute complicité avec Luther ; et ils ont fait la paix. Enfin n'ayant jamais relevé que des abus, des vices regrettables dans la papauté, il peut bien saluer avec joie un pape qui les fera disparaître. »

Après avoir, comme on le voit, non sans quelque peine, expliqué, justifié ses variations, ses contradictions, Érasme profite de l'occasion pour prendre une position nette et décisive. « Comment, dit-il, aurait-il quitté le parti des Luthériens ? Il n'a jamais fait cause commune avec eux ; comment chercherait-il à rentrer dans le giron de l'Eglise ? il n'en est jamais sorti. Il y a trois ans, il a déjà dit dans ses *Colloques familiers*, qu'il n'était point avec Luther ; cependant il a quitté le Brabant, depuis deux ans, pour se soustraire à ceux qui voulaient le forcer à écrire contre lui. »

Mais on lui reproche de douter que l'Esprit-Saint parle par la bouche de Luther et puisse s'allier avec tant de violence et d'amertume; on l'accuse d'être prêt à écrire contre le moine augustin. Érasme l'avoue, il doute encore de l'inspiration de Luther; et, s'il se trompe, il prie le Christ de favoriser l'entreprise du moine. Après cela, s'il est disposé à discuter sans passion, sur l'Évangile, avec Luther, le mal est-il si grand? Luther et l'Évangile n'y pourraient-ils point gagner? Mais il écrira en faveur du Saint-Siège, auquel il a promis de ne jamais manquer. Où est le mal? Il restera fidèle au Saint-Siège, cela ne veut pas dire qu'il défendra la tyrannie, protègera tous les abus. Il ne manquera pas au Saint-Siège, tant que celui-ci ne manquera point à la gloire du Christ.

« Dans cette époque de trouble, au milieu de tous les dangers qui ont menacé sa réputation et sa vie, Érasme a

toujours pris soin de se conduire de façon à n'exciter aucun trouble, à refuser son concours à tous ceux qu'il n'approuve point, et cependant à ne trahir nulle part la vérité évangélique. D'un côté, il voit l'infaillibilité pontificale, qui vaut bien celle de Luther, l'autorité, chose excellente et qu'il faudrait créer, si le Saint-Siège ne la tenait de Pierre ; de l'autre, il voit un homme dont il doute et, au-dessous de lui, une faction composée d'hommes unis par la même haine contre Rome, mais, sur le reste, entièrement différents, divisés même ; car si les uns appuient Luther pour obtenir la ruine de la tyrannie romaine, la réforme du clergé, l'affranchissement des consciences ; les autres, hommes de trouble et de rapines, n'ayant rien à perdre, abusent de son nom pour rejeter toute espèce de frein ; en vérité le doute n'est-il pas permis ? S'il cherche maintenant les causes de ce schisme, il rencontre les mêmes raisons de s'abstenir. Erasme est un lettré, un philosophe, aimant à s'enfermer dans sa chambre, dans son poêle pour y étudier à loisir ses auteurs favoris.

Mais maintenant, de quoi s'agit-il ? de savoir si le Saint-siège vient du Christ, si la confession est dans l'Évangile, si le libre arbitre ou la grâce conduisent au salut, si les œuvres de l'homme peuvent être bonnes et si la messe est un sacrifice ; toutes choses dont il vaudrait mieux soustraire la connaissance au vulgaire et qui, d'ailleurs, ne sont point articles de foi ! Érasme serait bien embarrassé de se prononcer. Quel qu'opinion qu'il condamnât ou approuvât, il proscrirait beaucoup de bon pour adopter bien des choses qu'il ne comprend pas. Tenterait-il de faire justice distributive, il se mettrait les deux parties sur les bras. Pour ces questions scolastiques d'ailleurs, il ne voudrait point arracher la vie à un autre, ni donner la sienne. Prêt à mourir

pour le Christ, il ne veut point être martyr de Luther. Il restera donc fidèle à lui-même, dévoué à la cause des lettres, préparant une théologie plus simple, plus vraie, ainsi qu'il fait actuellement dans ses paraphrases [1], désirant, il l'avoue, dans l'intérêt de son repos, non de son bonheur, l'amitié des puissants et des bons, et décidé à conserver dans ses travaux le calme de son âme, à l'approche du moment où il paraîtra devant le tribunal du Christ. »

Lorsqu'il écrivait ainsi ,Érasme hésitait encore. Une lettre, où Luther semblait le prendre en pitié et le mettre au défi, le décida à écrire et à publier son livre sur *le libre arbitre* qui fut son dernier combat mais dont le récit appartient plutôt à l'histoire de Luther. Il porta à son adversaire de rudes coups, mais « ce roi amphibole, ainsi que Luther l'appela, qui siège tranquille sur le trône de l'amphibologie et trompe le monde par ses paroles ambiguës et ses insidieuses figures, se retira aussi meurtri de la lutte ». Luther ne se contenta pas de lui rendre coup pour coup, il ameuta tous les siens contre lui. « Je vous prie, vous tous, dit-il, pour qui l'honneur du Christ et de l'Evangile est une chose sérieuse, que vous veuillez être ennemis d'Erasme ; » et il le dénonça comme un traître, un épicurien et un sceptique. Erasme, dit-il, « comme sa figure le montre, est un homme plein de ruse et de malice qui s'est moqué de Dieu et de la religion. Il emploie de belles paroles : le cher Christ, la parole de salut, les saints sacrements ; mais il tient la vérité pour une très froide chose. S'il prêche, cela sonne faux comme un vase fêlé. Il a attaqué la papauté et maintenant il tire sa tête du lacet. » Le philosophe de Rotterdam fut sensible à ces injures et plus encore à l'abandon dans

[1] *L. c. Provcho bonas litteras simpliciorem, sinceriorem, theologiam... Paraphrases meditor*, etc. etc., passim Er.

lequel il fut laissé par les catholiques dont il ne reçut que de froids compliments. « Voilà donc, ma récompense, dit-il ; si je n'avais pas commencé, je ne voudrais pas écrire un mot aujourd'hui, » et dans une autre lettre : « Que ne m'a-t-il été permis de vieillir dans le jardin des muses. Me voici, moi sexagénaire, poussé de force dans l'arène et, au lieu de la lyre, tenant le ceste et le filet. On me félicite de mes triomphes... Ah ! je ne sais pas de quoi je triomphe. La faction croît de jour en jour. Était-il donc dans ma destinée, que, à l'âge où je suis, d'ami des muses je devinsse un misérable gladiateur ! »

Après avoir longtemps ménagé Luther, Érasme s'était contenté d'escarmoucher autour de lui. « On n'avait jamais vu tant de discordes, de dissensions, disait-il, que depuis que tout le monde avait l'Évangile à la main. » Le réformateur le fit décidément sortir de sa neutralité, par une autre lettre doucereuse dans laquelle il lui accordait plus d'intelligence qu'il n'en fallait pour comprendre l'Écriture mais lui refusait assez de cœur pour la défendre. En bon critique, Érasme connaissait et jugeait bien son homme. « Ce qui me choque en Luther, disait-il, c'est qu'il pousse tout à l'excès ; averti, il va encore plus avant ; c'est un esprit ardent, une humeur impétueuse, un Achille dont on ne saurait calmer la colère. » Jamais Luther ne mérita plus ce jugement que dans cette querelle, lorsque, poussant sa doctrine à l'excès, il se montra disposé à sacrifier la liberté humaine à la grâce. Érasme, allant droit au défaut de la cuirasse, publia alors son traité du *libre arbitre* [1] où il revendiquait contre son adversaire la liberté de la volonté humaine sacrifiée. « Ce que j'estime, » répondit Luther qui sentit la justesse du coup, « c'est que seul tu as touché le

[1] Er. op. *De libero arbitrio.* — Luth., op. *De servo arbitrio.*

fond de l'affaire. Toi, tu ne me fatigues pas de querelles étrangères, de papauté, d'indulgences et autres fadaises. Seul, tu as saisi le nœud, tu as frappé à la gorge. Merci, Érasme. » Et il riposte avec plus de hardiesse encore qu'il n'était attaqué, par son livre de la *volonté esclave* ou du *serf arbitre*.

En philosophe, Érasme en appelle à la conscience humaine qui se sent libre d'agir ou de ne pas agir. Il ne nie pas la grâce, mais il lui conteste et l'irrésistible puissance et les caprices monstrueux de la tyrannie. « Si l'homme cède à la grâce, dit-il, il fait le bien ; si, à sa nature, il fait le mal ; entre les deux il est libre et responsable. La justice peut-elle admettre que nous soyons punis pour des actes que nous ne commettrions pas nous-mêmes. Si l'homme est l'esclave de la faute, pourquoi le punir ? N'est-ce pas une amère ironie que Dieu nous commande de faire le bien, si nous ne pouvons pas l'accomplir, et qu'il châtie cruellement le mal dont il est lui-même l'auteur ? » Érasme appuie ses raisonnements d'autorités prises dans les écrits des Pères que son adversaire ne rejetait pas autrefois, et s'efforce de dégager du débat, comme inutile, l'argument tiré de la prescience divine contre la liberté ! Mais Luther, l'homme de la grâce, que menaient d'ailleurs, tantôt sa passion, tantôt les circonstances, n'était pas l'homme du libre arbitre. Il avait toujours été mené et comme poussé en avant. Pour retrouver son assiette et se défendre, il s'enferme plus étroitement encore dans le dogme du péché originel et de la rédemption gratuite ; il rejette toute interprétation humaine et plonge dans sa doctrine jusqu'à l'abîme. « Oui, dit-il, Dieu prévoit, propose et accomplit tout dans son éternelle, immuable et infaillible volonté. Voilà la foudre qui écrase le libre arbitre. C'est le degré suprême de la foi de croire

à la clémence du Dieu qui sauve rarement ses créatures et d'adorer sa justice qui en tient en réserve un si grand nombre à la damnation, quand même il paraîtrait se plaire à nos tourments et mériter plus de haine que d'amour. Il ne peut faire mal, sans doute; mais quand il agit dans le méchant, ses œuvres sont mauvaises; et l'impie ne peut pas ne pas pécher, bien que ce soit Dieu qui agisse en lui. » Puis arrivent, comme à l'ordinaire, les violentes images: « La volonté indomptée, cavale en plein champ! Dieu se montre-t-il, elle s'assouplit, obéit et va où il veut. Dieu abandonne-t-il le mors, Satan s'élance sur le dos de l'animal et le conduit aussi où il veut. Il n'y a de lutte possible qu'entre les deux cavaliers: Satan et Dieu; car le psalmiste a dit: « J'ai été fait comme une bête de somme » Érasme riposte en suivant Luther sur le roc où il s'est retranché, sur le terrain de la Bible: — « Mais quoi! si l'Écriture est si lumineuse, pourquoi les Apôtres se sont-ils plu à la commenter, et les Pères après les Apôtres et après les Apôtres tant de docteurs et de conciles! Ce sont des hommes; sans doute, mais le cénacle de Wittemberg n'est-il pas composé d'hommes aussi? » Luther ne bronche pas. Il ne veut rien retrancher de la toute-puissance, de l'indépendance et de l'irresponsabilité de Dieu: « Est-ce que, dit-il, Dieu ne damne pas des créatures même qui ne le méritent pas, et des âmes avant qu'elles soient nées? Pour lui, du libre arbitre il n'en voudrait pas, ni de tout autre instrument de salut. Sa vie serait-elle sans fin, il ne serait jamais sûr d'avoir satisfait à Dieu. Mais Dieu le sauvera, sans ses œuvres, il l'a promis; il ne mentira pas. » On ne saurait sacrifier plus délibérément la créature au créateur.

A entendre Luther, « la grâce qui vient du rédempteur est seule capable de produire de bonnes œuvres, dans une

nature corrompue par le péché ; quelle part est laissée à la liberté de l'homme ? — Né du péché, l'homme est voué naturellement à la damnation ; la grâce seule le sauve ; et, comme elle est libre, volontaire, ne devant rien à personne, elle sauve ou elle laisse perdre qui elle veut. L'argile ne dit pas au potier : Pourquoi m'as-tu fait amphore ? Pourquoi m'as-tu fait cuvette ? » Mais alors, où est la responsabilité de l'homme ? C'était, sur le terrain de la Bible et de l'Évangile, la question que les philosophes agitent entre le bien et le mal, la toute-puissance, la prescience de Dieu et la liberté de l'homme ; mais posée, dans le christianisme, elle était bien plus vivante et plus dramatique. Érasme, après avoir hésité longtemps entre les luthériens et les orthodoxes, attaquait ce point vulnérable du réformateur.

En même temps, quelques partisans de Luther déduisaient de sa doctrine d'autres conséquences mortelles au catholicisme. Appliquant aux pratiques du culte ce qu'il avait dit des œuvres, Luther avait dit, à propos de l'Eucharistie : « Ce n'est pas le sacrement qui justifie, mais la foi en le sacrement. » A quoi bon, dès lors, dans la communion, le miracle permanent, le changement du pain et du vin en le corps et en le sang de Jésus ? Carlostad l'avait fait remarquer le premier. Puis, le réformateur de la Suisse, Zwingle, avait ajouté, dès 1523. « Le pain et le vin, ne sont dans la cène que ce que l'eau est dans le baptême ; c'est en vain que l'on plongerait dans l'eau mille fois un homme qui ne croit pas ; la foi, voilà ce qui est requis. » Maintenant, d'autres comme Bucer, Œcolampade suivaient ; et tous les réformés des bords du Rhin, devenus plus radicaux que Luther, ne voyaient plus dans les espèces qu'un signe et dans la communion qu'un acte commémoratif.

La poésie, à la suite, quitte la cynique ironie des *farces de Carnaval* de Thomas Murner, et la spirituelle folie de Sébastien Brandt pour de plus nobles thèmes et des sentiments plus élevés. Elle niait, elle commence à affirmer; elle ébranlait la foi dans les âmes, elle la relève en se retrempant aussi aux sources chrétiennes. Le célèbre cordonnier poète, maître compagnon de la bonne ville de Nuremberg, Hans Sachs change de mode. En 1523 dans une chanson devenue célèbre, il déplore le crépuscule au milieu duquel la doctrine errait comme un astre voilé dans les sombres nuages, quand le chant du rossignol de Wittemberg s'est levé à l'horizon pour réjouir le monde. Depuis lors, il laisse les vieux contes et les joyeuses chansons de l'atelier, de l'échoppe ou du compagnonnage; il met en action dans des drames ou des mystères naïfs les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament; il voit dans Abel la véritable Église chrétienne tuée par Caïn; il met saint Paul et saint Pierre en présence, à l'avantage du premier; quand sa veine quitte les régions bibliques c'est pour chanter les innocentes joies de la nature rajeunie par le printemps et le bonheur du foyer conjugal, parfumant toutes ses œuvres d'une douce senteur d'honnêteté qui réjouit et qui donne une idée de la vie calme et paisible de l'heureuse ville de Nuremberg qui sut passer doucement à la réforme, sans renverser violemment l'ancien culte et conserver sa tranquillité dans un temps et dans un pays remués par tant d'excès et d'orages.

La révolution religieuse ne laissa pas Erasme tranquille dans la petite maison et le petit jardin qu'il s'était choisis près de la demeure de l'imprimerie de Froben, son ami. Il aiguisait encore contre les uns et les autres les bons mots qui étaient sa consolation et tournait les phrases à double entente où il croyait trouver sa sauvegarde, comme Cicéron

dans les dernières convulsions de la république romaine, quand la révolution vint le relancer à Bâle. La ville voulait, comme tant d'autres, se prononcer, choisir ouvertement entre le catholicisme et la réforme. Elle comptait sur les lumières, sur l'opinion de son hôte célèbre pour se décider en connaissance de cause. Il voulut, en s'embarquant furtivement sur un quai désert, avec sa maladie, ses livres et ses bagages, échapper à cet honneur et à ce péril. Les Bâlois, pour sauver leur réputation, imposèrent à leur hôte l'obligation de partir en pleine ville de Bâle sous leurs yeux

Érasme traîna ainsi ses dernières études et ses dernières douleurs à Fribourg, en Suisse, revint encore une fois dans la chère patrie de son choix, maintenant réformée, et, toujours inquiet, il voulait aller mourir en Franche-Comté, à Besançon, sur une terre catholique, quand sa dernière maladie le surprit au moins dans les bras de ses amis (1536), écrivant un livre sur la pureté de l'Évangile et témoignant dans ses lettres qu'il « n'avait jamais douté d'une seule parole du Christ. » Ni prêtre, ni laïc, ni catholique, ni protestant, au milieu d'un monde qui lui échappait toujours, Érasme, philosophe, le sourire encore aux lèvres et l'espérance au cœur, murmura en mourant : « Mon Dieu, délivrez-moi ; mon Dieu, ayez pitié de moi ! » Bâle, sa patrie d'adoption, a conservé religieusement sa maison, son anneau, son cachet, son testament écrit de sa main. C'est le souvenir pieux que gardait de lui une ville qui avait rejeté les reliques des saints. Rotterdam, sa patrie de naissance, a gardé son culte, en lui élevant à plusieurs reprises une statue de bois puis une de marbre, puis une de bronze, monument commémoratif du *philosophe* qui a gardé ce nom.

Humaniste avant tout, Érasme était un lettré, un homme de raison et d'étude qui visait à préparer par la science

et la sagesse la réforme de l'Église et l'intelligence de la foi. Il sourit d'abord aux hardiesses et même aux avances du petit moine, sans cependant convenir qu'il avait lu son badinage scolastique Mais il s'effraie bientôt de la tournure tumultueuse, populaire, que prend la querelle. Qu'un moine jette, en proie aux discussions des hommes, une théologie nouvelle, obscure, hardie, cela lui paraît presque un retour en arrière, un dommage pour les lettres; qu'il traite ainsi de haut, et qu'il brave les grands, lui, qui les a toujours ménagés, il s'en effraie. Quelques-uns des novateurs cherchent à l'enrôler dans cette guerre ouverte. Rome au contraire l'excite à la défense des pouvoirs établis. Ami de la sécurité et de l'indépendance philosophique, il écrit avec d'habiles ménagements et une douce ironie aux uns et aux autres et ne rompt avec personne, surtout avec les puissants. Il donne à tous des conseils de modération et de sagesse et se tient ainsi à égale distance des champions de la réforme, dont les flatteries, les caresses cherchent à l'entraîner, et des satellites de l'ancien culte qui voudraient l'intimider ou le gagner par leurs menaces ou leurs promesses. Assez clairvoyant pour distinguer le côté faible de la nouvelle Eglise, comme il avait vu celu de l'ancienne, les écarts de Luther et ceux plus grands de ses disciples, comme il avait vu les abus et les vices de la cour de Rome, obligé d'ailleurs d'écrire à tout le monde, il varie son thème selon les gens; il s'égaie et égaie les autres en continuant ici ses anciennes plaisanteries contre l'ambition séculière des pontifes et l'ignorance des couvents, et en en faisant ailleurs de nouvelles contre les défroqués, les apostats nomades, les moines échappés et faméliques qui demandent du pain et une femme et font fi du reste.

Mais le temps n'est plus au rire, à la folie pacifique. On fulmine des bulles et des anti-bulles, on élève des bûchers où l'on brûle des livres et bientôt même des gens. Les papes et les empereurs, les princes et les évêques s'émeuvent; on rassemble des diètes, on parle presque de concile. Erasme est compromis par la familiarité, par l'admiration des petits; et les grands l'avertissent ou le consultent. Il se tient à l'écart des premiers. Il adresse aux autres des plaisanteries à double entente ou des conseils tout politiques, et il revoit les éditions de ses anciens ouvrages et en publie de nouveaux fort érudits et en dehors des préoccupations qui agitent les esprits et remuent le monde. Mais la tempête gronde.

L'ami d'Erasme, l'allemand Holbein, avant de partir pour l'Angleterre, où il fit ses chefs-d'œuvres, avait représenté le doute né de la renaissance païenne, dans la fameuse danse macabre de Bâle où il jette pêle-mêle dans la même ronde les vivants et les morts, les anges et les démons, les rois et les fous. Maintenant Albert Durer, le peintre Nurembergeois, aimé des patriciens de la ville et autrefois de Maximilien, dont il avait peint le triomphe, commence à animer ses peintures religieuses, jusque-là partagées, comme à Cologne, entre la vieille manière byzantine et l'imitation italienne, d'un souffle évangélique tout nouveau mais modéré cependant, comme dans ses deux évangélistes, *Jean et Marc*, et *les Apôtres Pierre et Paul*, à Nuremberg. Mais le véritable artiste de la réformation c'est le Saxon Lucas Cranach, l'ami de Luther, le favori de Frédéric le Sage et de son successeur Jean le Constant. Il abandonne tout à fait alors la mythologie païenne aussi bien que les sujets tirés du martyrologe et de la liturgie pour propager avec le dessin l'inspiration nouvelle. On surprend

cette tendance à Wittemberg dans *la passion du Christ*, et surtout à Weimar dans cette *descente de croix*, moitié symbolique et moitié réelle, où le Christ mourant terrasse sur une prairie verdoyante les puissances du mal en présence de Luther, de l'électeur Frédéric avec sa famille, et du peintre lui-même dans son costume noir de vénitien.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME

# TABLE DES MATIÈRES

## LIVRE XV

## ORIGINES ET COMMENCEMENTS DE LA RÉFORME

### CHAPITRE XXXIV



### CHAPITRE XXXV

L'EMPEREUR SIGISMOND DE LUXEMBOURG. — LE CONCILE DE CONSTANCE



## LIVRE XVI

## RETOUR DE L'AUTRICHE A L'EMPIRE

### CHAPITRE XXXVI

## CHAPITRE XXXVII



## CHAPITRE XXXVIII



---

# LIVRE XVII

# LA RENAISSANCE AVANT LA RÉFORME

## CHAPITRE XXXIX



## CHAPITRE XL

---

## LIVRE XVIII

## LUTHER ET LA THÉOLOGIE

### CHAPITRE XLI



---

## LIVRE XIX

## LA POLITIQUE

ÉLECTION DE CHARLES-QUINT (1519). — LUTHER A LA DIÈTE DE WORMS (1521).

### CHAPITRE XLII



### CHAPITRE XLIII



---

Tours, imp. Deslis frères

